

Alpi e patrimonio industriale / Alpes et patrimoine industriel / Alpen und industrielles Erbe

Cosa racconta il passato industriale delle Alpi? I vari studi contenuti in questo volume si interrogano su differenze e similitudini della patrimonializzazione dell'industria rispetto all'evoluzione della memoria e della costruzione patrimoniale promossa in questi ultimi decenni nel mondo alpino.

Que raconte-t-il le passé industriel des Alpes? Les diverses études réunies dans ce volume s'interrogent sur les différences et les similitudes de la patrimonialisation de l'industrie par rapport à l'évolution de la vision mémorielle et patrimoniale des dernières décennies dans le monde alpin.

Was erzählt uns die industrielle Vergangenheit über die Alpen? Die in diesem Band enthaltenen Studien diskutieren Unterschiede und Ähnlichkeiten der Patrimonialisierung der Industrie im Vergleich zur Entwicklung der Erinnerung und des industriellen Erbes in diesen letzten Jahrzehnten im Alpenraum.

Alpi e patrimonio industriale
Alpes et patrimoine industriel
Alpen und industrielles Erbe

Alpi e patrimonio industriale

Alpes et patrimoine industriel Alpen und industrielles Erbe

a cura di / sous la dir. de / Hrsg.
Luigi Lorenzetti
Nelly Valsangiacomo

CHF 25.- / € 25



Università
della
Svizzera
italiana

Accademia
di architettura

Laboratorio
di Storia
delle Alpi
LabiSAlp



MAP

Università della Svizzera italiana
Accademia di architettura
Laboratorio di Storia delle Alpi

Mendrisio Academy Press

Laboratorio di Storia delle Alpi
Studies on Alpine History

Il volume è stato pubblicato grazie al sostegno di
Fondazione Ing. Pasquale Lucchini (Lugano)
Fondazione Agnese e Agostino Maletti (Mendrisio)



Fondazione Agnese e Agostino Maletti - Mendrisio

Coordinamento editoriale
Tiziano Casartelli

Progetto grafico
Alberto Canepa

Alpi e patrimonio industriale

Cultura e memoria, XIX-XX sec.

Alpes et patrimoine industriel

Culture et mémoire, XIX^e-XX^e siècles

Alpen und industrielles Erbe

Kultur und Erinnerung, 19.-20. Jahrhundert

a cura di /sous la dir. de / Hrsg.
Luigi Lorenzetti, Nelly Valsangiacomo

- 7 Les Alpes et le patrimoine industriel: un conflit inéluctable ou un dialogue à construire?
Luigi Lorenzetti, Nelly Valsangiacomo

I. Storia e memorie industriali
Histoires et mémoires industrielles
Geschichte und industrielle Erinnerungen

- 23 Tunnelbau und Grossindustrie im Oberwallis: eine Geschichte von Männern und Frauen
Elisabeth Joris
- 55 Le patrimoine industriel historique et l'identité du district biellais
Gianni Perona
- 77 Note su una memoria nascosta: l'industria nella storia sociale del Trentino (XIX-XX sec.)
Casimira Grandi
- 99 Der Bau des Speicherkraftwerks Wienerbruck – die Transformation einer Landschaft aus der Sicht der Ingenieure
Angelika Schoder
- 125 La Cogne, industria siderurgica tra le Alpi
Luca Moretto
- 145 Il disastro del Vajont. Carte, immagini, voci di una memoria rimossa
Maurizio Reberschak
- 173 Figli – e nipoti – della miniera: la memoria del passato minerario a Macugnaga e le sue articolazioni
Roberta Clara Zanini

II. Fenomeni e forme di patrimonializzazione
Phénomènes et formes de patrimonialisation
Phänomene und Formen der Patrimonialisierung

- 193 Une patrimonialisation permanente. Le territoire et le récit de l'histoire industrielle (Vallée moyenne de l'Arve, Haute-Savoie, XVIII^e-XXI^e siècles)
Pierre Judet
- 211 Die unsichtbare Arbeit: Entstehung und Darstellung der Berninabahn
Andrea Tognina
- 225 L'industria come patrimonio. Il caso della Val Chisone in Piemonte
Giulia Fassio, Valentina Porcellana
- 243 Die Zementfabrik im Park – Die Geschichte eines kulturellen und territorialen Projekts
Paola Pronini Medici
- 261 “Innovante ou absente”: la représentation biaisée de l'industrie alpine par la télévision (FR3 Alpes)
Anne-Marie Granet-Abisset
- 281 “Paysage industriel”. Retour sur une expérience de coopération artistique et scientifique dans les Parc naturels régionaux de la Lorraine, des Monts d'Ardèche, du Pilat et du Vercors (2010-2014)
Philippe Hanus
- 297 English Abstracts

Les Alpes et le patrimoine industriel: un conflit inéluctable ou un dialogue à construire?

Luigi Lorenzetti, Nelly Valsangiacomo

Invention des Alpes, patrimonialisation et construction identitaire

L'“invention” des Alpes fait certainement partie des legs des Lumières et du Romantisme à la culture occidentale. Un legs tenace, dont les images et les symboles qui le composent continuent à inspirer notre regard sur le monde et les paysages alpins. À l'heure actuelle encore, il est impossible de penser aux Alpes en dehors de quelques catégories esthétiques (le bucolique, le sublime, le pittoresque, le folklorique, ...), anthropologiques (la genuïté, la typicité, la tradition, la ruralité, la frugalité, ...), environnementales (la nature, les glaciers, l'air salubre, la neige, ...) ou socio-économiques (l'agriculture, le tourisme, les sports d'hiver, ...). Par ailleurs, dans l'imaginaire collectif les Alpes ne sont que les montagnes et les sommets qui les composent; on pense beaucoup moins aux vallées et aux plaines qui s'insinuent à l'intérieur de ces massifs imposants, là où, en effet, la population est majoritairement présente et où ces catégories figées doivent se confronter à une activité humaine importante.

Continuellement renouvelées au fil du temps, au XX^e siècle ces catégories ont acquis des valeurs identitaires qui ont donné le départ au mouvement de patrimonialisation des Alpes et qui se réfèrent à des paysages et aux éléments qui sont désormais acquis en tant que composantes essentielles de ce paysage. Pour cela, dans la liste des patrimoines de l'humanité de l'Unesco, à côté des sites naturels tels que le glacier de l'Aletsch, le haut lieu tectonique Sardona et le Monte San Giorgio en Suisse, les Dolomites en Italie, les Grottes de Škocjan en Slovénie, figurent les monuments et les sites historiques tels que

les châteaux et les murailles de Bellinzona, l'art rupestre dans le Val Camonica, les Sacri Monti de Lombardie et du Piémont, le centre historique de la ville de Salzbourg ou le Paysage culturel de Hallstatt-Dachstein / Salzkammergu, mais aussi les lignes ferroviaires (le Bernina et le chemin de fer du Semmering), puisque la construction du paysage alpin, même au niveau touristique, inclut depuis longtemps la présence des structures ferroviaires en tant qu'éléments caractéristiques de son identité. Le processus de transformation de tous ces éléments en patrimoine est comparable aux autres phénomènes de patrimonialisation, en accélération dans la deuxième partie du XX^e siècle qui a vu la mutation des formes de conservation plus ou moins développées en vraie préoccupations patrimoniales,¹ avec tout ce que cela comporte: de l'aspect émotionnel, qui réinterprète les traces du passé pour construire une identité consensuelle et partagée, à une réflexion sur la rentabilité, symbolique et économique, en passant pour une évaluation de type esthétique, à un changement des pratiques de la transmission mémorielle.

Les sites alpins inclus dans la liste de l'Unesco sont donc la dernière étape d'un long parcours qui a ses origines dans la seconde moitié du XIX^e siècle lorsque la mise en scène des Alpes s'est accompagnée d'un processus de muséification qui a cristallisé les images élaborées par la culture européenne depuis le XVIII^e siècle. À travers les expositions nationales et internationales, qui ne perdent pas l'occasion pour afficher une image stéréotypée des Alpes, les initiatives muséales (souvent liées aux milieux de l'alpinisme ou de la recherche folklorique),² ou encore les associations de sauvegarde du paysage telles que Heimatschutz,³ les Alpes connaissent depuis la seconde moitié du XIX^e siècle des formes de patrimonialisation condensant les images qui se sont sédimentées au cours des trois derniers siècles et qui, à travers un processus de "manipulation" à la fois voulu et subi, mettent en premier plan leur caractère mythifié, folklorisant et marchand.⁴

La représentation des Alpes en tant que "temple de la nature" et la création d'un imaginaire fondé sur le caractère pittoresque et sublime de ses paysages ont toutefois occulté d'autres aspects. Bien que souvent ponctuelles et menues, les activités liées à la production manufacturière et industrielle sont restées à l'écart de cette construction. Elles apparaissent comme des formes étrangères à la réalité foncièrement paysanne et rurale des montagnes et de leur identité. Comme le relève A.-M. Granet-Abisset, dans les représentations collectives véhiculées par les médias, «l'industrie est nécessairement ur-

baine» puisque «c'est la ville qui incarne le dynamisme économique et social et insuffle les dynamiques territoriales».

Pourtant, comme d'autres espaces "marginaux" et non urbains, les Alpes ont fourni une contribution – certes secondaire, mais non pas insignifiante – au parcours industriel du continent européen. Selon S. Pollard, le caractère marginal des Alpes aurait même encouragé la naissance d'institutions libres, favorisant l'esprit d'entreprise chez leurs habitants et l'installations d'activités productives de type industriel.⁵ Dans une autre perspective, le riche inventaire de H.-P. Bärtschi dédié à l'économie industrielle helvétique depuis le XVIII^e siècle, signale 52 sites (sur un total de 354, soit près de 15 pour cent) qui sont situés dans l'aire alpine.⁶ De plus, la présence industrielle a marqué, parfois avec un trait épais, le territoire et le paysage alpin. Qu'il s'agisse de l'exploitation des ressources minières et des activités métallurgiques, qui entre le Moyen âge et le XIX^e siècle en pointillent une large partie du territoire, ou des expériences de la seconde révolution industrielle donnant lieu à la formation d'importantes concentrations ouvrières et à des modèles sociaux à la recherche d'une synthèse entre le monde industriel et le monde paysan (c'est par exemple le cas des industries horlogères),⁷ ces diverses présences invitent à questionner la construction de l'identité alpine en tenant aussi compte d'autres catégories, notamment celles de la production, du travail et de la mémoire se rattachant au monde industriel et à la modernisation économique dans ses multiples manifestations.

À première vue, cette perspective semble incompatible avec la perception et l'image qui, comme on l'a dit, continue à imprégner les Alpes. Une image par ailleurs nourrie et constamment renouvelée par une large partie des milieux de la promotion touristique, mais aussi par nombre d'institutions muséales et culturelles et par les acteurs de la vulgarisation scientifique pour qui le passé industriel demeure un élément exogène en contraste avec le cadre alpin.⁸ Mais tout compte fait, la perception esthétisante des Alpes (notamment celle issue de l'époque romantique) et le rapport techniciste qui s'est greffé sur elles ne sont que les deux faces d'une même médaille. D'une certaine manière, la mise en place d'infrastructures touristiques permettant de jouir des paysages alpins et la réalisation d'équipements destinées à la production et à l'économie industrielle relèvent d'un dispositif analogue d'appropriation de l'espace alpin qui a sa logique intime dans une attitude prométhéenne et technicienne à l'égard du milieu et de ses ressources. En outre, dans les deux

cas, ces appropriations sont destinées à *l'usage d'autrui*: les touristes d'une part, les consommateurs des plaines et des villes d'autre part. Mais si dans le premier cas la mise en place d'infrastructures s'appuie sur un système idéologique fondé sur un rapport esthétique avec la nature, dans le deuxième cas ce rapport se base sur une logique strictement productiviste.

Le patrimoine industriel, quant à lui, n'est considéré que tardivement, parfois suite à des destructions particulièrement significatives. Plus en général, c'est surtout dès les années 1980-1990 que l'idée de patrimoine industriel fait surface dans les institutions et parmi les chercheurs,⁹ même si le développement de l'archéologie industrielle remonte à quelques décennies auparavant. L'une des finalités de cette approche interdisciplinaire qui s'est intéressée tant aux aspects matériels, qu'aux pratiques sociales et économiques, a été de mettre en valeur les friches industrielles, les sites des industries désormais désaffectées avec la réflexions sur les écomusées. Un aspect spécifique à ces réflexions est celui de la tension autour des surfaces et des lieux considérés comme privilégiés, tant du point de vue matériel que symbolique.¹⁰

Face à ces considérations, refait surface la question du sens de la dynamique patrimoniale. Si pour certains elle n'est qu'une dérive d'une société repliée sur le passé et se réfugiant dans une histoire mythifiée, pour d'autres c'est à travers la patrimonialisation que l'on peut espérer mettre en marche une innovation performante fondée sur une connaissance précise de ses racines.¹¹ Dans les deux cas, la tension entre la volonté de transmission et une réinterprétation du patrimoine est toujours présente. Dans le cas spécifique du monde alpin il reste sur le tapis la question de la place et du rôle de l'industrie dans sa construction identitaire. De même, on peut s'interroger sur la nature et le sens des influences réciproques se nouant entre la mémoire industrielle, les constructions identitaires et les phénomènes de patrimonialisation suscitées dans les Alpes au cours du temps.

Sur le plan pratique, de multiples aspects semblent entrer en collision avec une démarche s'inspirant de ce type de questions. Tout d'abord puisque le patrimoine industriel est concurrencé par d'autres types de patrimoines (la nature, le paysage, le patrimoine artistique, religieux, vernaculaire, ...) qui, comme on l'a vu, ont été (et demeurent) au cœur des représentations de l'"alpinité". D'autre part, les critères qui guident l'axiologie du patrimoine tels que l'ancienneté, l'authenticité, la rareté, la significativité et la beauté,¹² ne

sont pas exempts d'aspects critiques lorsqu'ils sont appliqués au cadre alpin. Le critère de l'âge, par exemple, est fragile dans les Alpes puisque la plupart des signes industriels les plus perceptibles ne datent souvent que du XX^e siècle, les témoignages les plus anciens étant pour la plupart disparus. En outre, par leur nature de restes de la société de masse et du monde technicien, les "ruines" industrielles se prêtent mal à leur muséification.¹³ Le critère de l'authenticité, à savoir la continuité du lien entre l'objet et son origine, dénote souvent aussi des failles en raison de la mobilité de nombreuses activités productives présentes dans les Alpes. Ce n'est d'ailleurs, peut-être, pas un hasard si les projets de patrimonialisation industrielle les plus nombreux ou suscitant le plus d'attention sont ceux directement rattachés à l'exploitation de ressources localisées tels que les sites miniers ou les moulins à eau. Par ailleurs, même dans ce cas ces sites peuvent avoir subi des transformations, aussi bien sur le plan technologique que sur celui des structures formelles (par exemple les typologies et les matériaux des espaces bâtis). L'ambivalence caractérise encore plus le critère de la rareté dont la valeur est strictement contextuelle.¹⁴ Ainsi, dans les Alpes un objet atypique (telle qu'une usine) à l'intérieur d'un ensemble urbanistique et paysager homogène risque d'être disqualifié comme excentrique nonobstant sa rareté. Au contraire, la significativité basée sur la sérialité et la multiplicité ne peut acquérir une valeur qu'à condition d'être perçues comme "porteuse de sens"; mais cette condition s'avère difficile à remplir dans le cadre du monde alpin où le sens est porté avant tout par les signes se rattachant à la ruralité. Enfin, le critère de la beauté aussi ne manque pas d'ambiguïté. Si l'on exclut des signes particuliers – par exemple ceux liés à l'architecture de l'industrie hydroélectrique –,¹⁵ les vestiges industriels tirent rarement leur valeur d'une caractéristique esthétique recon- nue; en outre, le caractère utilitaire des constructions ne plaide pas pour leur conservation. D'autre part, la beauté ne peut être considérée comme un critère opératoire que dans la mesure où elle peut être associée à la "typicité" (et à la "représentativité"). C'est probablement pour ceci que dans les Alpes les actions de patrimonialisation privilégient en premier lieu les traditions et les expressions de la culture matérielle qui sont perçues comme menacées et en voie de disparition. Dans ce cas aussi, il reste toutefois à questionner les processus de construction du "typique" qui, comme dans le cas des traditions,¹⁶ renvoient à des constructions et à des représentations exogènes et conçues en juxtaposition au monde urbain et industriel. D'ailleurs, l'industrie alpine est

souvent un phénomène exogène (aussi bien sur le plan technologique, des capitaux, des entrepreneurs et de la main-d'œuvre),¹⁷ l'identification avec le territoire alpin s'avérant, par conséquent, difficile.

Le patrimoine industriel dans les Alpes: quelle redécouverte?

Nonobstant ces bornes et ces obstacles, depuis quelques années dans les Alpes des dynamiques de redécouverte du patrimoine industriel et des expériences industrielles du passé semblent s'installer. A l'instar d'autres contextes géographiques, dans les régions alpines aussi ces dynamiques s'inscrivent dans la mouvance de la réaction devant un monde et une société qui se transforment de plus en plus rapidement et qui effacent les traces des mondes qui ont précédé. D'une certaine manière, la création de patrimoine – à savoir des repères qui permettent de nous situer par rapport à une temporalité aplatie sur le présent et à des modèles culturels désormais ubiquitaires – semble être proportionnelle à la rapidité du changement.

La création de patrimoine est un processus sélectif, qui ne concerne que certains éléments et certains signes du passé et qui favorise les actions de sauvegarde et de valorisation des sites, souvent avec des buts touristiques. Dans les Alpes, les expériences et les signes industriels dont l'impact sur le territoire a été le plus lourd ont été en général écartés de ces dynamiques et refouillées des représentations collectives après que leurs fonctions productives se soient épuisées. Quelles en sont les causes? S'agit-il uniquement d'un écart dans la capacité de mettre en phase les diverses composantes de l'axiologie patrimoniale? Si d'une part on peut affirmer que le patrimoine est le résultat d'un processus culturel et social portant sur le choix de ce qui mérite d'être conservé et transmis aux générations futures,¹⁸ les études menées dans les dernières années sur les expériences de la patrimonialisation, en ligne avec une récupération d'un patrimoine immatériel, ont aussi relevé l'importance d'une démarche qui intègre la mémoire du travail, c'est-à-dire des savoir-faire en voie de disparition, et qui s'appuie sur un ancrage géographique en mesure de façonner un projet territorial et sociétal partagé. En d'autres mots, à l'origine d'une attitude favorable à l'égard de la patrimonialisation des phénomènes et des signes industriels il y a la désignation de l'industrie en tant que ressource et vecteur de valeurs économiques, sociales et culturelles

partagées par un territoire.¹⁹ De ce fait, un nombre croissant de processus de patrimonialisation renvoient à une mémoire collective vivante et à laquelle on peut s'identifier.²⁰ C'est ce que relève L. Bergeron pour qui la patrimonialisation doit être en relation avec la mémoire et l'identité d'un territoire.²¹ D'ailleurs, si la production de patrimoine se rattache directement à la question identitaire, elle est aussi un levier de la légitimation territoriale et de la construction culturelle des territoires. Comme il a été relevé par E. Bonerandi, le recours au patrimoine «permet aux acteurs de revendiquer, voire de légitimer [...] un territoire, notamment dans son identité, dans son caractère de projet et dans ses délimitations au sens de périmètre». ²² L'exemple de la vallée de l'Arve illustré par P. Judet est en ce sens emblématique de la construction d'un territoire s'identifiant à son industrie et à ses valeurs. Une construction qui s'appuie sur un récit dont les protagonistes sont un père-fondateur (l'horloger Ballaloud), un événement tragique (l'incendie de Cluse en 1844) et le rebondissement (l'école horlogère). Ensemble, ils sont à l'origine d'une mémoire collective partagée qui émane directement de la région et qui est donc en mesure de gommer les fractures sociales qui se sont manifestées au fil du temps. Il en va différemment dans le cas de Aoste où, comme le relève L. Moretto, le site industriel est le résultat d'une stratification d'initiatives exogènes avec une forte empreinte capitaliste. Dès ses origines, il apparaît donc comme une présence déconnectée du tissu territorial et social et, par ricochet, étrange à son cadre culturel. La fin des activités de la sidérurgie a provoqué l'abandon partiel du site industriel. La reconversion (à l'heure actuelle encore inachevée) qui s'en est suivie a entravé l'essor d'initiatives de patrimonialisation. Néanmoins le maintien de la vocation industrielle du site a permis à la ville de se réappropriier ces espaces et, par ce biais, d'entamer un parcours de régénération basé sur le raccommodage de la zone industrielle et de celle urbaine. Un parcours à certains égards analogue se perçoit à travers l'exemple de requalification du site de la cimenterie Saceba dans le canton suisse du Tessin illustré par P. Pronini Medici. Cette industrie s'est implantée à l'intérieur d'un site – les gorges de la rivière Breggia – qui par ses hautes qualités paysagères et géologiques a été classé comme parc naturel. Nonobstant le caractère défigurant de l'installation industrielle sur le site naturel, le projet de requalification n'a toutefois pas voulu renouveler la juxtaposition entre la nature et les signes industriels. Par son aspect de témoignage d'une phase de l'histoire économique et industrielle de la région, les restes de la ci-

menterie ont été intégrés dans le projet de requalification qui a donc demandé un exercice de lecture historique du territoire. Un exercice analogue a aussi intéressé les parcs naturels de la région Rhône-Alpes. D'après Ph. Hanus, les résistances aux tentatives de faire resurgir dans ces territoires l'identité industrielle qui les caractérisait jadis – des résistances liées aux images négatives associées à la modernité industrielle (pollution, conflictualité sociale) – ont pu être contournées à travers une démarche où la mémoire et le savoir faire ouvrier côtoient l'expérimentation et l'innovation de l'art contemporain. Il s'agit là d'une rencontre entre deux cultures de métier.

La "parenté conceptuelle"²³ qui lie le territoire au patrimoine permet donc de lire ce dernier comme "producteur de sens et d'identité territoriale".²⁴ C'est donc à partir de la mémoire que l'on peut définir les objets et les signes qui sont investis d'une valeur patrimoniale. En même temps, les choix de la patrimonialisation peuvent être de précieux indicateurs pour cerner quels éléments de la mémoire collective en constituent le fondement. De nombreuses initiatives culturelles se rattachant au passé industriel ont leur origine dans un projet de sauvegarde des pratiques du travail et des groupes des travailleurs, en voie de disparition à cause de la fermeture des sites industriels et de leurs acteurs. Mais comme le montre l'exemple de la communauté de Macugnaga étudiée par R. Zanini, la mémoire peut être plurielle et peut donner lieu à des représentations diversifiées à l'égard du passé minier de la communauté; des représentations issues de générations différentes, de groupes différemment enracinés dans la réalité locale et qui se confrontent avec le passé de Macugnaga en valorisant des éléments variés de son expérience minière et des vécus des mineurs: la dimension technique, l'orgueil professionnel, la mémoire des risques et des deuils familiaux. Dans les vallées du Biellese, les analyses de G. Perona montrent que la présence de propriétés familiales autour de la production lainière de haute, voire très haute, qualité permet et soutient la construction d'une forte identité, réutilisée aussi par les nouveaux exploitants des entreprises dans une optique commerciale. Cette identité industrielle si soignée permet en effet de produire de la valeur ajoutée. Au contraire, comme le relève C. Grandi à propos du cas du Trentin, la fragilité de la mémoire industrielle peut être imputée à un passé dont les ombres (pauvreté, forte mortalité, pollution, ...) contrastent avec l'image vertueuse d'une ruralité aujourd'hui idéalisée et, dans le passé, soutenue par l'Église, soucieuse de prévenir le déracinement social et idéologique du monde du travail. D'où une

mémoire altérée, cachée, avec de fortes implications sur la mémoire sociale de la population et, surtout, sur le territoire et le paysage, dépossédés de mémoire et de traces de leur passé. C'est, d'une certaine manière, ce que relèvent aussi V. Porcellana et G. Fassio à propos des initiatives de patrimonialisation de l'industrie menées dans le Val Chisone. Dans cette vallée piémontaise, la variété des représentations mémorielles se répercute dans les modèles de patrimonialisation. Ainsi, parallèlement à la réalisation d'un réseau "éco-muséal" dédié à la mémoire de l'industrie textile, on compte aussi la présence d'un Musée de l'industrie mécanique dont les contenus "auto-commémoratifs" mettent en scène surtout le passé le plus éloigné, à savoir celui qui correspond à la phase technologiquement la plus arriérée, mais aussi la plus consensuelle du point de vue des rapports sociaux.

Dans le cas du Vajont, illustré par M. Reberschak on est même devant une véritable œuvre d'occultation de la mémoire, tout d'abord par une construction fautive de l'événement par les journalistes, ensuite à travers les prises de positions dans les procès qui ont suivi et enfin par la volonté institutionnelle de laver la "honte" du désastre industriel dans les eaux de l'oubli.

Plus en général, les initiatives muséales nées dans le monde rural alpin autour des traces industrielles sont souvent marquées par les mémoires individuelles, par leurs vécus personnels et par la volonté de sauvegarder la culture du savoir faire. Le processus de patrimonialisation peut toutefois naître en partant de motivations différentes, voire même subir un glissement, par exemple en passant d'un projet identitaire à un dessein mettant en exergue la dimension technique, les savoir-faire professionnels ou les diverses formes de la sociabilité communautaire.²⁵ Le patrimoine et la patrimonialisation peuvent donc être abordés comme une opportunité pour interroger les usages du passé.²⁶ Plus encore : la discipline historique peut trouver dans les processus de patrimonialisation un terrain précieux pour analyser à travers quelles formes et quelles modalités les représentations et les récits identitaires des sociétés alpines ont intégré leur passé industriel. En d'autres mots, par cette approche on a la possibilité de vérifier dans quelle mesure et à travers quelles formes les activités industrielles présentes dans le passé de l'arc alpin ont représenté des occasions d'élaboration et de représentation culturelle aussi bien à l'échelle locale et nationale. Cette démarche, porte donc moins sur les processus actuels de la patrimonialisation que sur le substrat historique (de nature culturel, social, économique) qui de manière directe ou indirecte a favorisé (ou, au

contraire, empêché) l'émergence de processus de patrimonialisation. Dans cette perspective, les exemples liés à la construction des lignes ferroviaires s'avèrent un terrain stimulant et instructif. Par sa portée symbolique et technique, la ligne du St. Gothard a été très tôt investie d'une aura particulière. Bien que conçue comme ligne commerciale, dès son ouverture elle est devenue une attraction pour les touristes voulant expérimenter un parcours condensant les prouesses de la technique et la traversée du tunnel le plus long au monde.²⁷ On peut alors se demander dans quelle mesure les projets de patrimonialisation qui commencent à s'esquisser en vue du remplacement de la ligne alpine par la nouvelle ligne de base (AlpTransit) auront recours à ce substrat de mémoires qui se superpose aux multiples symboles identitaires qui marquent cette région des Alpes suisses, y incluant la mémoire du travail et de ses victimes, célébrées à travers le bas-relief de Vincenzo Vela.²⁸

Le cas de la ligne ferroviaire du Bernina, depuis 2008 insérée dans la liste des patrimoines de l'Unesco, offre à cet égard des renseignements intéressants. Les formes culturelles ont été intégrées depuis quelques décennies dans les formes de patrimonialisation, à travers la notion de "patrimoine immatériel". Toutefois, la mémoire et la remémoration des ouvriers en tant que formes patrimoniales sont souvent négligées. La contribution de A. Tognina montre en effet que la patrimonialisation de cette ligne ferroviaire s'est construite sur une mémoire qui bien que tronquée – la mémoire du travail qui accompagne sa réalisation restant encore largement occultée – a su faire appel à sa vocation et à son histoire touristique, ainsi qu'à sa dimension technique. En ce sens, la patrimonialisation de la ligne n'a fait que renouveler une image qui a ses racines dans le dépassement de la juxtaposition entre le naturel et l'artificiel par le biais de la technique mise au service du tourisme.

Il en va de même avec les tunnels ferroviaires du Simplon et du Lötschberg. L'étude de E. Joris met en évidence les multiples traces de l'immigration italienne durant les travaux de percement des tunnels et sa présence dans la vie économique et sociale des communautés haut-valaisannes. On peut toutefois relever que l'histoire ferroviaire et l'histoire industrielle de la région ont donné lieu à des mémoires du travail différenciées, qui occultent en général la mémoire ouvrière et migrante, cette dernière étant considérée comme une mémoire à part, communautaire. L'histoire orale permet à la fois de faire ressurgir cette mémoire et d'en montrer les différentes perceptions; c'est le cas par exemple des aspects genrés.

C'est aussi une mémoire de groupe celle abordée par A. Schoder. La centrale hydroélectrique de stockage de Wienerbruck marque le début de la production électrique à grande échelle dans l'état fédéral autrichien du Ötztal. L'auteure analyse à la fois la mémoire paysagère de cette industrie et l'influence que les groupes d'intérêt liés à cette industrie ont eu sur la perception élaborée par les experts à l'égard de l'utilisation de cette région, notamment des rivières alpines. La construction du travail et la modernisation semblent en effet favoriser une élaboration consensuelle de la mémoire par cette élite. Les sources audiovisuelles offrent aussi de riches perspectives d'interprétation des formes de représentation de l'industrie par rapport aux processus de patrimonialisation. A.-M. Granet-Abisset met en exergue la place de la télévision en tant que source précieuse pour retracer le regard sur le rapport entre les Alpes et l'industrie dans la mesure où elle est un miroir fidèle des représentations sociales et culturelles de la contemporanéité. En outre, elle s'est fait l'écho d'un discours où la patrimonialisation se conçoit comme le volet d'un tourisme culturel qui, à maints égards, n'est rien d'autre que l'issue du récit dominant, porteur de la déconnexion entre le travail et l'identité territoriale.

Cet ouvrage, qui mobilise des chercheurs et des chercheuses de l'arc alpin, propose donc quelques pistes de recherche autour d'études de cas et sources diversifiées qui, à travers l'histoire de l'industrialisation dans les Alpes, permettent de cerner l'importance de sa valorisation en tant que témoignage du passé et outil en mesure d'accroître la conscience citoyenne.²⁹

- _1. Sur le développement des procès de patrimonialisations cfr. D. Lowenthal, *The heritage crusade and the spoils of history*, Cambridge 1998.
- _2. Cfr. par exemple A. Pastore, *A proposito delle origini dei musei alpini*, in "Archivio Storico Ticinese", 141 (2007), p. 133-164.
- _3. Le Heimatschutz a été fondé en Suisse pour promouvoir la défense et la valorisation des beautés naturelles, artistiques et architectoniques des divers pays. Sur le paysage alpin Cfr. A. De Rossi, *La costruzione delle Alpi. Immagini e scenari del pittoresco (1773-1914)*, Roma 2015, p. 265-285.
- _4. Cfr. B. Crettaz, *La beauté du reste. Confession d'un conservateur de musée sur la perfection et l'enfermement de la Suisse et des Alpes*, Genève 1993.
- _5. Cfr. S. Pollard, *Marginal Europe. The contribution of marginal Lands Since the Middle Age*, Oxford 1997, p. 100-101.
- _6. H.-P. Bärtschi, *Die industrielle Schweiz vom 18. ins 21. Jahrhundert. Aufgebaut und ausverkauft*, Baden 2011.
- _7. Sur la mémoire de l'industrie horlogère dans l'espace sud-alpin Cfr. par exemple le projet Archivio della memoria di Arogno qui avec une approche anthropologique s'intéresse de la mémoire du travail de ce village du canton du Tessin à la frontière avec l'Italie (www.arogno.ch/adma, dernière consultation 11.7.2016).
- _8. Ainsi, dans la plus récente initiative encyclopédique dédiée aux Alpes les signes patrimoniaux ne renvoient pas à l'industrie. Ils sont en effet énumérés dans la section "Patrimoines", incluant les multiples manifestations artistiques et architectoniques documentées depuis l'antiquité jusqu'au XX^e siècle. Cfr. P. Kober, D. Vulliamy (sous la dir. de), *Encyclopédie des Alpes*, Grenoble 2006, p. 190-227.
- _9. Pour cette première période, cfr. l'ouvrage de synthèse de J.-Y. Andrieux, *Le patrimoine industriel*, Paris 1992.
- _10. Sur cet aspect cfr. l'étude de cas d'un ancien bassin minier français A.-F. Taiclet, *Du passé, faisons table rase? La controverse patrimoniale comme révélateur de luttes d'appropriation de l'espace*, in F. Desage et L. Jaboc (sous la dir. de), "Lien social et Politiques. Les aménagements de la participation", 75 (2015), p. 15-32 (version numérique : <http://id.erudit.org/iderudit/1030949ar>).
- _11. J.-R. Morice, G. Saupin, N. Vivier, *Introduc-*

tion, in J.-R. Morice, G. Saupin, N. Vivier (sous la dir. de.), *Mutations de la culture patrimoniale*, Rennes 2015, p. 7-11 (ici, p. 8).

_12. N. Heinich, *La fabrique du patrimoine «De la cathédrale à la petite cuillères»*, Paris 2009, p. 233.

_13. Cfr. O. Brogini, *Le Rovine del Novecento. Rifiuti, rottami, ruderi e altre eredità*, Reggio Emilia 2009, p. 38-39.

_14. En effet, si d'une part la rareté va de pair avec l'ancienneté (plus les objets sont anciens, plus ils sont rares), le rapport est moins net avec l'authenticité en raison des risques de dénaturation qui augmentent avec l'augmentation du nombre des usagers. Cfr. Heinich (voir note 12), p. 240-241.

_15. Cfr. par exemple *I luoghi dell'acqua. Architetture e paesaggi delle centrali elettriche in Valtellina*, Sondrio 2013; L. Bolzoni, *Architettura e montagna: l'esperienza del moderno in Italia. Il progetto delle centrali idroelettriche alpine*, in G. Callegari, A. De Rossi, S. Pace (a cura di), *Paesaggi in verticale. Storia, progetto e valorizzazione del patrimonio alpino*, Venezia 2006, p. 71-84; C. Gouy-Gilbert, A. Dalmaso, M. Jakob, *Alpes électriques. Paysages de la bouille blanche*, Renage 2011.

_16. Cfr. notamment E. Hobsbawm, T. Ranger (ed. by), *The invention of tradition*, Cambridge 1983.

_17. Sur ces aspects, cfr. les considérations de P. Judet, *Le patrimoine industriel: un parent pauvre? L'exemple des deux départements savoyards*, in F. Delrieux, F. Kaiser (dir.), *Des plats pays aux cimes alpines. Hommages offerts à François Bertrandy*, Chambéry 2010, t. 2, p. 239-251.

_18. E. Dansero, C. Scarpochi, *Per una geografia dei patrimoni industriali*, in C. Ronchetta, M. Triscioglio (a cura di), *Progettare il patrimonio industriale*, Torino 2008, p. 96-103.

_19. Judet (voir note 17).

_20. G. Di Méo, *Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle*, in "Espaces et sociétés", 78 (1994), p. 15-34.

_21. L. Bergeron, *Industrial heritage. Tra archeologia industriale e processo di patrimonializzazione*, in Ronchetta, Triscioglio (voir note 18), p. 6-8.

_22. Cfr. E. Bonerandi, *Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire?*, in "Géocarrefour", vol. 80 (2005), n. 2, p. 91-100.

_23. Cfr. Di Méo (voir note 20).

_24. I. Garat, M. Gravari-Barbas, V. Veschambre, *Emergence et affirmation du patrimoine dans la*

géographie française: la position de la géographie sociale, in J.-M. Fournier (sous la dir. de), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen 2001, p. 31-40.

_25. Cfr. par exemple le cas du Creusot présenté par D. Bacquet, *Il patrimonio industriale in Francia. I territori del post-industrialismo tra memoria e valorizzazione*, in C. Ronchetta, M. Triscioglio (voir note 18), p. 36-43.

_26. Cfr. H. Rouso (dir.), *Le regard de l'histoire. L'émergence de l'évolution de la notion de patrimoine au cours du XX^e siècle en France*, Paris 2003, p. 13.

_27. L. Lorenzetti, *Guide turistiche. Le rappresentazioni di un paesaggio ferroviario tramite tecnologia*, in Ch. Sumi, M. Burkhalter (Hrsg./edts), *Der*

Gottthard / Il Gottardo: landscape – myths – technology. Infrastructures of the Gottthard region and their implications on changes of landscape since 1850, Zürich 2016, p. 317-325.

_28. Sur la mémoire de ce monument cfr. M. Marcacci, N. Valsangiacomo, *Dal gesso al bronzo. Uso pubblico e simbolico di un monumento*, in "Quaderni del Museo Vincenzo Vela", *Le vittime del lavoro, di Vincenzo Vela, 1882. Genesi e fortuna critica di un capolavoro*, a cura di G.A. Mina, Ufficio federale della cultura, Berna 2016.

_29. Cfr. N. Vivier, *Conclusion générale*, in Morice, Saupin, Vivier (voir note 11), p. 261-265 (ici, p. 261).

- I. **Storia e memorie industriali**
Histoires et mémoires industrielles
Geschichte und industrielle Erinnerungen

Tunnelbau und Grossindustrie im Oberwallis: eine Geschichte von Männern und Frauen

Elisabeth Joris

Das Chemiewerk Lonza prägt die Industrielandschaft des Oberwallis seit mehr als hundert Jahren, die Tunnelbauten vom Simplon und Lötschberg verbinden das Tal mit dem Norden und dem Süden seit fast ebenso langer Zeit. Die im Kontext des Tunnelbaus zugezogenen italienischen Männer und Frauen haben die Entwicklung von Naters von einer mehrheitlich landwirtschaftlich geprägten Gemeinde hin zu einem Zentrum mit vielfältiger Bevölkerungsstruktur entscheidend beeinflusst. Sie haben sich als spezifische Community in die kollektive Erinnerung und in die Selbstwahrnehmung des Dorfes eingeschrieben. Die Expansion der Lonza manifestierte sich ihrerseits in der steigenden Zahl so genannter «Arbeiterbauern». Diese blieben eingebunden in der doppelten Bedingtheit von Fabrik und Dorf. Die Hauptlast der Arbeit in der Land- und Viehwirtschaft lag allerdings auf den Schultern der Ehefrauen. Über den methodischen Zugang der Oral History lassen sich die multiplen Verflechtungen männlicher und weiblicher Tätigkeiten rekonstruieren. Erzählungen über das entbehrungsreiche Leben und Arbeiten von Frauen wie von Männern der italienischen Community haben über Generationen deren kollektive Erinnerung modelliert. Im Gegensatz dazu kontrastiert das positive Reden über den «Arbeiterbauern» mit der gleichzeitigen Ausblendung der Verantwortung der Ehefrauen. Die individuelle Erinnerung an deren spezifische Belastung war nicht eingebettet in einen übergeordneten kollektiven Bezugs- und Gedächtnisrahmen.

Ein überraschendes Bild aus Goppenstein zur Zeit des Tunnelbaus im Archiv der Bern-Lötschbergbahn: um die 140 Kinder unter der Obhut von Nonnen posieren vor dem Schulhaus, einem provisorischen Barackenbau. Goppenstein erleben die meisten heute – wenn überhaupt – lediglich als einen zwischen Felswänden eingeschlossenen Bahnhof am Südportal des Lötschbergtunnels. Dass hier von 1906 bis 1913 ständig 2000 Personen lebten und arbeiteten, neben Männern auch Frauen und Kinder, daran erinnert kaum



Abbildung 1. Schwestern der Bonomelli-Mission aus Cuneo unterrichten von 1907 bis 1913 die Kinder im Tunnelbaudorf Goppenstein (BLS-Archiv, Bern).

noch etwas, ein gedankliches Leck, das den meisten Vorstellungen über den Bau der Alpendurchstiche gemein ist. Diese sind geprägt von der Evozierung der Ingenieurskunst zum einen und – weit weniger prominent – der Unfallopfer unter den Mineuren zum andern. Der Bezug zur vielfältigen Baustellen-*Community* blieb fast nur in Naters, der Nachbargemeinde zu Brig am Nordportal des Simplontunnels, lebendig.¹ Von Goppenstein dislozierten nach Eröffnung des Lötschbergtunnels neben Mineuren, Ingenieuren, Wäscherinnen, Kleinhändlerinnen, Kantinenhalter und Logisgeberinnen mit und ohne Familie auch die Angehörigen der Missione Cattolica mit ihrer Schule nach Naters. Mit dem Bau der zweiten Röhre des Simplontunnels boten sich hier sowohl für Arbeiter wie für Gewerbetreibende neue Arbeitsmöglichkeiten. Viele von ihnen hatten hier schon während dem Bau der ersten Röhre von 1898 bis 1906 gelebt, etliche liessen sich hier nun definitiv nieder.² Sie haben

die Entwicklung von Naters von einer mehrheitlich landwirtschaftlich geprägten Gemeinde hin zu einem Zentrum mit vielfältiger Bevölkerungsstruktur entscheidend beeinflusst und sich als spezifische *Community* in die kollektive Erinnerung und die Selbstwahrnehmung des Dorfes eingeschrieben. Dagegen haben Arbeiter und Arbeiterinnen, Migrantinnen und Migranten das Selbst- und Fremdbild des Wallis als Alpenkanton kaum beeinflusst. Dieses Bild wurde in viel stärkerem Masse von Künstlern geschaffen, die von aussen kamen und deren Darstellungen vorwiegend auf vermeintlich Zeitloses verweisen, für das in erster Linie Frauen stehen. Sie zeigten diese fast ausschliesslich in eng konstruiertem Bezugsrahmen: von der Geburt und Mütterlichkeit über die Heuernte und dem Aufgang zur Alp auf dem Maultier bis zum frommen Beten und der stillen Teilnahme an religiösen Zeremonien. Diese Bilder reihen sich damit nahtlos in die seit dem 19. Jahrhundert von der Presse verbreiteten Stereotypen der Walliserin ein.³ Die Frauen tragen Sonntags- oder Festtagstrachten, es gibt weder Autos noch Fabriken, die Moderne bleibt aussen vor. Die zur Zeit der verkehrstechnischen Öffnung nach Norden und Süden einsetzende Etablierung von Betrieben der Schwerindustrie wurde von deren Exponenten wie dem Maler Edmond Bille als Gefahr für das «Ursprüngliche» bekämpft,⁴ ohne zu reflektieren, dass ihre Bilderproduktion die vielfältigen Diskriminierungen der Frauen kaschierten und der patriotischen, kommerziellen sowie folkloristischen Manipulation des Frauenbildes Vorschub leisteten.⁵

Ähnliche Vorbehalte wie für die Ikonographie dieser Kunstschaffenden bezüglich der Inszenierung von Frauen gelten für die erste Hälfte des 20. Jahrhundert vielfach auch für die Arbeit von Fotografen.⁶ Selbst der Zürcher Charles Krebsler, Ingenieur im Aluminiumwerk Chippis, zeigte Frauen vorwiegend im dörflichen Umfeld, Männer dagegen auch bei der Arbeit in der Fabrik oder dem Bau der Staumauern und der Montage von Hochspannungsmasten.⁷ Die von den grossen Baukonsortien verpflichteten Fotografen dokumentieren ihrerseits neben den Leistungen der modernen Technik auch das Leben auf den Grossbaustellen.⁸ Die Verflochtenheit männlicher und weiblicher Tätigkeiten ist indes kein Element in der identitären Bildkonstruktion eines stark von Grossindustrie und transalpinen Verkehrserschliessungen geprägten Kantons.

Dieser Beitrag fokussiert daher auf die multiplen Verschränkungen der Arbeit von Frauen und Männern im Sinne der von Lorenzetti definierten

Formen familialer *pluriactivité*⁹: erstens beim transalpinen Tunnelbau vornehmlich in den Nachbargemeinden Naters und Brig am Nordeingang des Simplontunnel, zweitens bei der Etablierung der chemischen Industrie im Oberwallis. Gefragt wird, inwiefern sich diese Verschränkung im kollektiven Erinnern an die verkehrstechnisch bedingte Öffnung und Industrialisierung eingeschrieben hat.

Der ursprünglich auf Maurice Halbwachs zurückgehenden Begriff des kollektiven Gedächtnisses, der *mémoire collective*, verweist auf den gesellschaftlichen Bezugsrahmen der Erinnerungen von Individuen, die sich über kommunikativen Austausch, Vernetzung sowie gemeinsame Werte und Normen mit einer sozialen Gruppe identifizieren.¹⁰ Über die Übereinstimmung von Ansichten und Erfahrungen wird die gemeinsame Geschichte (re-)konstruiert. Dabei zeigt sich nicht nur, wie sich diese Vergegenwärtigung des Vergangenen je nach Kontext wandelt, sondern auch was dabei ausgelassen, vergessen wird. Bezogen auf die wirtschaftliche Entwicklung im Oberwallis wurde im Prozess des kollektiven Erinnerns neben der Leistung der als "fremd" bezeichneten Bevölkerung auch weitgehend diejenige einheimischer Frauen rausdefiniert, obwohl deren Beteiligung bereits seit Mitte der 1970er Jahren in verschiedenen Untersuchungen zum sozialen Wandel thematisiert wurde, insbesondere in verschiedenen Publikationen zur Industrialisierung im Alpengebiet der letzten Jahre.¹¹ Die migrations- und genderspezifischen Aspekte dieser Entwicklung manifestierten sich beim Tunnelbau in der Niederlassung zugewanderter Arbeitskräfte sowie in der Eröffnung neuer Gewerbebetriebe durch Frauen und Männer, die genderspezifischen bei der Etablierung der Grossindustrie in der Verknüpfung von Berglandwirtschaft und Fabrikarbeit. Letztere Verknüpfung wird im Deutungsprozess jedoch überlagert durch die geschlechtshierarchische Zuordnung der Männer zur Erwerbswirtschaft und der Frauen zur Repräsentation des Traditionellen.

Die Beteiligung sowohl einheimischer als auch zugezogener Frauen an der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung des Wallis bis in die 1950er Jahre und deren enge Verflechtung mit der von Männern geleiteten Arbeit zeigt sich eher verwischt – wie im Bild von Goppenstein – in Fotografien, indirekt auch in Steuerregistern und Statistiken. Hinweise auf die Zu- oder Abnahme der Arbeiter geben in der Regel die von den Unternehmen bezahlten Quellensteuern. Die gewerbetreibenden Frauen verstecken sich meistens hinter den Patentgebühren ihrer Ehemänner, ebenso

die Bergbäuerinnen hinter Angaben ihrer in der Fabrik oder auf Baustellen arbeitenden Ehemänner, der «Arbeiterbauern», französisch *paysan-ouvriers*. Um die geschlechterspezifischen Verflechtungen überhaupt wahrnehmen zu können, ist die vielschichtige Interpretation von Daten, Texten und Bildern unerlässlich.¹² Doch um die Muster kollektiver Identitätskonstruktionen differenzierter nachzuzeichnen, erweisen sich erst die mündlichen Zeugnisse von Betroffenen und deren Nachkommen als ein vielschichtiger und facettenreicher Fundus, die der kollektiven Selbstwahrnehmung und Verortung im gesellschaftlichen Gefüge ihre spezifische Färbung verleihen. Erzählungen erschliessen Beziehungsfelder und verweisen damit auf Ebenen der Zugehörigkeit, denn erzählend werden individuelle Erinnerungen ins Kollektiv eingebettet. Daher ist nach Aleida Assmann das kollektive Gedächtnis in doppeltem Sinn repräsentativ: zum einen bezogen auf das, was als zentral bewerteter Ausschnitt der Vergangenheit gilt, repräsentativ aber auch für Einzelschicksale.¹³

Die Öffnung – Migranten und Migrantinnen rund um den Tunnelbau

Mitte des 19. Jahrhunderts wurde in Bouveret am Genfersee mit dem Bau der Eisenbahn durchs Wallis gestartet; 1878 erreichte sie Brig. Von 1898 bis 1906 erfolgte der Bau der ersten Röhre durch den Simplon als neue Verbindung nach Italien, von 1912 bis 1921 – massiv verzögert durch den Ersten Weltkrieg – die zweite. Zwischen diesen zwei Etappen wurde die Rampe zwischen Brig und Goppenstein sowie des Lötschbergtunnels als Verbindung über Bern nach Nord-West-Europa erstellt. Parallel zu den Tunnelbauten nahmen im Wallis bereits von 1896 bis 1899 die Aufenthaltsbewilligungen von rund 3200 auf rund 9000 zu.¹⁴ Der Anteil der Ausländerinnen und Ausländer an der gesamtkantonalen Bevölkerung erhöhte sich von 2,9 Prozent im Jahre 1888 auf 11,2 im Jahr 1910.¹⁵

Der steigende Anteil der Männer unter der ausländischen Wohnbevölkerung während den Jahren des Tunnelbaus war bedingt durch die Beschäftigung einer bedeutenden Zahl junger lediger Bauarbeiter. So waren 1900 67,6 Prozent der ausländischen Männer unverheiratet, dagegen nur 55,2 Prozent der

| Volkszählung | Männer abs. | Anteil in % | Frauen abs. | Anteil in % |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1888 | 1668 | 56,8 | 1271 | 43,2 |
| 1900 | 8218 | 66,7 | 2739 | 33,3 |
| 1910 | 9181 | 64,1 | 5139 | 35,9 |
| 1920 | 3773 | 52,0 | 3481 | 48,0 |
| 1930 | 3521 | 54,2 | 2974 | 45,8 |
| 1941 | 1985 | 48,5 | 2108 | 51,5 |
| 1950 | 2247 | 44,9 | 2752 | 55,1 |

Tabelle 1. Ausländische Wohnbevölkerung in Kanton Wallis (Statistik der Volkszählungen 1888 bis 1950) (G. et S. Arlettaz, *La nationalisation du Valais, 1914–1945*, in J.-H. Papilloud, G. et S. Arlettaz, A. Clavien (Hg.), *Histoire du Valais*, T. 3, 1789–1945, Sion 2000–2001, S. 637–715, Tableau 14, S. 69).

ausländischen Frauen. Im Oberwallis wirkte sich der Tunnelbau vor allem in der Entwicklung der Wohnbevölkerung von Naters aus, die sich von 1888 bis 1900 praktisch vervierfachte. 64 Prozent der Gesamtbevölkerung waren 1900 italienischer Herkunft, 68 Prozent dieser 3953 Personen männlich und 32 Prozent weiblich.¹⁶ Allerdings waren viele der Arbeitskräfte nur kurz in Naters ansässig, nach Berechnungen des Tunnelarztes Daniele Pometta waren es im Laufe des ersten Simplondurchstichs insgesamt rund 16000 Personen, die sich auf der Nordseite des Tunnelausgangs niedergelassen hatten.¹⁷ Viele kehrten nach kurzer Zeit zurück oder zogen nach Ende einer Bauphase als „Halbnomaden“ zu einer weiteren Grossbaustelle.¹⁸ Die sich dauerhaft in Naters niedergelassenen Zugezogenen aus Italien und die einheimische Bevölkerung verbanden sich in der ersten und zweiten Generation nur selten über Heirat, sondern blieben weitgehend getrennte *Communities*, deren jeweilige Identitätskonstruktion nicht nur, aber auch über die gegenseitige Abgrenzung lief. Doch gab es auch klare Grenzziehungen zwischen den Zugezogenen. Die in Naters niedergelassenen Italienerinnen und Italiener stammten mehrheitlich aus dem heutigen Norditalien und waren vielfach bereits vorher an unterschiedlichen Tunnelbaustellen beschäftigt gewesen. Die im Rhonesand von Brig Niedergelassenen dagegen kamen zu einem guten Teil aus dem Osten Siziliens und waren direkt für den Simplontunnelbau rekrutiert worden. Grenzziehungen gab es auch zwischen Selbstständigen und abhängigen Arbeitnehmenden, Abgrenzungen, die indes durch Familienbeziehungen zum Teil verwischt waren. Denn ganze Gruppen italienischer

Zugezogenen – ob aus Norditalien oder Sizilien – stammten aus dem gleichen Dorf oder der gleichen Region und waren meistens bereits miteinander verwandt oder verbanden sich hier durch Heirat.¹⁹ Zugleich manifestierte sich in den Heiraten zwischen Migrantinnen und Migranten verschiedener Herkunftsregionen, die sich erst im Umfeld des Tunnelbaus begegnet waren, eine grössere Offenheit als im Heiratsverhalten vieler Einheimischer. Im Migrieren erfuhren sie sich als Zugehörige einer gemeinsamen Gruppe mit einer eigenen als italienisch definierten Identität, welche die Verortung im Rahmen der Herkunftsfamilie überlagerte und das Erinnern modellierte.

Während sich die Erinnerung der Tunnelbauzeit bei Goppenstein mit dem Verschwinden der provisorischen Barackensiedlung verflüchtigte, schuf die dauerhafte Niederlassung von italienischen Mineursfamilien und Gewerbetreibenden in Naters und Brig neue Traditionslinien, die bis heute vor allem im Rahmen der Familie und Verwandtschaft sowie der *Missione Cattolica* gepflegt werden. Die Erinnerung verfestigte sich weniger in den vielen italienischen Geschäften und Handwerksbetrieben in der parallel zur Bahnhofstrasse verlaufenden Furkastrasse in Brig als in den Reihen von Häusern verschiedenster Grösse und Qualität, die sich östlich des alten Dorfkerns von Naters entlang der heutigen Land- und Weingartenstrasse etablierten. Anfänglich noch mehrheitlich als provisorische Baracken aus Brettern und Wellblech erstellt, wurden sie im Laufe des Baus der ersten und zweiten Simplonröhre durch dauerhafte Ziegelhäuser ersetzt.²⁰ Der von der Tunnelbaugesellschaft Brand, Brandau & Cie verpflichtete Tessiner Arzt Pometta listet im Rahmen seiner Dissertation minutiös Krankheiten und Unfälle auf. Deren ursachenbezogene Kommentierung ergeben zusammen mit der Beschreibung der Wohn- und Essensgewohnheiten ein höchst anschauliches Bild des Lebens im italienischen Quartier.²¹ Zugleich avancierte Pomettas bürgerliche Perspektive zum zentralen Referenzpunkt für alles, was über Frauen ausgesagt wurde. Er sah in den Italienerinnen vorwiegend mit den Mineuren eingereiste Ehefrauen, von deren hauswirtschaftlichen Vorstellungen das Wohl der Familie abgehangen habe beziehungsweise deren hygienische Unkenntnisse die Ursache vieler Übel gewesen sei. Dass Frauen als Unverheiratete oder auch Verwitwete im Umfeld des Tunnelbaus eine Erwerbsarbeit suchten, entging ihm.

Dieses einseitige Zuordnungsmuster hat die Wahrnehmung der italienischen Bevölkerung durch die lokalen Medien ebenso mitgeprägt wie die der Ein-



Abbildung 2a. Um 1900 zog sich ein bedeutender Teil des neuen Italienerquartiers von Naters entlang der alten Furkastrasse gegenüber der Tunnelbaustelle auf der anderen Uferseite der Rhone (Stiftung historisches Erbe der SBB Bern).



Abbildung 2b. Viele der rasch erstellten Bauten waren von den Zugezogenen selber erstellt worden. Auch Einheimische vermieteten verschiedenste Unterkünfte an Italienerinnen und Italiener, darunter Scheunen, Keller, Speicher und sogar Ställe, oder liessen auf ihrem Grund neue Baracken erstellen. Unter den Gewerbebetrieben dominierten – wie das hier abgebildete «Café de la Promenade» – die Wirtschaften, deren Namen meistens «Roma», «Torino», «Bergamasca», «Monte Rosa», «Nazionale» und «Unione» die italienische Herkunft evozierten (Franco-Suisse, Bern).

heimischen. Ein differenzierteres Bild ergibt sich aus den Erinnerungen der Familienangehörigen von Zugezogenen, beispielsweise aus den Gesprächen mit der damals rund 95-jährigen Esterina Giovani-Bernini, Tochter eines Mineurs und einer Wäscherin, aus den Jahren 2002 bis 2004 sowie mit Nachkommen italienischer Migrantinnen und Migranten.²² Auch wenn deren Erinnerungen zumindest teilweise als Abgrenzung zu den Bildkonstruktionen der Einheimischen erscheinen, korrelieren sie doch stark mit aufgeschlüsselten Angaben aus Statistiken und Registern.

In ihrer grossen Mehrheit migrierten die im Oberwallis niedergelassenen Mineure und Gewerbetreibenden im Verwandtschaftsverband. In enger Kooperation und vielfältiger Arbeitsteilung sicherten sich Frauen und Männer, Junge und Alte die Existenzgrundlage. Denn die zugezogenen Personen mussten neben dem Wohnen und Essen, auch trinken, brauchten Orte des Zusammenkommens und der Unterhaltung. Es wurde gewaschen und geputzt, Frauen bei der Geburt beigestanden, es wurden Verunfallte und Kranke gepflegt, Kinder in der Schule unterrichtet und religiös betreut.²³ Dies alles ergab insbesondere für die Zugezogenen, aber ebenso für einheimische Frauen und Männer neue Erwerbsmöglichkeiten als Angestellte oder Selbständige. Die auf Grund von Patenten, statistischen Erhebungen und kantonalen Steuerregistern erstellte Liste der Gewerbetreibenden verweist zwar auf eine eklatante Dominanz der Männer, doch ist dies eine Frage der Erhebung: die Rechtslage deklarierte den Ehemann als Betreiber eines Gewerbes.²⁴ Es kann davon ausgegangen werden, dass ein Steuerpflichtiger, der zwei oder mehrere Gewerbe betrieb – beispielsweise eine Metzgerei und einen Coiffeurladen oder eine Schusterei, einen Laden und eine Wirtschaft –, dessen Ehefrau zumindest für eines davon zuständig war. Erst als Witwen treten Frauen in amtlichen Dokumenten aus dem Schatten der Männer, so auch Isolina Puglini, die nach dem Tod des Ehemannes seinen Coiffeurssalon weiterführte und fortan den Arbeitern die Haare schnitt und den Bart rasierte. Ohne den methodischen Zugang der *Oral History* wären solche Verflechtungen kaum rekonstruierbar. Sie verankerten sich über Erzählungen und alltägliche Praktiken des Austausches ebenso im kollektiven Gedächtnis der Zugezogenen und ihrer Nachkommen wie in der Erinnerung derjenigen Bewohnerinnen und Bewohner, die sich in Abgrenzung zu den Italienerinnen und Italienern als Einheimische mit einer eigenen von der italienischen abgeordneten Dorfkultur definierten. Wohl wegen der starken Betonung der Zu-

sammenghörigkeit und personenbezogenen Verflechtung der italienischen Zugezogenen bleiben in deren kollektiven Erinnerung die unterschiedlichen Interessen der Gewerbetreibenden zum einen und der Lohnabhängigen zum andern unterbelichtet, ebenso die daraus erfolgten fundamentalen politischen Divergenzen seit den 1920er Jahren. Diese wurden indes von einzelnen Familienangehörigen nicht gänzlich vergessen: zum einen die eher Mussolini zugeneigten erfolgreichen Gewerbetreibenden, zum anderen einige wenige, aber klar eher gewerkschaftlich denkende Angehörige und Nachkommen von Mineursfamilien.

Vielfältige Verflechtungen und nachhaltige Veränderungen

Die Existenzsicherung der meisten Zugewanderten basierte auf der familialen Pluriaktivität, sei es im eigenen Betrieb, sei es durch die Tätigkeit männlicher Familienangehöriger als Mineure und der weiblichen als Angestellte in einem Dienstleistungsbetrieb oder in vielfältiger Selbständigkeit sowie als Zuständige für Haus und Garten. Das dominierende Gewerbe von Männern und Frauen waren Wirtschaften von unterschiedlichster Grösse, an zweiter Stelle folgten die Handlungen mit Artikeln des täglichen Bedarfs: von Spirituosen und Wein über Lebensmittel, Bonbons und Tabakwaren bis zu Kleidern und Kohle. Neben dem umsatzstarken Einkaufsladen der Bauunternehmung unter männlicher Leitung gab es viele grössere und kleinere Läden, die zu einem bedeutenden Teil von Frauen geführt wurden.²⁵

Wie in den vielen Sartorias – Schneidereien – oder anderen Gewerbebetrieben setzten Familien auch in den vielen Wirtschaften auf familiäre Zusammenarbeit, allerdings oft unter Zuzug meist junger weiblicher Angestellter. Zwar wollte der Gemeinderat von Naters 1898 die Zahl der Gastbetriebe auf 45 einfrieren, doch stieg bereits im folgenden Jahr die Zahl der Patente auf rund 70.²⁶ Grossmehrheitlich waren die Patente in Händen italienischer Zugezogener, darunter einiger weniger Frauen. Verschiedentlich wurde Personen die Eröffnung verwehrt, so beispielsweise Frau Martha Giuminotti und Fräulein Purzio Delvina.²⁷ Meistens wurde die Ablehnung eines Gesuchs moralisch-sittlich begründet. So hiess es 1914 im Protokollbuch der Gemeinde bezüglich des Gesuchstellers R. Fascianni, dass «sein Leumundszeugnis kein

gutes» sei,²⁸ oder im Februar 1918, als drei Wirten die Konzession für ihre Wirtschaften wieder entzogen wurde, dass «in den genannten Wirtschaften wiederholt Kellnerinnen von schlechtem Lebenswandel eingestellt worden waren, die durch die Polizei zum Wegzug veranlasst werden mussten».²⁹ Der Arzt Pometta intervenierte seinerseits bei den Behörden wegen Prostitution als Ursache zunehmender Geschlechtskrankheiten, was die Behörden bewog, als einzige sozialhygienische Massnahme einige Italienerinnen auszuweisen.³⁰ Misstrauen erregten in Brig und Naters auch Tanzbuden oder das bis anhin unbekannte Kino – es gilt als das erste im Wallis –, das neben dem Fotografen, der Eisenhandlung, dem Velo- und Uhrenhändler auch unter den Einheimischen Kundschaft anzog.

Unterschiedlichste Beispiele für die komplexen Zusammenhänge von Migration und familialer Pluriaktivität gibt es zu Hauf, verfestigt im langjährigen Fortbestehen eines Geschäfts oder in persönlichen Erinnerungen. Exemplarisch sei hier auf die miteinander verflochtenen Geschichten der Familien Bernini-Vimini, Giacoletto, Giovani-Bocci, d'Alpaos-Milani sowie Dulio und Cerutti verwiesen. In der detailreichen Darstellung der in der Erinnerung sich noch verfestigten Verflochtenheit zeigt sich nicht nur die migrationspezifische Mobilität der italienischen Erwerbstätigen, sondern ebenso die Überlagerung verschiedener Klassenzugehörigkeiten.

Zu Beginn des Simplontunnelbaus kam Lucia Vimini aus der Region Turin, Ernesto Bernini aus der Provinz Parma nach Naters, wo sie sich kennenlernten. Sie arbeitete als Dienstmagd, er als Mineur. Wegen fehlender Papiere liessen sie sich zum Heiraten 1901 in Iselle am Südausgang des Simplontunnels nieder, um vier Jahre später zum Tunnelbau nach Brusio im Kanton Graubünden zu ziehen und sich dann zu Beginn des Durchstichs durch den Lötschbergtunnel definitiv in Naters zu etablieren. Während des kriegsbedingten Unterbruchs der Arbeiten am Simplontunnel zwei arbeitete Ernesto Bernini ab 1916 bei der Erstellung der Staumauer auf der Grimsel, nach der Fertigstellung der zweiten Simplonröhre, zeitweise in Zürich und Bern. Lucia Bernini-Vimini wechselte während diesen Jahren in Naters mit den sechs Kindern mehrfach die Baracke, um schliesslich nach dem Ersten Weltkrieg einen Ziegelbau zu beziehen. Sie hielt Hühner und Hasen, zog im Garten Gemüse, brauchte davon einen Teil zur Selbstversorgung, den andern verkaufte sie an private Haushalte und italienische Wirtschaften. Sie arbeitete stundenweise in einem Restaurant in Brig und in Haushalten wohlhaben-

der Familien als Wäscherin. Wie in den italienischen Arbeiterfamilien üblich lernte die älteste Tochter Maria Schneiderin, nähte die Kleider für die eigene Familie und gegen Entgelt für andere. Ihre Schwester Esterina arbeitete als Küchenhilfe im höchst einfachen Café Monte Rosa der Familie Giacoletto, wo – wie in italienischen Wirtschaften ebenfalls üblich – die Ehefrau kochte, während ihr Ehemann Antonio mehr für den Lebensmittel- und Speze-reihandel sowie den Weinhandel en gros zuständig war. In den oberen Stockwerken vermieteten die Giacolettos einige Räume an italienische Mineure, die sich als Schichtarbeiter Zimmer und Betten teilten.

Nach einer längeren Anstellung als Verkäuferin im Geschäft der Gemüse-grosshändler Dulio und Cerutti, die ebenfalls im Umfeld des Tunnelbaus aus Norditalien nach Brig gekommen waren und in ihrem Betrieb und in ihrem Haushalt immer Töchter von Mineuren beschäftigten, heiratete Esterina Bernini den Handlanger und Maurer Giuseppe Giovani. Dessen Mutter Maria war in erster Ehe mit dem Mineur Albino Bocci verheiratet gewesen und eröffnete nach dessen Tod um 1904/1905 als dreifache Mutter das Café Valtrompia, eine einfache Pension zur Verköstigung von Mineuren. Während des Baus des Lötschbergtunnels verlegte sie diese von Naters nach Goppenstein und baute sie allmählich zu einer Unterkunft für 40 Personen aus. Hier heiratete die verwitwete Kost- und Logisgeberin den Mineur Giovanni Giovanni, mit dem sie nach Ende des Lötschbergtunnels 1914 zurück nach Naters zog, wo sie wie Lucia Bernini-Vimini und viele andere Ehefrauen von Mineuren als Wäscherin arbeitete und im Garten Gemüse anpflanzte. Ihr Ehemann Giovanni fand nach der Öffnung des Simplontunnels zwei auf verschiedenen Baustellen temporär Anstellungen, von der Gornergratbahn in Zermatt bis zur Staumauer auf der Grimsel. Ebenso war ihr Sohn Giuseppe, der Ehemann von Esterina Giovani-Bernini, auf verschiedenen Baustellen tätig, während einer von Esterinas Brüdern eine Spenglerlehre absolvierte und ein anderer sich in der Schreinerei d'Alpaos ausbilden liess.³¹

Der 1870 im Friaul geborene Liberale d'Alpaos war 1895 nach Naters gekommen, wo er im Dienste der Eisenbahngesellschaft Jura-Simplon Holzmaquetten für den Tunnelbau konstruierte, nachdem er zuvor in Art Goldau eine Früchte- und Gemüsehandlung betrieben hatte.³² In Naters lernte er die 1882 geborene Genoveffa Milani kennen, die zusammen mit zwei Brüdern, beides Mineure, aus Norditalien ins Oberwallis migriert war und als Dienstmagd arbeitete. Sie heirateten 1904, drei Jahre später übernahm Genoveffa

d'Alpaos-Milani weit draussen im Weingartenquartier das Café Venezia, wo sie mit tatkräftiger Unterstützung ihrer Kinder Mineure verköstigte, während sich ihr Mann Liberale mit der angegliederten Schreinerei ebenfalls selbständig machte und später den jungen Bernini zum Schreiner ausbildete.

Mit diesen vielfältigen Verflechtungen kontrastierten die Verhältnisse in den Familien der zugezogenen Ingenieure und Baufirmenleiter, deren Ehefrauen als Hausfrauen und Mütter zuständig waren für die Erziehung und den Empfang vielfältiger Besucher, aber keiner bezahlten Erwerbstätigkeit nachgingen. Ähnlich vielen Mineuren und etlichen Gewerbetreibenden zogen die Familien der Ingenieure nach Ende der Tunnelbauzeit wieder weg, die Männer meistens auf andere Baustellen, die Frauen mit den Kindern oft zurück in das familiäre Umfeld der Verwandten.³³

Im Zusammenhang mit dem Tunnelbau gelang es auch einheimischen Frauen und Männern erfolgreich Gewerbebetriebe zu etablieren. Auf der Gewerbesteuerliste von 1896 figuriert zwar Joseph Biffiger als Inhaber einer Eisenhandlung mit einem bedeutenden Umsatz an Lebensmitteln, Spezereien, Brot, Schnaps, Tabak, Tuch, Leder, Schuhe, Konfektion, Eisen und Töpferwaren.³⁴ Effektiv ging die Gründung des Betriebs auf seine Frau Kreszentia Biffiger-Wyssen zurück. Wegen der rasch steigenden Zahl von Mineuren erweiterte das Ehepaar das alte Geschäft um ein neues Lokal. Kreszentia Biffiger-Wyssen öffnete den Laden jeweils morgens um 6 Uhr zur Zeit des Schichtwechsels, um die aus dem Tunnel kommenden Arbeiter mit Schnaps zu bedienen.³⁵ Ihr Geschäft war zusammen mit der *Missione Cattolica* Schnittstellen zwischen den Welten der Zugezogenen und der alten Dorfbevölkerung, Symbole der Veränderungen, die den Alltag in der Gemeinde über Jahrzehnte prägen sollten.

Nachhaltige Veränderungen erfuhr durch den Tunnelbau die Politik. In dessen Gefolge kam es zu den ersten markanten Manifestationen von Sozialisten im Oberwallis, dem aus Perspektive des Grütlivereins in Sachen Arbeiterbewegung "dunkeln Afrika der Schweiz".³⁶ Es waren vorwiegend italienische Mineure, die im März und November 1899 und im Sommer 1901 mit Streiks auf Lohnerhöhungen, kürzere Arbeitszeiten und die Anerkennung der Gewerkschaften pochten. Die Walliser Behörden begrüssten die Ausweisung von Domenico Recanatini, für sie der Kopf der Ordnung und Autorität in Frage stellende Kräfte.³⁷ Doch die sozialistische Bewegung erhielt bald vom Briger Karl Dellberg, der als 15-jähriger Handlanger am dritten Streik von



Abbildung 3a. Zur Versorgung der italienischen Kundschaft mit Teigwaren gründete Giuseppe Dell'Oro in Brig eine Pastafabrik, in der insbesondere viele Italienerinnen beschäftigt waren, zunehmend aber auch junge Einheimische und nach Ende des Tunnelbaus ehemalige Mineure. So fanden der an Silikose erkrankte Sizilianer Carmelo Lombardo (stehend, in der Mitte mit Hut) und seine Tochter Anna (stehend, zweite von links) hier eine Anstellung (Private Fotoalben, S. Ritz, Brig).



Abbildung 3b. Carmelo und Maria Lombardo-Puglisi aus Novara di Sicilia liessen sich mit dem ältesten Kind in Brig fotografieren. Sie waren mit vielen weiteren Mineursfamilien aus diesem sizilianischen Städtchen verwandt. Sie lebten wie fast alle süditalienischen Familien in Brig, hielten sich im Garten Hühner, Hasen und sogar ein Schwein (Private Fotoalben, S. Ritz, Brig).

1901 teilgenommen hatte, entscheidende Impulse, die ab dem Ersten Weltkrieg auch die Politik im ganzen Kanton Wallis beeinflussten. So gingen die Erfahrungen Dellbergs als *Boccia* in der kollektiven Erinnerung als Geburtsstunde des Sozialismus im Oberwallis ein. Von Sozialistinnen war allerdings während der Streiks nicht die Rede. Doch unter den auf 1300 geschätzten Teilnehmenden an der Streikversammlung vom 20. Juni 1901 auf einer Wiese von Naters wurden von Journalisten auch Frauen gesichtet, deren Präsenz unter anderen auch auf einem Bild des Tunnelfotografen Ruggeri im Erinnerungsbuch von Steiner-Ferrarini erkennbar ist.³⁸ Die Streiks verschärfte das von der ansässigen Bevölkerung gepflegte Bild des "wilden, trink-, rauf- und mordlustigen Italieners", vor dem insbesondere die einheimischen Frauen zu schützen seien, während die Italienerinnen eher als lebensfrohe Frauen mit einem Hauch Exotik wahrgenommen wurden, denen allerdings – wie den Italienern auch – von verschiedener Seite fehlende Frömmigkeit und Unsittlichkeit nachgesagt wurde.³⁹

Erinnerungskulturen zwischen Abgrenzung, Überschneidung und Integration

In der Erinnerungskultur der sich als Einheimische definierten Bevölkerung erwies sich das Verhältnis zur italienischen *Community* als die "Anderen" lange als vielschichtig. Zum einen blieb sie durchzogen von moralisch aufgeladener Abgrenzung vom Italienerquartier als Ort von Gewalt und Unsittlichkeit, zum anderen verlangte die positive Konnotation der mit dem Tunnelbau verbundenen Bilder von Öffnung, neuer Erwerbs-, Dienstleistungs- und Konsummöglichkeiten auch eine positive Bewertung der damit verbundenen Migration. Je nach erinnerungsspezifischem Kontext dominierten unterschiedliche Facetten die Erinnerung und Identitätskonstruktion des Dorfes.

Positiv konnotiert war von Anfang an vor allem die Erinnerung an den Tesiner Arzt Daniele Pometta, da sich aus dem Tunnelhospital das Oberwalliser Kreisspital Brig entwickelte, dem er längere Zeit vorstand. Ebenso positiv aufgeladen ist das Bild der *Missione Cattolica* mit der von Nonnen der Bonomelli-Mission geführten Italienschule, die nicht nur die vielen italienischen, sondern ebenso etliche deutschsprachige Kinder besuchten. Denn als

einzig in der Region führte diese Schule an Nachmittagen eine Nähsschule für Mädchen und an allen Wochentagen eine Kleinkinderschule, das Asilo, in dem die Kinder ganztägig betreut wurden und am Mittag eine warme Mahlzeit erhielten.⁴⁰ Auch als Ort der Begegnung blieb die *Missione* ein zentrales Verbindungsglied zwischen Einheimischen und Zugezogenen und wurde ins positive Selbstbild von Naters integriert. Die 1912 von Goppenstein an die Landstrasse transferierte Holzbaracke steht bis heute. In freundlich hellem Farbton gestrichen und mit der Statue des St. Josef im Garten, dem katholischen Patron der Arbeiter, dient sie als Kursraum. Als Begegnungsort abgelöst hat sie das 1992 in unmittelbarer Nähe eröffnete Zentrum *Missione*, dem grössten Bau für Veranstaltungen und Kongresse in der Region, der vom Wachsen und der Bedeutung der italienischen Dorfbevölkerung im 20. Jahrhundert zeugt. Doch das Verhältnis der Einheimischen zu den Migrantinnen und Migranten blieb ein ambivalentes. Die moralisch konnotierte Abgrenzung zum Quartier mit seinen vielen Wirtschaften wirkte lange weiter. Andererseits wurde die für das Wallis einmalige Dichte an Wirtschaften über die kommunikative Praxis in das Selbstbild der Dorfbevölkerung integriert, die sich auf diesem Hintergrund im regionalen Vergleich als besonders festfreudig versteht.

Von dieser mehrdeutigen Integration des Tunnelbaus in die Geschichte des Dorfes unterscheidet sich die über Generationen modellierte Erinnerung der italienischen *Community*. Sie ist getragen von der Erinnerung an das karge Leben der ersten Jahrzehnte, von Stolz über das Erreichte, den Bau und Erwerb von Häusern in der entsumpften Ebene entlang der Rhone, der Pflege der Gärten, der Koch- und Nähkünste, der in den Wirtschaften wie dem Café Venezia von Musik mitgeprägten Begegnungskultur, der *Missione* als Ausdruck der erfolgreichen Integration der seit den 1950er Jahren Eingewanderten, von Stolz auch darüber, als Gewerbetreibende zur Vielseitigkeit des lokalen Gewerbes beizutragen und als inzwischen weitgehend angesehene Bürger einen Beitrag zum Wohlergehen der Region zu leisten.⁴¹ Die unterschiedliche Klassenzugehörigkeit und fundamentalen Diskrepanzen in der politischen Zugehörigkeiten haben in diesem Selbstbild kaum Platz.

Zwar löst sich das materielle Erbe entlang der Land- und Weingartenstrasse im Gefolge der Schliessung vieler ehemals italienischen Betriebe und des Abriss der eher kleinen Häuser auf, das Italienerquartier verschwindet als Erinnerungsort und damit als Teil des sozialen Gedächtnisses.⁴² Dennoch ist

über Generationen das Bewusstsein um die anfänglich geringe Akzeptanz wach geblieben. Denn trotz der Integration eines Teils des italienischen Erbes in das positiv gefärbte Selbstbild des Dorfes manifestierte sich in der Abgrenzung der einheimischen Bevölkerung von den italienischen Zugezogenen immer auch Abschätzigkeit. Verdichtete sich für die Schweizer Zentrale des sozialdemokratischen Grütlivereins zu Beginn des 20. Jahrhunderts die Zurückgebliebenheit im Bild des Wallis als «Afrika», so sahen zur selben Zeit die Einheimischen in den italienischen Tunnelarbeitern «Afrikaner» – das Fremde schlechthin. Deren langgezogene Siedlung von Naters auf der entsumpften Rhoneebene nannten sie despektierlich «Negerdorf», ein Name, der selbst noch in neueren Publikationen als Bezeichnung für das Italienerviertel dient,⁴³ ein Name auch, der später in Visp auf die neu erstellte Arbeitersiedlung der Lonza in der ebenso entsumpften Ebene auf der Nordseite des Bahnhofs übertragen wurde.

Grossindustrie und Subsistenzwirtschaft – eine geschlechtshierarchisch konnotierte Asymmetrie

Belebt durch den Bau von Eisenbahn und Strassen hatte die Industrialisierung im Unterwallis bereits ab 1860 Impulse erhalten, setzte im Oberwallis allerdings erst um die Wende zum 20. Jahrhundert ein.⁴⁴ 1898 eröffnete eine französische Gesellschaft in der kleinen Gemeinde Gamsen westlich von Brig eine Fabrik zur Herstellung von Sprengstoff für den Durchstich des Simplons, die 1903 neben 25 Arbeitern auch 18 Arbeiterinnen beschäftigte, die vorwiegend Dynamitpatronen in Pakete verstaute.⁴⁵ Infolge der neuen Möglichkeiten der Nutzung der Hydroelektrizität für industrielle Zwecke etablierten sich innerhalb von zehn Jahren die elektrochemischen Industriebetriebe in Monthey (Ciba), Gampel und Visp (Lonza) sowie die elektrometallurgische Aluminiumindustrie in Chippis (AIAG). Diese beschäftigte in der Produktion einheimische ungelernete männliche Arbeitskräfte, die Kaderpositionen vom Werkmeister über den Ingenieur bis zum Direktor besetzten dagegen zum grössten Teil Männer, die mit der Familien aus anderen Kantonen zugezogen waren.⁴⁶

Die neuen Fabriken reduzierten in der Regel die Produktion vom November bis März, da wegen ausbleibender Gletscherschmelze in den Wintermonaten

keine ausreichende Menge an Energie zur Verfügung stand. Diese Schwankungen waren mit ein Grund für die enge Verbindung von Arbeit in der Grossindustrie und traditioneller Berglandwirtschaft, in der ein bedeutender Teil der rund 3000 im Jahr 1914 registrierten Fabrikarbeiter des Kantons als “Arbeiterbauern” verankert blieben⁴⁷ – ein asymmetrisches Verhältnis, das die wirtschaftliche, politische und gesellschaftliche Entwicklung im Oberwallis bis in die 1950er Jahre prägen sollte. Lorenzetti spricht von einem eigentlichen industriellen *take-off*.⁴⁸ In der kollektiven Erinnerungen an diese Jahrzehnte wird dagegen die Figur des “Arbeiterbauern” überhöht.

Das im Wallis in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts noch dominierende agropastorale System der Alpwirtschaft basierte auf der realen Erbteilung aller Grundgüter, Häuser und Nutzungsrechte.⁴⁹ Die in die Ehe eingebrachten Güter und Rechte bildeten bei einer Heirat jeweils eine neue Produktionseinheit, was eine Verbindung innerhalb des Dorfes voraussetzte. Daher betrug beispielsweise in dem hoch über dem Eingang zum Tal nach Zermatt gelegenen Bergdorf Törbel die lokale Endogamie bis in die Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg noch über 80 Prozent.⁵⁰ Für die Dorfbevölkerung von Törbel galten Boden und der Zugang zu Gemeingütern als zuverlässigste Einkommensquelle und Existenzsicherung. Landverkäufe blieben daher die Ausnahme und die Bodenpreise hoch.⁵¹ Fabrikarbeit oder Arbeit bei den Zuleitungsstollen für die Wasserzufuhr zu den Stauseen erbrachten das dazu als notwendig erachtete Bargeld und garantierte so auch die landwirtschaftliche Selbstversorgung.⁵² Ebenfalls kennzeichnend für das auf Subsistenz ausgerichtete System war der Einbezug der ganzen Familien in den Arbeitsprozess, inklusive der flexiblen Mobilisierung von Verwandten.⁵³ Die betriebliche Arbeitsteilung zwischen den Geschlechtern war gering, auch wenn es Bereiche gab, die eher als Männer-, andere, wie die Stall- und Gartenarbeit, eher als Frauenarbeit galten. Ebenso wurden die im Rahmen der Subsistenzwirtschaft notwendigen handwerklichen Tätigkeiten, beispielsweise als Schreiner oder Zimmermann, als Weberin oder Hutmacherin, von einzelnen Männern und Frauen zusätzlich zur Arbeit im landwirtschaftlichen Betrieb ausgeübt.⁵⁴ Arbeiterbauern blieben in der doppelten Bedingtheit von Fabrik und Dorf eingebunden. Sie leisteten in ihrer Mehrzahl Schichtarbeit, weil sich dadurch leichter die Lohnarbeit mit der Arbeit im eigenen landwirtschaftlichen Betrieb verbinden liess. Die Verankerung im bäuerlichen Betrieb fungierte zugleich als Auffangbecken für die je nach Alter, Dauer der Anstellung und

Funktion variierende Beschäftigung. Deshalb entsprach das Verhalten der Arbeiterbauern demjenigen von Bauern in einer traditionellen Agrargesellschaft, auch wenn effektiv die Hauptlast der Arbeit in der Land- und Viehwirtschaft auf den Schultern der Ehefrauen lag. Das schlug sich aber weder in Dokumenten noch direkt in den Statistiken nieder, da Bäuerinnen – wie auch in den Volkszählungen der Schweiz in der Zwischenkriegszeit üblich – meistens als Hausfrauen klassiert waren.⁵⁵

Denn unbeschrieben von den tatsächlichen Zuständigkeiten galt rechtlich der Mann als Betriebsinhaber. Die Rituale im Dorf, in der die Männer sich zur Spys – Käse, getrocknetes Fleisch und Wein – zusammenfanden, lebten unverändert weiter, ein beliebtes Sujet von Fotografen. Doch an dieser Form der Kommunikation und Teilnahme an gemeinsamen Überlieferungsbeständen – nach Aleida Assmann wesentliche Elemente beim Aufbau eines kollektiven Gedächtnisses – partizipierten Frauen nur als Zuschauerinnen oder in Bedienungsfunktion.⁵⁶ Während sich die im Kontext des Tunnelbaus zugezogenen Italienerinnen auch als Erwerbstätige als Teil einer grösseren Einheit begreifen konnten, die weit über die individuelle Erfahrung hinausging, war die individuelle Erinnerung an die spezifische Belastung und Verantwortung der Ehefrauen von Arbeiterbauern nicht eingebettet in einen übergeordneten kollektiven Bezugs- und Gedächtnisrahmen, der auch den Prozess der Industrialisierung mit einbezogen hätte. Die zelebrierte patriarchale Ordnung schloss Frauen von den lokalen Institutionen wie Burgergemeinde, Geteilschaften und Darlehenskassen und den überregionalen landwirtschaftlichen Verbänden der Vieh-, Wein- und Käseproduzenten aus, damit zugleich vom Zugang zu Krediten.⁵⁷ So kommen Bäuerinnen, wenn überhaupt, in den Steuerregistern – darin den gewerbetreibenden Frauen rund um den Tunnelbau ähnlich – fast nur als “Witwen” vor.⁵⁸

Die durch die Industrialisierung ausgelösten Veränderungen der Sozialstruktur zeigt sich in Registern vorwiegend in der statistischen Zunahme der “Fabrikarbeiter”, und zwar vor allem in der Berufsstruktur von Talgemeinden sowie – allerdings weit weniger deutlich – von Berggemeinden in nicht allzu grosser Distanz von den Fabriken mit eher geringem Umfang an landwirtschaftlich nutzbarer Fläche. Im Oberwallis betraf das Gemeinden in der relativen Nähe der beiden Betriebe der Lonza AG.⁵⁹ Die 1898 in Gampel eröffnete Fabrik produzierte vorwiegend das aus Karbid gewonnene Acetylen, das bis 1905 der Erzeugung von Licht diente, das dann jedoch durch das

elektrisch erzeugte Licht ersetzt wurde. Die dadurch ausgelöste Krise konnte durch die Fabrikation von Stickstoffdünger aufgefangen werden, die seit 1909 insbesondere im neuen Betrieb in Visp hergestellt wurde.⁶⁰ Nach Ausbruch des Kriegs 1914 stieg die Nachfrage von Erzeugnissen auf der Grundlage von Karbid rapide an, damit bis 1917 die Zahl der Beschäftigten in Visp und Gampel auf 640 Arbeiter und 130 Angestellte, doch nach 1918 erfolgte ein umso stärkerer Einbruch. Erst 1925 wurde die Fabrikation wieder während des ganzen Jahres aufrechterhalten und 1926 konnten unter voller Ausnutzung der verfügbaren Energie die neuen Anlagen für Salpetersäure und Nikate aus Ammoniak in Betrieb genommen werden.⁶¹ Doch von 1931 bis 1936 kam es wegen der Wirtschaftskrise wieder zu Entlassungswellen, eine markante Erholung stellte sich erst 1940 mit der kriegsbedingten inländischen Nachfrage nach chemischen Grundstoffen und Ersatzprodukten ein.⁶² Das Werk in Gampel rekrutierte die rund 150 benötigten Arbeiter noch weitgehend am Ort und den umliegenden Gemeinden. Ähnlich war die Rekrutierungsbasis nur zu Beginn in Visp: Die Beschäftigten kamen 1920 aus weniger als 20, 1930 dann aus rund 40, um 1940 aus rund 34 und 1946 aus rund 45 Gemeinden.⁶³ Die Zahl der Beschäftigten sowie ihrer Herkunftsgemeinden divergiert je nach Zeitpunkt der Untersuchung allerdings, waren doch viele der Arbeiter im Stundenlohn nur saisonal angestellt und der Konjunkturverlauf äusserst unstet.⁶⁴ So stellte die Lonza in Gampel auf den 30. April 1921 40 Männer für die Arbeit an den Karbidöfen ein, verpflichtete diese jedoch, sich per Unterschrift einverstanden zu erklären, dass sie von heute auf morgen ohne Arbeitslosenunterstützung entlassen werden könnten.⁶⁵ Auch variierte die Saison – das heisst die Monate mit voller Produktion – in der Lonza je nach Nachfrage und witterungsbedingtem Wasserlauf zeitlich stark. Eine breit angelegte Auswertung von Personaldaten zu den sukzessiven Einstellungen und Entlassungen der einzelnen Arbeiter nach Alter und Dauer der Anstellung wie die Untersuchung über die Beschäftigungsstruktur in der Aluminiumindustrie in Chippis fehlt jedoch.⁶⁶ Als eindrückliches Beispiel sowohl der saisonal- als auch krisenbedingten prekären Anstellung erweist sich die Personalkarte eines 1900 geborenen Fabrikarbeiters aus Steg im Rhonetal, der anfänglich im Werk Gampel, dann im Werk Visp eingestellt war und 1945 wegen eines Nicht-Betriebs-Unfalls, an dem er am darauf folgenden Tag verstarb, ausschied.⁶⁷ Obwohl die im Tal ansässigen Arbeiter weit weniger von saisonalen Entlas-

sungen betroffen waren, konnte auch dieser in Steg im Rhonetal wohnende Arbeiter nicht auf eine kontinuierliche Anstellung zählen. Vor allem bei Konjunktureenbrüchen waren alle Arbeitskräfte von Entlassungen bedroht. So legte 1931 die Lonza einen Teil des Betriebs still und entliess 232 der 750 Beschäftigten.⁶⁸ Aufschlüsse über die Schwankungen geben auch die von

| Eintritt | Dienstabteilung | Austritt | Grund des Austritts |
|------------|-----------------|------------|--|
| 21.02.1917 | Gampel | 28.07.1919 | Saisonende |
| 09.01.1922 | Gampel | 25.03.1922 | Saisonende |
| 11.04.1922 | Gampel | 05.10.1925 | Saisonende |
| 30.10.1925 | Gampel/Visp | 15.02.1930 | Saisonende |
| 08.05.1930 | Visp | 26.05.1931 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 09.01.1932 | Visp | 03.12.1931 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 26.01.1933 | Visp | 26.11.1933 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 19.01.1934 | Visp | 09.11.1934 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 09.05.1935 | Visp | 27.11.1935 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 13.10.1936 | Visp | 26.10.1938 | Kündigung wegen Arbeitsmangel |
| 16.02.1941 | Visp | 07.05.1945 | Tod, 08.05.1945, Nicht-Betriebs-Unfall |

Tabelle 2. Ein- und Austritte eines Fabrikarbeiters im Chemiewerk Lonza zwischen 1917 und 1941. (E. Joris, Der Einfluss der Lonza Ag auf die Landwirtschaft im Oberwallis von 1897 bis 1939 mit besonderer Berücksichtigung des Problems der Arbeiterbauern. Seminar von Prof. Dr. R. Braun, Schweizerische Agrargeschichte und -politik im 19. und 20. Jh., Historisches Seminar der Universität Zürich, Sommersemester 1973, Kopie der Personalkarte S. 8/9).

der Lonza an die Gemeinden entrichteten Quellensteuern für die von ihr beschäftigten Arbeitskräfte. So verdreifachte sich beispielsweise in Visp dieser Steuerbetrag von 1925 bis 1930 um dann bis 1936 fast wieder um zwei Drittel zu sinken und sich bis 1941 wieder zu verdoppeln.⁶⁹ Wenn auch in unterschiedlichem Mass zeigen Quellensteuern der nahe Visp gelegenen

Berggemeinden Eggerberg und Staldenried ähnliche Schwankungen, während das auf der anderen Talseite von Staldenried gelegene Dorf Töbel erst seit der kriegsbedingten Konjunktur ab 1940 stärker auf die Lohnarbeit ausgerichtet erscheint. Indes ist in den Registern nicht immer ersichtlich, ob die Quellensteuern primär von der Lonza entrichtet wurden oder von Baufirmen, die wegen der Konstruktion von Stauseen für die Stromproduktion und der damit einhergehenden Erstellung von Strassen umfangmässig an Bedeutung gewannen.⁷⁰

Überhöhung der Arbeiterbauern – Hausfrausierung der Bäuerinnen

Was die stets prekäre Anstellung in der Fabrik für das Verhältnis der betroffenen Ehepaare bedeutete, kommt weder in den Steuerabrechnungen noch in Geschäftsberichten der kantonalen Regierung oder in den Unterlagen der Personalabteilung der Lonza zum Ausdruck, sondern fast nur in Erinnerungsgesprächen mit einzelnen Betroffenen: dass die Arbeiterbauern die Schichtarbeit bevorzugten; dass der Verdienst von der Familie benötigt und in den Betrieb investiert wurde; dass die stundenmässige Arbeitsbelastung wegen des oft zu Fuss absolvierten Arbeitsweg sehr gross und demnach der nächtliche Schlaf äusserst kurz war; dass die saisonale Entlassung im Winter quer zum erhöhten Bedarf nach Arbeitskräften im bäuerlichen Betrieb während der Heuernte stand; dass die Belastung der Ehefrau enorm und die Unterstützung durch Verwandte unabdingbar waren.⁷¹ Auch dem ehemaligen Hilfslaboranten aus Staldenried, der bereits in der Zwischenkriegszeit auf Eigeninitiative in der Lonza in Visp eine Laborantenlehre absolvierte und in den 1950er Jahren zum Cheflaboranten in Visp aufsteigen sollte, galt nach eigenen Angaben seine ganze Sorge der Sicherung der Landwirtschaft, in die er seine ganzen Einnahmen aus der Lohnarbeit investiert habe: in Häuserreparaturen, die Abzahlung von Hypotheken und den am ehesten Gewinn versprechenden Kauf von Rindvieh. Den Viehbestand habe er allerdings bald wieder reduziert, da seine Ehefrau damit extrem belastet gewesen sei. Effektiv sei er nämlich selber im Betrieb nur noch eine Hilfskraft gewesen.⁷²

Noch drastischer tönt der Kommentar des mit Jahrgang 1913 derselben Ge-

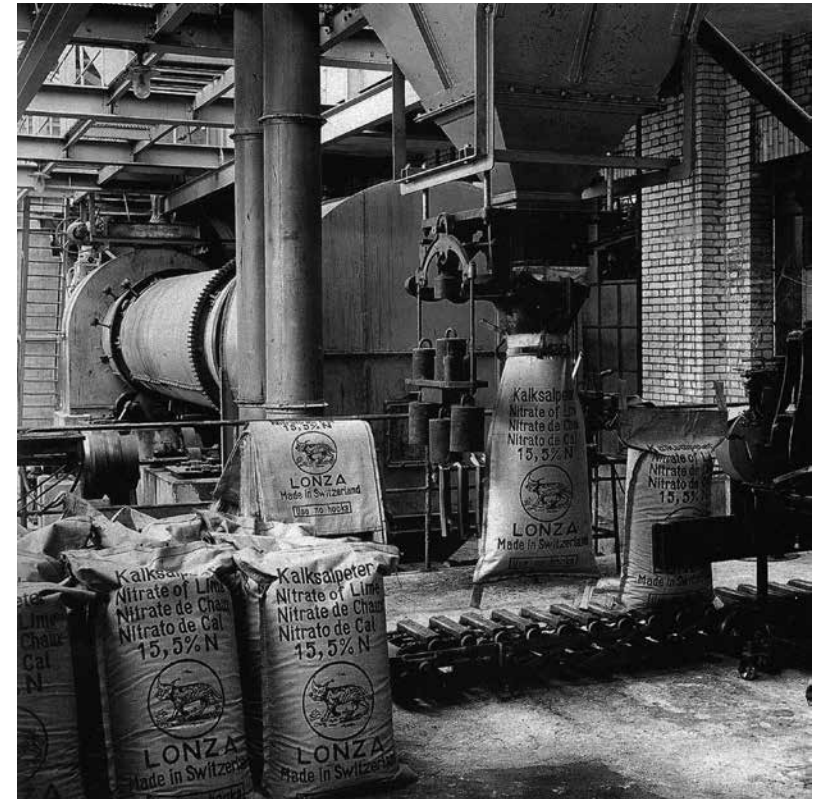


Abbildung 4. Sackfabrik Lonza.

Ausser in der so genannten «Sackfabrik», der Abteilung die das Verpackungsmaterial für Kunstdünger herstellte, arbeiteten bis in die 1950er kaum Frauen im betrieblichen Bereich der Lonza. Die Erinnerung an diese Arbeiterinnen ist im Gegensatz zum Bild des «Arbeiterbauern» fast gänzlich verblasst. Die meisten der dort beschäftigten jungen einheimischen Frauen aus ärmeren Familien des Rhonetals sprachen eher verschämt von ihrer Tätigkeit, die zwar besser bezahlt war als die Anstellung im privaten Haushalt, aber als Fabrikarbeit schlechter angesehen war.

neration angehörende Josef Imseng aus dem Lötschental, der abwechselnd im Bau und in der Industrie beschäftigt war: «Meine Frau war wie ein Knecht – die Kinder, das Vieh und all das. Und im Sommer auf die Alp».⁷³ Trotz solcher Mehrfachbelastungen begrüsst viele Familien die Erwerbsmöglich-

keiten in der Fabrik als Befreiung von Abhängigkeiten von lokalen Machtträgern und von wirtschaftlichen Zwängen.⁷⁴ Das System der Arbeiterbauern wurde von der kantonalen Regierung aus ideologischen, politischen und finanziellen Gründen begrüsst. Gekündigt wurde in der Regel als ersten den Arbeiterbauern, die als Selbstversorger nicht als arbeitslos galten, ein Grund für die geringen Aufwendungen der öffentlichen Arbeitslosenhilfe. Das konservativere Lager innerhalb der katholisch-konservativen Regierungsmehrheit, das im Oberwallis dominierte, war überhaupt gegen jegliche Unterstützung von Arbeitslosen. Vielmehr setzte der spätere Bundesrat Josef Escher zur Unterstützung der Bergregionen insbesondere auf die “Förderung des Kinderreichtums”, obwohl die Familien der Oberwalliser Dörfer zu den Familien mit der höchsten Kinderzahl und höchsten Mortalitätsrate zählten – 15 Promille versus 12,2 Promille im schweizerischen Durchschnitt.⁷⁵

Das System der Arbeiterbauern wurde von den Katholisch-Konservativen auch gestützt, weil sie es als ein Standbein der kulturellen Identität des Wallis im Sinn eines in der dörflichen Tradition verwurzelten Kantons verstanden und gleichzeitig als Bollwerk gegen die gewerkschaftliche Organisierung der Arbeiter, eine Abwehr, die sich indes vor allem im Oberwallis erfolgreich erwies. Während Arbeiter in den Aluminiumwerken von Chippis schon während des Ersten Weltkriegs streikten, nahmen im Oberwallis fast ausschliesslich eine kleinere Zahl von Beschäftigten der staatlichen Bahnbetriebe an dem im November 1918 ausgerufenen Generalstreik teil.⁷⁶ Mit Genugtuung konstatierte das konservative Lokalblatt *Walliser-Bote*, dass die Lonza-Arbeiter in Visp glücklicherweise nicht in Ausstand getreten seien.⁷⁷ Auch im Buch zum 50-jährigen Jubiläum der Lonza von 1947 wurde lobend festgehalten, dass sich die Arbeiterschaft des Unternehmens fast ausschliesslich aus Kleinlandwirten zusammensetzte, deren Arbeitstreue gross sei. Von 230 Angestellten und Arbeiter seien 25 und mehr Jahre bei der Lonza, Streiks habe es im Betrieb nie gegeben.⁷⁸ So erwies sich die Verankerung der Arbeiter in ihren Dörfern auch für das Unternehmen als Vorteil: Die Sozialisten fassten im Gegensatz zum Rekrutierungsumfeld der Aluminiumwerke in Chippis in Visp nie Fuss und selbst der christlich-soziale Metallarbeiterverband löste sich Ende 1921 auf, um erst 1944 neu begründet zu werden.⁷⁹

Weil sich die Arbeiterbauern mehr als Bauer denn als Arbeiter verstanden, fehlten Anreize zur beruflichen Weiterbildung.⁸⁰ Sie wurden dazu auch kaum animiert, obwohl die Kantonsregierung in ihren Geschäftsberichten

bis in die Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg verschiedentlich den Mangel an qualifizierten Arbeitskräften beklagte, ohne aber dagegen Entscheidendes zu unternehmen. Da ihre Exponenten in einer forcierten Industrialisierung eine Gefahr für die von patriarchaler Autorität geprägte Gesellschaftsordnung sahen, setzte sie in Sachen Modernisierung lediglich auf den Ausbau des marktorientierten Gemüse-, Obst- und Weinbaus entlang des Rhonetales.⁸¹ Wurde schon zur Ausbildung von Männern kaum etwas unternommen, desto weniger noch war von einer beruflichen Qualifizierung der Frauen die Rede.⁸² Die Reglemente der öffentlichen Schule sahen deren Funktion, abgesehen von der Arbeit in der Landwirtschaft, im Sinne der bürgerlichen Geschlechterordnung vorwiegend als Hausfrau, Erzieherin und moralisch-sittlichen Rückhalt der Familie. Die sich wandelnde betriebliche Belastung und Verantwortung der Ehefrauen von Arbeiterbauern wurde in den Ausbildungsgängen nicht zur Kenntnis genommen. Vielmehr bot auch die landwirtschaftliche Schule Oberwallis in Visp analog zur Entwicklung in der ganzen Schweiz kostenlose Kurse für die Ausbildung der Bäuerin zur Hausfrau an.⁸³

Nach Ende des Zweiten Weltkriegs mutierten viele dörfliche Bauernbetriebe zu Nebenerwerbsbetrieben, die noch in vermehrtem Masse von Frauen geführt wurden als zuvor. Das regelmässige Geldeinkommen im Gefolge der Hochkonjunktur und der Einführung der AHV wurde als Grundlage der Existenzsicherung erachtet und daher auch nicht mehr in den Zukauf von Boden, Häusern und Vieh investiert.⁸⁴ Die Agraringenieurin Daniela Clemenz definierte diese Entwicklung als “Hausfrauisierung” der Bäuerinnen, eine Entwicklung, die mit ihrem statistischen Verschwinden als Akteurinnen bereits früher begonnen hatte.⁸⁵ So weisen die Bevölkerungstatistiken zur Beschäftigung der Frauen in der Landwirtschaft ab 1888 bis 1960 im Verhältnis zur Beschäftigung der Männer durchwegs eine sinkende Tendenz auf. Auffallend ist diese Tendenz vor allem von 1930 bis 1950, der Hoch-Zeit der Arbeiterbauern.⁸⁶ Frauen mutierten im Bereich der Berglandwirtschaft zu “Care-Arbeiterinnen”, die Heimat und Tradition als deren Repräsentantinnen bewirtschafteten, doch ohne Rechte und ohne Anspruch auf Entgelt für erbrachte Leistungen. Diese werden zwar in individuellen Erinnerungen noch vergegenwärtigt, jedoch nicht als Bestandteil des kollektiven Gedächtnisses.

Erinnerung als Festschreibung geschlechtsspezifischer Zuordnungsmuster

Bis ins letzte Drittel des 20. Jahrhunderts beschränkte sich die Erwähnung des Beitrags der Frauen zur Industrialisierung im Oberwallis weitgehend auf einen Nebensatz zur arbeitsmässigen Mehrbelastung. In diesen Darstellungen verschränkte sich unreflektiert das geschlechtshierarchische Gesellschaftsverständnis bürgerlich-patriarchaler und ländlich-patriarchaler Provenienz. Diese Verknüpfung erzeugte allerdings durch die Verankerung im Gesetz bedeutende Wirkung. Die aus bürgerlicher Perspektive konstruierte Trennung der männlich geprägten Welt des Erwerbs und der von immateriellen Werten geprägten Welt der Frauen – der als weiblich definierten Sphäre des Privaten – wurde einerseits auf das Verhältnis Industrie und Berglandwirtschaft übertragen, andererseits gleichzeitig dem Mann als Arbeiterbauer sowohl im Bereich der Industrie wie der Landwirtschaft die Erwerbsfunktion zugeordnet.

Obwohl Frauen weitgehend die Kontinuität des landwirtschaftlichen Betriebs garantierten, blieben die Männer die bestimmenden Akteure, basierend auf dem gesetzlich garantierten Zugang zu institutionell vermittelten Ressourcen über Vereine, Verbände und politische Gremien. Frauen hingegen blieben je nach Situation gesetzlich abgestützt und je nach familiärem Kontext mehr oder minder männlicher Autorität unterworfen. Statt als Akteurinnen erschienen sie lediglich als Repräsentantinnen der Tradition, versehen mit deren Attributen: in Tracht, in Begleitung ihrer Kinder und im Rahmen religiöser Praktiken. Ihre entscheidende wirtschaftliche Funktion im agropastoralen System und ihr Beitrag zu dessen Stabilisierung im Kontext der Industrialisierung wurde dagegen implizit rausdefiniert und damit ebenso implizit ihre Diskriminierung im bäuerlichen Recht und im Zivilgesetz legitimiert.

Das positiv aufgeladene Reden über den “Arbeiterbauern” beziehungsweise *paysan-ouvrier* kultivierte die Erinnerung an die Industrialisierung, kaschierte aber zugleich, dass die damit transportierte politische Agenda nicht nur die Diskriminierung der Frauen fortschrieb, vielmehr auch die Handlungsmöglichkeiten des Arbeiters selbst einschränkte. Zwar wurde die mit Mehrfachbelastung verbundene Verknüpfung von Arbeit in der Fabrik und im eigenen landwirtschaftlichen Betrieb von den Betroffenen mehrheitlich als Verbes-

serung der Lebensgrundlagen erfahren und auch rückblickend als solche gedeutet. Doch die im Wallis bis in die 1950er Jahre tonangebenden Politiker und Exponenten der katholischen Kirche sahen in der Figur des “Arbeiterbauern” vor allem einen Garanten für das Weiterbestehen der tradierten Ordnung, da sie die Industrialisierung nicht verhindern konnten. Von dieser Kontinuität versprachen sie sich auch für die Zukunft den unhinterfragten Respekt vor Autoritäten. So galt ihnen der organisierte Widerstand gegen schlechte Arbeitsbedingung trotz gewisser Sympathien für einzelne Forderungen als abzulehnender Einfluss der und des “Fremden”, während das Loblied auf das klaglose Arbeiten der Frauen deren Haltung gleichermassen als Gott, der Familie und der Gesellschaft verpflichtet erscheinen liess. Um dem Arbeiterbauern die Mehrfachbeschäftigung zum Erhalt ihres Betriebs zu ermöglichen, sprach sich Maurice Troillet, Zuständiger für die Wirtschaft und starker Mann in der kantonalen Regierung, zwar für die Reduktion der wöchentlichen Arbeitszeit in den Fabriken aus, sah aber dennoch die Zukunft des Wallis primär in der Modernisierung der Landwirtschaft, in der Ausdehnung der auf den Markt ausgerichteten Reb-, Gemüse- und Obstkulturen entlang des Rhonetals.⁸⁷ Die von gewalttätigen Aktionen begleiteten und von Frauen und Kindern gleichermassen unterstützten Proteste eben dieser Gemüse- und Obstproduzenten in den frühen 1950er Jahren – fast zeitgleich mit den wilden Streiks in den Aluminiumwerken von Chippis –, die unter dem Stichwort “Aprikosenkrieg” in die Geschichte eingingen, liess die politische Vorstellung einer spezifisch in der Tradition verwurzelten ländlich-patriarchalen Gesellschaft als Illusion platzen.⁸⁸

Die Grossindustrie als zentrales wirtschaftliches Standbein des Kantons, materialisiert in ausgedehnten Werkgeländen, ist seitdem unbestrittener Teil des kollektiven Gedächtnisses. Daher hat auch die mögliche und zum Teil bereits erfolgte Stilllegung von Fabriken längst die alten patriarchal geprägten gesellschaftspolitischen Bedrohungsszenarien abgelöst. Hoffnungen auf wirtschaftliche Impulse werden, damit an die Erinnerung an den Tunnelbau vor mehr als hundert Jahre anknüpfend, in die neue Verbindung nach Norden gesetzt, in den 2007 eröffneten Lötschberg-Basistunnel, der nahe des Werkgeländes der Lonza in Visp ins Rhonetal mündet. So erweist sich die Dynamik des Erinnerns – mit Rekurs auf Aleida Assmann – als ein unab-schliessbarer Prozess.⁸⁹

- _1. Vgl. dazu auch den Beitrag von A. Tognina zur Berninabahn in diesem Band. Lebendig gehalten wird die Erinnerung auch am Südfuss des Juras, siehe u. a. Kultur-Historisches Museum Grenchen, *Tripoli, wohnen und leben mit italienischen Tunnelbauern*, Begleitheft zur gleichnamigen Ausstellung, Grenchen 2003.
- _2. E. Joris, K. Rieder, B. Ziegler (Hrsg.), *Tiefenbohrungen. Frauen und Männer auf den grossen Tunnelbaustellen der Schweiz 1870-2005*, Baden 2006, insbes. E. Joris, "Italianità, regionale Traditionen und internationale Unternehmen. Soziale Beziehungen und wirtschaftliche Konflikte im Tunnelbaudorf Goppenstein", S. 86-103, und I. Huber-Bohnet, «Wirtschaftswunder an der Landstrasse. Die Entwicklung des Gewerbes in Naters während der Tunnelbauzeit 1898-1922», S. 104-121; N. Hanselmann, *Vier Generationen in Naters. Die Niederlassung von italienischen Mineuren und Gewerbetreibenden in Naters im Umfeld des Baus des Simplontunnels (1898-1921)*, univ. Liz. Arbeit, Universität Bern, Juni 2011; B. Schmid, *Die italienischen Arbeiter im Oberwallis. Ihr Leben und ihre Integration in Gesellschaft, Kultur und Wirtschaft zur Zeit des Baus des ersten Simplontunnel (1898-1906)*, univ. Liz. arbeit, Universität Freiburg 1998. Nicht wissenschaftlich, aber quellenspezifisch von Interesse: M. Steiner-Ferrarini, *Wahlheimat am Simplon. Die italienische Kolonie des Oberwallis*, Brig 1992, und G. Tscherrig, *100 Jahre Simplontunnel. Erinnerungen aus der Bauzeit, Tunnel I 1898-1906, Tunnel II 1912-1921*, Visp 2005.
- _3. D. Allet-Zwissig, *Fragments pour le portrait d'une absente. La condition féminine en Valais à travers la presse et les publications officielles du canton 1870-1880*, Postface, in "Annales valaisannes", (1992), S. 133-148; vgl. auch R. Pithon, *Le travail des montagnards avait-il sa place dans le cinéma de fiction des années 1920 à 1960?* in N. Valsangiacomo, L. Lorenzetti (sous la dir. de), *Donne e lavoro. Prospettive per una storia delle montagne europee XVIII-XX secc.*, Milano 2010, S. 327-342.
- _4. G. et S. Arlettaz, *La nationalisation du Valais, 1914-1945*, in J.-H. Papilloud, G. et S. Arlettaz, A. Clavien (sous la dir. de), *Histoire du Valais*, T. 3, 1789-1945, Sion 2000-2001, S. 637-715, hier S. 663.
- _5. B. Cretzaz, *Problématique et textes de l'exposition, in Itinéraires Amoudruz, VI. Terre de Femmes*. Exposition, Musée d'Ethnographie de Genève, 1989, Annexe de Conches, Genève 1989, S. 58, 83.
- _6. M. C. Morand, *Notre beau Valais - Le rôle de la production artistique "étrangère" dans la construction de l'identité culturelle valaisanne*, in Groupe valaisan de sciences humaines, V. *Le Valais et les étrangers*, XIXe-XXe, Sion 1992, S. 191-246, hier S. 219-222.
- _7. J.-H. Papilloud, *Charles Krebsler*, Sierre 1987.
- _8. Bilder von Giovanni Ruggeri und Raymond Schmid in der Médiathèque Valais - Martigny.
- _9. L. Lorenzetti, *Ruralité, industrie et formes de pluriactivité: une approche comparative. Valais (Suisse) et Valteline (Italie), 1860-1930*, in "Histoire et société", 3 (2012), S. 67-85.
- _10. M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris 1925; Id., *La mémoire collective*, Paris 1950. Vgl. auch M. C. Frank, G. Rippl, *Arbeit am Gedächtnis. Zur Einführung*, in M. C. Frank, G. Rippl, *Arbeit am Gedächtnis*, München 2007, S. 9-28, hier S. 16f.
- _11. W. Bellwald, S. Guzzi-Heeb (Hrsg.), *Ein industriefeindliches Volk? Fabriken und Arbeiter in den Walliser Bergen*, Baden 2006; Lorenzetti (wie Anm. 9); M.-F. Vouilloz-Burnier, *Les femmes d'Héréme et le développement socio-économique d'une vallée alpine*, in Valsangiacomo, Lorenzetti (wie Anm. 3), S. 246-263.
- _12. Die achteilige Untersuchung von D. Allet-Zwissig zur Geschichte der Frauen im Wallis im 19. Jahrhundert spricht steht denn auch bereits im Titel von Frau als Abwesender: *Fragments pour le portrait d'une absente. La condition féminine en Valais à travers la presse et les publications officielles du canton 1870-1880*, in "Annales valaisannes", (1987-1992).
- _13. A. Assmann, *Das neue Unbegehen an der Erinnerungskultur. Eine Intervention*, München 2013, S. 17.
- _14. G. Arlettaz, *Les débuts du socialisme*, in Groupe valaisan de sciences humaines, *Société et culture du Valais contemporain*, III. *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, Sion 1979, S. 241-253, hier S. 245.
- _15. G. Arlettaz, *Les transformations économiques et le développement du Valais 1850-1914*, in Groupe valaisan de sciences humaines, *Société et culture du Valais contemporain*, II. *Développement et mutations du Valais*, Sion 1976, S. 9-62, hier S. 22.
- _16. E. Jossen, *Naters. Das grosse Dorf im Wallis*, Naters 2000, S. 257.

- _17. D. Pometta, *Sanitäre Einrichtungen und ärztliche Erfahrungen beim Bau des Simplontunnels 1898-1906*, Nordseite Brig, Diss. Lausanne, Winterthur 1906, S. 41.
- _18. E. Schumacher, *Zwei "Halbnomaden" an den grossen Tunnelbaustellen. Ferdinand Rothpletz und Maria Scala*, in E. Joris, B. Meier, M. Widmer (Hrsg.), *Historische Begegnungen. Biografische Essays zur Schweizer Geschichte*, Baden 2014, S. 177-202.
- _19. Hanselmann (wie Anm. 2), S. 38; E. Joris, *Dokumente von und Gespräche mit S. Ritz, Brig, und C. Pelizzari-Imseng, Lichtensteig, Frühjahr 2007*.
- _20. Schmid (wie Anm. 2), S. 49-62.
- _21. Pometta (wie Anm. 17).
- _22. CD T-Room, Videos, E_Giovani.mov, beigelegt Joris, Rieder, Ziegler (wie Anm. 2); Hanselmann (wie Anm. 2).
- _23. E. Joris, *Die Querung der Alpen. Tunnelbau, Dienstleistungen und Geschlecht*, in H.-J. Gilomen, M. Müller, L. Tissot (Hrsg.), *Dienstleistungen. Expansion und Transformation des dritten Sektors» (15.-20. Jahrhundert)*, Zürich 2007, S. 130.
- _24. Vgl. Huber-Bohnet (wie Anm. 2), *Diagramme* S. 115f.
- _25. Hanselmann (wie Anm. 2), S. 35f.
- _26. Gemeinde- und Bürgerarchiv Naters (GA Naters), K1, Gemeinderatsprotokolle von Naters 1883-1913, 16 Dezember 1898 und Liste der Konzessionen 1899, S. 116.
- _27. GA Naters, Protokoll (wie Anm. 26), 02. und 19 Januar 1899.
- _28. GA Naters, K2, Gemeinderatsprotokolle von Naters 1913-1920, 30 Mai 1914, 13/.
- _29. GA Naters, Protokolle (wie Anm. 27), 13 Februar 1918.
- _30. Morand 1992 (wie Anm. 6), S. 79f.
- _31. Vgl. dazu Huber-Bohnet (wie Anm. 2), S. 115-119, Hanselmann (wie Anm. 2), S. 40, 44 und Anhang 3, S. 95-105; Gespräch E. Joris mit Esterina Giovanni-Bernini CD (wie Anm. 23).
- _32. J.-P. D'Alpaos im Gespräch mit Hanselmann, in Hanselmann (wie Anm. 2), S. 71f.
- _33. Schumacher (wie Anm. 18), S. 189f., Huber-Bohnet (wie Anm. 2), S. 112 und 119.
- _34. Staatsarchiv des Kantons Wallis, Sitten/Sion (StAW), 2101-2. Délai, Taxes industrielles, 1906-1925, Bezirk Brig, Gemeinde Naters.
- _35. Huber-Bohnet (wie Anm. 2), 34f.
- _36. Arlettaz 1979 (wie Anm. 18), S. 243.
- _37. Schmid (wie Anm. 2), S. 47; Arlettaz 1979 (wie Anm. 14), S. 246f.; vgl. auch F. Garbely, *Die Streiks! Bau des Simplontunnels*, hgg. von Gewerkschaft Unia, Sektion Oberwallis, Visp 2006.
- _38. Steiner-Ferrarini (wie Anm. 2), S. 48; Bild Médiathèque Valais - Martigny.
- _39. Steiner-Ferrarini (wie Anm. 2); Brief des Pfarrers von Naters an den Bischof von Sitten vom Januar 1900, zit. in Jossen (wie Anm. 17), S. 256.
- _40. Vielfache Erinnerungen von Personen aus Brig und Naters, u. a. von meiner Schwiegermutter Anna Seiler-Previdoli, Jahrgang 1913, die als Kind eines binationalen Paares diese Schule besuchte.
- _41. Hanselmann (wie Anm. 2).
- _42. Fotografien von Christof Schwager in Tec21, Heft 15, 2008, Tunnelldörfer, hgg. von Ruedi Weidmann; H. Welzer, *Das kommunikative Gedächtnis und woraus es besteht*, in Frank, Rippl (wie Anm. 10), S. 47-62, hier S. 51.
- _43. So Jossen in seiner Dorfchronik (wie Anm. 16) und Schmid in seiner Lizarbeit (wie Anm. 2). Die Bezeichnung erscheint erstmals im Juni 1899 im Brüger Anzeiger; vgl. Jossen (wie Anm. 16), S. 258.
- _44. A. Clavien, *La modernisation du Valais, 1848-1914*, in Papilloud, Arlettaz, Clavien (Hrsg.), *Histoire du Valais* (wie Anm. 4), T. 3, 1789-1945, Sion 2000-2001, S. 581-635; A. Fibicher, *Walliser Geschichte*, Bd. 3.1, *Die Neuzeit. Ereignisse und Entwicklungen 1520-1991*, Sitten 1993, S. 185-223; D. Unnasch, *Der Aufstakt zur Industrialisierung im Wallis. Die kleineren und mittleren Unternehmen zwischen 1880 und 1914*, in Bellwald, Guzzi-Heeb (wie Anm. 11), S. 161-198; S. Guzzi-Heeb, *Ein industriefeindliches Volk? Die besonderen Voraussetzungen und Merkmale der Industrialisierung im Wallis*, in Bellwald, Guzzi-Heeb (wie Anm. 11), S. 411-448, hier S. 437f.
- _45. Unnasch 2006 (wie Anm. 44), S. 186f.
- _46. S. Guzzi-Heeb, *Industrie im Wallis. Fakten, Zahlen, Entwicklungen*, in Bellwald, Guzzi-Heeb (wie Anm. 11), S. 29-59, hier S. 51f.; Fibicher (wie Anm. 45), S. 238.
- _47. Clavien (wie Anm. 44), S. 623.
- _48. Lorenzetti (wie Anm. 9), S. 70.
- _49. Vgl. u. a. T. Antonietti, *Alpwirtschaft im Wallis. Eine Einführung*, in T. Antonietti (Hrsg.), *Kein*

- Volk von Hirten. *Alpwirtschaft im Wallis*, Baden 2006, S. 7-22.
- _50. R. McC. Netting, *Eine lange Abnenreihe. Die Fortdauer von Patrilinien über mehr als drei Jahrhunderte in einem schweizerischen Bergdorf*, in "Schweiz. Zeitschrift für Geschichte", Vol. 29, 1979, S. 194-215, hier S. 201f.
- _51. Vgl. E. (Seiler-)Joris, *Sozialer Wandel im Oberwallis in der Zweiten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts*, unveröff. Liz.arbeit, Prof. Dr. R. Braun, Phil. I Fakultät, Zürich Juni 1979, S. 60-83.
- _52. Netting (wie Anm. 51), S. 212f.; vgl. auch M. Maiorano, D. Schmuki, *Allmendedilemma in Törbel. Früher und heute*. Semesterarbeit Studiengang Umweltnaturwissenschaften, Block Umweltsowissenschaften, Professur für Soziologie, Prof. Andreas Diekmann, ETH Zürich, Januar 2006, S. 47f.
- _53. Vgl. A.-L. Head-König, *Le monde alpin suisse et ses difficultés d'ajustement structurel à l'irruption de la "modernité", milieu XIXe-milieu XXe siècle*, in "Histoire des Alpes - Storia delle Alpi - Geschichte der Alpen" (Die Erfindung der alpinen Architektur), 16 (2011), S. 279-296, hier S. 291; R. Wunderli, "Obne sie geht es nicht". *Zur ökonomischen Relevanz von Familie in der schweizerischen Berglandwirtschaft seit 1950*, in "Traverse. Zeitschrift für Geschichte" (Wirtschaft im ländlichen Raum), 2 (2014), S. 103-113, hier S. 107.
- _54. Vouilloz-Burnier (wie Anm. 11), S. 260-262; T. Antoniotti, *Ungleiche Beziehungen, zur Ethnologie der Geschlechterrollen im Wallis*, Sitten 1989.
- _55. D. Clemenz, *Wie krisensicher ist die Walliser Landwirtschaft?* Unveröff. Diplomarbeit Prof. Dr. P. Rieder, Institut für Agrarwirtschaft, ETH Zürich, Sommer 1989, S. 54f.; vgl. auch H.-P. Lerjen, *Vom Arbeiter- zum Freizeitbauern - Strukturwandel des Fabrikbauerntums im Oberwallis*, in "Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie", Heft 1 (1998), S. 27-44, hier S. 29f., 39f.; Vouilloz-Burnier (wie Anm. 11), S. 255; Wunderli (wie Anm. 54), S. 108f.; Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, München 2015, S. 197.
- _56. Assmann 2013 (wie Anm. 13), S. 17.
- _57. Vgl. (Seiler-)Joris (wie Anm. 51) S. 22-40.
- _58. StAW, Gemeindeabrechnungen Visp, Eyholz, Eggerberg, Bürchen, Staldenried, Törbel, 1918-1949.
- _59. Vgl. Lerjen 1998 (wie Anm. 55), S. 32.
- _60. Vgl. W. Bellwald, *Die Lonza. Vom Karbid zur*

- Biochemie*, in Bellwald, Guzzi (wie Anm. 11), S. 229-274, hier S. 260-268.
- _61. Jahresbericht der Walliser Handelskammer 1925, Sitten, S. 40, 1926, S. 62f.; K. Suter, *Bevölkerungsbewegung und wirtschaftliche Wandlungen im Wallis*, Brig 1947, S. 13-17.
- _62. B. Kaufmann, *Die Entwicklung von Agrar zum Industriekanton*, Winterthur 1965, S. 35, 51f, 64, 79; Walliser Handelskammer 1932, S. 17, 45f, 1933, S. 57f.; Bellwald 2006 (wie Anm. 61), S. 265.
- _63. E. Boillat, *Der Arbeiterbauer im Oberwallis, im besonderen, im Einzugsgebiet der Lonza AG., Werke Visp*, unveröff. Diplomarbeit Schule für Sozialarbeit Bern, Bern/Visp August 1969, typoskr. S. 21. Elisabeth Boillat was als Sozialberaterin in der Lonza in Visp angestellt. Von den 200 Fällen von Beratung von Arbeitern, die sie in ihrer Untersuchung berücksichtigt, waren noch mit Sicherheit nur 2 keine Landwirtschaft. Vgl. auch die auf Unterlagen der Personalabteilung der Lonza AG basierende Seminararbeit E. Joris, *Der Einfluss der Lonza Ag auf die Landwirtschaft im Oberwallis von 1897 bis 1939 mit besonderer Berücksichtigung des Problems der Arbeiterbauern*. Seminar von Prof. Dr. R. Braun, Schweizerische Agrargeschichte und -politik im 19. und 20. Jh., Historisches Seminar der Universität Zürich, Sommersemester 1973, S. 11.
- _64. Suter (wie Anm. 61), S. 16; Kaufmann (wie Anm. 62), S. 51f.
- _65. "Walliser Volksfreund", 30. April 1921, S. 3.
- _66. Lorenzetti (wie Anm. 9), S. 78-81.
- _67. Die Personalkarte wurde mir vom Verantwortlichen der Personalabteilung der Lonza 1973 kopiert. Weitere Einsichten blieben mir indes in den 1970er Jahren wohl aus politischen Gründen nachträglich versagt. Vgl. E. Joris 1973 (wie Anm. 63), S. 8f.
- _68. Clemenz (wie Anm. 55), S. 18f.
- _69. StAW, Gemeindeabrechnungen Visp, Arbeitersteuern, 1918-1949.
- _70. StAW, Gemeindeabrechnungen Eggerberg, Staldenried und Törbel, Arbeitersteuern, 1918-1949.
- _71. Bellwald (wie Anm. 60), S. 266f.; Boillat (wie Anm. 63); E. Joris, Gespräch mit F. Frühjahr 1973; K. J. Landtwing, *Die Arbeiterbauern des Lonza-Werkes Visp und ihre Kulturlandschaft*, Zug 1979; B. Walther, *Die landwirtschaftlichen Nebe-*

- nerwerbsbetriebe im Berggebiet. Unter besonderer Berücksichtigung der Visper Täler*, Bern 1977.
- _72. Joris (wie Anm. 71).
- _73. Zit. von T. Antoniotti, *Industriegeschichte als Momentaufnahme. Eine Bildbetrachtung*, in Bellwald, Guzzi-Heeb (wie Anm. 11), S. 367-378, hier S. 376.
- _74. W. Bellwald, S. Guzzi-Heeb, *Einführung*, in Bellwald, Guzzi-Heeb (wie Anm. 11) S. 19-26, hier S. 25; S. Guzzi-Heeb, *Ein industrieindliches Volk?* (wie Anm. 11), S. 411-448, hier S. 432f., 441f.
- _75. G. et S. Arlettaz (wie Anm. 4), S. 694 und S. 703f.; zur Familienpolitik vgl. u. a. J. M. Imhof, *Die Bergbauern- und Familienschutzpolitik von Bundesrat Josef Escher*, Freiburg Schweiz 1971.
- _76. "Walliser Bote", 16. Nov. 2018, S. 2.
- _77. "Walliser Bote", 20. Nov. 2018, S. 2.
- _78. Lonza Elektrizitätswerke und Chemische Fabriken AG (Hrsg.), *50 Jahre Lonza Elektrizitätswerke und Chemische Fabriken Aktiengesellschaft, 1897-1947*, o.O. 1947, S. 71.
- _79. Bellwald (wie Anm. 60), S. 267-269; B. Lauber, *Die Gewerkschaftsbewegung im industrialisierten Agrargebiet des Oberwallis*, Bern 1974; vgl. M. Reynard, *Le début du parti socialiste en Valais (1919-1929)*, Sion 2013, S. 101, 112; Arlettaz (wie Anm. 15); S. Pavillon, *Les ouvriers en Valais, entre "révolution industrielle" et "révolution conservatrice"*, in "Annales Valaisannes" (1998), *Actes du col-*
- loque: Révolutions, Institutions, Mémoires, l'héritage de 1798-1848*, S. 149-170, hier S. 163-165.
- _80. (Seiler-)Joris (wie Anm. 51); R. McC. Netting, *Smallholders, Householders. Farm Families and the Ecology of Intensive, Sustainable Agriculture*, Stanford, California 1993, u.a. S. 34-41, 172-178; Landtwing (wie Anm. 71), S. 141.
- _81. G. et S. Arlettaz (wie Anm. 4), S. 694, S. 703f.
- _82. Rapport de gestion du Conseil d'Etat, Canton du Valais, Département de l'Intérieur 1928, Sion 1929, S. 52; Département de l'Intérieur 1930, Sion 1931, S. 79.
- _83. G. et S. Arlettaz (wie Anm. 4), S. 656-658; M. Evêquoq-Dayen, *Les héritages en question, 1945/1997*, in Papilloud, Arlettaz, Clavien (Hrsg.), *Histoire du Valais, T. 4 Les héritages en question*, Sion 2000-2001, S. 725-843, hier S. 749.
- _84. Clemenz (wie Anm. 55), S. 57-61.
- _85. Ibid., S. 61.
- _86. M.-P. Tschopp, *La condition de la femme en Valais. Intégration professionnelle et incidences culturelles*, in Groupe valaisan de sciences humaines (wie Anm. 15), S. 127-155, hier S. 137.
- _87. Pavillon (wie Anm. 79), S. 150; G. und S. Arlettaz (wie Anm. 4), S. 639, 675.
- _88. Diese Aktionen wurden in den Schweizer Medien in starkem Masse mit Schrecken rezipiert und im Kontext des Kalten Kriegs klar verurteilt. Siehe u.a. Schweizer Illustrierte 10.08.1953.
- _89. A. Assmann 2013 (wie Anm. 13), S. 17.

Le patrimoine industriel historique et l'identité du district biellais

Gianni Perona

La conservation et la valorisation du patrimoine archéologique industriel dans le Biellais sont liées soit au sentiment identitaire de la communauté résidant depuis le Moyen Âge dans ce petit pays du Piémont, soit à la volonté d'appartenance du puissant groupe des entrepreneurs lainiers. L'identité biellaise, considérée du point de vue de ceux-ci, ajoute à la production des filières multinationales qu'ils contrôlent la valeur dépendant du prestige acquis pendant les deux siècles derniers par les protagonistes locaux de la révolution industrielle du textile. Il s'en ensuit que plusieurs familles gardant la propriété d'entreprises actives ou bien de grandes fabriques désormais vides, ont pris soin d'organiser des archives à la fois industrielles et familiales, aussi bien que d'assurer l'entretien de quelques bâtiments d'un intérêt majeur. En outre, une expérience scientifique importante a été réalisée par une société culturelle biellaise autour d'un établissement lainier, la "fabrique de la roue", qui garde intacte son système de transmission de l'énergie hydraulique moyennant des câbles téléodynamiques. En dehors de la tradition "lainière", force est de constater que l'histoire et l'archéologie des autres importantes branches de l'industrie biellaise de jadis demeurent bornées à la dimension des mémoires et des initiatives muséographiques locales dans quelques vallées. C'est le cas des fabriques cotonnières, de la chapellerie et du bâtiment, dont l'importance passée et le remarquable patrimoine archéologique sont rapidement évoqués.

Les origines de l'identité biellaise

Le Biellais est un petit pays préalpin du nord du Piémont, à l'est de la Vallée d'Aoste. L'agriculture, l'industrie et la société y participent des caractères communs à beaucoup de territoires dans les basses montagnes et dans les collines de la zone alpine et des Apennins: elles subissent les mêmes contraintes et jouissent des mêmes avantages. Dans la partie méridionale du territoire,

une plaine s'étend qui est peu favorable à l'agriculture. Les montagnes qui couvrent la moitié septentrionale et occidentale ne dépassent guère deux mille cinq cents mètres de haut, ce qui exclut toute présence de glaciers permanents. Cependant des précipitations très fréquentes assurent un débit assez régulier aux torrents et ont favorisé la création de riches herbages sur les montagnes et sur les collines, la croissance, au-dessus de huit cents mètres, de hêtres puissants (qui furent exploités par les bûcherons et les charbonniers dès le Moyen Âge, et de plus en plus depuis le dix-huitième siècle) et le développement des châtaigneraies en bas. La production des châtaignes dépassait au XVIII^e siècle la moitié des ressources alimentaires locales et le quart de la production agricole totale des vallées.

Les conditions y existaient donc soit pour l'élevage, surtout de brebis à viande et à laine et de vaches, soit pour un surpeuplement relatif des villages, où la filature et le tissage de la laine et du chanvre vinrent ajouter des ressources complémentaires indispensables. La production de fibres et de toiles de chanvre fut importante au début de l'âge moderne, quand le Biellais exportait à Gênes et à Venise des voiles et des cordes, mais devint presque négligeable par la suite. Les produits lainiers en revanche atteignirent en quelques centres des quantités si considérables depuis le XVI^e siècle que l'industrie moderne a pu s'y développer et y rester florissante jusqu'au XX^e. L'autre soupape économique qui contribuait à éviter les crises les plus graves, voire la famine dans les mauvaises années agricoles, était l'émigration temporaire, qui ne tarda pas à devenir régulière pour les maçons et qui permit à la population d'augmenter considérablement depuis le XVII^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e, surtout dans les hautes vallées.

Encore nous reste-t-il à établir quels sont les facteurs qui ont contribué à définir l'identité de cette petite région et de la société qui s'y est formée, car les caractères généraux du territoire que l'on a évoqués, aussi bien que l'évolution du peuplement, à peu près égale à celle de maintes régions alpines françaises ou suisses, tout cela ne suffit certainement pas à expliquer pourquoi le Biellais est devenu et qu'en partie il demeure un pays aux traits économiques et sociaux remarquablement caractérisés. Certes, plusieurs facteurs doivent être pris en compte, en commençant par le nom, médiéval, donc relativement récent.¹ La géographie et l'histoire concoururent à la définition du territoire: les quatre vallées qui le sillonnent du nord-ouest au sud-est appartiennent toutes au bassin occidental de la Sesia, une rivière dont la vallée principale séparait, au Moyen Âge, la région de Verceil de celle de Novare, et ensuite,

depuis le XIV^e siècle jusqu'au XVIII^e, les domaines de la maison de Savoie d'avec le duché de Milan. La frontière politique se doublait en outre d'une frontière linguistique au nord et au nord-est, parce que les hautes vallées du Cervo et de la Sessera étaient coincées entre les territoires germanophones des Walser d'origine suisse, donc exposées aux infiltrations de l'"hérésie" luthérienne. Aussi le Biellais devint-il l'une des zones où la Réforme catholique mit de profondes racines. Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle les huit sanctuaires construits sur les collines et les montagnes autour de Bielle formèrent presque une forteresse religieuse, atteignant des cotes de plus de mille mètres.

Pendant une longue période le Biellais se trouva donc à l'extrémité orientale du Piémont politique et, pour ainsi dire, à la frontière septentrionale du catholicisme tridentin, une situation qui dut exercer une influence non négligeable sur le sentiment commun d'une identité distincte dans cette petite "marche", bien avant qu'elle ne devienne l'un des foyers du capitalisme industriel italien. Une des preuves en est, parmi d'autres, le dialecte, un parler piémontais aux traits archaïques, du genre qui est le propre des périphéries, et qui se distingue, au nord et à l'ouest, des domaines linguistiques allemand² et valdôtain, et à l'est du lombard. La création d'un langage populaire est certainement un élément significatif, résultant de solidarités sociales, économiques et politiques d'une longue durée, même s'il n'est à présent que l'un des facteurs identitaires d'une minorité, qui l'emploie souvent pour se distinguer des non piémontais que l'industrie a attirés par dizaine de milliers.

La continuité historique: le mythe et quelques réalités

Quelle que soit l'importance des données historiques et géographiques, la conscience de l'identité d'un district ne survit souvent que grâce à un mythe, lequel sera d'autant plus vivace qu'il est entretenu par des acteurs jouant des rôles importants dans l'économie et dans la société. Dans le cas biellais, ces acteurs sont les industriels lainiers, bénéficiant d'une continuité exceptionnelle du système auquel appartiennent les entreprises dont ils ont hérité, et dont les raisons sociales coïncident souvent avec les noms de leurs familles. Si nous ajoutons que dans ce petit territoire où résident moins de deux cent mille habitants on trouve aujourd'hui encore des manufactures produisant presque

quarante pour cent des tissus italiens en laine de haute et très haute qualité, on voit bien que le mythe biellais a pour base économique ce qu'on appelle le "made in Italy", dont il représente une partie non négligeable. Le patrimoine industriel local n'appartient donc pas à un passé révolu, même s'il offre de l'emploi sur place à un nombre de plus en plus réduit de travailleurs et qu'il soit en train de subir des transformations très profondes. Il demeure néanmoins en mesure d'alimenter une fidélité à la tradition locale dont les entreprises les plus dynamiques exploitent la représentation idéalisée qui s'inscrit entre les deux pôles du nom de la famille propriétaire et de la date de la fondation (par exemple Cerruti depuis 1881, Piacenza Cashmere 1733, Guabello Biella 1815,³ Alfredo Pria 1824⁴ et, pour le côté financier, Banca Sella 1886). Certes, si l'on examine l'état présent de l'économie biellaise et la composition professionnelle des travailleurs, on constate surtout l'écart entre le mythe et la réalité. Dans le secteur textile (désormais presque entièrement lainier) il n'existe qu'un millier de petites et moyennes entreprises employant quelque onze mille personnes, qui atteignent les douze mille si l'on ajoute le maigre millier du prêt-à-porter. On peut donc estimer la baisse de l'emploi dans les manufactures locales à soixante pour cent environ dans la deuxième moitié du XX^e siècle, par rapport à un ensemble qui employait au début quelque quarante mille hommes et, surtout, femmes. Pareille diminution a été compensée, quant à la production, par des gains de productivité⁵ et par le déplacement de certains anneaux des filières un peu partout dans le monde, surtout en Asie. Non moins considérable est l'écart entre les entreprises anciennes et celles récentes. Un échantillon de cent firmes actives au début du XX^e siècle suffirait pour démontrer qu'il n'en survit que trois à cinq pour cent, et surtout que les établissements les plus grands ont tous cessé leur activité. Un cas presque symbolique est celui de la société Rivetti, dont les énormes édifices dans la ville de Bielle ont été rasés, tandis que seule subsiste, abandonnée comme une coque vide près de la gare, la grande usine de peignage à l'architecture encore parfaitement fonctionnelle.⁶

Quatre facteurs de la continuité

Il serait cependant simpliste de réduire le "mythe" biellais à un ensemble de déformations recouvrant les intérêts économiques d'un petit groupe d'entreprises. Car, s'il est vrai que fort peu nombreuses sont les familles ayant

conservé leur rôle dans la production lainière pendant plus d'un siècle, il n'est pas moins vrai que la propriété individuelle, qui devient normalement familiale à la deuxième génération, demeure constante dans les industries biellaises. Même dans les cas très rares où le capital d'une entreprise a été coté à la bourse, les actionnaires se sont empressés de séparer la production industrielle du jeu spéculatif sur les actions et des investissements dans d'autres domaines économiques. Telle étant la situation de cette industrie, il est évident que les nouveaux patrons trouvent le modèle traditionnel de l'entreprise familiale parfaitement satisfaisant. Comme au XIX^e siècle, c'est au niveau des familles, et non de la bourse, que s'établissent encore des liens de solidarité économique unissant souvent les patrimoines personnels aux participations actionnaires dans les entreprises. Le même type de solidarité se reflète par conséquent dans la structure des archives et souvent dans les études historiques.

Une autre composante de la tradition biellaise qui se maintient de nos jours



Figure 1. Le bâtiment du peignage Rivetti construit d'après le projet de Giuseppe Pogatschnig (puis Pagano) entre 1939 et 1942 (Photographie de Marcello Modica).

est le contrôle aussi bien de la réalité que de l'image des filières, dont les centres se situent ou se rapportent à Bielle, alors que leurs périphéries, en amont et en aval, sont dispersées dans le monde entier. Ainsi, pour la laine de brebis, la filière "biellaise" a atteint depuis longtemps l'Australie pour les toisons merino, mais si on examine le rayonnement d'une organisation d'achats telle que le Groupe Schneider,⁷ on constate d'un côté que ses activités commerciales (concernant la laine, la soie, la vicuña, le guanaco, l'alpaca, le mohair et le cachemire) touchent l'Argentine, la Chine, l'Iran, la Mongolie et l'Égypte, mais de l'autre qu'elles se rattachent toutes, pour le peignage, à la fabrique biellaise de la Pettinatura di Verrone, dont les copropriétaires – non tous Biellais⁸ – ont voulu souligner, encore en 2012, qu'ils avaient l'intention de valoriser le rôle du Biellais dans la filière.

L'image de la filière est entretenue soigneusement et, pour ainsi dire, continuellement mise à jour, avec une attention particulière au rôle "écologique" des entreprises, qui possèdent des élevages modèles en Nouvelle Zélande, en Australie, en Amérique et ailleurs,⁹ ou bien soutiennent et donnent des prix aux producteurs des plus belles toisons,¹⁰ ou encore soulignent leur rôle dans la conservation d'espèces menacées, dont la vicuña fournit l'exemple le plus connu.

Le troisième élément à prendre en considération est la forme institutionnelle prise par la solidarité des anciennes familles et de l'ensemble des industriels biellais, une solidarité qui se matérialise dans l'Unione industriale biellese dont les origines datent du début du XX^e siècle (1901).¹¹ Conçue comme un organisme syndical au service des entreprises, cette Union se propose de «représenter, soutenir et développer la réalité industrielle du territoire». Ce que ces mots signifient pour notre sujet est particulièrement clair dans la déclaration approuvée par l'assemblée extraordinaire de l'Union le 6 juillet 2015, où le projet de fusion avec les associations analogues de Novare et de Verceil est formellement révoqué, surtout à cause du «risque de disperser [notre italique] l'excellente qualité des services, des spécialisations et de la fidélisation associative tout à fait particulière» des membres. Autrement dit, l'Union biellaise, qui, au niveau national italien, jouit d'un siège dans le Conseil général de Confindustria,¹² ne veut nullement renoncer à une identité qui produit une "valeur ajoutée" bien réelle pour ses associés, même si l'Union ne se propose pas de développer directement une activité culturelle pour la mise en valeur des monuments du passé. En dernier lieu, y-a-t-il aussi une solidarité spirituelle? La question est légitime si l'on pense à un phénomène concernant

à la fois la religion et la célébration de l'industrie biellaise, telle qu'elle se manifeste dans le cimetière du grand sanctuaire d'Oropa, où se trouvent, à côté des tombeaux de dignitaires ecclésiastiques et d'aristocrates, ceux de plusieurs dynasties lainières des deux derniers siècles.¹³ La présence de cet ensemble de monuments, auxquels ont travaillé de nombreux architectes et sculpteurs italiens parmi les plus distingués du XIX^e et du XX^e siècle,¹⁴ ne peut cependant être ignorée. S'y ajoute le rôle des familles qui ont contribué au financement de quelques autels dans le gigantesque sanctuaire "nouveau", d'après le modèle des grands marchands et banquiers florentins de la Renaissance. Si on considère en outre que, en dehors d'Oropa, plusieurs églises biellaises ont été construites ou restaurées par des industriels dans les villages où se trouvaient leurs fabriques ou bien dans la ville de Bielle, on peut hasarder l'hypothèse qu'en affichant leur adhésion aux traditions religieuses locales, qui ont précédé les débuts et l'essor de la révolution industrielle, ils soulignent leur appartenance à une communauté épargnée par les déchirures des classes sociales.¹⁵ Du point de vue anthropologique, ces monuments religieux doivent donc être pris sérieusement en considération si l'on veut envisager dans son ensemble l'archéologie d'une société industrielle.

La mise en valeur des archives entre la tradition et la critique historique

Quelques-uns parmi les principaux groupes lainiers qui se prévalent de la tradition locale ont pris des initiatives culturelles aux effets bénéfiques pour la mise en valeur du patrimoine documentaire et monumental qu'ils possèdent. Parfois les entreprises elles-mêmes ont constitué des centres de documentation¹⁶ dont il serait injuste de sousestimer la qualité et la richesse. Les collections de la Fondazione Sella à Bielle,¹⁷ de la Fondazione Zegna à Trivero et de la Fondazione Famiglia Piacenza à Pollone¹⁸ sont remarquables soit pour leurs archives soit pour le matériel muséographique, qui comprend des centaines de milliers de photographies et des milliers d'échantillons de tissus. À cause de l'enchevêtrement des papiers privés et des archives d'entreprise les cas ne sont d'ailleurs pas rares, où des familles d'industriels qui se sont éteintes ou qui ont abandonné toute activité productive ont légué en fait des parties importantes de leurs documents aux entreprises encore actives. Ce qui permettrait aux chercheurs de

dévider un peu l'écheveau de la formation du capitalisme biellais. Nombreuses sont enfin les industries lainières qui enrichissent leurs sites sur le réseau Internet d'une section historique, ou bien qui participent au Centro Rete Biellese Archivi Tessile e Moda, surtout en fournissant des informations à la base de données www.archivitelessili.biella.it¹⁹.

Apparemment, il n'y a qu'à se réjouir de pareilles initiatives. Cependant l'historien doit se poser quelques questions sur le cadre où il convient de situer cet ensemble d'informations. On peut résumer de la manière la plus concise les doutes du chercheur en évoquant les termes qui sont le plus fréquemment employés quand on peint la situation actuelle de l'industrie biellaise: *haute qualité* des produits, *luxe* (le mot est le plus souvent implicite, mais non rarement chiffré dans les parties commerciales insérées dans les sites du réseau, à côté des informations historiques et généalogiques), *élite*, *prêt-à-porter*, *laine* surtout. Tous ces mots clés se rapportent pertinemment à la transformation grâce à laquelle l'industrie lainière a pu rester au moins en partie florissante en misant sur des produits à la valeur ajoutée considérable.²⁰ Ils posent cependant des problèmes à l'historien, parce qu'ils n'ont aucun rapport avec la dynamique du développement de l'industrie biellaise, qui commença au XIXe siècle d'une manière tout à fait conforme au modèle anglais de la révolution industrielle du siècle précédent. Car c'est en partant de l'emploi des nouvelles machines et de l'énergie hydraulique pour multiplier la production, d'abord celle des filatures seulement,²¹ que les pionniers biellais, comme les anglais avant eux, voulurent avant tout augmenter la quantité du débit de fil nécessaire pour une exploitation rentable des métiers à main qu'ils accueillirent encore dans leurs manufactures jusqu'en 1880 environ. Le tissage mécanique et l'emploi de nouvelles sources d'énergie vinrent après, toujours pour servir à la production de tissus,²² fins ou moyens ou médiocres, pouvant satisfaire aussi bien par leur quantité que par leurs différentes qualités la demande croissante des grands consommateurs, parmi lesquels il faut rappeler avant tout les armées.

Ce furent en effet les guerres du XXe siècle qui favorisèrent l'essor des fabriques lainières biellaises.²³ Par la suite, après le deuxième conflit mondial, une conjoncture particulièrement favorable survint car, les établissements n'ayant subi aucun dommage du fait de la guerre, ils se trouvèrent en état d'être employés tout de suite pour les programmes européens des Nations Unies aussi bien que pour le compte des Anglais, souvent contre un paiement

en laine de bonne qualité. Ceci permit aux entreprises biellaises de rentrer brillamment sur les marchés internationaux. Du point de vue de l'archéologie industrielle, des considérations historiques de ce genre nous permettraient une sorte de classement par époques des types et des dimensions des bâtiments. Pour nous borner à un seul exemple des très grandes manufactures qui furent construites après 1945 pour satisfaire une demande extraordinaire, nous évoquerons la société Botto Albino, qui employait après 1950 quelque deux mille ouvriers.²⁴

En somme, l'historien ne saurait expliquer les monuments de l'archéologie industrielle biellaise, ni même seulement le nombre et les dimensions des bâtisses abandonnées, surtout après les inondations de 1968 et de 2002, sans les placer dans la perspective d'une durée pluriséculaire et dans le contexte d'un système productif capable de satisfaire, grâce à l'emploi de dizaines de milliers d'ouvriers, la demande du marché avec une offre importante par la quantité, et à plusieurs niveaux de qualité. Mais peut-être ne faut-il pas trop demander. Il vaudra mieux examiner ici, en choisissant quelques cas, ce qui a été fait pour la mise en valeur du patrimoine industriel historique, et apprécier les résultats les plus intéressants.

Trois exemples de mise en valeur de bâtiments industriels

Nous allons proposer trois exemples de mise en valeur des bâtiments industriels: l'archivio Pria, le lanificio Maurizio Sella et la fabrique de la roue.

Le nom des Archives Pria²⁵ ne doit pas faire penser seulement à un dépôt de documents. En réalité il s'agit d'une organisation complexe moyennant laquelle la famille propriétaire assure l'entretien et la gestion économique des édifices du Lanificio Alfredo Pria, qui s'était développé jadis sur la souche solide de l'entreprise fondée par Louis-Benoît Boussu en 1824. La production de tissus ayant cessé depuis la fin du XXe siècle, on n'a laissé ni équipement productif ni espace commercial dans les trois bâtiments qui demeurent intacts sur les deux rives du torrent Cervo. Les quelque trente-mille mètres carrés d'espaces intérieurs vides sont mis à la disposition de toute sorte d'initiatives culturelles et artistiques, et on compte déjà par dizaines, depuis le commencement de ce siècle, les expositions²⁶ et les performances (même théâtrales) qui ont eu lieu dans les immenses salons. Parmi les caractéristiques

téristiques de ces espaces, celle qui est le plus soulignée est la proximité de l'eau du torrent, qui s'écoule quelques mètres au-dessous des étages les plus bas. La suggestion évoque indirectement le fait que la fabrique Boussu-Pria, installée d'abord sur l'emplacement d'une ancienne papeterie, aurait été la première dans le Biellais à utiliser d'après des critères scientifiques l'énergie de l'eau. Un rapport que l'Archivio Pria rappelle surtout par des créations artistiques, telles les reconstructions virtuelles ou symboliques du pont qui reliait jadis les deux établissements les plus importants.

Le deuxième cas est celui du Lanificio Maurizio Sella. Cet ensemble de bâtiments du XIX^e siècle se développa à Bielle autour du noyau d'une fabrique du XVII^e siècle, une filature de soie qui appartenait au sanctuaire d'Oropa. Quand Maurizio Sella acheta les bâtiments, avec les droits sur les eaux, pour y établir une filature de laine, tout en gardant pour quelque temps la production de la soie, il ne savait peut-être pas qu'il était en train de suivre l'exemple de John Lombe, l'industriel anglais qui avait introduit dans sa patrie (après un voyage en Italie en 1716 et 1717 qui lui avait permis de s'emparer du secret des "moulins à la bolognaise") le modèle du "système de fabrique" qui avait été perfectionné surtout en Émilie et en Lombardie pour la soierie, et qui allait être employé en Angleterre pour la filature du coton et de la laine aussi.²⁷ Si on ajoute que près de la fabrique l'édifice qui accueillait les ouvrières existe encore, avec son ancien titre, presque sinistre, d'Albergo di virtù,²⁸ on peut considérer que l'ensemble du Lanificio Maurizio Sella, que domine la bâtisse à plusieurs étages destinée au tissage, et qui conserve des parties de son système d'exploitation de l'énergie hydraulique, constitue une véritable synthèse de la première révolution industrielle.

Cependant, là aussi on doit se borner aux bâtisses des fabriques et aux canaux fournissant l'énergie: il n'y a plus de machines, et une partie des salons a été aménagée pour accueillir les archives de la Fondazione Sella que nous avons déjà évoquées.

Enfin, la fabrique que l'on appelle "della ruota", à cause de la grande roue qui reçoit l'énergie hydraulique transmise par un système téléodynamique de câbles,²⁹ est la seule de ce genre en Italie qui garde un exemplaire complet dans toutes ses parties: le canal, la chute d'eau, les deux roues avec le câble de transmission, et les mécanismes distribuant l'énergie aux différents étages, où l'on peut voir encore quelques machines. Cette usine relativement petite, accueillant au plus quelque cent cinquante ouvriers, est donc très intéres-



Figure 2. Les établissements lainiers Alfredo Pria (anciennement Boussu) sur les deux rives du Cervo (Archives Pria).

sante non seulement du point de vue de l'histoire de la technologie, mais parce qu'elle est un document de l'importance décisive de l'eau pour le système biellais tout entier. La bonne conservation des mécanismes est due simplement à ce que l'entreprise des frères Zignone, propriétaires de l'établissement, continua son activité grâce à la grande roue jusqu'à 1960 environ, l'épargne consentie par l'énergie gratuite étant un avantage suffisant pour une exploitation rentable.

En 1991 la propriété et la gestion de la fabrique à des fins muséographiques ont été confiées, grâce à la donation du dernier propriétaire, à une importante association culturelle biellaise, le DocBi-Centro Studi Biellesi,³⁰ qui a procédé à la mise en valeur méthodique de tous les aspects de ce monument archéologique exceptionnel. On y organise souvent des expositions, on y réunit des documents et une bibliothèque, mais surtout on fait de la visite aux différentes parties de l'établissement une expérience didactique très efficace

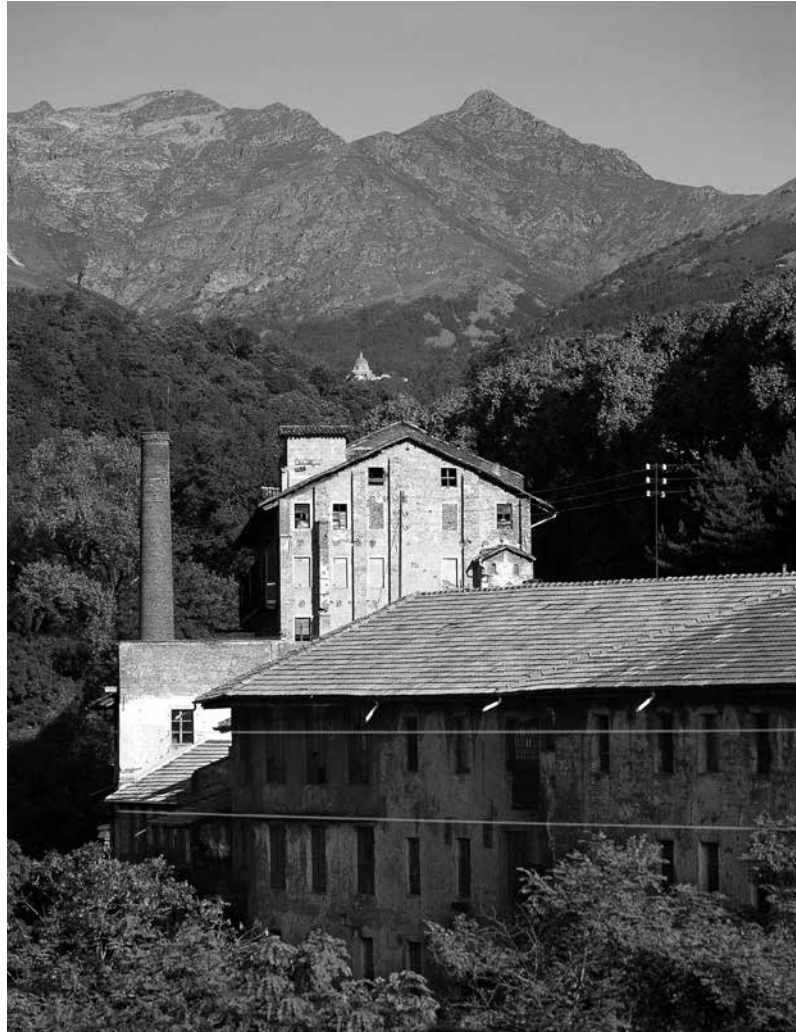


Figure 3. Les établissements du "Lanificio Maurizio Sella" à Bielle.
(Archivio fotografico ATL-Biella, photographie de Fabrizio Lava).

pour comprendre aussi bien la complexité et les caractères originaux du système industriel lainier que les divers aspects de son enracinement dans le territoire. De tout point de vue, c'est donc un cas exemplaire de conservation et de mise en valeur. En plus, non seulement le DocBi a eu le mérite de relever le défi de l'entretien de la fabrique Zignone, il a aussi démontré que, alors qu'il semble virtuellement impossible de gérer des monuments aussi grands que les vastes complexes du XX^e siècle, des résultats importants peuvent être obtenus par la conservation et l'étude de structures plus petites.

Quelques considérations sur les laissés pour compte de l'histoire et de l'archéologie industrielle biellaise

Malheureusement, tout ce que nous venons de dire sur l'industrie lainière peut expliquer au moins en partie pourquoi le silence entoure souvent la mémoire et l'histoire d'autres industries biellaises, qui furent jadis prospères et qui ont parfois laissé d'importants restes archéologiques dans le district, mais qui n'y sont plus actives, ni avec des unités de production, ni par la présence de centres de formation et de recrutement des entrepreneurs, des cadres et de la main d'œuvre spécialisée. Trois secteurs nous semblent les plus importants: l'industrie cotonnière, le bâtiment et la chapellerie.

Pour ce qui est de l'industrie cotonnière, l'essor de cette industrie au Biellais commença dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et dura cent ans environ: après la crise finale de 1961 deux ou trois ateliers seulement subsistent dans le village de Mongrando, proche de la frontière occidentale du pays. Mais pour l'historien l'industrie cotonnière biellaise coïncide avec l'évolution de l'entreprise de la famille Poma, à partir du moment où celle-ci décida de concentrer ses établissements principaux à Miagliano, dans la moyenne vallée du Cervo, qui offrait de considérables ressources en énergie hydraulique. Dès le début, en 1863, les fabriques Poma exploitèrent avec une efficacité remarquable les avantages conjoncturels (l'abondance du coton asiatique, africain et américain sur le marché mondial après la guerre de sécession aux États Unis), et techniques, surtout dans le tissage, où l'entreprise tira des métiers mécaniques des bénéfices substantiels, grâce à l'emploi massif de la main-d'œuvre féminine.³¹ Que reste-t-il de la mémoire de cette branche de l'industrie textile, employant au début du XX^e siècle quelques milliers d'ouvrières et d'ouvriers dans les

fabriques biellaises (et plus d'un millier à Turin)? Rien ou presque rien, même si les bâtisses imposantes et souvent vides, encore intactes en partie, sont visibles sur les deux rives du Cervo et le long du torrent Oremo, près du village d'Occhieppo Inferiore.³² Mais les machines ayant été toutes vendues lors de la faillite de l'entreprise, et les bâtiments ayant été utilisés parfois par de moindres industries lainières ou mécaniques, ce qui reste n'est pas accessible ou, en tout cas, ne documente plus la production cotonnière.

L'industrie du bâtiment mérite une attention particulière, parce qu'elle fut caractérisée par la présence d'entrepreneurs qui s'étaient démontrés capables, depuis le XVII^e siècle au moins, de s'adjuger la construction d'édifices publics importants dans le duché de Savoie (Royaume de Sardaigne après 1720). Ce furent eux en effet qui construisirent une partie considérable du système de fortifications protégeant la frontière occidentale du Piémont, un ensemble qui figurait au XVIII^e siècle déjà parmi les plus imposants de l'Europe. Cependant les employeurs à eux seuls n'auraient pas suffi à constituer une industrie du bâtiment "biellaise", s'il n'avaient pu recruter sur place les techniciens et la main-d'œuvre dont ils avaient besoin. Les travailleurs du bâtiment, de même que leurs patrons, étaient presque toujours des montagnards des hautes vallées: ils partaient au printemps pour des chantiers lointains et ne revenaient que début novembre. Leur émigration intéressait la grande majorité des hommes (plus de soixante-dix pour cent à la fin du XIX^e siècle) et leurs départs étaient organisés d'après des modèles anciens, souvent par groupes que dirigeait un tâcheron. Tout à fait étrangers à la révolution industrielle qui se développait dans les usines des basses vallées, ils ne dédaignaient pas certaines survivances corporatives (la franc-maçonnerie en Amérique latine, et parfois le compagnonnage du "tour de France" au-delà des Alpes). Ils furent capables en revanche de convertir leurs solidarités professionnelles dans des formes modernes: ils devinrent par conséquent l'une des chevilles ouvrières des syndicats naissant en Italie à la fin du XIX^e siècle et constituèrent aussi, jusqu'à l'avènement du fascisme, le noyau le plus solide de l'électorat socialiste biellais. Le personnage qui les représentait, Felice Quaglino, un maçon biellais, fut le secrétaire de la Federazione nazionale edilizia depuis 1901 et fut élu député pour le Parti socialiste au Parlement, où il siégea depuis 1909 jusqu'en 1924. Il joua un rôle décisif aussi dans la fondation de la Confédération Générale du Travail en Italie.

De toute cette histoire, qui fut importante au niveau national non moins que dans l'émigration italienne, il ne subsiste qu'une mémoire locale dans



Figure 4-5. Fabriques Poma sur les deux rives du Cervo à Miagliano et à Sagliano (fin du XIX^e siècle et première moitié du XX^e siècle).

(Pour figure 4: "Edizione Cotonificio Fratelli Poma", copie de l'Associazione Amici della Lana di Miagliano, après 1930; pour figure 5: copyright *Vuoti a perdere* 2013, photo de Riccardo Poma).

les hautes vallées désormais dépeuplées.³³ Les solidarités professionnelles et politiques des maçons biellais étant radicalement contraires à la politique et aux doctrines fascistes, leurs traditions furent effacées et leurs mémoires se trouvent surtout dans les études des historiens de l'émigration, qui ont publié d'ailleurs un ensemble de volumes et de catalogues sur le Biellais très remarquable.³⁴

Quant aux traces visibles et, pour ainsi dire, monumentales, de l'industrie du bâtiment au Biellais, peut-être vaudrait-il mieux parler d'une archéologie constituée non par les structures productives, mais par les produits, la seule exception importante étant les emplacements des carrières, d'où on a pourtant déblayé tout ce qui restait de pierres taillées. C'est donc dans les monuments, dans les églises ou dans les maisons que l'on pourra trouver les documents les plus intéressants des capacités techniques des montagnards de jadis.

La production de chapeaux en feutre de poil de lapin fut aussi une branche importante de l'industrie biellaise. Dès le XVIII^e siècle on trouve dans le chef-lieu plusieurs ateliers, mais c'est surtout pendant la deuxième moitié du XIX^e que la production artisanale fait place à une industrie qui deviendra importante jusqu'à la moitié du siècle suivant. En fait, d'après un modèle commun à bien des cas dans la révolution industrielle, les fabriques évitent la ville et sont construites surtout dans les villages de Tavigliano et de Sagliano, où l'on établira tous les éléments de la filière, depuis le traitement du poil des lapins et d'autres animaux, jusqu'à la production du feutre et à la confection du chapeau.

Le succès de cette industrie fut rapide: elle employa bientôt un millier d'ouvriers spécialisés, et plus d'hommes que de femmes, ce qui était rare dans le textile. Non moins remarquables étaient les salaires relativement élevés, atteignant le double de ceux de l'industrie cotonnière. Cependant, comme la laine, le chapeau n'aura survécu aux changements de la mode qu'en limitant la production au niveau le plus luxueux. Une seule unité de production subsiste donc, mais comme les techniques ont subi des modifications relativement limitées, la chapellerie d'aujourd'hui permet de retrouver dans cette fabrique bien des traces de l'histoire des deux siècles derniers.

Conclusion

Sans doute le lecteur de nos rapides considérations sur la situation au Biellais trouvera-t-il que nos jugements sont sévères, et qu'il ne tiennent pas assez compte de ce qui a été fait pour la mise en valeur du patrimoine industriel historique. On pourrait même renchérir, en soulignant le rôle important des communautés locales et des bénévoles qui animent et soutiennent le réseau des musées locaux,³⁵ lesquels dédient tous une attention particulière aux traditions industrielles et artisanales spécifiques de chaque lieu. Des associations telles que le DocBi mettent à disposition de cette petite armée de chercheurs et d'organiseurs des instruments précieux en papier (des livres, des catalogues et surtout la "Rivista biellese") et numériques. La Province de Bielle a coordonné le portail web Rete Biellese Archivi Tessile e Moda soutenu par d'autres administrations publiques aussi. Ce portail permet d'accéder à des bases de données telles que www.archiviotessili.biella.it et l'*Encyclopédie textile biellaise*. Discrète, mais souvent importante, est l'appui de la Fondazione Biverbanca à bien des initiatives.

En effet l'ensemble de ce qui se fait chaque jour est extraordinaire, à telle enseigne qu'en évoquant ici quelques cas nous avons certainement eu le tort de négliger un nombre beaucoup plus grand d'exemples qui mériteraient d'être cités. Mais, en historien, j'ai cru devoir souligner que souvent les initiatives locales se sont involontairement enfermées dans une sorte de particularisme qui reflète, à une moindre échelle, le particularisme territorial de ce qu'on appelle l'identité biellaise. Or, depuis la révolution industrielle, tout ce qui s'est passé au Biellais dans le domaine économique et dans la société en général ne peut être compris que si on se rapporte à ce qui se passait dans le monde entier, et qu'on fasse ainsi de la recherche microhistorique un observatoire aidant à comprendre l'histoire générale, laquelle à son tour élargit l'horizon des études locales.³⁶ De ce point de vue, il faut constater avec regret que les chantiers ouverts sont peu nombreux et que les ressources des archives biellaises, qu'on peut justement appeler remarquables, sont sous-employées. Rares sont les doctorants qui exploitent les huit-cents mètres de documents rigoureusement classés et décrits par le Centre de documentation de la CGIL de Bielle, et l'on attend encore une étude d'ensemble des archives de l'Associazione laniera italiana qui sont conservées par la Fondazione Sella.

Nous croyons que ce n'est pas là un point de vue purement académique qui amène à surestimer l'importance des recherches historiques. Nos considéra-

tions ont pour point de départ le constat lucide, croyons-nous, de ce que l'identité biellaise appartient désormais au passé, à la mémoire d'une minorité vieillissante, à laquelle l'auteur de ces lignes appartient aussi. Mais les travailleurs des industries, qui demeurent l'âme de l'économie du district, sont remplacés depuis au moins soixante ans par des immigrants, venant d'abord de l'Est et du Midi de l'Italie, puis de l'Europe orientale et de l'Afrique, et bientôt du monde entier. C'est à ces nouveaux protagonistes de la société biellaise, et à leurs enfants surtout, qu'il faut penser quand on parle de mise en valeur des monuments industriels et des documents du Biellais de jadis. Il faut essayer d'élaborer à tous les niveaux, depuis la recherche historique jusqu'à la didactique la plus élémentaire, des instruments d'information et d'étude qui aident les derniers venus à comprendre les rapports étroits qui lient au monde extérieur la société *ouverte* qui les accueille. Peut-être qu'il leur sera un peu plus facile de l'accepter pour ce qu'elle a donné, en créant dans un territoire pauvre et marginal des sources durables de richesse pour tous, qui tariraient pourtant sans la contribution de ceux qui y apportent de l'extérieur leurs connaissances et leurs énergies.

- _1. Ce n'est qu'en 1025 que Conrad II le Salique, reconnaissant les droits féodaux de l'évêque de Verceil sur Bielle et sur le territoire environnant, définit la région "totum Buiellensem".
- _2. Le parler germano-suisse des Walsers se trouve à l'ouest aussi, dans la vallée valdôtaine de la Lys.
- _3. Le cas de Guabello, qui a été acheté par le groupe vénitien Marzotto, est frappant: il souligne à la fois l'origine ancienne (qui précède celle du groupe propriétaire) et les racines dans le territoire biellais.
- _4. Alfredo Pria 1824, qui fut le nom d'une très importante entreprise biellaise, est maintenant une marque déposée de commerce, exploitée par une société dont le siège se trouve à Milan. Nous verrons l'intéressante mise en valeur des fabriques de Bielle, où on ne fait plus de production.
- _5. Aujourd'hui on confie jusqu'à soixante métiers à un seul ouvrier, alors qu'avant 1960 chacun n'avait soin que d'une machine, deux au plus.
- _6. Voir la figure 1. Dans les fabriques Rivetti de Bielle quelque trois mille ouvriers travaillaient sur cinquante mille mètres carrés, avant 1950.
- _7. Appartenant à une famille d'origine alsacienne qui s'était établie dans le Biellais depuis plus d'un siècle (avec Daniel, né à Mulhouse en 1868).
- _8. Il s'agit d'un groupe biellais (Ermenegildo Zegna), d'une société d'origine biellaise (Loro Piana, dont la propriété a été achetée à 80 pour cent par LVMH), du puissant groupe vénitien Marzotto et, naturellement, du Groupe Giovanni Schneider, biellais, dont le siège principal est cependant australien.
- _9. Le groupe Reda Botto Poala cite volontiers les 33.000 hectares de ses trois fermes néo-zélandaises.
- _10. C'est le cas d'Ermenegildo Zegna en Australie avec les *Ermenegildo Zegna Wool Award for Superfine Wool* et le *Vellus Aureum Trophy*.
- _11. Les premiers syndicats industriels sont plus anciens, et l'Union date ses origines de 1864 au moins, quand la première Società dei fabbricanti di pannilana fut fondée.
- _12. L'organisation nationale des industriels italiens.
- _13. Dans www.santuariodioropa.it/db/images/pdf/guida_cimitero_monumentale.pdf on trouve la liste des quelque vingt familles d'industriels qui ont choisi le cimetière d'Oropa.
- _14. Dans www.santuariodioropa.it/db/it/storia-e-cultura/cimitero-monumentale on trouve une liste sommaire des artistes qui y ont travaillé. On ne peut oublier la pyramide en syénite où repose Quintino Sella.
- _15. Cela est si vrai que l'on trouve à Oropa les tombeaux de familles biellaises dont les établissements étaient lointains (c'est le cas de la famille d'Eugenio Bona) ou bien de familles non biellaises qui ont développé ici leurs activités (par exemple Giovanni Schneider). Quant à l'idéologie communautaire, un exemple éclatant fut le tour du Biellais que la statue de la Vierge d'Oropa fit pendant plus de trois mois en 1949, pour la première fois, dans un contexte de propagande anticommuniste typique de la guerre froide.
- _16. Normalement ces centres ont pris la forme dite des Organizzazioni non lucrative di utilità sociale (ONLUS) qui depuis 1997 jouissent en Italie de conditions fiscales particulières.
- _17. Dans le site www.bancapatrimoni.it/bpa/informativa/fondazione_sella.jsp de la banque familiale Sella on trouve une information générale, mais on consultera avec plus de profit la section des archives dédiée à la fondation (www.archivitesili.biella.it/site/home/il-progetto/chi-siamo/articolo6308.html) qui a répertorié et classé plus de cinq mille boîtes de documents. Comme ces archives comprennent la documentation de Quintino Sella (qui fut plusieurs fois ministre des finances entre 1862 et 1873, aux débuts du Royaume d'Italie) et les archives complètes de l'Associazione dell'Industria Laniera Italiana (quelque deux mille cinq cents boîtes, depuis 1877 jusqu'à 1984), elles sont fondamentales pour toute étude politique du Risorgimento, aussi bien que pour l'histoire de l'industrie lainière italienne. La documentation photographique la plus variée (450.000 plaques sur la vie biellaise et plusieurs milliers de photos de montagne) ajoute aux papiers de la famille, qui remontent au XVIII^e siècle, un intérêt exceptionnel.
- _18. Voir www.archivitesili.biella.it/site/home/il-progetto/fondatori/fondazione-famiglia-piacenza.html.
- _19. L'adresse complète est www.archivitesili.biella.it.
- _20. Il est digne d'attention que les syndicats des travailleurs aussi acceptent ce qu'on appelle «de génome de l'excellence biellaise», termes qu'on

peut lire dans un document publié en juillet 2015 et signé ensemble par le Centro di documentazione sindacale e biblioteca de la CGIL de Bielle et par l'Unione industriale biellese.

_21. Même au prix de la qualité du fil qui, pour résister aux sollicitations des machines, dut demeurer longtemps plus grossier que le fil produit à la main par les doigts des femmes.

_22. Le prêt-à-porter ne sera produit par les industries biellaises qu'après les années trente du XX^e siècle, et presque jamais dans le territoire du district.

_23. Pour le premier conflit nous soulignerons surtout les conséquences de la crise militaire italienne de Caporetto en automne 1917. En ce moment-là l'armée italienne, qui avait perdu en deux semaines quelque 250.000 hommes et presque tout son équipement d'hiver, passa des commandes énormes qui devaient être satisfaites dans les délais les plus courts et à n'importe quel prix. Les profits des lainiers piémontais furent alors immenses et favorisèrent le renouveau des établissements et des techniques de production dans l'entre-deux-guerres.

_24. Voir la figure 4.

_25. On peut lire la description de l'ensemble dans l'URL www.archiviopria.it/index2.html.

_26. On peut rappeler une partie de la grande exposition Sul filo della lana, en 2005 (catalogue du même titre aux éditions Skira), totalement dédiée au mythe de l'excellence industrielle biellaise. Archivio Pria a d'ailleurs accueilli aussi la pièce théâtrale traitant l'histoire des ouvrières, que le Centro di documentazione sindacale e biblioteca de la CGIL de Bielle avait tirée des soixante-douze histoires de vies enregistrées pendant une recherche d'histoire orale.

_27. Il suffit de citer ici le livre classique de Paul Mantoux, *La révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*, Paris, 1959, p. 188–192.

_28. Le titre, adopté évidemment par le sanctuaire d'Oropa, signifiait que ces femmes, que l'on prétendait avoir soustraites à tout risque de corruption morale par un travail en fait forcé, vivaient dorénavant une vie vertueuse.

_29. Le système téléodynamique fut mis au point par les frères Hirn, alsaciens, dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

_30. Le DocBi - Centro per la Documentazione e Tutela della Cultura Biellese a été fondé en 1985. Depuis 1993, DocBi-Centro Studi Biellesi est l'une des institutions les plus importantes pour l'étude de l'archéologie industrielle et en général de l'histoire et du territoire du Biellais. Cfr. www.docbi.it.

_31. En effet les ouvrières, tout en touchant des salaires modestes, étaient plus sensibles que les hommes aux bénéfices non monétaires (tels le logement dans les maisons "modernes" des deux villages construits par l'entreprise près des usines, l'assistance aux enfants ou la formation professionnelle des jeunes filles) qui relevaient du paternalisme des propriétaires.

_32. Une visite mélancolique des fabriques Poma abandonnées, avec beaucoup d'images très intéressantes, se trouve dans le site <http://vuotiaperdereblog.com/2015/01/30/la-fabbrica-in-attesa-viaggio-nel-cotonificio-poma>, par Riccardo Poma.

_33. On ne saurait cependant oublier la Casa Museo dell'Alta Valle del Cervo dans le village de Rosazza, qui abrite une collection concernant surtout le travail du granite. La Maison Musée développe des activités didactiques et organise des expositions.

_34. On doit citer à ce propos le projet Biellesi nel mondo de la Fondazione Sella, dont les ressources permirent d'envoyer des chercheurs dans le monde entier depuis 1980 jusqu'à 1988. Les études, dirigées par l'historien Valerio Castronovo, ont été publiées par les éditions Electa et forment une série de plus de dix gros volumes, auxquels il faut ajouter le catalogue de l'exposition *Sapere la strada* (1986). Avec des moyens plus modestes, mais non négligeables, le Centro di Documentazione sulla Emigrazione dell'Ecomuseo della Valle Elvo e Serra a collectionné des milliers d'images photographiques d'émigrés et enregistré un grand nombre de témoignages. Il en est résulté des expositions, des articles et une série considérable de plus de huit volumes.

_35. Ce réseau comprend en 2015 vingt-deux écomusées et petits musées dans dix-huit communes de la province de Bielle, qui en compte à peine plus de quatre-vingts. Le Musée de la vallée de 'Elvo le coordonne, et une collaboration stricte s'est consolidée avec le Musée du territoire de Bielle.

_36. On peut aisément imaginer les bénéfices que

l'histoire du Biellais tirerait si on la plaçait dans le contexte qu'éclairaient des livres tels que S. Beckert, A. Lane, *Empire of Cotton: A New History of Global Capitalism*, London 2014 ou G. Riello, *Cotton: The Fabric that Made the Modern World*, Cambridge 2013.

Note su una memoria nascosta: l'industria nella storia sociale del Trentino (XIX-XX sec.)

Casimira Grandi

«Una storia che serve è una storia serva»
Lucien Febvre

Il panorama della storia industriale trentina è uno strumento per affrontarne l'analisi storico sociale, secondo la prospettiva dello sviluppo futuro sostenibile; l'interazione integrativa tra discipline è usata per organizzare articolate ricerche sui molteplici valori che il territorio esprime. L'industria turistica postmoderna presenta arcaici paesaggi agricoli, ma è difficile nascondere i ruderi delle antiche grandi industrie, che oggi sono spesso cattedrali di memoria negativa per una storia imbarazzante -perché mal conosciuta-, luoghi di inquinamento e disagio sociale. Le prospettive per il futuro sono connesse all'approccio etico con la memoria di questo passato, con ricerche libere da condizionamenti politici, dove la popolazione può trovare la verità sulle condizioni di lavoro degli operai e l'orgoglio della loro storia: questa è conditio sine qua non per contrastare l'involuzione identitaria attraverso il patrimonio immateriale, coerentemente ai tempi di vita. La storia del panorama industriale Trentino oscilla tra il secondo Ottocento e il secondo Novecento, ma attualmente ha difficoltà a tradurre la tradizione del lavoro di fabbrica a fronte di una precisa domanda: è economicamente conveniente nella contemporanea inclinazione ecologica degli amministratori (locali e non)? O sarebbe meglio dimenticare il passato? Forse la soluzione è una nuova industria: dove il patrimonio immateriale rappresenta la "materia prima" per comprendere il valore di questo passato.

Il quadro umano

Anche nel contesto alpino il mondo arcaico è sovente affidato al fascino che scaturisce dai manufatti del passato, siano essi possenti castelli o imponenti dighe e industrie di vario tipo; su tale scenario, però, si devono ascrivere i sedimenti di un paesaggio agrario segnato da tante generazioni la cui esistenza era improntata alle regole della mera sussistenza, dove l'agire delle attività quotidiane ha graffiato magre superfici montane con energia: e l'ambiente

alpino odierno è il prodotto delle modulazioni scadenzate dal bisogno di quegli alpigiani, non meno dei successivi interventi industriali.¹ I supporti documentali di questa storia, opportunamente organizzati, propongono seducenti trame sceniche prodotte dalla ridondanza di una memoria del luogo che chiede solo di non cadere nell'incuria dell'oblio. Sono panorami di campi variamente delimitati, edifici di abitazione e di lavoro che si presentano come veri e propri palinsesti pittorici sullo sfondo maestoso delle Alpi, una topografia variegata dove le stratificazioni di entità diverse sono individuabili grazie alle loro discontinuità, in cui le differenti impronte rinviano alle differenti epoche: ma sono altresì sedimentazioni dell'istinto che induce l'uomo a narrare le proprie esperienze di vita, trasmettendo dei "segni tangibili" alla posterità.² La storia di un territorio è il quadro umano da interpretare sullo sfondo del suo ambiente, in cui la necessità di recuperare il passato (etica, ma non solo) ha insegnato a far coesistere e interagire segni di epoche diverse, imponendo l'utilizzo di ciò che esalta l'idea di successione temporale; la contaminazione dinamica così intesa ha particolarmente favorito il riscatto della memoria industriale, ponendola in relazione diretta con la sua realtà più evoluta. Tale situazione, però, non deve essere interpretata solo come possibilità rappresentativa del ricordo, bensì anche come occasione di appropriazione consapevole e condivisa capace di rafforzare discutibili identità alpine, sullo sfondo del seducente divenire proposto da altri.³

Il Trentino (definito regione unica di montagna dall'ISTAT) è un interessante laboratorio, dove con alterni risultati sono state sperimentate diverse modalità di dialogo in una terra montuosa che sviluppa il 51,8 per cento della sua estensione oltre i 750 mslm – e solo 1/32 sotto i 250 –; una situazione ulteriormente aggravata dalla complessa orografia che ostacola le comunicazioni, limita l'esposizione al sole e comporta sovente la riduzione dello spessore dello strato lavorabile, limitando le superfici adibite ad uso agricolo e, in parte, la resa.⁴ Sicuramente è quel che si definisce un ambiente difficile. Ciò posto, tali problematiche nei secoli hanno stimolato le genti a sviluppare peculiari modelli di pratiche integrative per continuare a vivere in montagna, strategie che oggi abbiamo difficoltà a individuare correttamente soprattutto per quanto concerne le attività artigianali-industriali locali,⁵ messe in ombra da articolate correnti migratorie (di varia durata) che dalla notte dei tempi concorrevano a formare il reddito aggiuntivo all'avara agricoltura alpina. In tale prospettiva, ho avviato la riflessione sulla "memoria nascosta" delle vicende connesse ad

una storia industriale pericolosamente in bilico tra distruzione e recuperi non sempre felici, sullo sfondo di quella realtà sociale che Braudel definiva «preda sfuggente»,⁶ cercando di superare così il riduzionismo delle cifre proposto da interessi erariali o statistici di varia natura (ma comunque valutati quali supporto esplicativo), per privilegiare il quadro umano degli uomini che ne sono stati attori: le cui tracce, però, sono più problematiche da reperire di quanto non lo siano quelle dell'archeologia industriale, pur sabotata dall'amnesia di abusi e compromessi sorretti dall'indifferenza.

Suggerimenti di ricerca sulla memoria nascosta

Il presente articolo deriva da suggestioni di ricerca che si sono sedimentate e affinate durante il tempo trascorso dall'inizio del Seminario *L'industria nelle Alpi* e la stesura di questo scritto. Ho elaborato esperienze di lavoro transdisciplinare che mi hanno indotta a ripensare quelli che, per me, erano consolidati approcci alle fonti della storia sociale e industriale trentina, che in questa occasione affronto contestualizzandoli nel quadro di una «memoria alterata» funzionale alla costruzione del futuro, ma desunta da opportunismi del presente (forse economico?) o per dirla con Battisti «a criteri di pratica opportunità»:⁷ quali quelli dell'industria turistica, ad esempio, ma non solo. L'utilità della storia consiste innanzitutto nell'essere una forma di conoscenza, non uno strumento di dimostrazione di una qualsiasi verità; dunque, essa va colta per quello che può offrire ai fini della conoscenza specifica riguardo al soggetto di analisi, inserito nel più complessivo contesto che l'ha originato. In tal senso, il Trentino tra Otto e Novecento presentava condizioni – reali ma celate – di disgregazione di un tessuto economico e sociale antico, non è semplice dare ordine di priorità a due termini così densi e strettamente associati; essi costituiscono nel loro insieme lo sfondo su cui far risaltare l'inadeguatezza dell'assetto tradizionale a reggere l'innovazione che lentamente penetrava anche nell'immoto mondo montanaro, non impermeabile alla dirimpiente rivoluzione nel mercato internazionale del lavoro e alla decadenza di antichi sistemi di governo.⁸

La storia del paesaggio industriale trentino è una "memoria nascosta" che necessita di essere recuperata e decifrata alla luce della messe di nuove conoscenze, affrontate con il rinnovamento metodologico applicato al più recente

bilancio archivistico-bibliografico sull'argomento, oggetto di ripensamento e riflessione critica, non disgiunta da un fertile confronto di idee nella prospettiva di continuità con la «cura dei luoghi». ⁹ Individuare le forze costitutive delle relazioni comunità-luogo nel paesaggio industriale trentino (senza tradire il giusto ricordo) rappresenta la sfida della “memoria nascosta”: un patrimonio di civiltà che necessita di essere messo in valore per salvarlo dalla pervasiva deriva etica dell'amnesia sociale che lo distruggerebbe: perché ingannare la memoria è una menzogna che si ritorce sul presente. ¹⁰

La patrimonializzazione e la fidelizzazione possono rappresentare interessanti prospettive di complicità tra discipline per il recupero, appunto, della “memoria nascosta”, esplicitamente individuabile in una ideale linea del tempo nello sviluppo territoriale che ha prodotto il panorama contemporaneo. La convergenza dalle molte sfaccettature e collaborazioni di lunga durata fra la realtà del paesaggio odierno e quella del passato documentato negli archivi chiede di emergere: è un incontro interessante da percorrere per tratteggiare l'evolvere della più generale storia della popolazione-comunità che vi è insediata. ¹¹ Magari alla luce della categoria “complicità” che a volte ha fatto deviare la verità storica. L'oggettivo confluire delle testimonianze – sovente quasi clandestino – diventa manifesto e consapevole attraverso l'applicazione di classi di analisi certamente non nuove, ma sicuramente qui affrontate in maniera innovativa, almeno nelle intenzioni. La necessità di costruire pratiche e saperi per attività concretamente connesse allo sviluppo di industrie e professioni ancora sul territorio ha indotto oggi un diverso atteggiamento nel rapporto tra studiosi e amministratori (depositari delle testimonianze documentali), che nella reciproca frequentazione hanno trovato un passato dai nuovi significati e più vaste risonanze: prospettiva che si è rivelata quanto mai premiale, per chi l'ha voluto cogliere. ¹²

Le tappe di questo itinerario di collaborazione sono coincise con momenti forti del dibattito storico-metodologico e della stessa fisionomia di talune professionalità, prima fra tutti quella degli archivisti: depositari di consolidate identità lavorative-istituzionali e sperimentati modelli di organizzazione del passato. L'informatizzazione archivistica introdotta da oltre vent'anni ha indotto la riorganizzazione della documentazione conservata, facilitando e a volte riscoprendo testimonianze di fondamentale importanza per il paesaggio industriale in una prospettiva di rinnovata analisi sulle sue origini insediative, prodotte anche da una politica di “mano libera” sul territorio quando le

tutele ambientali erano sovente interpretate come freni allo sviluppo economico. ¹³ Sono stata pertanto sollecitata a riflessioni sul ruolo degli archivi nei confronti del territorio contemporaneo, incrociando problematiche di ricerca con l'approccio critico alle fonti, onde far emergere questioni storiografiche cruciali come il rapporto di trasmissione e costruzione delle conoscenze e delle competenze fra l' indefinita memoria e la storia del luogo, fra storia locale e storia generale. Scopo mirato del mio itinerario di studio, quindi, è stata la rilettura del passato con una riflessione sempre realizzata attraverso la documentazione testuale, ma ponendo gli interrogativi proposti dal citato Seminario contestualizzati nella cornice della odierna ricerca transdisciplinare, sui quali esistono testimonianze in ambiente digitale o in cartaceo cui fare preciso riferimento per scoprire un corso storico forse diverso. La ideale linea del tempo che ha guidato l'individualizzazione alla sequenza nelle tappe evolutive di questo itinerario, procedendo dallo sviluppo avviato in ambiti separati che fin dai tardi anni settanta del Novecento ha guidato gli studiosi – sovente ognuno per suo conto –, segnando l'inizio del distacco da quadri chiusi consolidati nella teoria e nella prassi dei rispettivi mestieri, ha portato con prudenza e curiosità a varcare i consuetudinari confini disciplinari per vedere con “occhi diversi” il panorama, perché «essere consapevoli della forza delle tradizioni non significa ignorare la necessità di adattarle ai mutamenti del clima culturale entro il quale si opera». ¹⁴

Il concetto espresso dall'archivista Zanni Rosiello alcuni decenni or sono esprime un approccio oggi diffuso con l'espressione “traduzione delle tradizioni”, felicemente applicato a molti ambiti del nostro passato. ¹⁵

L'emergere dell'interesse per la storia dell'industrializzazione alpina in relazione all'ambiente è ascrivibile alla più generale sensibilità su un argomento che presentava già vitalità di lungo periodo, accompagnata da produzioni e da un dibattito che aveva obbligatoriamente fatto riferimento ai resoconti sulle prime iniziative di tutela ancorché non ben esplicitate: il che può contribuire a far cogliere i radicali mutamenti culturali vissuti alla cesura del secolo che stiamo vivendo. Si andavano affermando realtà associative e istituzionali radicate sul territorio che miravano a dare solidità culturale al localismo, dotando di qualità e spessore storico iniziative che oltrepassavano la mera conservazione: il passato industriale accedeva alla vita contemporanea seguendo principi di “riuso coerente” o “riconversione d'uso” nel rispetto del territorio. ¹⁶ Venivano così recuperate tracce paesaggistiche ignorate che

liberavano lo stimolo narrativo di ciò che era approdato al presente, divenute in tal modo spunti per la creatività di future sceneggiature capaci di raccordare la dimensione della storia locale nella cornice di quella generale, recuperando contemporaneamente la rete nella narrazione documentaria del luogo – consultata con nuovo metodo – alle esperienze di manufatti considerati anche espressioni “sovraterritoriali”.¹⁷ Dalla concomitante elaborazione sull’ormai imprescindibile scenario della globalità, alcune coordinate concettuali davano valore ai nuovi itinerari intellettivi, confermando che il «passato è avvenuto veramente».¹⁸ E si andavano affermando quelli che Mattozzi definiva «nuovi dispositivi cognitivi»,¹⁹ così da consentire di costruire la storia attraverso strumenti, operazioni e pratiche, perché la ricostruzione storica non consiste nel ricomporre la storia, ma nel fare la storia interrogando ogni traccia che può fornire delle informazioni: «il fatto storico non è dato, bensì costruito».²⁰ Confermando per altra via quanto già scritto da Bloch: «la conoscenza di tutti i fatti umani del passato, e della maggior parte di essi nel presente, ha come sua prima caratteristica quella di essere una conoscenza per via di tracce».²¹

Riflessioni di metodo per una memoria alterata

Mi sono servita di suggestioni e riflessioni prodotte da tracce per scoprire una storia paesaggistica nascosta o alterata, che pur essendo affidata alla concretezza di memorie documentali e monumentali sembra essere stata evanescente, sino a quando non è intervenuto uno specifico interesse per il passato industriale inteso sia come valore sia come disvalore. In tal senso e a posteriori di studi datati da diversi approcci, ho utilizzato gli strumenti dell’analisi storica-sociale intesa a far emergere i fattori basilari che ad ampio spettro hanno prodotto questo presente, conformandolo alla cultura che oggi conosciamo e, forse, già avviata al postmoderno.²²

Il passato economico alpino è sovente riportato in una cornice pittoresca e bucolica surreale, che stride fortemente nel contrasto con la realtà di un mondo che affrontava la sua fase di “adolescenza industriale” nella durezza del profitto e della produttività fuori da ogni regola, come possiamo trasversalmente rilevare attraverso fonti sociali se non giuridiche e economiche; riflettendo, anche in Trentino la dinamica delle cause di decesso presenta il

secondo Ottocento come fase problematica (basti qui ricordare la specifica categoria attribuita alla miseria nelle cause di morte), come pure è opportuna una reinterpretazione della – crescente – mobilità occupazionale dell’epoca per assodare una realtà di vita deprimente.²³ Né tale analisi può essere disgiunta dalla morale cattolica allora avversa all’industria e fortemente radicata nel mondo contadino trentino, al punto da condannare all’inesistenza sociale chi se ne poneva al di fuori.²⁴ Il tema della esclusione sociale così prodotta andrebbe comunque rivisitato, per comprendere la mentalità del clero locale avverso l’industrialismo, alla luce della parallela messa sotto accusa dello scempio prodotto dagli insediamenti industriali: un nodo tutt’ora insoluto.²⁵

Ma la denuncia sulla disumanità del lavoro di fabbrica in epoca storica, passando per lo sfruttamento scientemente organizzato e l’indifferenza per il degrado fisico della forza lavoro, rischia di descrivere una società piatta e conformista, in cui la stessa fuga dalla – prestabilita per nascita – realtà rurale poteva non essere esente da condanna.²⁶ Il realismo sulla negativa qualità di vita che deriva dalla lettura critica delle fonti coeve all’avvio dell’industrializzazione non è scevra, però, dal rischio di risultare falsata e immaginifica per gli studiosi del presente – avvezzi a ben peggiori brutalità –, banalmente perché non è sempre possibile acquisire i giusti strumenti di valutazione su “ciò che è stato” nel passato dell’uomo.

La storia di un territorio si presenta sovente come un “enigma della memoria”, perché le sorgenti della narrazione del suo passato, siano esse documentali o monumentali, hanno un linguaggio non sempre accessibile all’uomo del Duemila; ad esempio, il racconto visivo che ci propone il paesaggio industriale del passato può rimanere un’icona chiusa, se non possediamo la chiave culturale per dare la giusta referenzialità all’immagine, così da consentire ai segni che il tempo sociale ha generato in esso attraverso il lavoro dell’uomo di essere organizzati per ricostituire un linguaggio comprensibile. Il nesso reale che lega una traccia paesaggistica – elaborata dal vissuto umano – a un determinato contesto oggi storicizzato risiede concretamente in ciò di cui la società locale ha fruito per suo tramite; infatti, il territorio tende a restituire attraverso la memoria viva una sorta di storia della comunicazione dell’uomo con il suo ambiente di vita: rielaborata e rivissuta nella dialettica tra ciò che è stato e ciò che è. L’immaginario creato dai depliant di un paesaggio virtuale fortemente idealizzato, tanto strumentale alla memoria impropria dell’industria

turistica quanto estraneo alla sua realtà storica, appanna secolari pratiche di integrazione, basate anche sulla complementarietà economica con attività in altri settori; la patrimonializzazione della storia, operata dalla memoria sociale attraverso il passaggio dall'uso alla memoria, ha però messo in evidenza elementi carichi di significato per la loro dimensione collettiva che è opportuno tutelare. Molte testimonianze industriali sono state disperse, per usura o casi storici, ma altre hanno perso la loro significatività a seguito di interventi razionali sulle espressioni memoriali: perché il movente economico o politico che le ha determinate è stato dettato da ideologie avulse dalla cultura locale.

A volte la contemporaneità rettifica il percorso della storia industriale perché non rispecchia un passato virtuoso, oppure perché la convenienza economica del postindustriale e postmoderno lo consiglia o lo impone; il pentimento a posteriori è largamente praticato nella nostra società e, talvolta, è pure comprensibile a fronte della sconsideratezza predatoria esercitata sull'ambiente durante la fase di avvio dell'industrializzazione. L'importante è non mentire sul nostro passato, bensì affrontarlo con i giusti strumenti metodologici e accertarlo per accettarlo; perché solo attraverso l'elaborazione di una rigorosa etica ambientale avremo un "ambiente" in futuro.²⁷

La riflessione storica sull'ambiente – coerente con il presente – non significa però esaltare la dietrologia o essere tutori acritici del passato, al contrario, è necessaria una ricognizione obiettiva e articolata per individuare gli elementi valoriali, che consenta di indagare i rapporti ancestrali in funzione dell'"interezza del tempo". È un percorso che può oscillare tra le memorie di pitture rupestri preistoriche, intese quali indizi cronologici di indiscutibile forza evocativa e reperti novecenteschi di archeologia industriale, altrettanto potenti nella loro simbologia; in Trentino ad esempio: le novecentesche alte ciminiere del cementificio a Trento, la cattedrale di epoca fascista della Montecatini di Mori, piuttosto che l'asburgico tabacchificio di Sacco.²⁸ Sono tutti manufatti che definiscono l'identità economica del posto come un segno sulla roccia può segnare un'era. Da non confondersi, però, con i frammenti più o meno monumentali di forme autoreferenziali della memoria (solitamente di ispirazione politico-istituzionale), tentazioni iconiche che tendono a essere ridimensionate nell'approccio odierno di tante comunità locali, le quali perseguono la tutela del loro territorio attraverso la costruzione di un sentimento di appartenenza "convalidato" da attendibile documentazione condivisa: che sovente è altra, diversa da quella ufficiale, ma che non è da confondersi

con la "riscrittura". Esiste, però, anche una cancellazione scientemente predisposta, forse per un fraintendimento del futuro, come in tempi recenti lo è stata la demolizione della Michelin a Trento per far posto ad un quartiere residenziale di grande pregio architettonico, quanto di scarso gradimento sociale. Quella fabbrica rappresentava la nascita del proletariato cittadino tra le due guerre al punto che Michelin era sinonimo di industria, generazioni di trentini vi avevano lavorato, vivendo giorno dopo giorno la dura disciplina del lavoro industriale, ora la ricordano solo i nomi delle strade e l'insopprimibile malcontento per l'amnesia indotta nelle nuove generazioni.²⁹ È fonte intrigante di riflessione anche un aspetto quanto mai subdolo nel paesaggio industriale: l'abbandono, forse la più diffusa e sconcertante forma di deterioramento della memoria paesaggistica. La perdurante crisi economica in atto segue lunghi anni di riconversione economica più o meno felice, che sovente è intervenuta anche negli edifici per adeguarli a nuove produzioni alterando di fatto le strutture originarie; nei grandi insediamenti ciò non è stato solo architettonico, bensì ha influito negativamente anche sull'identità del territorio inducendo il degrado ambientale di vaste aree, ora ricordate non per l'attività che vi si svolgeva ma per il dissesto naturale e sociale che hanno prodotto.³⁰ È opportuno ricordare che la *Convenzione Europea del Paesaggio*, all'art. 2, parla espressamente di tale tipologia territoriale.³¹ Quest'ultimo aspetto induce a riflettere su quali possono essere gli strumenti per affrontare correttamente la salvaguardia del nostro paesaggio industriale, perché tutelare un luogo significa avere consapevole responsabilità di governo ed è un percorso che implica precise definizioni degli ambiti di intervento.

Il governo dei territori e delle comunità insediate sono prodotti dall'esperienza di genealogie locali, che hanno perseguito lungo i secoli la loro costruzione, che oggi costituisce per noi la proposta di una ricerca secondo il nuovo approccio di studio del paesaggio: inteso come cruciale lavoro di tutela complessiva di popolazione e ambiente, organizzato per riflettere sulla questione generale della forma-vita dei luoghi. Devono essere rilevate e indagate con ampie prospettive le relazioni tra luogo e comunità, che presentano nella storia e nella geografia caratteri universali ma si manifestano con le più diverse modalità, perché sono espressioni di specificità radicate nella consuetudine locale. In proposito l'architetto Domenico Luciani – coordinatore del Comitato scientifico consultivo di *Studi e ricerche per il governo del paesaggio e del giardino* della Fondazione Benetton Studi e Ricerche –, ha descritto in una

emblematica sintesi tra memorie e desideri il percorso virtuoso per accedere al presente del paesaggio:

in ogni luogo troviamo individui che esprimono un legame di forte tradizione e altri che avvertono un legame di vago attaccamento o affinità o vicinanza, persone che lo abitano con lo spessore della memoria e altre che vi si sono trasferite e vanno costruendo dal nulla l'indispensabile rete di referenze, qualcuno che lo studia e qualcun altro che semplicemente lo visita. Ognuno di questi individui esprime oggettivamente desideri e preferenze. Ma affinché questo insieme di individui divenga comunità è necessaria la metamorfosi dalla somma dei desideri alla volontà coesa, alla responsabilità collettiva, alla deliberazione di finalità unitarie da perseguire, per il bene di tutti, nei confronti dell'assetto del luogo e della condizione umana che vi si svolge. Nel mondo contemporaneo questa metamorfosi ha inizio spesso da azioni oppostive.³²

E proprio per aggiungere ulteriori livelli (o difficoltà) all'analisi in atto, le citate azioni oppostive contemporanee sono un'intrigante chiave di lettura della "memoria nascosta", un piano ragionato di iniziative per lo studio della storia che possa procedere all'obiettiva protezione del territorio secondo la sua passata funzione. Quindi, al proposto obiettivo di base si lega il tentativo più arduo di contribuire a una esperienza collettiva nata come "mobilitazione contro" a lavorare per la costruzione della comunità attraverso il coinvolgimento in una comune tensione, di saperi esperti e di poteri politici; l'universale bisogno di protezione del proprio spazio vitale rende coeso un insieme di individui che cerca l'energia per elaborare un'idea di sé fondata sui caratteri costitutivi di lunga durata, ma aperta a prospettive di nuova comunità.³³ Ecco perché «ogni realtà sociale è, per prima cosa, spazio», secondo Braudel.³⁴

Icone da aprire per una patrimonializzazione da scoprire

«Esemplare la carrellata di ecomostri, sfregio da tempo immemorabile del nostro territorio».³⁵

Questa incisiva frase, che stride fortemente con l'*ideascape*, è tratta dall'interrogazione presentata da un Consigliere di opposizione al Presidente della Provincia Autonoma di Trento nel giugno 2015, emblematica per il panorama dell'archeologia industriale di un territorio in cui la realtà sociale è altrimenti vocata e si identifica nell'appartenenza alpina e nei suoi spazi da tutelare.

L'industrializzazione è un fenomeno che procede per coerenza temporale

con l'economia internazionale, non sempre rispettosa dell'ambiente e della vocazione dei suoi abitanti, perché risponde alla geoeconomia di strategie decise altrove.³⁶ I ruderi descritti come ecomostri datano mediamente all'ultimo quarto del Novecento e palesano una situazione di difficile – quando non inesistente – dialogo con la gente del luogo, in un recente passato protagonista di scelte non sempre condivise ma comunque vissute come importante occasione per l'evoluzione dei molti lavoratori operai-contadini e operaie-casalinghe: che trovavano in questa dura esistenza un'alternativa allo storicizzato destino migratorio dei trentini. È opportuno sottolineare, però, l'inquinamento prodotto, causa di patologie anche mortali che i limiti della diagnostica del tempo non sempre rilevavano, ma cui non era neppure estranea la complicità interessata di taluni. Oggi i pesanti costi umani di queste vicende, paradossalmente, riemergono nell'inquinamento ambientale che ancora producono o nei tentativi di riconversione.

Nel corso del mio studio alcuni ecomostri/monumenti dell'archeologia industriale di forte impatto paesaggistico con ricaduta di patrimonializzazione sono stati oggetto di interventi di riuso o demolizione: per i primi faccio riferimento alla Manifattura Tabacchi di Borgo Sacco e alla Montecatini di Mori, per i secondi all'Italcementi e alla Società di Lavorazioni Organiche e Inorganiche (SLOI). La demolizione dell'ex Michelin e la successiva costruzione del quartiere Le Albere è stata fonte di innumerevoli polemiche e giusta indignazione, ma le molte anomalie di questo caso – pur in un mondo di anomie qual è per taluni aspetti quello trentino –, mi fanno ritenere opportuno lasciare che il tempo sedimenti talune asperità contemporanee per far emergere la verità storica immune dalla necessità di "produrre memoria". Una sola nota in merito: la Michelin aveva forse prodotto la più sentita fidelizzazione tra i lavoratori di questa provincia, sostenuta dal forte sentimento di appartenenza al proletariato urbano.³⁷

Gli interventi che alterano o distruggono le tracce visive dell'industrializzazione inducono a riflettere sull'importanza della memoria trasmessa dalla documentazione istituzionale, ma ancor di più sul ricordo dei lavoratori e della popolazione tutta onde comprendere le dinamiche di quel mondo; sono fonti che necessitano di opportuno supporto e verifica, da affrontare con la giusta metodologia, soprattutto perché permangono tuttora "dati sensibili".³⁸ In attesa che ciò sia possibile, superando la malintesa definizione di "deindustrializzazione", ci si interroga su quali siano gli elementi della passata realtà indu-

striale trasmessi e valorizzati in senso identitario. Nonché sulle correlazioni esistenti tra memoria e luoghi/spazi di memoria. Il Trentino è eminentemente montano e la montagna è conservatrice, ha tempi lunghi di elaborazione e pure i fenomeni di patrimonializzazione industriale nelle Alpi sono assoggettati a questo andamento: per tale motivo la memoria sociale dell'archeologia industriale – a volte traumatica – si presenta come un'icona di difficile comprensione, se non proprio di impossibile apertura.³⁹ È un ricordo che recupera fratture sociali, segnala scivolamenti nella “non memoria” di cose morte non per inattualità nel contemporaneo, bensì per il radicalismo di una nozione di patrimonializzazione lontana dalla realtà dei fatti accaduti.⁴⁰ Ma:

sia nelle espressioni locali e comunitarie sia in quelle statali e internazionali l'ampia diffusione del paradigma patrimoniale fa sì che esso sia ormai una componente di quel tipo di paesaggio transnazionale che A. Appadurai ha definito “ideascapes”, patrimonio culturale che continua a produrre dei flussi di idee e di pratiche a esse associate che con un movimento continuo attraversano le regioni del mondo contemporaneo [...] in conclusione al pari del concetto di democrazia o dei diritti umani, il patrimonio culturale può essere definito a buon diritto come un codice transculturale che viene interpretato e declinato in modo diverso in ogni contesto socio-culturale, quindi sia che lo si adotti come mezzo di legittimazione sia che lo si trasformi o vi si opponga.⁴¹

Superati i luoghi comuni di stereotipi diffusi ma che poco si attanagliano alla storia, per decifrare con più realismo il dibattito attorno al ruolo di patrimonializzazione e fidelizzazione nell'industria locale (che io preferisco ricondurre più ampiamente alla sincretica memoria sociale), è importante rilevare come l'economia non abbia variabili indipendenti: dove stanno male le imprese stanno male i lavoratori, dove le forze produttive soffrono stenta a sopravvivere anche la società.⁴² E la memoria è selettiva. Sono snodi apparentemente banali nella loro deduzione logica, quanto complessi nell'analisi politico-economica di un piccolo mondo in difficile transizione dal passato agricolo a quello industriale, non tanto rilevabile dalla dinamica delle cifre quanto piuttosto dal mutato scenario che induce una popolazione oggi qualitativamente diversa al disincanto verso il suo passato.

Nel territorio trentino l'approccio a prospettive di patrimonializzazione, fidelizzazione e storia sociale della memoria – passando attraverso il vaglio di documentazioni di varia natura – inducono una riflessione sugli inusuali problemi di ricerca storica che si affrontano, cercando di comprendere i fatti vicini a noi temporalmente e a volte persino visibili nei monumenti di archeo-

logia industriale; infatti, “fare memoria” nel contemporaneo si confronta inesorabilmente con il compito politico di produrre memoria,⁴³ il che comporta conoscenze (e comportamenti) appartenenti ad altre dimensioni di indagine, come il giornalismo d'inchiesta o analisi peritali.

Il Trentino odierno ha sostanzialmente origine nella seconda dopoguerra, dalla creazione di una Regione Autonoma prima e di due Province Autonome poi; ha avviato l'approdo alla contemporaneità per una popolazione che viveva il difficile rapporto con un territorio dalla complessa morfologia, tale da avere prefigurato nel tempo la perversa triade disoccupazione-emigrazione-spopolamento delle zone in quota. Su tale scenario, accentuatosi problematicamente nel corso degli anni cinquanta e dei primi sessanta, prevaleva ancora il settore primario, connotato da fattori di debolezza che non consentivano la specializzazione colturale, mentre in contemporanea il settore secondario, alquanto fragile, era incapace di proporsi come elemento di discontinuità rispetto al passato. La guerra aveva distrutto 46 stabilimenti di varia entità, alcuni erano stati ricostruiti, altri riparati, ma c'era difficoltà a riprendere il lavoro; industrie di proprietari non trentini come Manifattura Tabacchi o Montecatini, ripresero l'attività senza ricorrere a tagli, mentre quelle gestite dai locali furono nettamente ridimensionate per mancanza di capitale da reinvestire nel sistema produttivo. Il terziario, infine, allora era ancora frammentato e disorganizzato per presentarsi come alternativa.

| | 1951 | 1961 | 1971 | 1981 | 1991 |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Primario | 40,07 | 25,58 | 14,15 | 7,59 | 5,74 |
| Secondario | 32,77 | 39,60 | 42,52 | 37,27 | 32,79 |
| Terziario | 27,16 | 34,81 | 43,30 | 55,14 | 61,47 |

Tabella 1. Ripartizione occupazionale per settori economici della popolazione attiva trentina, censimenti 1951-1991 (in per cento)
(Elaborazione da dati ISTAT www.istat.it, sezione serie storiche).

In un territorio arato dalle bombe nella Val d'Adige e desolato nei terreni in quota, le grandi fabbriche del passato si stagliavano come cattedrali della speranza nel difficile secondo dopoguerra, che sembrava riproporre a uomini e territori lo stesso copione di 25 anni prima: oggi gli stessi edifici sono menzionati come ecomostri.

La più antica tra i sopra citati era l'Imperial Regia Manifattura Tabacchi di Borgo Sacco (1851) parzialmente ricostruita in epoca fascista. La sua storia si rileva dal coacervo di eventi accaduti nel corso di una lunga storia, in cui la patrimonializzazione è narrata in modo inequivocabile dal profilo territoriale del luogo: il monumentale edificio ottocentesco che si stagliava come un riferimento topografico, oggi sullo sfondo dell'architettura minore nella periferia urbana roveretana, fusa con la ruralità che narra le vicende di tanti contadini-operai tra Otto e Novecento. È un patrimonio immateriale spiegato dalla grammatica di genealogie sedimentate nella residenza rurale e nell'attività industriale, ma avviate al proletariato di fabbrica, declinato soprattutto al femminile nella lavorazione del tabacco; questo è il caso più significativo per la memoria di genere delle operaie trentine, costruita sul ricordo di generazioni di donne che avevano comunque incontrato un fattore evolutivo nell'attività in fabbrica.

Il tabacchificio, dopo alterne vicende, ha cessato definitivamente l'attività solo nel 2008; ora è interessato da un progetto di 100 milioni di euro per la creazione del *green hub* Progetto Manifattura: Green Innovation Factory. Quale ruolo sarà assegnato concretamente alla cultura industriale e alla memoria del luogo non è chiaro, oggi è semplicemente un patrimonio identitario che rischia l'amnesia per incapacità di gestire il futuro, pur se in un luogo dove l'appartenenza è stata coltivata fortemente.⁴⁴

Non lontano dal complesso del tabacchificio, l'annessione del Trentino al Regno aveva portato a Mori la futuribile Alumetal-Montecatini, costruita in soli venti mesi dal gruppo milanese Montecatini in collaborazione con la Vereinigte Aluminium Werke; in attività dal 1929 con una sala forni lunga duecentocinquanta metri divisa in tre navate, era in grado di produrre circa seimila tonnellate di metallo grezzo annuo. Era un impianto pilota per l'Italia, che primeggiava a livello internazionale nella lavorazione dell'alluminio, ma era anche all'avanguardia nell'organizzazione del lavoro. I dipendenti mediamente erano attorno al migliaio, operai fortemente fidelizzati dalla politica aziendale dei tempi, resi partecipi nella sfida industriale – e propagandistica – che rappresentava lo stabilimento; gli addetti ai forni, assunti anche a quindici anni, lavoravano con temperature superiori ai cinquanta gradi e per questo erano soprannominati i «Fornaioi dell'Apocalisse».⁴⁵ Si consigliava ai fornaioi di mettere maglioni di lana, ma quasi tutti indossavano semplicemente indumenti vecchi, avevano spesse manopole di iuta fornite dalla ditta

e scarpe malandate; in seguito la ditta avrebbe fornito maglioni, maschere, scarpe adatte e the col limone. Un perito giunto a Mori nel 1938 – toscano con esperienze milanesi –, ebbe a dire che solo robusti montanari trentini potevano affrontare quei lavori, faticosi e pericolosi; infatti, negli anni trenta c'era una media giornaliera di trenta scottature tra gli addetti ai forni. Prima della guerra fu costruita un'infermeria dotata tra l'altro di lampada al quarzo per asciugare le piaghe, forni per reumatismi, radar terapia, gabinetto analisi del sangue e delle urine, apparecchi per aerosol, inalatori, saletta radiografica e grande armadio farmaceutico; la Montecatini impiegava ingenti somme nell'assistenza per i dipendenti, esemplare fu l'istituzione dell'"assistenza sanitaria totale": sicuro mezzo di fidelizzazione presso gli operai.

Azienda leader nel settore e impegnata nello sforzo economico del regime, alla ricerca costante di miglioramenti, la scoperta casualmente fatta da un operaio di Mori diede avvio a importanti innovazioni nel ciclo di lavorazione, cui seguirono altri brevetti nati nella stessa fabbrica, a conferma dell'alto livello produttivo.⁴⁶ Durante il secondo conflitto la Montecatini fu dichiarata fabbrica di guerra, alle dipendenze di Fabbri Guerra di Bologna, la sua produzione riforniva anche l'industria bellica tedesca e gli operai dei forni non furono chiamati alle armi, tranne pochi giovani di alcune classi. Superato il periodo differenziale del dopoguerra, riassorbita nella sostanziale economia di mercato, la fabbrica nel decennio sessanta affrontava seri problemi di inquinamento ambientale; fatti simili si erano già posti negli anni trenta, ma il tutto era stato soffocato complice la politica dell'epoca e una minore coscienza del pericolo generato stante i limiti conoscitivi dell'epoca, forse. Nell'inverno 1966–1967 la popolazione locale lamentava vari disturbi, soprattutto i bambini, alcuni presentavano macchie bluastre: era fluorosi, sindrome tossico-allergica dovuta al fluoro emesso dalle ciminiere della Montecatini. Infatti, il pulviscolo di fluoro emesso con i fumi era fluoroso, inerte, ma a contatto con l'umidità dell'aria diveniva fluoridrico, quindi caustico e velenoso. Il clima sociale in loco si era via via deteriorato, perché gli agricoltori denunciavano danni a coltivazioni e allevamenti, i viticoltori avevano ingenti perdite e i lavoratori difendevano la fabbrica temendo la perdita del posto di lavoro.⁴⁷ L'industria negava ogni responsabilità, ma era condannata in primo grado, successivamente confermato in Cassazione; l'aumento dei costi di produzione – dovuti anche ai giusti provvedimenti imposti a tutela della salute – conduceva alla delocalizzazione e la fabbrica chiudeva nel 1983. La difesa

a oltranza da parte dei suoi lavoratori si commenta da sé. Oggi è un agglomerato di edifici più o meno fatiscenti in cerca di nuova identità attraverso un riuso compatibile, se non coerente; anche in questo caso la cultura della memoria pare piuttosto labile, non ultimo perché stante lo scarto generazionale dovrebbe essere gestita dalle istituzioni.⁴⁸

Il tabacchificio e la Montecatini erano entrambi siti nel Trentino meridionale, sotto Rovereto, invece le due icone di industrie demolite – Italcementi e SLOI – erano nel territorio urbano di Trento; o forse dovrei dire sono, stante la tangibile presenza dei loro detriti inquinanti.

L'attuale Italcementi – denominazione che assumerà dal 1927 – sorge nel 1919 a Piedicastello nella destra Adige a occidente del centro di Trento, sui resti del precedente cementificio Frizzera acquistato dalla Società Bergamasca per la Fabbricazione del Cemento e della Calce Idraulica; chiuso nel 1976, oggi è una spianata di cinque ettari con importante presenza di amianto, sovrastata da due spettrali ciminiere, del valore di trenta milioni di euro e passata di mano tre volte in dieci anni, recentemente definita «area senza più progetti».⁴⁹ Zona storica dell'insediamento operaio sin dal XIX secolo, la fabbrica dismessa ha connotato il quartiere per attività e insediamento nel corso del Novecento, poi divenuta rifugio di disperati e oggi necessita di riqualificazione urbanistica e ambientale.⁵⁰ L'identità di questa zona è forte e prevale rispetto alla fidelizzazione degli operai ex Italcementi, ma lo «spirito proletario» che la permea omologa la patrimonializzazione della memoria al di sopra degli improbabili progetti proposti e variamente attivati, è una comunità che si identifica nell'unica traccia di archeologia industriale lasciata: gli alti camini che si ergono sullo sfondo di una montagna ferita dall'industria prima e dal dissesto sociale poi.⁵¹

Il secondo ecomostro di Trento, ma ultimo in ordine di tempo, deflagrante in ogni senso, è l'ex Società di Lavorazioni Organiche e Inorganiche (SLOI, in vulgo «fabbrica dei veleni»), creata nel 1939 alla periferia nord di Trento – Campotrentino – per la trasformazione del piombo in piombo tetraetile, antidetonante per la benzina. Il 14 luglio del 1978 si verificò un disastroso incendio nei depositi della fabbrica, prefigurando una catastrofe ambientale (annunciata) a seguito di tale evento la fabbrica fu chiusa.⁵² Oggi quello che resta, si colloca in un'area a elevato tasso di inquinamento non lontana dal centro storico cittadino. Qualche cifra dal 1960 al 1971: 1.108 infortuni, tra questi 325 casi di intossicazione acuta, 600 ricoveri alla clinica del lavoro dell'Università di Padova, un numero impre-

cisato presso il manicomio di Pergine – ricoverati come alcolisti cronici (?) –. Di questa storia resta l'incertezza sul numero delle vittime, una tra le aree inquinate più vaste d'Europa (ventidue ettari), con 180 tonnellate di piombo tetraetile nel terreno per una profondità di quindici metri, la bonifica doveva iniziare nel 2013 e avere un costo finale intorno ai 100 milioni di euro. Ad ora nulla di fatto, e questa è storia presente. La SLOI è una memoria negativa nell'industria trentina, definita una *Via Crucis*, una ferita ambientale e sociale rimasta aperta nel dramma sociale del degrado e dell'emarginazione ancora presente.⁵³

Ma è impossibile rimuovere la sua realtà odierna di ecomostro fatto di macerie avvelenate, rottami e immondizie senza la consapevolezza della gravità del danno ambientale subito, né di quanto è stato speso da Provincia, enti e società satelliti o amministrazioni locali, per convegni, studi, progetti, approfondimenti e altre iniziative per accertare quanto a tutti era noto dai tempi della produzione aziendale. La fidelizzazione dei suoi operai è fatta in negativo in questo caso, con la patrimonializzazione del dolore nei familiari dei molti che non ci sono più. E qui è opportuno ricordare quanto ho scritto in precedenza sull'art. 2 della *Convenzione Europea del Paesaggio*, l'identità del territorio va tutelata anche per difendere le tracce della sua memoria dal degrado ambientale che produce dissesto naturale e sociale.

Gli ecomostri sono il *fil rouge* di una secolare epopea per i trentini, di difficile soluzione, che come scrisse l'urbanista Samonà forse solo «un'utopia tecnicamente fondata avrebbe spezzato».⁵⁴

Conclusioni

La storia del panorama industriale, in questa peculiare cesura di presente che quando stenta ad affermarsi tende a cancellare la sua storia, può essere ascritta all'«archeologia del futuro», di cui necessitiamo perché «la vita può essere capita solo all'indietro, ma può essere vissuta solo in avanti», come ha scritto Kierkegaard.

Il paesaggio dell'industrializzazione ha una storia complessa, che richiede difficili armonizzazioni perché i diversi attori non perdano significato, vanificando consuetudini secolari, vitali patrimoni culturali e colturali di pratiche per la sopravvivenza da trasmettere ai posteri attraverso la «traduzione delle tradizioni» nel tempo: perché l'uomo del futuro possa interrogare consape-

volmente la storia che ha prodotto il suo presente. L'elaborazione delle conoscenze attraverso i secoli, concretamente organizzate associando il patrimonio culturale del territorio al suo sviluppo economico e sociale contemporaneo, servono a definire un patrimonio immateriale mai disgiunto dall'ecosistema fisico-biologico locale, in cui il lavoro in senso sociale rispecchia la morale del popolo e le sue strategie di sostenibilità ambientale, sviluppate nel rispetto dell'ambiente di vita, secondo l'etica della consapevole responsabilità ambientale.

Il Trentino è una terra di vacanze, di vino e di mele. Per i molti turisti che vi transitano, percorrendo l'Autobrennero in opposte direzioni o le strade che si insinuano nelle vallate laterali, lo scenario è caratterizzato da ordinati vigneti e rigogliosi frutteti, il verde dei boschi copre i declivi per lasciare spazio in quota a piste da sci o pascoli. È un territorio dove il panorama è determinato dall'economia agricola e turistica, in cui l'industria moderna – circoscritti insediamenti, per lo più nei fondovalle o comunque a quote basse – rappresenta sovente una discordanza nello scenario da cartolina creato per l'immaginario collettivo dei vacanzieri; ciò non significa, però, che il Trentino contemporaneo non possenga anche una storia industriale, che non deve né può ignorare per comprendere con obiettività il suo passato. La mia riflessione, pertanto, ha inteso affrontare la trascurata memoria dell'industrializzazione trentina attraverso le alterazioni che questo implica nella memoria sociale della popolazione, o più precisamente nella sua “genetica sociale” intesa come uno dei fattori che determinano la contemporanea struttura economica del territorio: anche perpetuando o trascurando tradizionali pratiche integrative. E su tale sfondo, sarebbe pure conveniente riflettere con attenzione su cosa significa predisposizione e come la consuetudine all'esercizio di talune attività, seppure complementari rispetto a quella primaria esercitata in agricoltura, abbiano conformato le esistenze di tante generazioni di contadini-operai, nonché, in ultima analisi, abbiano conformato pure il loro sistema di vita: e questo attribuendo comunque valenza primaria alla ruralità.

Nel passato della gente trentina riscontriamo, quindi, l'estremo radicamento nell'ambiente di origine tipico dei montanari, al punto che la sua comprensione richiede una “lettura verticale” del territorio di vita: in cui il lavoro in montagna esprimeva un valore simbolico forte; in tale cornice, però, si deve dare preminenza ad un elemento aggiuntivo e fondamentale per affrontare la mia traccia di ricerca: vale a dire quello del forte condizionamento determi-

nato dai rigidi modelli di vita introiettati dopo secoli di governo ecclesiastico – che bene si sono proiettati poi nella proposta del bucolico mondo alpino –. Infatti, fissare la popolazione trentina ad attività e insediamento rurale, era una forma di governo degli uomini e del territorio, che con il tempo ha dimostrato i suoi limiti nel processo dell'industrializzazione locale non meno che nello sviluppo di apprezzabili attività artigianali.⁵⁵ I montanari, peraltro, dalla notte dei tempi, praticavano diverse tipologie di attività integrative allo scarso reddito agricolo proprio per poter continuare a vivere in montagna; la sistematicità della mobilità occupazionale quando non c'era possibilità di guadagno nelle attività extra agricole locali era una prassi consolidata anche in Trentino, perché la sua popolazione ha un legame vincolante con la propria terra che affonda nelle secolari tradizioni alpine. Ancor oggi è una società resa più conservativa che altrove da particolari forme di gestione del territorio, che in passato rendevano coese le comunità al punto che i loro amministratori applicavano come principio «Non abbiasi a vedere alcuno ridotto in estrema miseria e povertà».⁵⁶

La “memoria nascosta” del passato industriale, quindi, è una traccia debole a fronte del passato rurale forte dei trentini, capace di proiettare la sua valenza identitaria anche nell'ambiente di fabbrica. Il fragile paesaggio industriale – tale è oggi – rischia la deriva dell'oblio perché non ha il sostegno delle forze costitutive della relazione comunità-luogo, né dei contesti concettuali e delle esperienze fondative della cultura comunitaria contadina, basilari per la tutela del ricordo: il rapporto della persona e della comunità con il “proprio luogo” rappresenta un patrimonio che si manifesta nella forma e nella vita stessa del luogo, nel governo e nelle responsabilità insite in questi compiti che ne devono garantire l'esistenza attraverso il tempo.⁵⁷ Parafrasando Gerschenkron, forse potremmo appropriarci dell'espressione “continuità-discontinuità storica”, individuando nella mutevolezza del ritmo di opposte alternanze lungo il tempo della storia lo stimolo al dialogo popolazione – ambiente quale esso sia, intesa come forza adattiva prodotta dalla memoria del territorio tutto, anche quello industriale.⁵⁸

- _1. "Paesaggio" designa una determinata parte di territorio, così come è percepita dalle popolazioni, il cui carattere deriva dall'azione di fattori naturali e/o umani e dalle loro interrelazioni» (*Convenzione Europea del paesaggio*, capitolo 1, art. 1, lettera a, www.convenzioneuropeapaesaggio.beniculturali.it/); Cfr. L. Bonesio, *Geofilosofia del paesaggio*, Milano 2001 e W. Bätzing, *Le Alpi. Una regione unica al centro dell'Europa*, Torino 2005.
- _2. Cfr. P. P. Viazzo, *Comunità alpine*, Bologna 1990; J. Grange (sous la dir. de), *L'espace alpin et la modernité. Bilans et perspectives au tournant du siècle*, Grenoble 2002; E. Turri, *Il paesaggio degli uomini: la natura, la cultura, la storia*, Bologna 2003; B. Zanon, *Territorio, ambiente, città*, Città di Castello 2008.
- _3. R. Scolari, *Paesaggi senza spettatori. Territori e luoghi del presente*, Milano 2006.
- _4. Archivio del Libro Fondiario-Catasto della Provincia Autonoma di Trento, *Distribuzione delle colture agrarie*, Ufficio tecnico erariale 1859/61, «specifiche sull'impiego dei terreni» di 378 comuni trentini, (organizzate in 9 colture aggregate e 67 disaggregate). Sulla storia economica trentina Cfr. E. Balbi, *L'Austria e le primarie potenze. Saggi di Statistica comparativa*, Milano 1846, p. XXXI-LXXII; S. Zaninelli, *Un'agricoltura di montagna nell'Ottocento: il Trentino*, Trento 1978; A. Leonardi, *Depressione e "risorgimento" economico del Trentino: 1866-1914*, Trento 1976.
- _5. Biblioteca Comunale di Trento, *Fondo storico bibliografico della Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Trento*, 1754-1962. V. A. Leonardi, *Dal declino della manifattura all'affermarsi dell'industria*, in M. Garbari, A. Leonardi (a cura di), *Storia del Trentino. L'età contemporanea (1803-1918)*, Bologna 2003, volume V, p. 597-663.
- _6. F. Braudel (a cura di), *La storia e le altre scienze sociali*, Roma 1974, p. 170.
- _7. C. Battisti, *Il Trentino*, Trento 1898 (rist. 1984), p. 8.
- _8. C. Grandi, *Dal paese della penuria. Ambiente, popolazione, e società del paese di provenienza (1870-1914)*, in K. H. Burmeister, R. Rollinger (a cura di), *Dal Trentino al Vorarlberg*, Trento 1998, p. 69-126; Ead., *Gente del Trentino. Un secolo di storia (1814-1914)*, in M. Garbari, A. Leonardi (a cura di), *Storia del Trentino. L'età contemporanea 1803-1918*, vol. V, Bologna 2003, p. 839-872, p. 873-886.
- Per un quadro di sintesi cfr. U. Corsini, *Problemi di un territorio di confine*, Trento 1994.
- _9. D. Luciani, *Appunti sul governo del paesaggio*, in: www.paesaggio.fbsr.it/; www.usicivici.unitn.it/cervati.
- _10. P. L. Berger, T. Luckmann, *Lo smarrimento dell'uomo moderno*, Bologna 2010.
- _11. In tale ottica sono da privilegiare i documenti sugli "usi civici" conservati nell'Archivio Provinciale di Trento, cfr. www.trentinonet.it/.
- _12. C. Grandi, G. Gelmi, *L'industria in un territorio montano*, in "Studi Trentini. Storia", 1 (2012), p. 247-254.
- _13. R. Marini (a cura di), *Cultura materiale e mondo del lavoro. Rassegna bibliografica*, Trento 2010.
- _14. I. Zanni Rosiello, *Sul mestiere dell'archivista*, Bologna 1981, p. 57.
- _15. Cfr. gli interventi al convegno *Alimentazione identitaria per la valorizzazione di un territorio*, a cura di C. Grandi, Convegno Trento 9-10 dicembre 2014 (www.palazzoroccabruna.it).
- _16. S. Settis, *Il paesaggio come bene comune*, Milano 2013.
- _17. In proposito, basti ricordare il convegno *La storia locale tra ricerca e didattica* tenutosi nel 1995 a Treviso, una sorta di manifesto scritto da storici, insegnanti, archivisti, bibliotecari, amministratori pubblici e associazioni culturali. Intitolato *Carta dei diritti della storia locale. Per la conoscenza delle storie locali nella scuola*, aggiornato nel 2002 (*Insegnare le storie locali nell'età della globalizzazione*) e inserito fra le tesi dell'associazione Clio '92 (www.clio92.it/index.php?area=2&menu=40), di fatto ha rappresentato un'importante possibilità di innovazione metodologica nello studio della storia locale ad ogni livello.
- _18. B. Mazlish, *The new global history*, New York 2006.
- _19. I. Mattozzi, *La mente laboratoriale*, in P. Bernardi (a cura di), *Insegnare storia. Guida alla didattica del laboratorio storico*, Torino 2006, p. 10.
- _20. J. Le Goff, *Ricerca e insegnamento della storia*, Firenze 1991, p. 35.
- _21. M. Bloch, *Apologia della storia o mestiere dello storico*, Torino 1950, p. 63.
- _22. D. De Masi, *Caput mundi*, Milano 2013.
- _23. C. Grandi, *Itinerari per la sopravvivenza*, in Garbari, Leonardi (cfr. nota 8) p. 873-886.
- _24. C. Grandi, *Dal battesimo all'albero genetico*,

- documentario didattico Trento 2014; C. Frandi (a cura di), *La riconta delle anime*, Roma 2011.
- _25. In proposito, sono significative le testimonianze riportate nelle Visite decanali e pastorali conservate presso l'Archivio della Diocesi di Trento.
- _26. Per l'argomento in esame, il geografo - umano Cesare Battisti rimane insuperato esperto del Trentino tra Otto e Novecento (C. Battisti, *Scritti politici e sociali*, a cura di R. Monteleone, Firenze 1966); V. Cali, *Cesare Battisti geografo. Carteggi 1894-1916*, Trento 1988.
- _27. G. Della Valentina, *Storia dell'ambientalismo in Italia*, Milano 2011, p. 17-69.
- _28. Il criterio che ho applicato nella selezione della copiosa bibliografia sull'argomento ha privilegiato i lavori che offrono maggiori illustrazioni paesaggistiche, stante il soggetto del presente articolo. R. Marini, *Trento-Piedicastello: ex stabilimento Italcementi*, www.panoramio.com [2010]; M. Giannotti, *La Montecatini di Mori*, in Trentino Industriale on line, gennaio 2007 [www.confindustria.tn.it]; A. Gerola, *I 150 anni del Gigante. Storia della Manifattura Tabacchi di Rovereto attraverso immagini e testimonianze*, Rovereto 2004.
- _29. A. Franceschini, *Una città fra memoria e progetto: il caso di Trento*, in "Studi Trentini. Arte", 2 (2011), p. 5-34; A. Leonardi, *Le traiettorie dello sviluppo: verso la conquista di un benessere generalizzato*, in A. Leonardi, P. Pombeni (a cura di), *Storia del Trentino. L'età contemporanea. Il Novecento*, Bologna 2005, vol. VI, p.41-74, A. Bonoldi *Ritardo strutturale, crescita, declino: realtà e problemi dell'industria e della politica industriale*, in *ibid.*, p. 455-486.
- _30. Nello specifico del territorio in esame, il più grave caso di abbandono di un'area industriale dimessa a Trento è rappresentato dalla Società Lavorazione Organici Inorganici (SLOI), cfr. qui successivo paragrafo "Icane da aprire".
- _31. Convenzione europea del paesaggio, art. 2, www.convenzioneuropeapaesaggio.beniculturali.it/.
- _32. D. Luciani, *Luogo e comunità*, giornate di studio sul paesaggio 2011, ottava edizione, in www.paesaggio.fbsr.it, [p. 1-2].
- _33. In proposito, dalla *Convenzione Europea del Paesaggio* - che presenta un catalogo europeo diffuso e multiforme, con dinamiche di nuove sensibilità -, per l'Italia si parla con rinnovata attualità del riferimento costituzionale all'articolo 9 (e non solo). In questo scritto tralascio di affrontare il concetto di "appartenenza identitaria" in relazione all'ambiente, cfr. M. Varotto, B. Castiglioni (a cura di), *Di chi sono le Alpi? Appartenenze politiche, economiche e culturali nel mondo alpino contemporaneo*, Padova 2012.
- _34. F. Braudel, *Introduzione*, in I. Wallerstein, *Il sistema mondiale dell'economia moderna*, vol. I, Bologna 1982, p. 9.
- _35. Consigliere Claudio Civettini, *Interrogazione*, giugno 2015, depositata presso l'ufficio di Presidenza della Provincia Autonoma di Trento. Il Consigliere ha citato espressamente L. Sardi (et altri), *SLOI. La fabbrica dei veleni*, Trento 2006. Nel 2014 l'associazione Trento Attiva - in collaborazione con la Fondazione Museo Storico del Trentino - ha proposto una serie di incontri su *Sloi 1939-2014 settant'anni di storia nella società trentina*.
- _36. G. Sapelli, *Dove va il mondo?*, Guerini 2014.
- _37. Cfr. nota 29.
- _38. Non sempre disponibile per i già citati vincoli archivistici sui dati sensibili (temporali e altro).
- _39. C. Geertz, *Interpretazione di culture*, Bologna 1987.
- _40. G. Agamben, *Che cos'è il contemporaneo*, Roma 2008.
- _41. I. Maffi, *Introduzione*, in "Antropologia", numero monografico, *Il patrimonio culturale*, n. 7 (2006), p. 14.
- _42. Cfr. A. Patuelli, *Banche, cittadini e imprese*, Roma 2014.
- _43. C. Fiamingo (a cura di) *Culture della memoria e patrimonializzazione della memoria storica*, Milano 2014.
- _44. Biblioteca civica e Archivio Storico Comunale di Rovereto (TN), *Archivio della Manifattura Tabacchi di Rovereto* [in consegna alla biblioteca civica di Rovereto a titolo di custodia e manutenzione da parte dell'Amministrazione Archivistica di Stato]. Significativa la storia di questa raccolta organizzata attraverso diverse amministrazioni e iniziata nel 2003, quando l'Ente Tabacchi Italiani succeduto alla Manifattura Tabacchi di Borgo Sacco ha concentrato nell'istituzione roveretana il fondo formato da «vari frammenti» dell'archivio dello stabilimento del Monopolo di Stato e, caso singolare, lasciando nella disponibilità dell'Ente Tabacchi scritture recenti e fascicoli di ammini-

strazione del personale ancora aperti. Nel 2004 sono stati prodotti due elenchi di consistenza e nel 2008 un elenco descrittivo, ma a seguito di casuali ritrovamenti nel tempo sono confluite altre carte. (www.progettomanifattura.it/it/category/category/bandi-e-appalti).

_45. V. Crespi Tranquillini, *Montecatini: Storia di un'industria*, Mori (TN) 1993.

_46. A conferma dell'importanza del ricordo dei lavoratori, valga il fatto che molte notizie riguardanti la vita degli operai le ho tratte dalla tesi di laurea dell'ing. Andrea Giovanazzi, nipote di un fornaiolo (www.ing.unitn.it/~colombo, A. Giovanazzi, *Il processo produttivo della lattina per bevande*, relatore prof. D. Colombo, Facoltà di Ingegneria dell'Università degli Studi di Trento, a.a. 2004-2005), che ha vagliato le informazioni del nonno attraverso la specifica competenza acquisita con i suoi studi.

_47. www.dna.trentino.it; *La Montecatini di Mori: salute e lavoro nelle lotte dei contadini e degli operai*, documentario di RAI Trento, regia di S. Tait 2012.

_48. G. De Luigi, E. Meyer, A. F. Saba, *Industrializzazione, società e impatto ambientale in Val Lagarina. La Montecatini e Mori (1927-1983)*, Stoà-Associazione per la storia e gli studi sull'ambiente e Biblioteca comunale di Mori, s.l. 1998 [dattil.]; A. Saba, *L'ambiente come nuova prospettiva storiografica*, in *Altrionovecento* (1999), www.fondazionemicheletti.it; cfr. M. Barozzi, *Seme di metallo*, Trento 2006.

_49. R. Marini, *Le origini dell'Italcementi di Trento*, in "Studi Trentini. Storia", 2 (2011), p. 361-399;

Italcementi, l'area senza più progetti, 28 ottobre 2014 (www.trentinocorrierealpi.gelocal.it).

_50. Cfr. nota 31.

_51. F. Degasperri, *La zona industriale di Trento tra gli anni Venti e Quaranta del XX secolo*, in F. Piola Caselli (a cura di), *Regioni Alpine e Sviluppo economico*, Milano 2003, p. 188-212.

_52. M. Ruzzenenti, *La storia controversa del piombo tetraetile*, in *Altrionovecento*, 2008 (www.fondazionemicheletti.it)

_53. L. Sardi (et all.), *La fabbrica dei veleni*, Trento 2006; Interrogazione provinciale del M5S settembre 2014 www.trentino5stelle.it/ex-sloi. L'associazione Trento Attiva in collaborazione con la Fondazione Museo Storico ha proposto una serie di incontri su *Sloi 1939-2014 settant'anni di storia nella società trentina*.

_54. www.consiglio.provincia.tn.it, Piano Urbanistico Provinciale legge 9 novembre 1987 n. 26.

_55. Cfr. M. Renzetti, *La grammatica della salvezza*, Torino 2007.

_56. M. Nequirito, «Non abbiate a vedere alcuno ridotto in estrema miseria e povertà». *Beni comuni, proprietà collettive e usi civici sulla montagna trentina tra '700 e '900*, Trento 2011, p. 9.

_57. Cfr. *Luoghi di valore. Come li viviamo*, 2012, www.fbsr.it

_58. A. Gerschenkron, *La continuità storica*, Torino 1976, Bätzing (cfr. nota 1).

Gli URL citati nelle note sono stati verificati tutti al 15 gennaio 2015.

Der Bau des Speicherkraftwerks Wienerbruck – die Transformation einer Landschaft aus der Sicht der Ingenieure

Angelika Schoder

Das Speicherkraftwerk Wienerbruck am Fusse des Ötscher, eines weitbin sichtbaren Berges in den niederösterreichischen Voralpen, markiert als Erinnerungsort den Beginn einer grossräumigen Elektrizitätsversorgung in Niederösterreich. Eine umwelthistorische Betrachtung zeigt jedoch, dass mit der Errichtung dieses Kraftwerks am Beginn des 20. Jahrhunderts auch eine alpine "Energiewirtschaft" grundlegend transformiert wurde. Ausgehend von der Annahme, dass im Zuge der Industrialisierung erfolgende Transformationsprozesse sowohl im Gedächtnis der beteiligten Institutionen als auch auf materieller Ebene (d.h. in der physischen Gewässerlandschaft) Spuren hinterlassen, geht der Beitrag diesen nach. Letztere wird seit Inbetriebnahme des Kraftwerks 1911 von zwei Speicherseen dominiert, wurde aber auch davor schon energetisch genutzt und verändert, vor allem durch die Holztrift. Interaktionen und Aushandlungsprozesse, insbesondere die Interessen bestimmter Akteursgruppen (Holz- und Eisenindustrie, Tourismus, Eisenbahnbetrieb), ermöglichten und legitimierten den Übergang von der "alten" zur "neuen" Energiewirtschaft in diesem spezifischen zeitlichen und geografischen Kontext. Vor allem aber war es die Sichtweise von technischen Experten über die bestmögliche Nutzung alpiner Flüsse, die entscheidend diese Transformation prägte, aber umgekehrt auch von ihr geprägt wurde.

Einleitung: Wasserkraftnutzung und die Transformation alpiner Landschaften

Industrialisierung ist dadurch gekennzeichnet, dass sich die energetische Basis einer Gesellschaft grundlegend verändert,¹ und wohl kaum eine industrielle Aktivität hat die österreichischen Alpen so nachhaltig geprägt wie die Wasserkraftnutzung. Insbesondere die Errichtung von Grosskraftwerken zur Umwandlung der im Wasser enthaltenen Energie in vielseitig einsetzbaren

und über weite Strecken übertragbaren elektrischen Strom hat unübersehbare Spuren in der Landschaft hinterlassen und neue Beziehungen zwischen entlegenen alpinen Gebieten und industriellen Zentren im Flachland geschaffen. Es sind nicht zuletzt die grossen Talsperren und Speicherseen, die symbolhaft für diese Entwicklung stehen. Während nach dem Zweiten Weltkrieg errichtete Grosskraftwerke – allen voran das Speicherkraftwerk Kaprun – als “Erinnerungsorte” des technischen Fortschritts und des Wiederaufbaus in Österreich gelten,² sind die ersten Kraftwerke dieser Art weitaus weniger im kollektiven Gedächtnis verankert, sind sie doch im Verhältnis kleiner und auf den ersten Blick weniger spektakulär. Sie sind es jedoch, durch deren Errichtung die Basis nicht nur für unsere heutige Stromversorgung geschaffen wurde, sondern auch für den Umgang mit und die Wahrnehmung von alpinen Flüssen.

Das Kraftwerk Wienerbruck wurde in den Jahren 1907 bis 1911 vom zu diesem Zweck neu gegründeten Niederösterreichischen Landes-Elektrizitätswerk (NÖLEW) errichtet.³ Bei Inbetriebnahme war es das erste Kraftwerk der Monarchie, das über einen nennenswerten Speicher verfügte. Daher führen die beiden diesem Kraftwerk zugeordneten Staubbauwerke auch die chronologische Talsperrenstatistik Österreichs an.⁴ Ursprünglich für die Elektrifizierung der “Mariazellerbahn” und der Industriestadt St. Pölten sowie die Versorgung von Betrieben und Ortsnetzen entlang dieser ca. 80 km langen Bahnlinie gedacht, legte der Bau dieses Kraftwerks den Grundstein für ein umfassendes Stromnetz, das sich bald über ganz Niederösterreich erstrecken sollte und später in das europaweite Übertragungssystem eingegliedert wurde.⁵

Dieses Fallbeispiel verdient aber auch aus einem anderen Grund Beachtung. Bei der Planung und Umsetzung dieses Projekts wurden erstmals in Österreich Erfahrungen im alpinen Kraftwerksbau im grossen Massstab gesammelt. Hier wurde tatsächlich beträchtliche Pionierarbeit geleistet, einerseits was die technische Umsetzung mit damals verfügbaren Mitteln im schwierigen Gelände anbelangt, andererseits aber auch darin, Behörden und andere Interessenten von der Nützlichkeit eines solchen Projekts zu überzeugen. Anfang des 20. Jahrhunderts waren die rechtlichen und institutionellen Rahmenbedingungen für den Wasserkraftausbau erst im Aufbau begriffen und traditionelle Nutzungen der Gewässerbänke sowie finanzielle Hürden und technische Unsicherheiten standen einem solchen Grossprojekt entgegen. Diese Interaktionen zwischen verschiedenen einander beeinflussenden – oder mit-

unter sogar ausschliessenden – Gewässernutzungen, sowie die Transition verschiedener “Energiewälder” stehen im Mittelpunkt dieses Beitrags. Über Jahrhunderte hinweg wurde die Landschaft um das Kraftwerk Wienerbruck – eine gebirgige Region in den nördlichen Kalkalpen, dominiert vom Gipfel des Ötscher (1.893 m) – von verschiedenen Interessensgruppen unterschiedlich genutzt und entsprechend wahrgenommen. Waldarbeiter waren in ihrer mühevollen Arbeit der Holzernte und des Holztransports auf den jahreszeitlichen Rhythmus der hydrologischen und klimatischen Bedingungen angewiesen. Vermehrt ab dem frühen 19. Jahrhundert schätzten Wanderer und Naturliebhaber das Gebiet für seine imposanten Wasserfälle und wilden Schluchten, die von den zahlreichen grösseren und kleineren Wasserläufen geformt wurden. Mit Ende des 19. Jahrhunderts begann sich jedoch eine neue Sichtweise durchzusetzen, die insbesondere von Ingenieuren und anderen technischen Experten geteilt wurde: Das Rauschen der Bäche in den Schluchten und Tälern um den Ötscher bedeutete Energie im Überfluss – Energie, die sich der Mensch mit kluger Voraussicht und unter Einsatz der neuesten technischen Errungenschaften effizienter als bisher nutzbar machen konnte und sollte.⁶

Diese Sichtweise, in Verbindung mit der konsequenten Anwendung technischer Innovationen (Turbinen, Stahldruckrohre, Stollen- und Talsperrenbau, Elektrotechnik), markiert einen Wendepunkt in der Geschichte der Nutzung alpiner Gewässerbänke und den Beginn einer Entwicklung, an deren Ende die Alpen als “Europas Batterie” stehen. Dies ist untrennbar verbunden mit der Schaffung einer “Energiewälder” – der grossräumigen Umgestaltung der Alpen zur optimalen Stromerzeugung und -übertragung.⁷ Dieser Beitrag zeigt jedoch, dass alpine Flüsse auch schon vor dieser Wende energetisch genutzt wurden, was mitunter durchaus mit tiefgreifenden Veränderungen der betroffenen Gewässer einherging. Daher muss im Fall Wienerbruck eher von einer Transformation einer bereits existierenden Energiewälder gesprochen werden – und nicht nur hier. Welche Elemente und Interaktionen (zwischen den jeweiligen Akteuren, den technischen Arrangements und bestimmten biophysikalischen Aspekten der Gewässer) bei diesem Übergang von der “alten” zur “neuen” Energiewälder ausschlaggebend waren und verändert wurden, wird im nächsten Abschnitt näher beleuchtet. Darauf aufbauend werden dann diejenigen sozioökonomischen und politischen Prozesse beleuchtet, die diese Transformation ermöglicht haben.

Dieser umwelthistorische Beitrag erzählt jedoch nicht nur die Geschichte der

Veränderung einer alpinen Gewässerlandschaft im Zuge des Industrialisierungsprozesses, sondern fragt auch danach, wie diese Transformation von bestimmten Zeitgenossen wahrgenommen wurde.⁸ Durch den zeitlichen und thematischen Fokus auf die Planung, Errichtung und die ersten Betriebsjahre des Kraftwerks steht dabei die Sichtweise von technischen Experten stark im Vordergrund. Damit sind sowohl die direkt am Projekt beteiligten Ingenieure und Sachverständigen als auch deren Berufsgruppe, vertreten im “Österreichischen Ingenieur- und Architekten-Verein”, gemeint. Die Erbauer von Wasserkraftwerken wurden im Verlauf des 20. Jahrhunderts sowohl als Helden gefeiert als auch als “Naturzerstörer” verurteilt.⁹ Eine differenziertere Betrachtung zeigt, dass die Vorstellungen dieser Experten von Natur, Technik und Gesellschaft sowie deren Interaktion zwar dem damals dominanten Paradigma entsprach – Natur zu beherrschen, um sie besser kontrollieren und nutzen zu können. Eine erfolgreiche Umsetzung von Projekten erforderte jedoch von den planenden und ausführenden Ingenieuren neben technischem Wissen auch eine intensive Auseinandersetzung mit den lokalen biophysischen und sozioökonomischen Gegebenheiten, sowie mitunter viel Verhandlungsgeschick.¹⁰

Erinnerungen der beteiligten und betroffenen Institutionen an den Kraftwerksbau in Wienerbruck finden sich in den Archiven von Unternehmen¹¹ und Verwaltungsbehörden. Aber nicht nur in Archiven hat die Industrialisierung der Alpen ihre Spuren hinterlassen, die physische Landschaft selbst ist – richtig gelesen – ein Gedächtnis- und Erinnerungsspeicher dieses Transformationsprozesses.

Der Fokus der nachfolgenden Ausführungen liegt auf dem wasserbaulichen Teil des Projekts und ist daher geografisch im Flussgebiet der Erlauf und ihrer alpinen Zubringer verortet (Abb. 1). Politisch-administrativ gehören dazu die Bezirke Lilienfeld, Amstetten und Scheibbs im südwestlichen Niederösterreich; ein kleiner Teil des südlichen Einzugsgebiets liegt in der Steiermark. Die elektrotechnische Ausführung und die damit einhergehende Infrastruktur – insbesondere die Stromleitungen und die elektrifizierte Eisenbahnlinie – werden hier nur cursorisch berücksichtigt. Diese Eingrenzung sollte allerdings keinesfalls aus dem Blick geraten lassen, dass mit diesen Arrangements neue raumgreifende Beziehungen und veränderte Energieflüsse geschaffen wurden, die weit über das Flussgebiet der Erlauf hinausgehen.

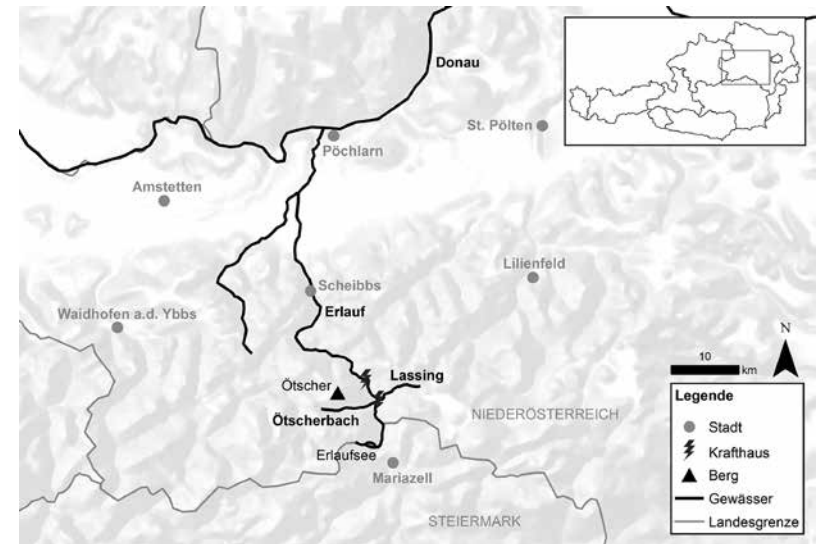


Abbildung 1. Geografische Verortung der im Text erwähnten Gewässer, Berge, Städte und Landesgrenzen (eigene Darstellung; Hintergrund [modifiziert] aus BMLFUW, Hydrologischer Atlas Österreichs, Wien 2007).

Die Energielandschaft

Die Alpen weisen bedingt durch Topographie und Klima eine lange Geschichte der Wasserkraftnutzung auf. Während im Flachland grosse Durchflussmengen ausschlaggebend für die verfügbare Energie sind, sind es die grossen Fallhöhen, die im alpinen Gebiet die Ausnutzung auch kleiner Gewässerläufe attraktiv machen. Die energetische Wassernutzung lässt sich grob in die Nutzung für Transportzwecke (Holztrift, Flösserei, Schifffahrt) und für Arbeitszwecke einteilen.¹² Letztere beinhaltet den Antrieb mechanischer Maschinen (Mühlen, Stampfen, Sägen, Hämmer, etc.), die in Europa seit dem Mittelalter in Verwendung sind, sowie die Erzeugung elektrischen Stroms durch Kopplung an Generatoren, eine technologische Erweiterung, die sich ab dem Ende des 19. Jahrhunderts immer mehr durchsetzte.¹³ Das durch hohe Niederschlagsmengen bedingte Wasserdargebot der Alpen

unterliegt naturgemäss beträchtlichen saisonalen Schwankungen.¹⁴ Schon vor der Errichtung von grossen Talsperren, die es erlauben, das Wasser über einen langen Zeitraum aufzuspeichern und bei Bedarf abzarbeiten, gab es daher kleinere Sperrenbauwerke, die ebenso dem Zweck dienten, das Abflussregime den menschlichen Bedürfnissen anzupassen.¹⁵ Im Ötschergebiet waren es insbesondere die sogenannten „Triftklausen“, die dem Holztransport auf dem Wasserweg dienten und bereits einen erheblichen Aufstau und Veränderungen der Abflussverhältnisse bewirkten.¹⁶ Somit prägten sie, gemeinsam mit einigen Kleinkraftwerken, die Energielandschaft des Ötscher zu Beginn des 20. Jahrhunderts.

Das durch den Kraftwerksbau geschaffene und bis heute bestehende Landschaftsbild wird hingegen von zwei Speicherseen dominiert. Diese Einteilung mag den Eindruck einer reibungslosen Transition zwischen den beiden Systemen erwecken. In Wirklichkeit sind jedoch Spuren dieses Übergangs – sowohl auf materieller Ebene als auch im Gedächtnis der beteiligten Institutionen – teilweise noch immer erkennbar.

Holztrift am Ende des 19. Jahrhunderts – ein „extensives“ System?

Die Gegend um den Ötscher war (und ist bis heute) zu einem grossen Teil mit Wald bedeckt. Bis zum Aufkommen der Mineralkohle, die sich in dieser Region erst sehr spät durchsetzte,¹⁷ lieferte der Wald Holzkohle für die energieintensive Eisenverarbeitung in den Voralpentälern und war somit von allen Landnutzungen die wirtschaftlich bedeutendste.¹⁸ Die im Ötschergebiet entspringenden Flüsse trieben Schmieden, Hammerwerke und andere eisenverarbeitende Betriebe an und dienten darüber hinaus als Transportwege für das Holz. Das Zusammenspiel der Rohstoffe Eisenerz, Holz und Wasser bildete somit die Grundlage für die ökonomische Stellung der als „Eisenwurzeln“ bezeichneten Region, die sich über das Grenzgebiet der heutigen Bundesländer Oberösterreich, Niederösterreich und Steiermark erstreckt.¹⁹ Durch den steigenden Brennholzbedarf der Haupt- und Residenzstadt wurde jedoch ab dem 18. Jahrhundert der Transport von Scheitholz aus dem Ötschergebiet nach Wien immer bedeutender. Als Transportwege dienten auch hier die Flüsse, insbesondere die Erlauf und ihre Zubringer.²⁰ Für die Holztrift, bei der das Transportgut im Gegensatz zur Flösserei lose

auf dem Wasser geschwemmt wird, wurden die Gewässerläufe reguliert und die erwähnten Klausen errichtet. Letztere sind Staubauwerke, überwiegend aus Holz gebaut, über deren Bedienungsvorrichtungen („Klaustore“) bei Bedarf ein Wasserschwall abgegeben werden kann, der das vor der Klausen angesammelte Holz flussabwärts transportiert. Im Fall der Erlauf wurden die Holzschute bis zur Mündung in die Donau bei Pöchlarn geschwemmt, wo sich ein Rechen zur Ausladung des Holzes befand, das daraufhin auf Schiffen und Flössen nach Wien transportiert wurde.²¹ Die ab 1872 hinzukommende Trift von Rundholz (Blochholz), das direkt in Pöchlarn in einer Dampfsäge verarbeitet wurde, erforderte umfassendere Regulierungsarbeiten an der Erlauf und ihren Zubringern: Sprengung und Entfernung von Felsen, Stabilisierung des Flussbetts durch Grundschnellen, Durchstiche und Uferverbauungen, Anpassung von Wehranlagen. Ein verbessertes Wegenetz diente dazu, die zahlreichen Arbeiter rasch an kritische Stellen zu bringen, um die Triftstrecke von Verklausungen freizuhalten und von März bis Ende Juni den reibungslosen Schwemmbetrieb zu ermöglichen.²²

Im Projektgebiet des Kraftwerkbaus befanden sich zu Beginn des 20. Jahrhunderts neben einigen kleineren drei bedeutende grosse Klausen: Erlaufklausen, Ötscherklausen und Lassingklausen. Das Speichervolumen der Ersteren betrug beinahe 100000 m³.²³ Sie wurde in den 1870er Jahren renoviert und umgebaut, wobei neueste technische Entwicklungen berücksichtigt wurden.²⁴ Der Betrieb der Klausen war genau geregelt, um optimale Abflussbedingungen zu gewährleisten. Die jeweiligen Verpflichtungen waren in einer Triftordnung detailliert festgelegt, über deren Einhaltung die zuständigen Triftorgane wachten. Für einen reibungslosen und raschen Ablauf des Triftbetriebs war eine ausreichende Wassermenge notwendig, ein zu hoher Abfluss konnte allerdings die Ausuferung des Triftholzes und Schäden im Überflutungsgebiet verursachen. Abhängig von den natürlichen Wassermengen (gemessen an einem Pegel bei der Stadt Scheibbs) wurden entweder alle Klausen gleichzeitig oder hintereinander geöffnet, um einen optimalen Wasserspiegel zu erreichen. Mittels Rechen konnte der Triftbetrieb im Falle eines plötzlich auftretenden Hochwassers oder anderer unvorhergesehener Zwischenfälle unterbrochen werden.²⁵ Entlang der Triftstrecke, die sich von den Oberläufen der Flüsse und Bäche bis zur Mündung der Erlauf in die Donau über ca. 70 km erstreckte, mussten Brücken, Ufer und zahlreiche Wasserkraftanlagen mit ihren Wehren und Werkskanälen mittels technischer Vorkehrungen vor

dem Trifft Holz geschützt werden. Dennoch konnten Schäden und erschwerte Betriebsbedingungen nicht gänzlich vermieden werden und immer wieder kam es zu Schadenersatzforderungen an die Triftunternehmung.²⁶

Für ca. 150 Jahre war die Holztrift die dominante Nutzung der Erlauf und ihrer Zubringer. Da sie nicht zuletzt für die Versorgung Wiens mit Brennholz wichtig war, waren ihr andere – oft konfligierende – Bewirtschaftungsformen nachgereiht. Die Besitzer von Mühlen und anderen Kleinkraftwerken hatten zwar Anspruch auf Entschädigung, mussten sich aber wie die Landwirtschaft und die Fischerei dem Rhythmus des Triftbetriebs unterordnen.²⁷ Aus den erhaltenen Rechtsdokumenten lässt sich jedoch schliessen, dass sich die Beschwerden zu Beginn des 20. Jahrhunderts häuften. An der mittleren und unteren Erlauf waren inzwischen einige Industriebetriebe angesiedelt, die unter anderem über erhöhte Schwimm- und Schwebstoffbelastung des Wassers und die veränderten Abflussbedingungen klagten.²⁸

Wie alle energetischen Gewässernutzungen, die das vorhandene Gefälle für Transportzwecke ausnützen, wurde die Holztrift von Technikern zu Beginn des 20. Jahrhunderts als „extensive“ Bewirtschaftung bezeichnet. Damit war gemeint, dass die zu diesem Zweck errichteten Arrangements lediglich einzelne Gewässerstrecken betreffen und in keinem beabsichtigten Zusammenhang zueinander stehen würden. Die mit der Holztrift befassten Akteure würden die „Natur der Gewässer“ nicht ausreichend erkennen und daher Abflussschwankungen und Veränderungen im Flussbett als „unabänderliche Naturereignisse“ hinnehmen. Somit seien talwärts gerichtete Transportvorgänge wie Holztrift oder Flösserei „recht extensive Betriebsarten, die sowohl hinsichtlich zeitlicher als energetischer Ausnutzung viel zu wünschen übrig lassen“.²⁹ Der Begriff „extensiv“ war also eindeutig pejorativ, aus Sicht der technischen Experten sollte die Holztrift durch neue und effizientere Formen der Nutzung ersetzt werden. Die vorangehenden Ausführungen geben aber Anlass, diese Bewertung infrage zu stellen, waren doch die Triftklausen und das natürliche Abflussregime der Flüsse zur optimalen Ausnutzung der verfügbaren Energie über weite Gewässerstrecken hinweg aufeinander abgestimmt. Die Verwandlung der alten – weitgehend vorindustriellen – Energielandschaft mit ihren Klausen und Rechen war jedoch bereits in vollem Gange, eine neue Energielandschaft begann sich abzuzeichnen. Grosse Wasserkraftwerke wie das in Wienerbruck sollten das entscheidende neue Element darin sein. Die letzte Holztrift auf der Erlauf wurde 1911 durchgeführt.³⁰

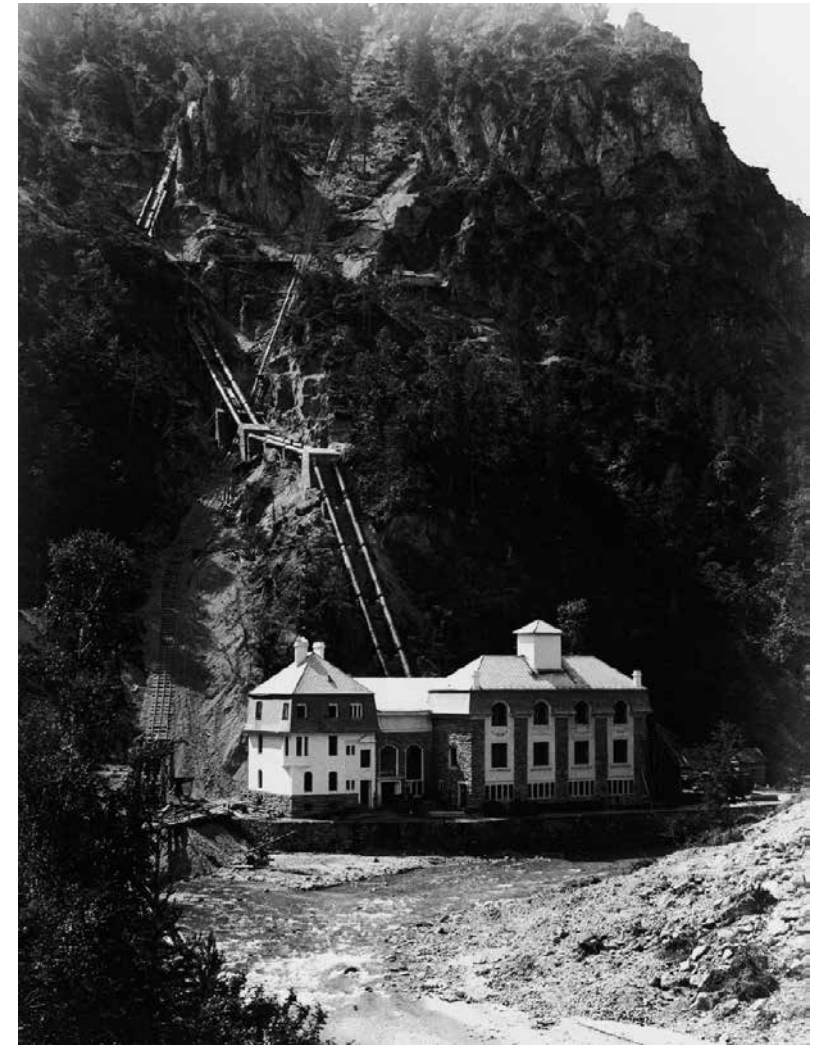


Abbildung 2. Krafthaus Wienerbruck mit Druckrohren und Bremsberg, Juni 1910 (Gemeinde Mitterbach a. E., Sammlung Wenzelburger, Nr. 410).

Das Landes-Elektrizitätswerk und die veränderte Gewässerlandschaft

Am 6. Dezember 1906 wurde dem Land Niederösterreich von der zuständigen Bezirkshauptmannschaft Lilienfeld die wasserrechtliche Konzession erteilt, das Gefälle der Flüsse Lassing und Erlauf zur Stromproduktion zu nutzen.³¹ Das erste von Ing. Eduard Engelmann ausgearbeitete Projekt sah noch keinen Aufstau dieser Gewässer vor. Erst ein halbes Jahr später wurden die beiden Stauweiher in Wienerbruck und Mitterbach genehmigt.³² Die Bauarbeiten dauerten im Wesentlichen von 1908 bis 1911 und die finale Ausführung wich aufgrund während der Arbeiten auftretender neuer Erkenntnisse und Schwierigkeiten in einigen Punkten vom genehmigten Projekt ab. Wichtige Komponenten des Kraftwerks, das bis heute in Betrieb ist, sind zwei Gewichtsmauern aus Beton, hinter denen die beiden Speicherseen Wienerbruck und Erlaufklause (benannt nach der ehemaligen Triftklause) aufgestaut sind. Die beiden Wochenspeicher weisen ein maximal nutzbares Volumen von 0,3 bzw. 2,8 Mio. m³ (letzteres wird nicht vollständig ausgenutzt) auf. Das Betriebswasser wird über Stollen den beiden Wasserschlossern zugeleitet, von dort führen zwei Druckleitungen zum Krafthaus (Abb. 2), das sich unmittelbar vor der Mündung der Lassing am rechten Erlaufufer befindet. Ursprünglich waren die vier Pelton-Turbinen insgesamt für eine Wassermenge von 3,2 m³/s ausgelegt; mit einer Fallhöhe von 160 bzw. 170 m betrug ihre Leistung in Summe ca. 5.100 PS (3,75 MW).³³ Die Generatoren produzierten sowohl zweiphasigen Bahnstrom als auch dreiphasigen Drehstrom für die Industrie und das öffentliche Netz. Bereits im November 1910 konnte der erste Probebetrieb durchgeführt werden; der elektrische Betrieb der Mariazellerbahn wurde ein Jahr später aufgenommen.³⁴ Parallel zu diesen Aktivitäten wurden seitens des NÖLEW die wasserrechtlichen Bewilligungen erlangt, um weitere Gefällstufen der Erlauf ausnützen zu können.³⁵ Auch diese Planungen unterlagen zahlreichen Variationen – schlussendlich wurde lediglich das Kraftwerk Erlaufboden mit dem vorgelagerten Ausgleichsweiher Stierwaschboden (in welchen das Unterwasser des Kraftwerks Wienerbruck mündet) gebaut und 1924 in Betrieb genommen. Als Reservezentrale wurde 1910 ein Dieselmotorkraftwerk in St. Pölten errichtet, das mit dem Kraftwerk Wienerbruck durch eine Hochspannungsleitung verbunden wurde.³⁶ Das Projekt Wienerbruck war somit Teil eines grösser angelegten Plans, der bis in die 1960er Jahre (mit verschiedenen Abänderungen) von den

Ingenieuren verfolgt, aber nur teilweise verwirklicht wurde.³⁷ Die Errichtung des Kraftwerks und der dazugehörigen Stauseen bedingte, dass einige kleine Wasserkraftnutzungen im Projektgebiet abgelöst werden mussten. Dies betraf zumindest zwei Anlagen – eine Mühle mit Sägewerk an der Stauwurzel des Speichers Wienerbruck und ein Sägewerk am Beginn des Erlaufklause-Stausees.³⁸ In letzterem war auch ein Generator mit einer Leistung von 8 kW installiert, der das Sägewerk und den Ort Mitterbach-Seerotte mit Strom für Beleuchtungszwecke versorgte.³⁹ Die betroffenen Werksbesitzer bekamen eine Entschädigung für die Abtretung der Grundstücke und damit verbundenen Wasserrechte an das Landes-Elektrizitätswerk, die Anlagen wurden entfernt. Der Speicherbetrieb des Kraftwerks verursachte Veränderungen des Abflussregimes, die über das unmittelbare Projektgebiet hinausgingen und auch weiter flussab gelegene Werksbesitzer betrafen. War es zuvor der Triftbetrieb mit der Manipulation der Klausen, der diese Störungen verursacht hatte, konnte nunmehr das Landes-Elektrizitätswerk (und in späterer Folge die NEWAG) dafür verantwortlich gemacht werden. Die Wasserabgabe an die Unterlieger verursachte für lange Zeit Konflikte, da sie auf Messungen einer Pegelstelle beruhte, die ca. 20 km flussab der Kraftwerke Wienerbruck und Erlaufboden lag. Die damit verbundenen langen Fliesszeiten brachten erhebliche Ungenauigkeiten in der Bestimmung der adäquaten Speicherbewirtschaftung mit sich. Es sollte jedoch viele Jahrzehnte dauern, bis ein Pegel in Erlaufboden installiert und die Unstimmigkeiten beigelegt werden konnten – und noch mehr Zeit, bis die neue Betriebsordnung wasserrechtlich genehmigt wurde.⁴⁰ Abgesehen davon erforderte die veränderte Gewässerlandschaft (insbesondere die durch den Aufstau der Gewässer unterbundene Fischwanderung und vergrösserte Wasserfläche), dass Fischereiberechtigte entschädigt und Verkehrsinfrastruktur angepasst wurde.⁴¹

Die Legitimation der neuen Energielandschaft

Die Energielandschaft rund um das Kraftwerk Wienerbruck ist das Resultat von technischen Eingriffen, aber auch von Aushandlungsprozessen zwischen den Akteuren, die diese Landschaft nutzten. Damit bestimmten auch Wahrnehmungen über die bestmögliche Ausnützung alpiner Flüsse und die Autorität, diese Sichtweise durchzusetzen, die Wahl der technischen Arran-

gements. Die bisherigen Betrachtungen legen den Schluss nahe, dass es sich dabei weniger um eine erzwungene Lösung handelte, sondern vielmehr um die Überzeugung aller massgeblich Beteiligten und Betroffenen, dass das Projekt den grösstmöglichen Nutzen bringe. Dieser Nutzen wurde einerseits für die Region gesehen – die Bürgermeister von Annaberg und Mitterbach begrüsst den Kraftwerksbau aufgrund der Schaffung von Arbeitsplätzen und moderner Infrastruktur in ihren Gemeinden.⁴² An das neue Stromnetz angeschlossene Betriebe und Haushalte sowie die Bahnlinie profitierten unmittelbar von den Vorteilen der Elektrizität, was wiederum zu einer Belebung von Industrie und Tourismus führen sollte. Aber auch allgemeine positive volkswirtschaftliche und politische Auswirkungen der Wasserkraft wurden im Zuge der Argumentation für das Kraftwerk im Landtag immer wieder hervorgehoben, insbesondere der Beitrag zur Unabhängigkeit von Kohle als Energieträger.⁴³ Letztere war demnach schon ein Jahrzehnt vor dem Zusammenbruch der Monarchie und dem damit einhergehenden Verlust wichtiger Kohlevorkommen ein Thema. Die Zeitgenossen waren sich also weitgehend einig: Grosse Wasserkraftwerke waren die Antwort auf viele verschiedene Probleme, vom einzelnen Haushalt bis zum Gesamtstaat. Und dennoch sollte nicht übersehen werden, dass es bei dieser Transformation der Energielandschaft im frühen 20. Jahrhundert auch Verlierer gab.

Holztrift und Wasserkraftnutzung – ein Widerspruch?

Die Beziehungen zwischen peripheren alpinen Regionen und urbanen bzw. industriellen Zentren, welche die Holztrift trotz ihrer Auswirkungen auf andere Gewässernutzungen bis zum Beginn des 20. Jahrhunderts legitimiert hatten, veränderten sich durch die Erschliessung der Wasserkräfte zur Stromproduktion grundlegend. Doch schon vor der Genehmigung und Errichtung des Kraftwerks Wienerbruck hatten sich die Widerstände und Klagen gegen die Holztrift gehäuft. Obwohl die traditionelle Kleineisenindustrie der Region längst im Niedergang begriffen war, waren einige Unternehmen, die die ökonomischen, politischen und technologischen Umwälzungen des 19. Jahrhunderts überstanden hatten und zu volkswirtschaftlich wichtigen Industriebetrieben aufgestiegen waren, auf das Wasser der Erlauf in einer adäquaten Menge und Qualität angewiesen.⁴⁴ Andererseits dürften auch wirtschaftliche Überlegungen

seitens der Triftunternehmung eine wichtige Rolle gespielt haben. Die Holztrift war ein riskantes Geschäft.⁴⁵ Hohe Schadenersatzzahlungen, die grosse Menge an erforderlichen Arbeitskräften, Schwund und Qualitätsminderung des Holzes durch den Wassertransport,⁴⁶ sowie eine veränderte Nachfragestruktur – all diese Faktoren könnten dazu beigetragen haben, dass sich die Holztrift auf der Erlauf am Anfang des 20. Jahrhunderts nicht mehr lohnte.

Grundsätzlich wurden zu Beginn der wasserrechtlichen Verhandlungen um das Kraftwerk Wienerbruck Überlegungen angestellt, wie man die Erfordernisse der Holztrift im Kraftwerksbau berücksichtigen könnte. Die Rothschild'sche Forstverwaltung hatte zu diesem Zeitpunkt die Triftrechte für die Flüsse Erlauf und Lassing bis 1911 inne.⁴⁷ Zu Beginn der Planungen, als noch keine Stauseen vorgesehen waren, forderte die Triftunternehmung die Errichtung einer Ersatzklausen an der Erlauf, kurz vor der Einmündung des Ötscherbaches, falls die erforderlichen Wassermengen nicht anders bereitgestellt werden könnten.⁴⁸ Den darauf folgenden Talsperrenplänen wurde ebenfalls zugestimmt, unter der Bedingung, dass während der Triftsaison eine ausreichende Wassermenge durch das neue Bauwerk zur Verfügung gestellt werde. Ein ähnlicher Betrieb wie mit der alten Erlaufklausen wurde somit als möglich betrachtet; der Kraftwerksbetrieb wäre während der Triftzeit den Anordnungen der Triftorgane unterstanden. Die Lassingklausen, die sich unterhalb der neuen Staumauer befand, sollte während der Triftsaison ihrer Bestimmung gemäss betrieben, d.h. mit ausreichender Wassermenge versorgt werden.⁴⁹ Diese Auflagen kamen jedoch nur noch während der Bauarbeiten zum Tragen, da das Kraftwerk erst nach Ablauf der Triftkonzession 1911 vollständig in Betrieb genommen wurde.

Technische Arrangements, die gleichzeitige Stromerzeugung und Holztrift an einem Fluss möglich (wenn auch nicht konfliktfrei) machen, existierten in anderen Ländern.⁵⁰ Durch die suboptimale Ausnutzung des Kraftwerks über einen bestimmten Zeitraum ist dies meist mit Einbussen in der Stromerzeugung verbunden. Die Aufrechterhaltung der Trift an der Erlauf war also in erster Linie eine Frage der Aushandlung von Rechten und Verpflichtungen der jeweiligen Akteure. Von der technischen Möglichkeit, Holztrift und Wasserkraftnutzung parallel zu betreiben, wurde im Ötschergebiet nicht Gebrauch gemacht. Hier löste die neue Schlüsseltechnologie Wasserkraft die alte Holztrift mehr oder weniger abrupt ab.

Die "Weisse Kohle" und der Aufbau einer rationellen Wasserwirtschaft

Viele waren am Beginn des 20. Jahrhunderts von einer Aufbruchsstimmung angesichts einer Fülle neuer technischer Errungenschaften erfasst, allen voran der Elektrizität.⁵¹ Die ersten Stromerzeugungsanlagen basierend auf Wasserkraft entstanden bereits in den 1880er Jahren. Diese waren in ihren Anfängen meist einfache Dynamos, die an Wasserräder oder Turbinen gekoppelt einzelne Betriebe mit Strom für Beleuchtung und den Antrieb von Maschinen versorgten. Bald jedoch gab es auch die ersten Versuche, Übertragungsnetze auf Gemeindeebene aufzubauen, damit der Überschuss an Strom von den einzelnen Kraftwerken an die umliegenden Betriebe und Haushalte abgegeben werden konnte.⁵² Mit der Eisenbahn trat ein neuer potentieller Grossabnehmer auf den Plan. Der elektrische Antrieb wurde als willkommene Alternative zur teuren, unpraktischen und schmutzigen Kohle erkannt und die Wasserkräfte der Alpen – die "Weisse Kohle" – als ideale Quelle dieser Energie. Damit begann auch die Debatte in den Expertenkreisen, insbesondere in Fachverbänden wie dem Österreichischen Ingenieur- und Architektenverein, über die optimale Erschliessung dieser "wertvollen Kraftreserven".⁵³ Dem standen einige Hindernisse entgegen, nicht zuletzt ein "rückständiges" Wasserrecht.⁵⁴

Das Reichsrahmengesetz zur Regelung wasserrechtlicher Belange⁵⁵ wurde 1869 veröffentlicht, basierend darauf wurden in den folgenden Jahren Landesgesetze erlassen (z.B. 1870 das niederösterreichische Wasserrechtsgesetz).⁵⁶ Zu diesem Zeitpunkt war von Grosskraftwerken zur Stromproduktion und der Aufspeicherung von Wasser hinter riesigen Talsperren noch keine Rede. Dennoch bildeten diese Gesetze die Grundlage für die wasserrechtliche Genehmigung von Kraftwerksprojekten wie Wienerbruck – und sollten dies noch bis 1934 tun.⁵⁷ Allgemeine rechtliche Grundlagen, wie beispielsweise die Genehmigungspflicht aller über den Gemeingebrauch hinausgehenden Gewässernutzungen und die Vorschrift, dass fremde Rechte durch neue Anlagen nicht beeinträchtigt werden dürfen (z.B. durch Aufstau oder Ausleitung) oder zumindest angemessen entschädigt werden müssen, waren durchaus auch für grosse Kraftwerksprojekte anwendbar. Allerdings beklagten die technischen Experten, dass der volkswirtschaftlichen Wichtigkeit der Erschliessung der Wasserkräfte in der bestehenden Gesetzgebung nicht ausreichend Rechnung getragen und speziell der rasche Ausbau, der ange-

sichts der wirtschaftlichen und politischen Lage so wichtig erschien, durch langwierige Verfahren und übermässige Berücksichtigung anderer Interessen erschwert wurde.⁵⁸

Schon früh wurden also Wasserressourcen als begrenzte Energieträger erkannt. Wenn sie sich auch durch den natürlichen hydrologischen Kreislauf immer wieder erneuern, ist der nutzbaren Energie durch die verfügbaren Durchflussmengen und ausbaubaren Gefällstufen Grenzen gesetzt. Daher begann auch, sobald die Elektrizitätserzeugung durch Wasserkraft als wichtig erkannt wurde, ein Kampf um Konzessionen und eine intensive Debatte, wer zum Abbau der "Weissen Kohle" berechtigt bzw. berufen sei. Insbesondere ging es dabei um die Frage, ob der Ausbau der Gefällstufen durch die Privatwirtschaft oder durch die öffentliche Hand zu bevorzugen sei.⁵⁹ Letztere Option – speziell der Bau von Grossprojekten für den elektrischen Bahnbetrieb mit Abgabe von überschüssigem Strom an Industrie, Landwirtschaft und Privathaushalte – wurde schliesslich als volkswirtschaftlich günstigere Variante favorisiert, wie auch in den Landtagsprotokollen um die Errichtung des Kraftwerks Wienerbruck zum Ausdruck kommt.⁶⁰

Obwohl mit diesem Speicherkraftwerk der Grundstein für die moderne Elektrizitätsversorgung der niederösterreichischen Haushalte und Betriebe gelegt wurde, war eigentlich die Elektrifizierung der Eisenbahn das entscheidende Argument für den Kraftwerksbau und insbesondere für die rasche Umsetzung des Projekts.⁶¹ Die niederösterreichisch-steirische-Alpenbahn St. Pölten – Mariazell – Gusswerk, heute Mariazellerbahn genannt, war erst 1907 in Betrieb genommen worden, jedoch durch den steigenden Pilger- und Touristenverkehr in den bekannten Wallfahrtsort von Beginn an überlastet. Durch die schmale Spurweite konnte der Dampfbetrieb nicht erweitert werden und eine Ausweitung der Spur war aufgrund der alpinen Terrainverhältnisse im gebirgigen Abschnitt der Trasse nicht möglich. Die elektrische Traktion wurde nicht nur wegen der Anwendbarkeit leistungsfähiger Lokomotiven, sondern auch aufgrund der niedrigeren Betriebskosten, der Vermeidung von Rauchbelastung in den Tunnels und weiterer technischer Vorteile von den Ingenieuren und Sachverständigen als ideale Lösung betrachtet. Die Abgabe von Elektrizität an die Industrie war dabei ein willkommener Nebeneffekt, der die Klein- und Mittelbetriebe in den Voralpentälern, die sich angesichts der Konkurrenz durch dampfbetriebene Grossanlagen in einer schwierigen Lage befanden, beleben und fördern sollte.⁶² Hauptabnehmer des Stroms

waren in den ersten Jahrzehnten des Kraftwerksbetriebs das Elektrizitätswerk St. Pölten und die Maschinenfabrik Voith (die die Turbinen des Kraftwerks geliefert hatte), die Hauptwerkstätte der Staatsbahnen, eine Giesserei und weitere Betriebe im Raum St. Pölten.⁶³

Das Landes-Elektrizitätswerk wurde 1922 mitsamt seinem Leitungsnetz in die neu gegründete NEWAG eingebracht, die weiterhin auch für den Erhalt der elektrischen Anlagen der Mariazellerbahn zuständig war.⁶⁴ Im Zuge dieser Entwicklungen hatte sich der technische Blick auf die Flüsse der Alpen institutionalisiert. Wenn auch die projektierten Kosten aufgrund widriger Bedingungen überschritten worden waren,⁶⁵ war es mit dem Kraftwerksbau gelungen, die grossflächige Erschliessung der Alpenflüsse durch die öffentliche Hand in den Bereich des Möglichen zu rücken. Die Vorstellung der Ingenieure von einer "rationellen", "modernen" Wasserwirtschaft⁶⁶ war somit etabliert, die Grundlagen für die heutige Energielandschaft Alpen gelegt.

Holzknechte, Wanderer und Ingenieure – die Entwicklung des technischen Blicks

Bis zum Eintreffen der Vermesser, Geologen und Wasserbauer waren in erster Linie die Holzknechte jene Akteursgruppe, die sich mit den natürlichen Gegebenheiten und dem Abflussverhalten der Flüsse auseinandersetzen musste. Beschreibungen von landschaftlichen Besonderheiten des Ötschergebiets finden sich auch in der Reiseliteratur und landeskundlichen Publikationen des 19. Jahrhunderts.⁶⁷ Während in manchen Regionen der Alpen noch bis nach dem Zweiten Weltkrieg Holz getriftet wurde⁶⁸ und diese Praxis in anderen Ländern – z.B. im skandinavischen Raum – zu Beginn des 20. Jahrhunderts erst im Aufschwung begriffen war,⁶⁹ wurde die Trift auf der Er-lauf zu diesem Zeitpunkt bereits als antiquiert betrachtet – nicht nur von den technischen Experten. Ihre Rolle als "Vergnügungsobject der Touristen"⁷⁰ stand in einem engen Zusammenhang mit der Romantisierung der Figur des Holzknechts als starken, naturverbundenen Menschen mit aussergewöhnlichen Fähigkeiten und Eigenschaften.⁷¹

Insbesondere war jedoch der Betrieb der Holzklauen mit dem bekanntesten Naturschauspiel der Gegend verbunden: dem Lassingfall (Abb. 3). Kein Wanderführer für das Ötschergebiet verzichtete auf seine Beschreibung, da

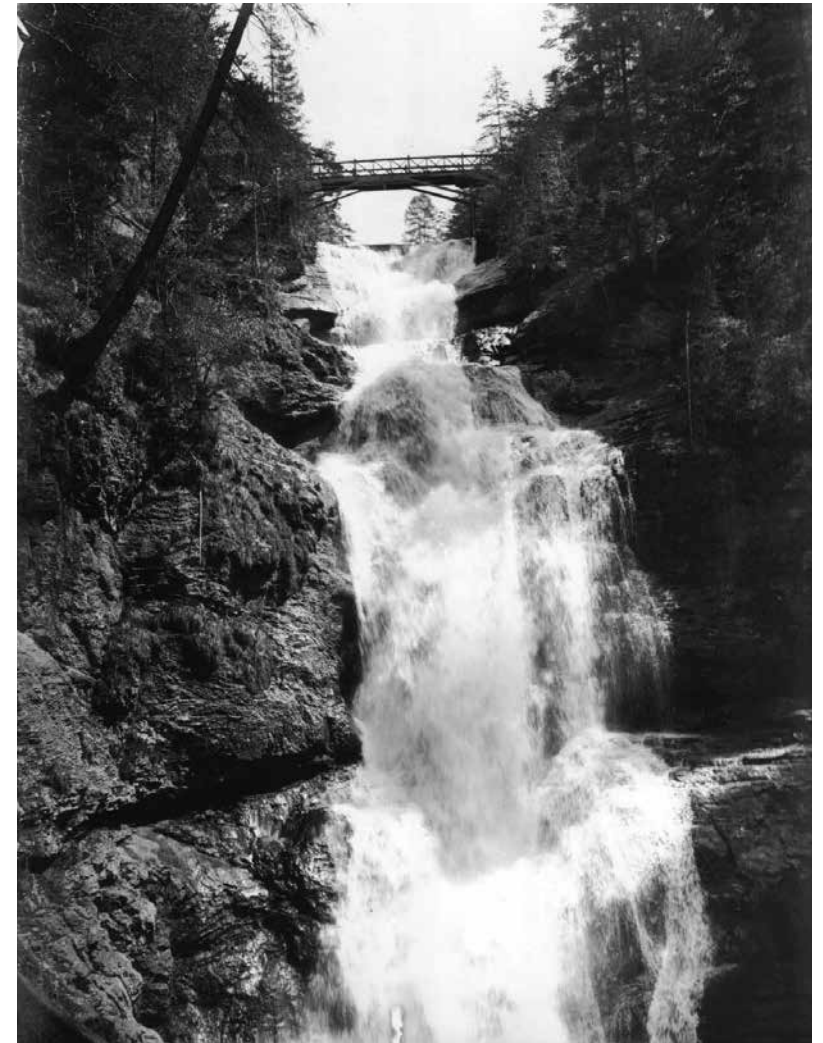


Abbildung 3. Abschnitt des Lassingfalls, Mai 1908
(Gemeinde Mitterbach a. E., Sammlung Wenzelburger, Nr. 51).

er besonders im “geschwellten” Zustand als einer der schönsten Wasserfälle Österreichs galt.⁷² Die künstliche Beaufschlagung mit einer grösseren Wassermenge wurde durch die Bedienung der Triftklausen erreicht. Man konnte dieses besondere Schauspiel nach vorheriger Anmeldung und Entrichtung einer Gebühr beim Besitzer des Gasthofs von Wienerbruck geniessen, der von der Triftverwaltung die Erlaubnis zum Öffnen und Schliessen der Klaustore für Touristen hatte.⁷³ Die Holzknechte selbst betrachteten diese ca. 86 m hohe Geländestufe wohl in erster Linie als zusätzliche Erschwernis ihrer ohnehin schon mühe- und gefahrvollen Arbeit⁷⁴ – von einem der erwähnten Reiseschriftsteller wird ihnen allerdings mangelndes “Schönheitsgefühl” vorgeworfen, da sie den Wasserfall nie besonders hervorhoben.⁷⁵

Diese Wahrnehmungen trafen zu Beginn des 20. Jahrhunderts auf die Sichtweise der Ingenieure, die das Bild einer “rationellen” Nutzung der Wasserkräfte vor Augen hatten. Wie diese im Detail aussehen sollte, wurde in verschiedenen Planungen ausgearbeitet, allen voran dem “Wasserkraftkatalog”,⁷⁶ der sämtliche Gefällstufen der Monarchie hinsichtlich ihrer erzielbaren und bereits ausgenutzten Energiemenge erfassen und somit eine Entscheidungshilfe für die Erteilung von Wasserrechten bieten sollte. Anzustreben sei beim weiteren Ausbau die Errichtung möglichst grosser Kraftwerke, um eine “Zersplitterung” der Gefälle und eine suboptimale Ausnutzung des vorhandenen Potentials zu vermeiden. Dieses Argument lag auch der Forderung zugrunde, den Erwerb von Konzessionen durch “Spekulanten” zu vermeiden und Projekte des Staats bzw. öffentlicher Körperschaften möglichst zu bevorzugen.⁷⁷ Dem Blick der Holzknechte (der Wasserfall als Hindernis) und Wanderer (der Wasserfall als ästhetische Attraktion) wurde also das “moderne” Bild der nutzbaren Gefällstufe entgegengesetzt. Auch die dezentrale Kleinwasserkraftnutzung unter Anwendung althergebrachter Technologien (z.B. Wasserräder) hatte in diesem Bild keinen Platz und sollte insbesondere an grösseren Gewässerläufen in effizienterer Weise durch die Versorgung mit in Grosskraftwerken produziertem Strom ersetzt werden.⁷⁸

In den Verhandlungen um die Konzessionserwerbung durch das Landes-Elektrizitätswerk war allerdings die Erhaltung des Lassingfalls – wohl aufgrund der Bedeutung des Wandertourismus in der Region – durchaus ein Thema. Gemäss der bisherigen Praxis wurde vereinbart, dass die alte Lassingklausen weiterhin bestehen bleiben und in der Touristensaison tagsüber mit 1 m³/s beaufschlagt werden sollte. Die Bereithaltung einer entsprechen-

den Wassermenge im Klaushof sollte insbesondere in den Sommermonaten das “Spielen” des Wasserfalls ermöglichen. Praktischerweise sollte die Klausen in der Nacht gefüllt werden, um tagsüber den Kraftwerksbetrieb uneingeschränkt aufrecht halten zu können.⁷⁹

Technik bezwingt alpine Umwelt ...

Die verschiedenen Planungsdokumente, die der wasserrechtlichen Genehmigung und der Bewilligung im Landtag zugrunde lagen, weisen auf erhebliche Unsicherheiten hin, die wahrscheinlich auf mangelnde Erfahrungen mit derartigen Grossprojekten im alpinen Gelände zurückzuführen sind. Eingehende Studien ähnlicher im Ausbau befindlicher Anlagen in der Schweiz, in Schweden und in Norwegen sollten zusätzliche Klarheit schaffen. Für die Dimensionierung eines Kraftwerks und somit für Angaben über die mögliche Stromproduktion (die wiederum unumgänglich sind für energiewirtschaftliche und finanzielle Überlegungen) sind langfristige hydrologische Beobachtungen notwendig. Die Ingenieure konnten allerdings nur auf zehnjährige Abflussmessungen am ca. 30 km flussab gelegenen Pegel Scheibbs und ebenso lange Niederschlagsmessungen im Einzugsgebiet zurückgreifen. Die mangelnde Detailliertheit der Planung war auch eine wesentliche Begründung, warum das Projekt mehrere Male vom Landtag zurückgewiesen wurde. Erst verschiedene Expertengutachten sowie zusätzliche geologische und hydrologische Untersuchungen konnten den Landtag von der technischen und wirtschaftlichen Durchführbarkeit überzeugen.⁸⁰ Generell wurden, wohl aufgrund der bestehenden Unsicherheiten, alle Werte äusserst niedrig angesetzt und in der Kostenplanung eine viel geringere Leistung angenommen als schliesslich erzielt werden konnte.

Ing. Adolf Wenzelburger, der Leiter des wasserbaulichen Teils der Anlagen, nahm wiederholt bei Verhandlungen um die Projektbewilligung im Landtag und mit der Triftverwaltung eine vermittelnde Rolle ein.⁸¹ Von ihm stammt auch eine umfangreiche fotografische Dokumentation der gesamten Bauarbeiten, die ein wertvolles Zeugnis der Interaktion zwischen alpiner Landschaft, neuer und alter Technik, sowie den planenden und ausführenden Menschen darstellt. Wenn auch die Örtlichkeiten der Stauseen, der Stollen und des Krafthauses im Vergleich zu später durchgeführten Kraftwerkspro-

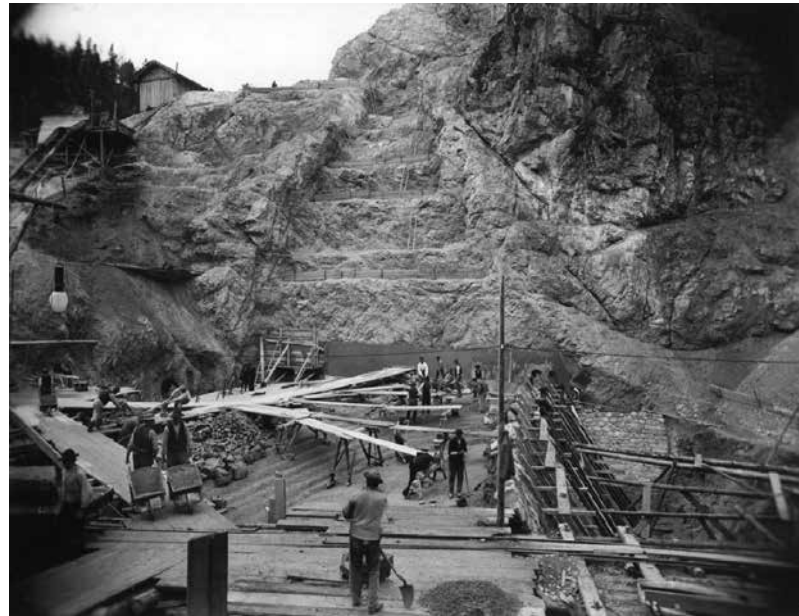


Abbildung 4. Baustelle der Staumauer Erlaufklause, Mai 1911
(Gemeinde Mitterbach a. E., Sammlung Wenzelburger, Nr. 550).

jekten nicht als hochalpin zu bezeichnen sind, waren grosse Höhenunterschiede und felsiger Untergrund unter Anwendung verschiedenster in diesem Kontext noch nicht erprobter Technologien zu bewältigen. Schon die ersten Vermessungen im unwegsamen Gelände werden als herausragende Leistung der beteiligten Ingenieure hervorgehoben.⁸² Obwohl die erwähnten Wanderwege und Triftsteige existierten, war die verkehrsmässige Erschliessung des Baugeländes für den Transport grosser Maschinenteile vorerst ungeeignet. Daher wurden eine eigene Bahnstation, eine provisorische Strasse und ein Schrägaufzug („Bremsberg“, Abb. 2) zum Krafthaus errichtet. Die Beförderung auf der Strasse erfolgte je nach transportierten Gütern und Witterung mittels Pferdeschlitten, Wagen oder auf einer Pfostenbahn unter Anwendung einer Seilwinde.⁸³ Abb. 4 erinnert daran, dass an den verschiedenen Baustellen hunderte Arbeiter manuelle Tätigkeiten verrichteten. Da neben

Muskelkraft jedoch auch bereits elektrisch betriebene Werkzeuge wie Bohrmaschinen für den Stollenbau zur Anwendung kamen, wurden zwei provisorische Wasserkraftwerke („Hilfscentralen“) errichtet, die den dafür nötigen Strom lieferten.⁸⁴ Die Baustelleneinrichtungen umfassten ausserdem Betonmischmaschinen, verschiedene Werkstätten, Flächen für Abbau, Lagerung und Deponie von Material, sowie Wohn-, Sanitär- und Kocheinrichtungen für die Arbeiter.⁸⁵

Die Gewässerlandschaft steht in diesen Bildern und Beschreibungen nicht im Vordergrund. Die Erlauf wurde in einem hölzernen Fluder verstaute durch die Baustelle der Staumauer Erlaufklause abgeleitet.⁸⁶ Sie rief sich jedoch während der Bauarbeiten in Erinnerung, in Form einer Hochwasserwelle während des ersten Probetaus, die das rechtzeitige Abbauen der Baustelleneinrichtungen und Entfernen der alten Triftklause verhinderte.⁸⁷ Auch dem Schicksal des Lassingfalls wurde für viele Jahrzehnte wenig Interesse entgegengebracht. Die Lassingklause wurde aus unbekanntem Gründen 1921 aufgelassen, die „Erhaltung“ des Wasserfalls daher als unmöglich erachtet und die diesbezügliche Auflage der wasserrechtlichen Bewilligung 1981 nachträglich gelöst.⁸⁸ Obwohl die Gegend heute bei Wanderern und Erholungssuchenden sehr beliebt ist (Ötschergräben, Tormäuer) ist der Lassingfall kaum noch von Bedeutung, ist doch sein Durchfluss bedingt durch die Ausleitung des Betriebswassers für das Kraftwerk meist stark reduziert. Der Lassingfallweg verbindet allerdings bis heute den Speichersee Wienerbruck und das Krafthaus, zwei entscheidende Elemente der transformierten Energielandschaft.

Schlussfolgerungen: Landschaft als Gedächtnis

Das Speicherkraftwerk Wienerbruck hat als Erinnerungsort der niederösterreichischen Elektrizitätsversorgung seit seiner Errichtung einen besonderen Stellenwert in der Geschichte der beteiligten Unternehmen und Institutionen inne. Ein umwelthistorischer Zugang zeigt jedoch, dass das Kraftwerk auch ein Erinnerungsort für die veränderte Wahrnehmung von alpinen Flüssen ist. Exemplarisch steht es als erstes für viele spätere Projekte. In ihm haben sich die Konsequenzen einer historisch spezifischen Wahrnehmungsweise der alpinen Landschaft manifestiert. Es steht für eine rationelle Gewäs-

sernutzung, der sich alle anderen Aktivitäten am und im Fluss unterordnen mussten, eine Rolle, die bis dahin in diesem Gebiet die Holztrift innehatte. Bestimmte sozioökonomische, technische und politische Veränderungen waren ausschlaggebend dafür, wie dieser Übergang passierte: das Aufkommen der Elektrizität, die angestrebte Unabhängigkeit von Kohle, die Rolle der Eisenbahn, Veränderungen auf dem Holzmarkt und in der Eisenindustrie, die Institutionalisierung technischer Sichtweisen und die innere Verfasstheit des Staates, der österreichisch-ungarischen Monarchie. Aber erst ökologische und geografische Besonderheiten wie das Abflussregime der Flüsse, die Terrainverhältnisse, die tatsächliche und potentielle Landnutzung, sowie die Bevölkerungsstruktur machten die Gegend um den Ötscher zu einem idealen Experimentierfeld für die grossräumige Erschliessung der Alpen zur Stromerzeugung.

Obwohl noch nicht perfektioniert, wandten die Ingenieure bei der Planung und beim Bau des Kraftwerks all die Technologien an, die Flüsse im Laufe des 20. Jahrhunderts überall auf der Welt zu *Organic Machines*,⁸⁹ zu lebendigen Maschinen machen sollten: die genaue Vermessung des Terrains, ein Verständnis der Hydrologie basierend auf statistischen Berechnungen und die Konstruktion von technischen Arrangements, ausgerichtet auf die Optimierung der nutzbaren Energiemenge. Ein Wasserfall wurde dabei zu einer mechanischen Attraktion, seine Erhaltung eine Frage von genau definierten und geregelten Vorgängen des Schliessens und Öffnens der Grundablässe. Diese Sichtweisen haben jedoch ihre Wurzel in Praktiken des 19. Jahrhunderts – der genauen Beobachtung der Abflussverhältnisse durch Holzarbeiter und Triftbetreiber und die Bewunderung des künstlich verstärkten Lassingfalls durch Naturenthusiasten.

Heute ist das Kraftwerk Wienerbruck mit seinen zwei Stauseen und der gegliederten Fassade des Krafthauses ein integraler Teil der Landschaft – einer Energielandschaft, die über tiefgreifende Transformationen hinweg von Wanderern in Bezug auf Erholungswert und Naturerlebnis betrachtet wurde. Die Komponenten des Kraftwerks vermischen sich mit den anderen natürlichen und künstlichen Elementen der Gewässerlandschaft, wobei die klare Trennung zwischen den beiden Kategorien nicht immer möglich ist, wie nicht nur das Beispiel des Lassingfalls zeigt. Aber auch Elemente der „alten“ Energielandschaft und Spuren des Übergangs sind nach wie vor erfahrbar, wie die Pfade der Holztrifter und Kraftwerksbauarbeiter, sowie die

Reste alter Klausen und eines Hilfskraftwerks. Ein Holzknechtmuseum in Trübenbach bei Erlaufboden erinnert an die Periode der Trift auf der Erlauf, während das „moderne“ Krafthaus im Zuge der Niederösterreichischen Landesausstellung 2015 als Schaukraftwerk geöffnet wurde. Diese jüngsten Entwicklungen verweisen auf einen neuen, aktuell laufenden Übergang der alpinen Energielandschaft in eine postindustrielle Ära. Dabei darf allerdings nicht vergessen werden, dass diese Energielandschaft auch vor und während ihrer grossflächigen Umgestaltung im Zuge der Industrialisierung bereits als Erholungs- und Freizeitlandschaft genutzt wurde.

- _1. F. Krausmann, H. Haberl, *Land-use change and socioeconomic metabolism: a macro view of Austria 1830-2000*, in M. Fischer-Kowalski, H. Haberl (Hrsg.), *Socioecological transitions and global change*, Cheltenham, Northampton 2007, S. 31-59.
- _2. M. Schmid, O. Veichtlbauer, *Vom Naturschutz zur Ökologiebewegung*, Innsbruck 2006, S. 24-35.
- _3. G. Rigele, *Zwischen Monopol und Markt*, Maria Enzersdorf 2004, S. 91.
- _4. H. Grengg, *Die Talsperren Österreichs*, Wien 1962.
- _5. Rigele (wie Anm. 3).
- _6. M. Singer, *Über Wasserwirtschaft im Gebirge*, in "Zeitschrift des Österreichischen Ingenieur- und Architekten-Vereines", 61 (1909), S. 429-432 u. 449-454.
- _7. M.D. Landry, *Europe's Battery: The Making of The Alpine Energy Landscape 1870-1955*, Dissertation Georgetown University, Washington D.C. 2013.
- _8. Für Definitionen der Umweltgeschichte vgl. V. Winiwarter, M. Knoll, *Umweltgeschichte*, Köln 2007, S. 14.
- _9. Schmid und Veichtlbauer (wie Anm. 2), S. 24-42.
- _10. Vgl. M. Reuss, *Seeing Like an Engineer: Water Projects and the Mediation of the Incommensurable*, in "Technology and Culture", 49 (2008), S. 531-546; T. Loo, M. Stanley, *An Environmental History of Progress: Damming the Peace and Columbia Rivers*, in "The Canadian Historical Review", 92 (2011), S. 399-427.
- _11. Das Niederösterreichische Landes-Elektrizitätswerk (NÖLEW) wurde 1922 in die neu gegründete NEWAG (heute EVN) eingebracht. Im Archiv dieses Unternehmens finden sich die meisten Materialien, auf denen dieser Beitrag beruht. Besonderer Dank gilt Archivleiter Dr. Georg Rigele für die Unterstützung bei der Auffindung und Interpretation dieser historischen Quellen, sowie die Lektüre des Textentwurfs.
- _12. Singer (wie Anm. 6), S. 430-431.
- _13. J. Giesecke et al., *Wasserkraftanlagen*, Berlin, Heidelberg 2009, S. 4.
- _14. Landry (wie Anm. 7), S. 20-22.
- _15. O. Lanser, *Die Anfänge des österreichischen Talsperrenbaues*, in H. Grengg (Hrsg.), *Die Talsperren Österreichs*, Wien 1962, S. 7-25.
- _16. EVN Archiv, Maria Enzersdorf, 772-1-5, Mappe "Trift auf der Erlauf", insb. Provisorische Triftordnung 1904.
- _17. R. Sandgruber, G. Trumler, *Eisenwurzten*, Wien 1997, S. 72-78.
- _18. M.A. Becker, *Der Ötscher und sein Gebiet*, Wien 1859, S. 263-345.
- _19. Sandgruber und Trumler (wie Anm. 17); J. Peterseil et al., *The Eisenwurzten LTSE Platform (Austria) – Implementation and Services*, in S. J. Singh et al. (Hrsg.), *Long term socio-ecological research*, Dordrecht 2013, S. 461-484.
- _20. J. Wessely, *Oesterreichs Donauländer*, Wien 1881, S. 178-185; H. Cerny, *Geschichte des Hagen-guts*, Amstetten 2005, S. 33; C. Zumbrägel, *Zentral-macht und Energieströme*, in "Frühneuzeit-Info", 25 (2014), S. 213-231.
- _21. Becker (wie Anm. 18), S. 309-312; Wessely (wie Anm. 20), S. 182-183; Forst-Direction zu Waidhofen a.d. Ybbs, *Die Ausstellung der österreichischen Actien-Gesellschaft für Forstindustrie in Wien auf der Wiener Welt-Ausstellung*, Wien 1873, S. 70-76.
- _22. Forst-Direction zu Waidhofen a.d. Ybbs (wie Anm. 21), S. 71-72; EVN Archiv (wie Anm. 16).
- _24. EVN Archiv (wie Anm. 16).
- _24. Forst-Direction zu Waidhofen a.d. Ybbs (wie Anm. 21), S. 73-75.
- _25. EVN Archiv (wie Anm. 16).
- _26. EVN Archiv (wie Anm. 16).
- _27. Zumbrägel (wie Anm. 20), S. 223.
- _28. EVN Archiv, 772-1-5, Mappe *Trift auf der Erlauf*, insb. Übereinkommen 6. Februar 1907.
- _29. Singer (wie Anm. 6), S. 429-430.
- _30. W. Tippelt, *Der Ötscher*, Scheibbs 2002, S. 286-287.
- _31. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden NÖ-Steir. Alpenbahn*, Konzessions-Urkunde 6. Dezember 1906.
- _32. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden NÖ-Steir. Alpenbahn*, Konzessions-Urkunde 29. Mai 1907.
- _33. Nach Umbauten in den 1950er und 1970er Jahren beträgt die heutige Ausbauwassermenge 6,91 m³/s und die Engpassleistung 7,83 MW (EVN-Archiv, 526-3, Betriebsordnung 1978).
- _34. E. Kurzel-Runtscheiner, *Die niederösterreichische Elektrizitätswirtschafts A.G.*, Wien 1923, S. 15-18; Grengg (wie Anm. 4), S. 36-38; Rigele (wie

- Anm. 3), S. 91-95; EVN Archiv, 845-7, Faszikel *NEWAG Ausführungspläne*, Technischer Bericht 1925.
- _35. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden Nö-Steir. Alpenbahn*, div. Konzessionsurkunden und Protokolle.
- _36. Kurzel-Runtscheiner (wie Anm. 34), S. 19-20; Rigele (wie Anm. 3), S. 91-95.
- _37. EVN Archiv, 586, Manuskript Wienerbruck DI Eckl 2011.
- _38. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden Nö-Steir. Alpenbahn*, Kommissions-Protokoll 27./28. Mai 1907.
- _39. EVN Archiv, 772-1-1, Faszikel *Verträge, Zeugnisausschnitte*, Kaufvertrag 27. April 1908 und 255, Statistik der Elektrizitätswerke in Österreich 1909.
- _40. EVN Archiv, 772-1-5, Mappe *Erlaufboden Wassererbhältnisse*, insb. Verhandlungsschrift 19. Jänner 1925; EVN Archiv (wie Anm. 37); *Wasserbuch-Urkundensammlung*, BH Lilienfeld, *Wasserbuchbescheid 28.8.1981*, Betriebsordnung 4.9.2006.
- _41. EVN Archiv (wie Anm. 38); EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden NÖ-Steir. Alpenbahn*, Verhandlungsschrift 19. März 1908.
- _42. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden Nö-Steir. Alpenbahn*, Kommissions-Protokoll 6. Dezember 1906.
- _43. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzessionsurkunden Nö-Steir. Alpenbahn*, Bericht und Antrag des Landesausschusses 1907.
- _44. Sandgruber und Trumler (wie Anm. 17), S. 72-78; EVN Archiv (wie Anm. 28).
- _45. Zumbrägel (wie Anm. 20), S. 222.
- _46. Forst-Direction zu Waidhofen a.d. Ybbs (wie Anm. 21), S. 76-77.
- _47. EVN Archiv, 845-4, Verzeichnis aller Wasserberechtigten und sonstigen Interessenten 1906.
- _48. EVN Archiv (wie Anm. 42).
- _49. EVN Archiv (wie Anm. 41).
- _50. Vgl. z.B. N. Hänninen, *Hydropower Build-up and the Timber Floating in Northern Finland after the Second World War*, in A. Paukkeri et al. (Hrsg.), *Energy research at the University of Oulu*, Oulu 2009, S. 94-97.
- _51. Dies lässt sich gut anhand der Beiträge in der *Zeitschrift des österreichischen Ingenieur- und Architektenvereines* nachvollziehen, deren Jahrgänge von 1900 bis 1925 im Hinblick auf Wasserkraftnutzung untersucht wurden.
- _52. R. Hufschmied, *„Weisses Gold“ in der Donaumonarchie*, in O. Rathkolb et al. (Hrsg.), *Wasserkraft – Elektrizität – Gesellschaft*, Wien 2012, S. 27-65.
- _53. W.H. Ferstel, *Die Vorbereitungen der Staatseisenbahnverwaltung für die Einführung des elektrischen Betriebs auf Hauptlinien*, in "Zeitschrift des österreichischen Ingenieur- und Architekten-Vereines", 60 (1908), S. 201-206 u. 225-230; Singer (wie Anm. 6).
- _54. *Zur Rückständigkeit unserer technischen Gesetzgebung*, in *Zeitschrift des Österreichischen Ingenieur- und Architekten-Vereines*, 65, 1913, S. 681-682.
- _55. "Gesetz vom 30. Mai 1869, Nr. 93 RGB., betreffend die der Reichsgesetzgebung vorbehaltenen Bestimmungen des Wasserrechtes".
- _56. "Gesetz vom 28. August 1870, Nr. 56 LGB., über Benützung, Leitung und Abwehr der Gewässer".
- _57. Im "Bundesgesetz vom 19. Oktober 1934, Nr. 316 BGBl., betreffend das Wasserrecht" wurde Wasserrecht erstmals als bundeseinheitliche Materie behandelt.
- _58. Vgl. z.B. A. Krasny, *Die nächsten Aufgaben der Gesetzgebung auf dem Gebiete der Technik*, in "Zeitschrift des Österreichischen Ingenieur- und Architekten-Vereines", 59 (1907), S. 425-430.
- _59. Krasny (wie Anm. 58); Ferstel (wie Anm. 53); Singer (wie Anm. 6).
- _60. EVN Archiv (wie Anm. 50).
- _61. H. Kratyk, *Ein Stück NEWAG-Geschichte*, in "Energie-Rundschau", 17 (1971), S. 11-13.; R. Elmayer-Vestenbrugg, *Der Bau der niederösterreichisch-steierischen Alpenbahn St. Pölten-Mariazell-Gusswerk*, Wien 1961, S. 5. Elmayer-Vestenbrugg war leitender Ingenieur der elektrotechnischen Arbeiten beim Kraftwerksbau und später als Schriftsteller im Sinne des nationalsozialistischen Regimes tätig. Seine hier zitierte Denkschrift veröffentlichte er im Alter von 80 Jahren. Sie enthält persönliche Erinnerungen und technische Beschreibungen an den Bahn- und Kraftwerksbau, darunter auch mehrere Passagen, die seitentlang wortwörtlich und ohne Angabe von Referenzen aus einer anderen Publikation (Kurzel-Runtscheiner, vgl. Anm. 34) übernommen wurden.

- _62. Elmayer-Vestenbrugg (wie Anm. 61), S. 5; Österreichische Siemens-Schuckert-Werke, *Die Einphasen-Wechselstrombahn St. Pölten - Mariazell*, Wien 2010 [1926], S. 2-5; EVN Archiv (wie Anm. 43).
- _63. EVN Archiv, H. Nagy, vervielfältigtes Typoskript 1970.
- _64. Österreichische Siemens-Schuckert-Werke (wie Anm. 62); EVN Archiv, 456, Faszikel *Newag Gründungsakte*, Gründerbericht 24. April 1922.
- _65. Elmayer-Vestenbrugg (wie Anm. 61), S. 186-188.
- _66. Singer (wie Anm. 6), S. 453-454.
- _67. F.C. Weidmann, *Reise von Wien nach Maria-Zell in Steyermark*, Wien 1830; F.X. Schweickhardt, *Darstellung des Erzherzogthums Oesterreich unter der Ens*, Viertel Ober-Wienerwald Bd. 6., Wien 1837; Becker (wie Anm. 18); C. Biedermann, *Special-Führer in das Oetscher-Gebiet und auf den Dürrenstein*, Wien 1888.
- _68. Lanser (wie Anm. 15), S. 19.
- _69. E. Törlund, L. Östlund, *Floating Timber in Northern Sweden: The Construction of Floatways and Transformation of Rivers*, in "Environment and History", 8 (2002), S. 85-106; Hänninen (wie Anm. 50).
- _70. Wessely (wie Anm. 20), S. 182.
- _71. Becker (wie Anm. 18), S. 446-451.
- _72. Vgl. z.B. Weidmann (wie Anm. 67), S. 165-172.
- _73. EVN Archiv (wie Anm. 47).
- _74. Forst-Direction zu Waidhofen a.d. Ybbs (wie Anm. 21), S.77.
- _75. Schweickhardt (wie Anm. 67), S. 35.
- _76. Hydrographischer Dienst in Österreich, *Der österr. Wasserkraft-Kataster*, Wien 1909.
- _77. Krasny (wie Anm. 58); Singer (wie Anm. 6); Hydrographischer Dienst in Österreich (wie Anm. 76).
- _78. Singer (wie Anm. 6), S. 451.
- _79. EVN Archiv (wie Anm. 31); EVN Archiv, 845-4, Technischer Bericht 1906.
- _80. Elmayer-Vestenbrugg (wie Anm. 61); EVN Archiv (wie Anm. 43).
- _81. Elmayer-Vestenbrugg (wie Anm. 61).
- _82. EVN Archiv (wie Anm. 43).
- _83. Elmayer-Vestenbrugg (wie Anm. 61), S. 116-118.
- _84. EVN Archiv, 845-9-8, Faszikel *Konzession-surkunden Nö-Steir. Alpenbahn*, Kommissionsprotokoll 23. November 1907.
- _85. EVN Archiv, 845-7-2, Faszikel *NEWAG Auführungspläne*, Stauweiher Wienerbruck Situation 1:1000; Gemeinde Mitterbach a. E., Sammlung Wenzelburger.
- _86. Gemeinde Mitterbach a. E., Sammlung Wenzelburger.
- _87. EVN Archiv (wie Anm. 37).
- _88. Wasserbuch-Urkundensammlung, BH Lilienfeld, Bewilligungsbescheid 15 Mai 1981.
- _89. R. White, *The Organic Machine*, New York 1995.

La Cogne, industria siderurgica tra le Alpi

Luca Moretto

Aosta è un centro urbano alpino di origine romana. Le condizioni per il suo sviluppo nel Novecento, ed il passaggio da villaggio a città, sono state rese possibili dalla presenza di una industria siderurgica, la Cogne, nata in conseguenza della presenza in zona di alcune risorse “naturali”: il minerale di ferro e l’energia idroelettrica. Il caso della Cogne permette di far emergere le caratteristiche della parabola dello sviluppo del moderno in un contesto urbano storico alpino, dalla fondazione al suo declino. L’impatto della Cogne su Aosta è stato imponente: l’area dello stabilimento è arrivava ad avere una estensione superiore a tre volte l’area compresa nelle mura romane della città antica. Nel 1948 i lavoratori alla Cogne erano pari a circa la metà della popolazione della città. L’approccio che ho seguito è multidisciplinare; ho integrato studi, analisi e sintesi di aspetti di natura diversa, sulla scorta di documenti d’archivio in gran parte del tutto inediti, lungo un itinerario che cronologicamente parte dal mare (Genova) e, attraverso la pianura (Torino), giunge in montagna (Aosta).

Aosta è un centro urbano alpino di origine romana a lungo rimasto ai margini della modernizzazione industriale. La nostra analisi intende dimostrare che le condizioni per il suo sviluppo nel Novecento, ed il passaggio da villaggio a città, sono state rese possibili dalla presenza di una industria siderurgica, la Cogne, nata in conseguenza della presenza in zona di alcune risorse “naturali”: il minerale di ferro e l’energia idroelettrica, e che la storia della Cogne è la narrazione della sua condizione moderna.

L’approccio che ho seguito è multidisciplinare; ho integrato studi, analisi e sintesi di aspetti di natura diversa (storia economica e di impresa, storia dell’architettura, urbanistica, sociologia...), sulla scorta di documenti d’archivio in gran parte inediti, lungo un itinerario che cronologicamente parte dal mare (Geno-

va) e, attraverso la pianura (Torino), giunge in montagna (Aosta).¹ All'inizio del Novecento in Valle d'Aosta si insedia un complesso siderurgico – che chiameremo la Cogne – di dimensioni “fuori scala” rispetto al contesto e il cui impatto comporta il passaggio di Aosta da “borgo” sviluppato all'interno delle mura romane lungo gli assi del cardo e del decumano, a città. Il ciclo industriale è completo e coinvolge l'ambiente ed il territorio alpino, dall'estrazione del minerale (ferro e antracite) nelle miniere di Cogne e La Thuile in alta montagna, alla sua trasformazione nell'altoforno aostano, e comprende le infrastrutture atte al trasferimento di materiali e persone, con un sistema misto di teleferiche e ferrovie, gli stabilimenti di Aosta (acciaieria), le case per operai, impiegati e minatori, le centrali idroelettriche² etc.

Prima della Cogne la densità delle abitazioni ad Aosta era bassa: s'incontravano ampi campi coltivati. Segno del “progresso” è la stazione ferroviaria, inaugurata nel 1886. Ma la città (che ancora non lo è) diviene, repentinamente, *industriale*.

Cosa scatena tale cambiamento? La nascita e lo sviluppo dell'acciaieria Cogne ha un ruolo centrale. La storia ha inizio nel 1903 nel villaggio alpino di Cogne quando alcuni nobili belgi acquistarono dal Comune la Miniera di ferro di Licony.³ Gli stessi belgi costituirono a Genova nel 1909 la Società Anonima Miniere di Cogne insieme agli eredi di Carlo Bombrini, fondatore dell'Ansaldo (all'epoca una delle principali industrie italiane).⁴ Nel 1916, l'Ansaldo guidata dai fratelli Perrone acquistò la maggior parte delle azioni della S.A. Miniere di Cogne, oltre che le concessioni idrauliche di Aymavilles e della Grand Eyvia dalla Società Alluminio Italiano. Si andò così delineando un progetto industriale grandioso: la volontà di coordinare, in un ciclo integrale, le miniere di Cogne, gli altiforni e gli impianti idroelettrici valdostani con le acciaierie montane di Aosta e marine di Cornigliano, gli stabilimenti meccanici, i cantieri e le compagnie di navigazione genovesi. Un disegno volitivo univa il mare alla montagna. Il problema maggiore da affrontare subito era il trasporto del materiale: per questo era necessaria la costruzione di una ferrovia e di una galleria sotto il colle del Drinc, coadiuvata da un sistema di teleferiche a monte ed a valle della strada ferrata.

I lavori di attuazione ebbero inizio nell'estate del 1916 e l'inaugurazione del traforo avvenne, molto più tardi, nell'autunno del 1922. Nel 1918, invece, era entrato in funzione l'impianto idroelettrico di Aymavilles.

Intanto a Cogne si costruivano le opere infrastrutturali: le teleferiche, la centrale elettrica, i compressori per l'aria in galleria, l'officina meccanica e di ripa-

razioni, il villaggio minerario (1919).⁵ Già nel 1917 vennero edificati ad Aosta i primi padiglioni dello stabilimento siderurgico: i lavori ebbero una durata di circa tre anni, costituendo così il momento della fondazione materiale, fisica della fabbrica. L'area dell'insediamento industriale si trovava a sud delle mura, tra la stazione ferroviaria ed il fiume: la Dora Baltea. Del progetto si occupò il giovane architetto Adolfo Ravinetti (1884-1967), il quale elaborò, in stretta successione (1917-1918), quattro varianti, adottando infine una soluzione sobria, per non disturbare la maestosità delle montagne che fanno da sfondo: uno sviluppo longitudinale, con il rialzo di corpi sporgenti, aperti a pieno sesto, con una doppia torretta, con finitura in prevalenza a mattoni faccia-vista.⁶ Alle tentazioni medievalistiche iniziali, in debito verso una visione tipologica del “castello valdostano”, con torri, spalti e merli, alla Alfredo d'Andrade, via via si contrappose il richiamo alle scansioni più controllate degli elementi verticali che interrompevano in modo simmetrico l'orizzontalità prevalente, secondo i dettami di un più aulico lessico classico. Ne conseguì, a livello di materiali, l'abbandono dell'ipotesi d'impiego di pietra locale e del legno.⁷

La poetica di Ravinetti tendente al “decoro”, da intendersi sia in senso estetico che morale, unificava con una “veste bella”, sotto un segno latamente neo-classico, i luoghi di lavoro. Se la sua scelta, a un primo approccio, può apparire come un'elegante operazione di *maquillage*, perché la struttura in cemento armato della costruzione venne decisa da altri, dai tecnici, in realtà le ragioni di tale operare rientravano in un discorso sul valore della retorica, sulla persuasione alla bellezza come coefficiente di coesione sociale e d'integrazione con l'ambiente naturale.

Rispetto a modelli versati sul rapporto forma/funzione, ne usciva un effetto di mascheramento che l'architettura di Ravinetti produceva nei confronti dell'attività industriale, col desiderio di nobilitare, attingendo ad una cultura ancora eclettica, i luoghi di lavoro nella convinzione che se l'ambiente era bello non solo si produceva meglio ma si attingeva anche un'elevazione spirituale delle masse lavoratrici, in un programma di “concordia” nazionale.

Il vero decollo dell'Ansaldo, ormai sotto il controllo dei fratelli Pio e Mario Perrone, si avalse dello scenario della “Grande guerra”: per impulso della Mobilitazione industriale si costruirono i nuovi stabilimenti per la produzione bellica, con modelli sempre più avanzati di armi, dai cannoni ai proiettili, nell'ambito delle *usines de la grosse artillerie*.⁸ È in tale frangente che venne elaborato il progetto elettrosiderurgico perroniano per Aosta. Con il prospetto

disegnato da Ravinetti, l'edificio principale dell'acciaieria, della lunghezza di 330 metri, era costituito da due campate: la maggiore era dotata di gru e ospitava inizialmente quattro forni elettrici Héroult; la minore, invece, accoglieva un laminatoio dotato di un trio Lauth. Gli altoforni elettrici erano alloggiati in un altro edificio di circa 2000 metri quadrati, mentre la cabina colletttrice si trovava nei pressi della Dora, in uno stabile a tre piani, con piazzale per i trasformatori. Il minerale di ferro di Cogne giungeva attraverso la teleferica da Charemoz.

Le procedure per l'acquisto dei terreni su cui doveva sorgere lo stabilimento siderurgico di Aosta vennero avviate nella primavera del 1917. L'incaricato di fiducia dei fratelli Perrone, l'ing. Domenico Taccone, studiò la disposizione dell'impianto. Si decise, pure, l'acquisizione di una casa adatta – sia per l'ubicazione, in vicinanza della stazione ferroviaria, che per il numero dei vani disponibili – a servire da ufficio per la Società. Intanto si tessé una tela di ragno che coinvolgeva gli esponenti di vari organismi preposti alla conduzione della guerra: dal generale Alfredo Dallolio, con il maggiore Enrico Toniolo, della Mobilitazione industriale/Sottosegretariato alle Armi & Munizioni, al generale Carpi, delle Costruzioni navali, e al colonnello Ottavio Ricaldoni, della Direzione Tecnica dell'Aviazione. Nella prospettiva di intensificare la produzione degli acciai si ottenne, infine, l'appoggio dello stesso Presidente del Consiglio dei Ministri, Paolo Boselli. Con la consulenza dell'ingegnere Euclide Silvestri, docente del Politecnico di Torino, si acquistò anche la proprietà Gastaldi, adiacente all'area industriale, con una casa, una villa e una fornace Hoffmann. Ma c'è di più. La lettera scritta da Pio Perrone al generale Carpi, in data 14 aprile 1917, porta in calce l'elenco degli allegati, tra cui «Un album di disegni dell'Acciaieria di Aosta», con ogni probabilità da assegnarsi ad Adolfo Ravinetti. Ad inizio del mese di maggio, Pio Perrone poté informare il fratello Mario che con decreto N.186 del 1 maggio 1917 le Miniere di Cogne erano state dichiarate Stabilimento Ausiliario.

Il cantiere di Aosta e l'eclettismo dell'architettura industriale di Adolfo Ravinetti

Notizie dal cantiere ci giungono, finalmente, con l'inizio dell'estate 1917, ma sono preoccupanti: l'impresa Garbarino & Sciacaluga di Genova, che aveva assunto l'incarico di costruire gli edifici occorrenti alle Acciaierie di Aosta,

minacciò la sospensione dei lavori perché si era interrotto l'invio di cemento da parte delle ditte fornitrici che, a loro volta, erano impossibilitate a fabbricarlo per la mancanza di carbone. L'Impresa precisò che: «Per i lavori a noi affidati, attualmente in corso, (circa 45.000 mc di calcestruzzo) ci occorrono oltre 13.000 tonnellate di cemento, per la confezione delle quali si devono adoperare circa 4.500 tonnellate di carbone» (Genova, 1 giugno 1917). Ma Pio Perrone non demorse, insistendo a concentrare la sua attenzione sull'Acciaieria Elettrica di Aosta, anche allo scopo di ottenere le concessioni idriche. Il 6 agosto 1917, impartì l'ordine di trasportare ad Aosta tre forni elettrici esistenti a Cornigliano, aggiungendo che: «se il macchinario disponibile ed i trasformatori a disposizione permettessero di mettere in azione un altoforno alla fine di dicembre, sarebbe necessario di mettere immediatamente mano alla costruzione di questo quarto forno, sia del tipo Stazzano, sia del tipo nostro». Egli voleva che fosse trasferito ad Aosta, anche, l'impianto per il taglio e la bucatura delle lamiere, consigliando di allungare la tettoia del laminatoio. La costruzione dello stabilimento stava procedendo in tempi rapidi, pur nell'accavallarsi tumultuoso delle idee, e lo si stava già dotando delle strutture per il suo funzionamento.⁹

È forse per criteri economici che nel 1915¹⁰ i fratelli Perrone operarono la scelta di un architetto unico, assunto regolarmente dalla Società e incaricato di tutta la progettazione edilizia. Si trattava del trentenne Adolfo Ravinetti cui fu affidata la progettazione di una serie di stabilimenti destinati soprattutto alla produzione bellica.¹¹

Il suo album *Ars et labor* raccoglie schizzi e disegni per i lavori eseguiti durante la sua collaborazione con l'Ansaldo: un repertorio di forme che vanno dalla cultura eclettica, attraversano la primavera del liberty, per presagire la geometria più rigida dello stile déco. Negli anni della guerra, accanto alle forti richieste funzionali si affermò l'ambizione di una rappresentatività architettonica.

Per quanto riguarda le tipologie, incontriamo per lo più dei progetti attinenti a stabilimenti per la fabbricazione di artiglierie. Le costruzioni di Ravinetti sono in gran parte scomparse: per la lettura di quelle rimaste, in toto o in frammenti, possono aiutarci, l'album, le fotografie d'epoca. Per un controllo visivo immediato sulla dislocazione territoriale dei nuovi stabilimenti Ansaldo, su richiesta di Mario Perrone, si era anche approntata, a cura del Ravinetti, una topografia generale, corredata dalle planimetrie dei fabbricati industriali liguri. Andato disperso questo lavoro, per comprendere il valore

della permanenza di Ravinetti presso l'Ansaldo, rimane fondamentale il suo album dei progetti (la cui stesura è da collocare alla fine del 1918, quando il suo impiego presso la Società divenne precario) con i bellissimi disegni originali eseguiti a china su carta, quindi colorati con la tecnica dell'acquerello. La formula messa a punto dai Perrone e da Ravinetti – una struttura modulare racchiusa in un involucro di apparente e manifesto decoro – poggiava su una contraddizione irrisolta, un organismo composto da due parti di lingua diversa: da un lato la non-forma dei capannoni industriali a campate ripetute (le “tettoie”, nello stringato linguaggio dei committenti), ovvero degli organismi modulari, vere e proprie “macchine” per la produzione; dall'altro la forma della scatola muraria intesa a dar corpo, con l'architettura, ad una visione morale e nazionale dell'industria, secondo lo spirito e gli indirizzi in questo senso precisamente dettati dalla committenza.

Nella relazione di Ravinetti da datarsi intorno al 1919,¹² ad esperienza ormai conclusa, dal titolo “L'architettura degli edifici industriali”, si insiste sull'influenza dell'arte e dell'austerità dell'ambiente sull'educazione e il sentimento delle masse operaie. Emerge inoltre un dissenso dell'architetto nei confronti dell'ideologia spregiudicata della famiglia Perrone. Il testo è pervaso da un'alta retorica; esprime il senso di una battaglia vinta facendo perno sul



Figura 1. Adolfo Ravinetti, Progetto Stabilimenti Elettro-Siderurgici Ansaldo di Aosta, prospettiva aerea, in “Ars et Labor”, 1915-1918.

concetto del decoro e, quindi, sull'austero aspetto dato ai luoghi di lavoro. I principi vengono espressi in modo solenne:

I. «Tutto ciò che è esteticamente bello, dignitosamente elegante, ordinato, pulito, incute rispetto, e perciò educa le masse»;

II. «Nessuna disciplina per le masse operaie ha più valore fattivo e penetrante dell'austerità dell'ambiente in cui si vuole che l'operaio produca».

Poiché Ravinetti era cosciente che la sua scelta storicistica (da lui definita stile greco-romano) poteva esporre il fianco alla critica, la parte centrale della Relazione fu dedicata alla difesa del proprio stile dall'accusa di non avere un sufficiente carattere industriale. Accanto all'elogio nazionalistico del passato che precede, quasi, il culto della romanità, emerge l'astio nei confronti dei primi tentativi razionalistici tedeschi: ma penso che qui il discorso vada oltre la stessa concretezza delle realizzazioni di Ravinetti che volevano coniugare l'utile al “bello”.

Sotto l'influsso della “mole grandiosa”, ossia dell'imponenza, della grandezza di scala d'un moderno stabilimento industriale, alla fine Ravinetti trovò, però, una definizione accettabile per il lavoro da lui svolto, nel periodo bellico, al servizio della Ditta Ansaldo: «A questi nuovi grandiosi fabbricati che dovranno annoverarsi fra le più grandi ed importanti costruzioni della nostra epoca, non si poteva appropriare altra linea che non avesse ispirazione da quella classica, imponente, sobria, maestosa che solo risponde alle loro proporzioni, ai loro concetti costruttivi e soprattutto ai loro scopi».

Il quartiere operaio e la città

L'utopia industriale dei fratelli Perrone aveva un aspetto urbanistico: la costruzione di un “quartiere operaio” autonomo,¹³ da fondarsi in prossimità del centro storico, nella piana, ad ovest della città, verso Courmayeur, per non congestionare l'assetto abitativo, già difficile, del centro storico. Il disegno edilizio rimase interrotto di fronte al sopraggiungere della crisi economico-finanziaria del gruppo Ansaldo. Vennero costruite soltanto quattro palazzine per gli impiegati (35 alloggi), le case Giachetti e quelle Filippini, a schiera, per un insieme di 241 alloggi destinati alle famiglie operaie.¹⁴

Il programma per la città operaia fu ripreso durante il successivo ventennio fascista ma in forma ridotta ed abbandonando il disegno urbanistico unitario. Le case Gazzera, quelle Fresia, dai volumi massicci, e la bella casa Stura, con

due ali sporgenti ai lati e un corpo centrale rientrante, fornirono un numero complessivo di 367 alloggi per gli operai; cui avrebbero dovuto aggiungersi altre due villette (28 alloggi), per il personale impiegatizio e dirigente. L'incostanza e la brevità dei periodi lavorativi, con entrate ed uscite frequenti,¹⁵ e il pendolarismo operaio (con presenze non stabili ma con punte acute di devastante sovraffollamento) condizionarono pesantemente la questione delle abitazioni di Aosta.

Intorno al 1940, tra il quartiere operaio ed il centro storico fu terminato, su disegno iniziale di Gio Ponti, il nuovo palazzo dell'assistenziale CRAL Cogne. Su un lotto di terreno adiacente a nord di questo palazzo, sempre Gio Ponti progettò per la S.A. Nazionale Cogne, un cinema-teatro, che non venne realizzato.¹⁶

L'impatto della Cogne su Aosta è imponente: l'area dello stabilimento arrivava ad avere un'estensione superiore a 1.200.000 metri quadrati, mentre l'area compresa nelle mura romane della città storica era di 403.000 metri quadrati. La superficie dell'industria siderurgica occupava quindi un'area quasi tre volte più grande di quella di Aosta *intramuros*. L'area del quartiere operaio, nel piano perroniano del 1919, aveva un'estensione di circa 325.000 metri quadrati ovvero l'80,6% della città tra le mura. Anche l'incremento demografico fu molto forte: del 36,3% (9.554 abitanti) nel 1921 (su base 7008 abitanti nel 1911), del 99,2% (13.962 abitanti) nel 1931, del 245,5% (24.215 abitanti) nel 1951, del 337% (30.633 abitanti) nel 1961;¹⁷ nel 1948 i lavoratori alla Cogne erano 9.419: pari a circa la metà della popolazione di Aosta.

In questo quadro di rapida crescita, le dinamiche edilizie nell'area della fabbrica si susseguirono in modo autonomo rispetto al Governo della città; la recinzione divenne mura di uno Stato nello Stato.

Il periodo di Girod e delle acciaierie di Ugines

Dopo l'Ansaldo-Cogne, nel gennaio del 1924 vennero fondate le Acciaierie Elettriche Cogne-Girod, con capitale svizzero, procurato dall'imprenditore fribourghese Paul Girod, fondatore delle Acieries Electriques di Ugines in Savoia. Le due acciaierie di montagna si legavano tra loro. Di questo periodo vale la pena sottolineare alcuni aspetti dello sviluppo del settore delle costruzioni per l'industria. Ad Aosta l'evoluzione dell'edilizia industriale è rappre-

sentata dall'intervento della Società Porcheddu Ing. G.A. di Torino, celebre perché era stata la prima concessionaria e il principale agente del "Sistema Hennebique" per l'Alta Italia, riguardante la costruzione del magazzino acciai e delle nuove officine magli e laminatoio (1925-1926), commissionata dallo Stabilimento Acciaierie Elettriche Cogne-Girod di Aosta.¹⁸

Per quanto il "caso aostano" sia tardivo, è comunque interessante perché documentato, nella successione delle sue varie fasi, dalle carte conservate presso l'Archivio Porcheddu, confluito, ultimamente in deposito presso il Politecnico di Torino.¹⁹ Nel prezzo pattuito era esclusa, poiché a carico del committente, la fornitura della cassetta provvisoria in legname e gli inerti (ghiaia e sabbia) per il conglomerato. La società Porcheddu fornì il progetto strutturale; la realizzazione dell'opera, invece, venne affidata ad un'Impresa costruttrice locale. I progettisti elaborarono il loro disegno in stretta collaborazione con i tecnici della Porcheddu, per sfruttare le potenzialità del cemento armato non solo a livello di struttura portante ma anche a livello architettonico-compositivo.

Dopo il contratto dell'aprile, la prima notizia dettagliata sul complesso siderurgico aostano cade il 30 maggio 1925, quando l'Impresa costruttrice presentò un conteggio sul costo dei lavori fin ad allora eseguiti, con le voci: scavo per fondazione pilastri, getto fondazioni, armature, getto cemento armato, svincolo vagone cemento, lavorazione ferro in relazione al capannone magli, ossia alla nuova fucinatura.²⁰

Durante l'estate furono in esecuzione le opere di completamento del magazzino acciai, la corsia magli, le piattabande porta-muri e porta-gru, il piano di scorrimento per il capannone magli e venne messo allo studio la disposizione dei lucernari. Si richiesero inoltre le quote di tracciamento per la tettoia laminatoi, con i relativi fogli per i pilastri e per il grande trave di sommità. Nell'autunno, scongiurando il rischio di un fermo per mancanza di cemento, proseguirono le gettate per le varie capriate del fabbricato magli, tanto che Bianco poté scrivere: «Ieri 11 Settembre gettato la 25^a capriata oggi si ultima completamente il capannone i tre colori sventolano sopra» (Aosta, 12 settembre 1925).

L'attenzione poté così spostarsi sul locale laminatoio, interrotta, però, da una diversione: «Ci siamo recati a vedere il posto dove si deve costruire il Ponte» – comunicò Bianco. Aggiungendo: «E' un bellissimo posto vicino alla Dora. Il materiale è a 400 metri dal Ponte: sabbia e ghiaia proprio bella» (Aosta, 16 novembre 1925).

Tra avversità climatiche («Oggi 1° dicembre cominciato a nevicare e viene giù

bella») e periodi di tregua, si avvicinava il termine dei lavori: «Oggi 12 dicembre si termina il getto del locale laminatoio. Ho preso tutte le precauzioni. Speriamo che giovi! Alla sera ho sempre coperto con sacchi, erba ed altro» (Aosta, 12 dicembre 1925).

Su richiesta del Direttore della Cogne & Girod, Ing. H. de Styczynski, che temeva per i getti eseguiti durante il freddo intenso, il 10 maggio 1926 venne infine eseguito il collaudo dei fabbricati costruiti dall'Impresa Bianchi & Sozzi di Aosta per conto della Soc. Porcheddu di Torino.

Le prove di carico di una campata, scelta a caso, della copertura della nuova corsia magli e laminatoi risultarono compatibili con le garanzie date dalla Ditta costruttrice, senza segni di cedimento, mantenendosi la costruzione perfetta in ogni sua parte.

Lo Stato imprenditore e la crisi

Il 12 marzo 1929, dopo altri minori cambiamenti delle ragioni sociali, comparve la denominazione storica: S.A. Nazionale Cogne, a cui fu assegnata la siderurgia, mentre alla Nazionale Aosta andò l'elettricità.

L'inizio degli anni Trenta furono percorsi dalla "grande crisi": nel 1933 entrò in scena lo Stato imprenditore-finanziere attraverso la creazione dell'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI). Nella seconda metà degli anni Trenta per il regime fascista divenne essenziale la questione della "difesa nazionale", con il conseguente potenziamento della siderurgia bellica speciale. Il piano autarchico, unito ad una volontà di potenza militare, comportò un rilancio della siderurgia a ciclo integrale. In tale ottica, la Cogne, che era ormai passata sotto il totale e diretto controllo dello Stato, diventò necessaria per la produzione pesante di guerra. Fu una stagione di crescita continua, con un'impennata produttiva verso il biennio 1941/1942, prima del crollo del fascismo. L'8 settembre 1943 gli occupanti tedeschi assunsero il controllo degli stabilimenti aostani.²¹ Nelle settimane successive Euclide Silvestri fu nominato Commissario Straordinario della Cogne; la fabbrica fu investita della protezione del Ministero del Reich per l'armamento e la produzione bellica, sotto la direzione di Kuttner, responsabile in Italia per la produzione del ferro e dell'acciaio. Fino alla liberazione, nell'aprile del 1945, l'attività industriale della Cogne proseguì sotto il segno dell'incertezza e dell'attesa.



Figura 2. Stabilimento elettrosiderurgico Cogne. Fabbricati vari, Aosta, s.d.

L'evento fondamentale per la Valle, nel secondo dopoguerra, fu il riconoscimento dell'"autonomia" (26 febbraio 1948). Essa incise sul piano culturale, sull'autosufficienza economica e sull'autogoverno politico. Dal lato occupazionale, nello stesso 1948, la Cogne toccò un vertice, in seguito mai più raggiunto: 9419 addetti. Ma a causa della limitatezza negli investimenti già emergeva, un'impreparazione a far fronte ad un'economia di pace mossa dalla libera concorrenza.

Nel settore dei trasporti la Valle uscì dall'isolamento con la realizzazione dei trafori stradali transalpini del Gran San Bernardo (1964) e del Monte Bianco (1965).²²

La storia successiva della Nazionale Cogne si confonde con quella dell'Ente autonomo per la gestione delle aziende minerarie-metallurgiche (EGAM), a cui essa fu affidata. Secondo il programma del centro-sinistra, che voleva un potenziamento dell'industria aostana a dispetto di ogni considerazione economica, nel 1971 la Cogne venne inquadrata nell'EGAM ma il suo declino



Figura 3. Luca Moretto, Aosta: l'impianto della Cogne sino agli anni Novanta del Novecento, acquerello, 2000.

era ormai segnato in maniera irreversibile, ad incominciare dallo smantellamento delle attività estrattive.²³

L'esposizione bancaria della Cogne di Aosta, tramite la finanziaria ISAI, l'avviò lungo un versante di gravi perdite cui si tentò di porre rimedio dapprima mediante la chiusura del ciclo integrale e l'assorbimento della Breda, con una comune società di commercializzazione (SIAS), poi con l'affidamento del nuovo gruppo alla Finsider (1980) con la denominazione di Nuova SIAS (1981-1982), con compiti di caposettore per i prodotti lunghi in acciaio speciale.²⁴

Sul lungo periodo, la ristrutturazione impiantistica di Aosta fu quindi attuata con l'arresto, nel 1981, del ciclo integrale e con il successivo allestimento di una nuova acciaieria elettrica ad alta lega e di una nuova fucina, nonché con la progressiva specializzazione negli acciai più pregiati (rapidi, inossidabili, per utensili, per valvole, altollegati).

Nel 1991 fu firmato l'atto di vendita tra la Cogne S.p.A. e la Robles S.r.l. (che

nel 1992 cambiò la denominazione sociale in Cogne Acciai Speciali S.r.l.) e del patrimonio immobiliare, mentre la produzione industriale rimase in capo alla Cogne S.p.A. che per la prima volta dalla fondazione vide il patrimonio immobiliare disgiunto da quello industriale. Infine, nel 1993, sulla china della privatizzazione e di una nuova politica di reindustrializzazione, si arrivò ad una chiusura parziale, salvandosi soltanto la Cogne Acciai Speciali, con la conseguente dismissione di terreni, messi a disposizione di una nuova riprogettazione urbanistica. Per la Valle, invece, all'inizio degli anni Ottanta, si aprì un periodo di prosperità grazie anche alla legge 690 sul riparto fiscale (novembre 1981) che prevedeva forme automatiche di compartecipazione della Regione ai tributi erariali riscossi sul territorio.²⁵ La legge 690 riconosceva al bilancio regionale valdostano di poter disporre del novanta per cento di tutte le imposte e tasse versate, a vario titolo, all'Erario statale all'interno del territorio regionale: nacque così l'azionista Regione (Finaosta), con una forte capacità di spesa, in un intreccio pubblico-privato spesso ambiguo.²⁶ È il cosiddetto boom della finanza regionale, consistente nella creazione momentanea di una fragile economia del benessere che vacillò allorché, a causa dell'attuazione del trattato dell'Unione Europea (1 gennaio 1993), caddero le frontiere intracomunitarie e venne meno l'esazione di imposte e tributi di confine per beni e imprese dei paesi membri.

Dallo Stato alla Regione: la decostruzione

Quando la Regione Autonoma della Valle d'Aosta acquistò, tra il 1993 ed il 1995, l'"area Cogne"²⁷ prese avvio una grande mutazione, quasi una decostruzione della zona industriale della città, fino ad allora sentita come separata. Una gran parte rimase invero all'acciaieria, in locazione alla Cogne Acciai Speciali (CAS): una specie di barriera ormai storica, al di là della ferrovia, con i grandi capannoni, che però si cercò di neutralizzare con una nuova recinzione.

Le aree dismesse fornirono al governo regionale e, in sottordine, a quello comunale un'occasione unica per progettare, attraverso un Piano²⁸ complesso, il riaggancio urbanistico del settore meridionale che avrebbe comportato l'accesso della città al suo fiume, in un rinnovato contesto paesistico. La parte meridionale del territorio di Aosta, è sempre stato fortemente penalizzato;

prima dalla costruzione della ferrovia ottocentesca, poi dall'impianto dell'acciaieria, da ultimo dal tracciato dell'autostrada proprio lungo il greto fluviale. Agli albori del Terzo Millennio, se la "vocazione" dell'area Cogne sembra quella di rimanere prevalentemente "industriale", una delle differenze più significative rispetto al secolo precedente è l'integrazione anche *fisica* – in corso di realizzazione – con la città. Oltre alle opportunità funzionali (viabilità) ed economiche (nuove imprese) che può generare, tale opzione assume una rilevante connotazione simbolica; la *riappropriazione* è sia materiale che immateriale e permette ad Aosta ed alla Valle di rigenerarsi sulle fondamenta del proprio passato prossimo: *industriale*.

Dopo la redazione del *Piano di riorganizzazione urbanistica e riconversione produttiva* per l'area dello stabilimento Cogne, curato da Luigi Mazza intorno alla metà degli anni Novanta, per darne attuazione la Regione ed il Comune di Aosta firmarono, nella primavera del 1997, un *Accordo di programma*²⁹ che prevedeva sostanzialmente la bonifica delle aree dismesse e la demolizione delle strutture industriali, la formazione di una nuova strada cittadina est-ovest, la realizzazione di una pepiniere per la formazione di nuove attività produttive a basso impatto ambientale e nuovi capannoni.

Un legame visivo unisce ad Aosta la Cogne alla guglia del campanile di Sant'Orso, d'epoca medievale, anselmina: eppure lo stabilimento siderurgico aostano venne da subito considerato un corpo estraneo, confinato all'estremità meridionale della città, ancora incolta, in vicinanza della Dora Baltea. Oggi parte dell'area è stata dismessa: gli abbattimenti della riconversione, i vuoti si susseguono, accanto alle colline di scorie, ricoperte di terra ed erbate, sulla sinistra del torrente Buthier.

Del piano Mazza occorre fermare l'attenzione sulla sua duplice finalità: accanto al concetto di "riorganizzazione urbanistica" vi compare quello di "riconversione produttiva" dell'area industriale Cogne di Aosta. Ora, questa seconda dizione è stata una scelta della comunità attraverso i suoi organismi politici rappresentativi: di per sé i siti avrebbero potuto avere un'altra destinazione sotto il segno magari di una totale dismissione. La volontà generale, quindi, è stata quella di riconvertire l'industria pesante in forme più leggere, rimanendo però all'interno di un orizzonte fortemente caratterizzato dalla vocazione originaria, estrattivo-siderurgica, della Valle, in una speranza di includere nella vita della città l'emarginato, ossia un luogo da sempre considerato nella sua alterità e differenza. Di fronte al piano persistono però diversi vincoli: tra di essi i più

gravi riguardano l'inquinamento, con le sue colline di scorie industriali e di rifiuti tossici, soprattutto alla sinistra del torrente Buthier, da smaltire o da rimodellare; e il difficile stato della viabilità intorno all'area Cogne. Questi limiti si potrebbero convertire in opportunità del presente, se il sostegno dell'opinione pubblica, tecnicamente assistita, permettesse di addivenire a soluzioni anche radicali. Gli incentivi per attrarre la micro-impresa nel "retro" dell'acciaieria, e formare il nuovo Parco industriale sono stati individuati. Più contraddittoria risulta, invece, la coesistenza tra desiderio di recupero del paesaggio e persistenza di nuclei produttivi molto estesi come la Cogne Acciai Speciali. Impossibile poi trovare un rimedio, perdurando le condizioni date, alla circolazione a sud della città: se si vuole uscire dall'attuale impasse si dovrà ricorrere quantomeno a decisioni estreme, come l'adozione della tramvia, con il relativo spostamento ad est della stazione ferroviaria, e l'allacciamento con uno svincolo alla tangenziale autostradale.

Osserviamo più da vicino il Piano per far emergere, al di là dei puri esercizi di simulazione, la sua concretezza, secondo i dettami di una proprietà pubblica, gestita da *Struttura Valle d'Aosta / Vallée d'Aoste Structure*.³⁰ L'obiettivo delle strategie di piano è un grande Parco industriale a "tema" in cui convivano attività produttive e culturali, legate anche all'archeologia delle strutture siderurgiche. Per centrarlo si crea un sistema di incentivi costituiti dall'offerta di servizi e di contenitori edilizi, in vista di un insediamento di imprese industriali di tipo "leggero", ad "alta intensità" di lavoro e basso impatto ambientale. La simulazione di una configurazione possibile visualizza la composizione degli occupati, privilegiando i settori delle macchine elettriche e ottiche, degli alimentari, dell'editoria e dei mezzi di trasporto. La scommessa è quella di trasformare le aree restituite in una nuova parte della città che, anche se destinata ad usi produttivi, abbia caratteri urbani per la qualità delle strade, dei parcheggi e, soprattutto, delle alberature e degli spazi verdi: con un'estrema varietà dei "paesaggi" interni, a sud, in particolare sulla Dora, in prossimità dell'ampia curva del fiume. L'analisi più impegnativa investe le insufficienti condizioni di accessibilità dell'area Cogne e la sua posizione nel sistema della mobilità urbana.

La ferrovia è una barriera; il passaggio a livello ed il sottopasso sono adesso i canali più diretti con il tessuto urbano; gli edifici civili, disposti lungo le strade, e gli ingressi dello stabilimento industriale sono i varchi simbolici e funzionali. Più a sud, nella dinamica del territorio occupato ancora in parte dalla CAS, in parallelo al corso del fiume Dora Baltea, scorre adesso il prolungamento dell'autostrada



Figura 4: L'acciaieria Cogne di Aosta, scorcio, 2002 (fotografia di D. Vicario)

con l'emergenza, in corrispondenza del passaggio della telecabina Aosta-Pila, della struttura di protezione in legno detta il "ragno". In alto correva la teleferica verso il villaggio minerario di Cogne, il filone ctonio all'inizio dell'avventura di un'industria tra le montagne, dove prevaleva l'architettura della sottrazione.

Conclusione: dai fondi europei alla Cina

La storia della Cogne è stata per molti aspetti nel Novecento la storia di Aosta. Alla nascita della fabbrica ha corrisposto la nascita della città moderna, con le sue "infrastrutture" e l'arrivo di nuovi abitanti.

Con il passaggio di Millennio, le ultime opere di trasformazione dell'"area Cogne" di Aosta sono rientrate nell'ambito dei fondi europei, in particolare di quelli per l'attuazione della politica di coesione economica e sociale il cui Obiettivo 2 – FESR, concerne la riconversione economica e sociale di aree che presentano difficoltà nei settori dell'industria e dei servizi e di zone rurali in declino. Ad Aosta, il rinnovamento è stato sinora modesto; se nel campo della sottrazione sono stati demoliti alcuni fabbricati e bonificate le aree pertinenti, su quello dell'addizione sono stati costruiti dei capannoni a fianco della *pépinières d'entreprises*, in un'area denominata "Espace Aosta", lungo la Dora.³¹

Sul fronte urbano le abitazioni operaie hanno perso la stretta relazione con le attività della Cogne, ed il disegno urbano è stato compromesso da nuovi edifici infrapposti tra gli immobili originari, mentre la trasformazione del pontiano "Palazzo assistenziale CRAL Cogne", ora di proprietà della Regione Valle d'Aosta, è ferma dall'inizio del nuovo secolo.

L'alta valle è totalmente deindustrializzata e le miniere, con le pertinenti infrastrutture ed i villaggi del personale, sono state chiuse. Ad Aosta permane la rimozione culturale della realtà industriale della città che ancora fa da sfondo, a sud, verso il fiume. Il sito industriale mal si colloca in una visione di Aosta nella quale sono fatti emergere aspetti legati alla fondazione romana, alla tradizione medievale, al contesto paesaggistico alpino e all'offerta degli impianti per gli sport invernali. Mentre prosegue la produzione di acciai speciali (inox e leghe correlate) da parte della CAS, di proprietà del gruppo svizzero Marzorati, nel 2005 alla fabbrica aostana è stato affiancato uno stabilimento di produzione in Cina, la "Dong Guan Cogne Steel Products Co Ltd". L'orizzonte della traiettoria industriale aostana si è ormai spostato in Cina.

_1. Per questa esegesi storica cfr. l'impianto documentale fornito da L. Moretto, *L'industria e la città: la Cogne e Aosta, storia di una secolo. Architettura, siderurgia, territorio*, Aosta 2002. Per la prima metà del Novecento cfr. C. Binell (a cura di), *Dall'Ansaldo alla Cogne. Un esempio di siderurgia integrale. 1917-1945*, Milano 1985.

_2. Appartengono al periodo iniziale della formazione della Cogne i lavori di costruzione, intorno ad Aosta e delle sue valli, di sei centrali idroelettriche, denominate – secondo la località – rispettivamente: Aymavilles, Champagne, Grand'Eyvia, Moline, Valpelline ed Ollomont.

_3. *Vendita della miniera di ferro di Licony da parte del Comune di Cogne ad Alfred Theys*, 28 dicembre 1903. L'atto è steso dal notaio Guidon Séverin e viene registrato in Aosta il 31 dicembre 1903 (N. 775, Vol. 108 degli Atti Pubblici).

_4. Di questa Società è la commissione a Ragnar Nordensten tra il 1909 ed il 1910 di alcuni disegni delle miniere, e soprattutto di un paio di *Progetti di massima di acciaieria con altoforno elettrico di tipo svedese*. Cfr. Moretto (cfr. nota 1), p. 28.

_5. Cfr. anche il cortometraggio di Marco Elter girato per l'Istituto Luce nel 1938 sulle miniere di Cogne, Archivio storico RAI sede di Aosta.

_6. Cfr. Moretto (cfr. nota 1), p. 35-56. Cfr. P. Cevini, B. Torre, *Architettura e industria. Il caso Ansaldo (1915-1921). Adolfo Ravinetti architetto (1884-1967)*, Genova 1994, p. 224-225.

_7. Questi materiali sono proposti, invece, cambiando scala e tipologia, nel progetto per uno chalet da costruirsi a Cogne per Pio Perrone: vi prevalgono le forme acute, acuminata di uno stile alpino ancora memore degli incubi romantici di fronte alla maestosità terribile, inquietante dei luoghi montani.

_8. Cfr. S. Castronovo (a cura di), *Storia dell'Ansaldo. 4 - L'Ansaldo e la Grande Guerra (1915-1918)*, V, Roma-Bari 1997.

_9. Come si evince da varie sollecitazioni di Pio Perrone alla Direzione di Cornigliano, coordinatrice del programma; ad esempio, dal comunicato urgente del 24 settembre 1917: «Accetto pure l'idea di sistemare subito, provvisoriamente, in uno dei magazzini in montaggio ad Aosta, un piccolo forno Basanesi, al solo scopo di metterlo al più presto in attività; poi, quando pronto il fabbricato della Fonderia, esso sarà trasportato sul posto. Ora è necessario che la Fonderia funzioni nel minor tempo possibile, sia

pure limitatamente». La corrispondenza permetterebbe anche altri approcci. In essa appaiono infatti diversi temi tra cui, ad esempio, quello riguardante i problemi di vettoviaggiamento degli operai durante la guerra. Cfr. ad esempio la lettera di Pio Perrone, ad al generale Vittorio Alfieri, responsabile della Commissione Centrale dei Consumi in cui si legge: «Noi dobbiamo pensare all'alimentazione di alcune migliaia di operai, tra cui un gruppo di prigionieri, sparsi per le montagne della Valle d'Aosta nei nostri diversi cantieri, e fra le varie difficoltà che all'uopo incontriamo la più grave è quella di procurare la necessaria pasta alimentare. Il Consorzio granario di Torino ci provvede della farina di grano, ed in questi giorni ci ha pure mandato venti quintali di riso, ma da qualche mese non ci viene assegnata la minima quantità di pasta, della qualcosa si lagnano gli operai, per i quali costituisce il nutrimento basilare, insieme con il pane» (Roma, 24 ottobre 1917).

_10. Cfr. la lettera di Mario Perrone, in data 23 giugno 1915, a tutte le Direzioni degli stabilimenti, di presentazione ed eventuale assunzione dell'«architetto A.R., che si offriva in qualità di *disegnatore specialmente di decorazioni, architettura, etc.*», Archivio Storico Ansaldo di Genova, ASAAP SSR 523/87.

_11. La figura dell'architetto A. Ravinetti è stata delineata a partire dallo scritto di Rossana Bossaglia in: *Ansaldo - Iri Finmeccanica, L'immagine Ansaldo: architettura, grafica e pubblicità*, Milano 1986, p. 51-85.

_12. Cfr. *Relazione dell'Architetto Ravinetti Adolfo agli Ill.mi Signori Grandi Ufficiali Pio Perrone Presidente e Mario Perrone Amministratore Delegato della Soc. An. Gio. Ansaldo & C.*, Fratelli Waser & Lang - Genova (Campi, 28 Gennaio 1919). Ad essa seguirà: *Risposta dell'Ill.mo Grand'Uff. Pio Perrone ex Presidente della Soc. An. Gio. Ansaldo & C. all'Arch. Adolfo Ravinetti sulla Relazione: L'Architettura degli Edifici Industriali*, Fratelli Waser & Lang - Genova (Roma, 12 Marzo 1928). Concorro con la tesi di Paolo Cevini sulla contemporaneità delle due Relazioni, stampate presumibilmente quali titolo per l'esame di abilitazione all'esercizio della professione di architetto, conseguito da Ravinetti nel 1929. Cfr. Cevini, Torre (cfr. nota 7), p. 221 (nota 48).

_13. Moretto (cfr. nota 1) p. 68-77 e p. 190-197.

_14. Cfr. «Atto di fusione delle Società Anonime: Società Anonima Nazionale «Cogne», Società Anonima Nazionale «Aosta», Società Anonima Miniere

e Fonderia di Valpelline», 26 luglio 1929. Cfr. Moretto (cfr. nota 1), p. 68-77 e p. 190-197.

_15. Anche per l'alternanza tra il lavoro in fabbrica ed il lavoro in campagna, secondo le stagioni.

_16. Cfr. L. Moretto, *Architettura Moderna Alpina*, Aosta 2003, p. 124-125 e 142-162.

_17. È da rilevare che nel 1911 – alla vigilia della fondazione della Cogne – Aosta è all'apice di una crisi economica iniziata con l'Unità d'Italia; la popolazione della Città è in continua diminuzione, tornando ai livelli del 1838. Cfr. A. Quarello, *La popolazione di Aosta attraverso i censimenti 1801-1951*, Aosta 1993; cfr. S. Peirano, *Operai alla Cogne*, Aosta 1997. L'incremento demografico valutato tra un decennio e l'altro, con i dati disponibili è il seguente: 1911-1921, 36,3%; 1921-1931, 46,1%; 1931-1961, 26,5%. Questi valori si possono confrontare con l'incremento di popolazione più alto registrato nel periodo 1871-1971 nei tredici maggiori centri urbani italiani: 21,7% nel decennio 1951-1961. Cfr. G. Sabbatucci, V. Vidotto (a cura di), *Storia d'Italia – 6. L'Italia contemporanea. Dal 1963 a oggi*, Roma-Bari 1999, p. 28.

_18. Per questo studio ho frequentato l'Archivio Soc. G.A. Porcheddu, conservato presso il Politecnico di Torino / Dipartimento di Ingegneria dei Sistemi Edilizi e Territoriali. Su tale Archivio e la sua descrizione, cfr. R. Nelva, B. Signorelli, *Avvento ed evoluzione del calcestruzzo armato in Italia: il Sistema Hennebique*, Milano 1990, p. 20 e segg. Sull'importanza del «Sistema Hennebique», cfr. J. Gubler, *Prolegomeni a Hennebique*, in «Casabella», n. 485, (nov. 1982), p. 40-47; Id., *Prolégomenes à Hennebique*, in «Etudes des lettres», (oct.-déc., 1985), p. 63 e segg. Il riflesso di Giovanni Antonio Porcheddu in Svizzera, a Losanna, è Samuel de Mollins, sebbene i congegni tecnici messi in opera dai due, pur sotto l'ombrello di un unico brevetto di costruzione, siano diversi. L'ingegnere sardo Giovanni Antonio Porcheddu (1860-1937) nacque ad Ittiri (Sassari), il 26.6.1860, e morì a Torino, il 17 ottobre 1937. Abitò nella villa di corso Massimo d'Azeglio 12 a Torino, ristrutturata su progetto di Pietro Fenoglio nel 1906, e poi, da ultimo, si trasferì a Cavoretto. L'edificio per uffici della sede della sua Società venne realizzato secondo i dettami dello stile Liberty nel 1903, in corso Valentino 20 a Torino, dal progettista ing. E. Bracco. Agente e concessionario unico della Hennebique, dal 1895, per l'Alta Italia,

tra i lavori più importanti curati dalla sua Società, si possono ricordare: la Fiat Lingotto a Torino; lo Stabilimento C. Olivetti ad Ivrea; la Manifattura a Cuorgnè; il Ponte Risorgimento a Roma; i Silos granari del porto di Genova. Prima dell'intervento ad Aosta per le Acciaierie Cogne-Girod, la sua Società si era interessata, nell'ambito dell'Ansaldo, alla costruzione delle Officine Ansaldo-Armstrong a Sampierdarena e dello Stabilimento Ansaldo a Cornigliano Ligure. L'avvento in Italia del «Sistema Hennebique» si verificò presto: nel 1895, G.A. Porcheddu già era nominato tra i concessionari italiani dell'Organizzazione e, proprio, in occasione di una committenza prestigiosa come quella di Camillo Olivetti per la sua prima fabbrica ad Ivrea. Se pensiamo che il brevetto di François Hennebique è del 1892 possiamo dire che tale innovazione costruttiva venne rapidamente accolta da noi. Il «Sistema Hennebique», basato su una razionale disposizione del ferro nel conglomerato, rappresenta il primo tipo di trave moderna in cemento armato, ottenuto dapprima per intuito, poi con metodi di calcolo sempre più precisi. È in grado d'assicurare un'aderenza perfetta tra conglomerato cementizio e ferro di armatura, con staffe dalla particolare piegatura. Grazie ad esso la tecnica del cemento armato s'impone, un po' ovunque, nel settore dell'architettura industriale.

_19. Moretto (cfr. nota 1), p. 79-104. Ebbero dei rapporti continuativi con Porcheddu, tra gli altri: Pietro Fenoglio, Daniele Donghi e Giacomo Matté Trucco, in occasione della costruzione dello Stabilimento FIAT Lingotto a Torino (1916-1922; 1924-1926). Sullo scambio di corrispondenza a riguardo dei «lavori aostani», giocò un ruolo importante Giovanni Bianco, informatore di fiducia della Società sul posto, che aveva come referente privilegiato l'ing. E. Norzi, membro della società torinese.

_20. I documenti aostani citati in questo studio si trovano nell'Archivio Porcheddu di Torino sotto la segnatura: A. P., dossier Piemonte 1925: Aosta – Acciaierie Cogne & Girod 1925 fascicolo 6629, Officina magli e laminati / strutture a capriate, e Aosta – Acciaierie Cogne & Girod 1925 fascicolo 6609, Magazzino / strutture a capriate; dossier Piemonte 1926: Aosta – Acciaierie Cogne & Girod 1926 fascicolo 6696, Tettoia motori / strutture a telaio, e Aosta – Acciaierie Cogne & Girod 1926 fascicoli 6708 e 6716, Serbatoio per nafta, Vasca per catrame/ serbatoio, vasca.

_21. Cfr. R. Nicco, *La Resistenza in Valle d'Aosta*, Quart 1995, p. 13.

_22. Cfr. B. Janin, *Frontiera e crocevia d'Europa: le comunicazioni*, in S. J. Woolf (a cura di), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi, La Valle d'Aosta*, Torino 1995, p. 53-85.

_23. La dilatazione imprenditoriale impressa da Mario Einaudi, con la sua guida dell'EGAM (1971-1976), coinvolge l'azienda siderurgica aostana che già godeva di una sua credibilità, quando era di proprietà del demanio dello Stato, sotto il controllo diretto del Ministero del Tesoro, nel comparto degli acciai speciali, in particolare dei prodotti lunghi legati (da utensili e rapidi), in un gioco di specchi, con proiezioni illusorie soprattutto in Sicilia e, più generalmente, nel mezzogiorno, da Sibari a Sciacca ed alla valle del Belice, dove nulla però viene realizzato, se non uno stabilimento a Milazzo, specializzato nella laminazione di travi ad ali larghe.

_24. Nel corso degli anni Ottanta, smantellato l'altoforno, avvenne il passaggio dello stabilimento alla Deltasider. Alla Divisione Cogne fu affidata l'area concernente i prodotti speciali atolegati (acciai inox etc.). Nel 1984 venne decisa la fusione tra tre società: le "Acciaierie di Piombino" che assumeranno la nuova denominazione di "Deltasider S.p.A.", con sede in Piombino (Livorno), la "Nuova SIAS Società Italiana Acciai Speciali S.p.A.", con sede in Milano, e la "Industria Acciai Speciali S.p.A.", con sede in Torino; rispettivamente rappresentate da Didimo Badile, da Wieland Walcher e da Walter Lessini. Nel 1987 le attività della Deltasider furono suddivise in tre parti per cui gli stabilimenti di Aosta e di Verrès passarono alla Deltacogne. Con la messa in liquidazione della Finsider, sostituita dall'Ilva come nuova impresa siderurgica pubblica (1 gennaio 1989), nel novembre 1989 la Deltacogne vi venne fusa per incorporazione. A fine anno l'Ilva costituì tre nuove società: Verrès S.r.l. – Società per la Monetazione e Fonderia di Precisione, Cogne S.r.l. e Ilva Centrali Elettriche S.r.l. La "Cogne S.r.l." nel 1990 cambierà la denominazione sociale in "Cogne S.p.A."

_25. Nell'ambito della disciplina delle risorse finanziarie necessarie agli interventi regionali, tra le entrate proprie spiccano quelle del Casinò di Saint-Vin-

cent: la gestione organizzata del giuoco d'azzardo è stata legittimata soltanto in base alla considerazione che con i proventi di tale attività ci si metteva in grado di sovvenire alle finanze di comuni disastriati o qualificati dal punto di vista turistico, come i centri sciistici. Cfr. J. Luther, *Aspetti costituzionali dell'autonomia valdostana*, in Woolf (cfr. nota 22), p. 760.

_26. Cfr. M. Lévêque, *Un modello di sviluppo economico "regionecentrico"*, in Woolf (cfr. nota 22), p. 865-900.

_27. Con la legge regionale 26 gennaio 1993, n. 4, recante "Interventi per la riqualificazione e lo sviluppo dell'area industriale "Cogne di Aosta", la Giunta regionale è stata, tra l'altro, autorizzata ad acquisire al patrimonio della Regione l'area industriale ex Cogne S.p.A. di Aosta, al fine di bonificarla e di promuovervi nuovi insediamenti produttivi sulla base di un piano di riorganizzazione urbanistica e di riconversione produttiva.

_28. Regione Autonoma della Valle d'Aosta - Comunità Europea FESR, *Piano di riorganizzazione urbanistica e riconversione produttiva dell'area industriale Cogne in Aosta*, Relazione di sintesi, 1996.

_29. Cfr. *Accordo di programma tra la Regione Autonoma Valle d'Aosta ed il Comune di Aosta per la realizzazione di interventi per la ristrutturazione urbanistica e la riconversione produttiva dell'area industriale "Cogne di Aosta"*, 23 maggio 1997, Aosta.

_30. Ai sensi della legge regionale 12 maggio 1994, n.17, concernente "Integrazione e modalità di attuazione della legge regionale 26 gennaio 1993, n. 4", è stata costituita la società Vallée d'Aoste Structure S.a.r.l. per la progettazione e l'attuazione degli investimenti finalizzati alla riorganizzazione urbanistica e alla riconversione produttiva dell'area industriale Cogne di Aosta.

_31. In alto, di recente, presso il Villaggio Minatori Anselmetti di Cogne, il centro visite del Parco Nazionale del Gran Paradiso – Alpinart, ospita una mostra permanente sulle miniere. In basso, l'ingente apparato documentale della Cogne, depositato presso gli ex laboratori chimici dell'acciaieria, attende la catalogazione.

_32. Nel 2015 questo stabilimento è stato ampliato permettendo un aumento della produzione locale del 40%.

Il disastro del Vajont.

Carte, immagini, voci di una memoria rimossa

Maurizio Reberschak

Il disastro del Vajont (9 ottobre 1963) fu provocato da una enorme frana caduta nel lago artificiale formatosi con la costruzione di una diga, allora la più alta esistente al mondo. L'ondata d'acqua riversatasi nella valle sottostante causò distruzioni e 1910 morti. Il processo per l'individuazione delle colpe evidenziò le responsabilità della società costruttrice dell'impianto idroelettrico e delle istituzioni dello Stato, e pose in rilievo la coincidenza tra controllati e controllori. Sulla catastrofe fu steso forzatamente un velo di silenzio che incise sulla perdita delle memorie individuali e pubbliche. Il recupero dei documenti dell'archivio del processo Vajont ha permesso di ricostruire non solo le cause che provocarono il disastro, ma anche la tardiva rielaborazione della memoria storica. La storia del disastro del Vajont quindi si fonda sul patrimonio della memoria contenuto nelle carte, nelle immagini, nelle voci che hanno ridato vita e significato al ricordo delle cose distrutte e delle persone morte.

L'evento

La prima descrizione ufficiale del disastro del Vajont fu il rapporto redatto da una pattuglia della polizia stradale di Belluno:

Alle 22,45 circa del giorno 9/10/1963 una pattuglia automontata della dipendente Sezione di Belluno, su auto-radio targata 28602-Polizia e composta dalle guardie Violante Antonio – capo pattuglia – e guardia Caracappa Salvatore – gregario – stava percorrendo la SS. nr. 51 d'Alemagna con direzione Tai di Cadore – Ponte nelle Alpi, in fase di rientro da un normale turno di servizio d'istituto con orario 19/1.

Dopo aver superato l'abitato di Termine di Cadore il capo pattuglia, che era al volante dell'autovettura, percepiva uno sbandamento della stessa verso sinistra per effetto del quale andava a fermarsi in una piazzola di deposito ghiaia.

Ritenuto di essere stato colto da maleore, si accingeva a scendere quando notava piombare nel buio più assoluto tutta la vallata a lui antistante ed indi percepiva un fragore immane ed

un vento fortissimo che soffiava dalla direzione opposta e trasportava acqua polverizzata. Qualche istante dopo, un civile viaggiante su una autovettura proveniente dalla direzione di Longarone, lo informava concitatamente che la diga del Vajont era crollata e che l'abitato di Longarone era stato distrutto; sul posto vi era urgente bisogno di soccorso. La pattuglia, acceso il lampeggiatore, percorreva a velocità i cinque chilometri, che la separavano da Longarone, e giunta alla periferia nord dell'abitato prendeva contatto con i pochi superstiti e raccoglieva le prime notizie sulla entità del sinistro che trasmetteva subito – via radio – al proprio Comando di Belluno dedicandosi poi all'opera di soccorso e trasporto feriti.¹

Un rapporto dovuto per obbligo d'ufficio stilato il giorno seguente, che esprimeva però la forte emozione dell'esperienza direttamente vissuta. Vi sono contenuti tutti gli elementi delle prime notizie sul disastro, per esempio la rottura della diga invece dell'inondazione causata dal crollo di una frana sul bacino idroelettrico, ma anche le immediate sensazioni personali antecedenti la conoscenza effettiva dell'evento: l'impressione di un malessere personale, il fragore assordante, il vento forte, il pulviscolo di acqua.

Altri impressionanti ricordi emergono nella memoria di chi visse quei tragici e terribili momenti. Una somma di *flashback* rivissuti in forma di esperienza personale, che raccontano quasi in espressione liberatoria il trauma psichico subito. In tutti ricorrono riferimenti costanti: il rumore assordante, i bagliori, il buio, il tremito della terra, l'onda d'acqua, la violenza degli elementi. Alcune testimonianze furono raccolte a distanza di tempo dall'evento, quando già la rielaborazione del ricordo aveva portato inevitabilmente a una ricostruzione filtrata dalle sedimentazioni e dalle stratificazioni della mente. Molte altre però furono prodotte "a caldo", ancora sotto la spinta emotiva dello shock vissuto. È il caso degli interrogatori raccolti dalla Commissione ministeriale d'inchiesta sul disastro del Vajont, cui fu affidato l'incarico dei primi accertamenti politico-amministrativi sulla catastrofe. Ad esempio, il carabiniere Rinaldo Aste, che con un collega era stato incaricato dal Comando di Belluno di realizzare un posto di blocco allo scopo di impedire il transito nella strada di collegamento tra i paesi di Longarone e Erto, a pochi giorni di distanza dal disastro rivisse i momenti passati con un collega esponendoli in forma di testimonianza:

Eravamo arrivati da sei, sette minuti, e tutto di un tratto un grande boato. Io, in quell'istante guardai verso l'alto e vidi un bagliore e mi è rimasta impressa, a metà altezza, quella nube biancastra, questo uragano. Allora cominciai a correre, feci più di un centinaio di metri, i sassi cadevano come la pioggia, l'acqua non ci ha raggiunti. La strada è stata portata via, la campagnola è stata portata circa 60 metri più in basso. Sembrava la terra tremasse

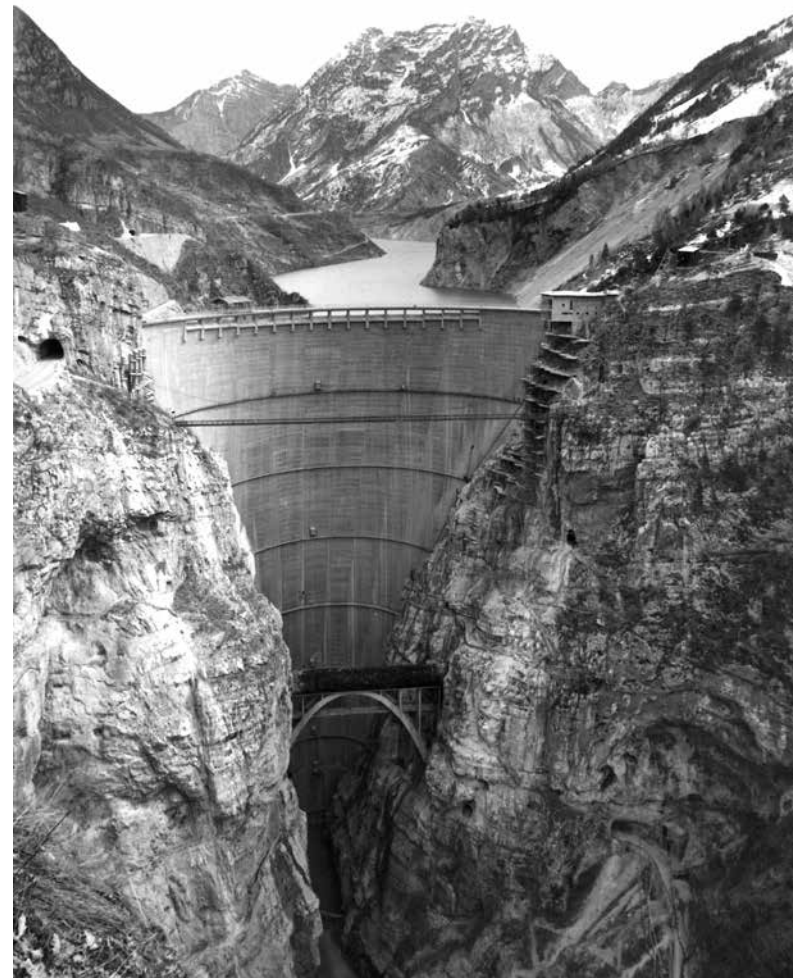


Figura 1. La diga e il bacino del Vajont con l'invaso "sperimentale" alla vigilia del disastro (ASE, DG, Raccogliitore 67. Impianti Piave Boite Maè Vajont, 31; autorizzazione 30.1.2015).

sotto i piedi. L'acqua arrivò poi nel punto in cui eravamo noi. Dal punto dove eravamo noi, per circa 60 metri, siano stati sotto il tiro dell'uragano. Poi ci siamo portati fuori. Io non so come ci siamo salvati perché c'erano dei sassi grandi così. [...] Ho sentito il rumore dei sassi. Quando ho visto il bagliore ho guardato in alto per vedere cosa accadesse e ho visto l'acqua che veniva giù con una pressione e una violenza incalcolabili e cadeva a metà del greto del fiume e sui costoni. [...] L'acqua formava come una cascata. Secondo me il fragore è durato da cinque a sei minuti, oltre i cinque minuti senz'altro. Io ho fatto più di 150 metri di corsa, poi mi sono buttato a terra.²

Il parroco della frazione di Casso, posta sul versante destro della valle del Vajont all'altitudine di circa 950 metri sul livello del mare, nella testimonianza resa il 22 ottobre 1963 raccontò che si trovava nella sua casa adiacente alla chiesa preoccupato, come tutti gli abitanti della vallata, dei rumori sempre più forti e continui che provenivano dal monte Toc situato di fronte, sul lato opposto:

Io sono un po' testimone oculare. In questo senso. In quella sera, verso le 10 e mezza, sento questo rumore di frana, apro la finestra e questo rumore aumentava in modo straordinario, contemporaneamente a questo un bagliore che credevo fosse il riflettore, invece poi ho saputo, era il corto circuito dei trasformatori che ha illuminato quasi a giorno la valle. C'era poi una colonna d'acqua molto alta, che ha poi distrutto molte case, e il terremoto, con un boato tremendo, spaventoso, e poi tutto il resto. [...] [L'onda] più o meno arrivava alla sommità del mio campanile. Dunque, se Casso è nel più alto, circa 250 metri dalla diga, senza esagerare è stata verso i 300 metri, perché altrimenti non poteva portar via i tetti delle case, che sono circa 14, che sono più alte della mia canonica. Poi anche nella chiesa vi erano sassi di grande mole. Io al momento ho visto una colonna d'acqua, dopo mezzanotte ho avuto percezione del disastro, quando siamo scesi un po' più giù del paese e abbiamo visto un capitello della Madonna completamente distrutto e altre case più avanti completamente distrutte.³

Erano le 22 e 39 di quel 9 ottobre 1963 quando, esclusi quanti si trovavano nelle adiacenze del luogo del disastro e sopravvissero, tutti crederono che la diga del Vajont fosse crollata. La rottura di una diga era già avvenuta qualche anno prima, nel dicembre 1959, a Malpasset nei pressi di Fréjus nel sud-est della Francia, dove lo sbarramento si squarciò provocando un'inondazione che causò più di 420 morti. «È scoppiata la diga», si disse.⁴ In realtà la diga del Vajont non si ruppe, bensì crollò un'intera montagna. La diga alta 261,60 metri allo sfioro (264,60 al coronamento), la più grande ad arco a doppia curvatura allora esistente al mondo (fig. 1), subì solo una piccola ferita, uno slabbramento sul bordo sinistro (fig. 2). Ma le si appoggiò addosso una montagna franata, 266 milioni di m³ di materiale, roccia e terra, che coprì l'intera

valle del torrente Vajont dove era stato costruito un bacino artificiale per la produzione di energia idroelettrica. Anzi, la frana finita nella valle superò la diga fino a un'altezza di 150 m.

La valle del Vajont e quella del Piave, dove sboccava la valle a occidente. Luoghi e paesi di montagna nel nord-est dell'Italia, al confine tra Veneto e Friuli Venezia Giulia, nel margine tra le province di Belluno e Udine (territorio, quest'ultimo, ora in provincia di Pordenone).⁵ Popolazione dedita ad attività e lavori di montagna, soprattutto quella del paese di Erto Casso nella valle del Vajont, che contava 842 abitanti al censimento della popolazione del 1961: contadini, boscaioli, ma anche operai di cave di pietra, commercianti ambulanti. Più eterogenea la popolazione residente nei comuni di Longarone – situato nella valle del fiume Piave –, quello maggiormente colpito per la perdita di vite umane (1450; 4663 erano gli abitanti nel 1961), e di Castellavazzo (2348 abitanti sempre nel 1961): anche lì contadini, scalpellini, operai in alcune industrie manifatturiere di lavorazione del legno, commercianti che sfruttavano la felice posizione geografica di transito all'incrocio tra quattro valli. 1910 furono le vittime causate dal disastro. Morti di tutte le età, dai 21 giorni di vita il più giovane ai 93 anni il più vecchio; circa un quarto erano bambini e giovani al di sotto dei 15 anni.

Dove si trovava questa gente la sera del 9 ottobre? La maggior parte dormiva, si era coricata presto come si usa in montagna dove si sfrutta la possibilità di lavorare alla luce diurna dalla prima mattina al tardo pomeriggio. Quindi la morte strappò le persone dalle case e dai letti, straziandole con il supplizio delle lacerazioni provocate dalla violenza dell'onda d'urto dell'acqua e dell'aria, calcolata pari alla potenza di due bombe atomiche equivalenti a quelle di Hiroshima e Nagasaki messe insieme. Alcuni erano ancora svegli, davanti alle televisioni nei bar, a guardare in trasmissione differita la partita di calcio della coppa dei campioni d'Europa tra il Real Madrid e il Glasgow Rangers, di cui non riuscirono a vedere la conclusione perché strappati d'improvviso alla vita.

Chi sopravvisse si chiese subito: perché? Come il medico di Longarone, Gianfranco Trevisan, scampato alla morte poiché abitava in una casa situata in una parte più elevata del paese, in posizione laterale rispetto al margine estremo dell'onda, dove giunse l'uragano di aria e acqua polverizzata ma non l'immane ondata. Avvenuta la catastrofe, i primi soccorsi furono portati spontaneamente dai pochi superstiti sopravvissuti alla tragedia perché abitanti in

una posizione marginale o superiore rispetto alla fascia e al livello dell'onda. Il medico Trevisan fu tra i primi a cercare di portare soccorso ai pochi sopravvissuti e di estrarre dalle macerie i morti, ben più numerosi dei vivi.

Mi precipitai immediatamente fuori e notai che i fiori, la strada e la stessa mia faccia venivano irrorate da acqua nebulizzata. Era cessato il vento e persistevano dei violenti scuotimenti della terra, un rumore indefinibile molto forte come di un tuono estivo moltiplicato per cento, molto cupo che, per quel che posso ricordare, è durato tre o quattro minuti perdendo progressivamente di intensità. Non appena si è verificato il colpo di vento di cui ho parlato ho sentito venire dal paese un urlo prolungato di più voci e subito dopo, quando mi son fatto all'uscio, ho visto venire da Dogna dei lampi da scariche elettriche, almeno al colore, che illuminavano il paese, anzi la valle. Data l'oscurità non ho potuto vedere cosa succedeva nell'abitato di Longarone. Pur rivolgendo lo sguardo verso la diga, a causa l'oscurità, non vidi quello che succedeva. Mi sono reso conto quando poco dopo mi sono portato verso le scuole elementari a bordo della macchina sulla quale ero salito. L'autoveicolo, a 50 metri da casa mia, era già inservibile perché affondava nel terriccio e nell'acqua alta circa mezzo metro. Con la luce dei fari ho illuminato la strada vedendo che l'acqua stava, ormai placata, defluendo lentamente ed aveva deposto legname per circa due metri d'altezza. Subito vicino al cumulo di legname ed alle scuole trovai i primi feriti. Da questo ebbi la prima sensazione del disastro. Sono tornato immediatamente in ambulatorio e mi sono munito di torce per tornare indietro subito dopo sperando di essere utile ai feriti che purtroppo erano pochi rispetto ai morti. Il primo ferito che ho soccorso è stato un bambino di circa 10 o 12 anni, figlio di Marin Giovanni, già abitante sui terreni oltre la ferrovia a ridosso della sponda del Piave. Tale ragazzo, come appresi, era stato ritrovato nei pressi dell'abitazione della famiglia Della Stella in via Roma con una gamba fratturata. Il ragazzo è deceduto dopo 8 giorni all'ospedale di Pieve di Cadore. Il ragazzo parlava e mi riferì che stava dormendo a letto e di essersi trovato dove venne soccorso senza sapere il perché.⁶

Gianfranco Trevisan, sopravvissuto al disastro del Vajont, per paradosso del destino sarebbe morto tre anni dopo durante l'alluvione del 4 novembre 1966 travolto nel crollo di un ponte mentre con la sua automobile si stava recando a visitare un paziente ammalato.

Ma torniamo alla domanda: perché? Un interrogativo che sta alla base della conoscenza storica e che si adatta perfettamente alla vicenda del disastro del Vajont.

La diga

Tutto comincia e finisce con una diga, la diga del Vajont. Ma l'inizio e la fine sono separati da ben 38 anni di vicende connesse alle progettazioni e alla costruzione della diga. Per essere più precisi, la storia del Vajont corre lungo tutto l'arco del XX secolo. Inizia nel 1900, con la prima ipotesi di insedia-

mento di una diga di sbarramento alta 6 metri allo scopo di fornire forza motrice a una fabbrica di cartoni situata a Longarone. Termina nel 1963 con la catastrofe del 9 ottobre, conclusione dei fatti strettamente collegati alla diga. In realtà non finisce col disastro, sia perché i processi penali che ne seguirono si conclusero nel marzo 1971, sia perché i processi civili – dopo i penali – si protrassero ancora per oltre 30 anni, sia perché i risarcimenti dei danni pubblici furono determinati nel luglio 2000 dopo 37 anni dal disastro,⁷ e infine perché il Vajont divenne via via un esempio significativo dell'intervento violento e squilibrato dell'uomo sulla natura, come avrebbe evidenziato l'ONU nel 2008.⁸

Certamente in tutto lo sviluppo della questione Vajont ci fu una fase intermedia che riguardò in modo più diretto e immediato la diga, e con essa i luoghi e le popolazioni. Risalgono al 1925 gli studi commissionati dalla Società idroelettrica veneta (SIV) – una consociata della Società adriatica di elettricità (SADE) –, che portarono all'elaborazione di un primo progetto di una diga imponente per l'epoca alta 130 metri. Nel periodo della “grande crisi” conseguente al crollo di Wall Street del 1929, che colpì a catena tutto il sistema economico e finanziario a livello internazionale, le industrie elettriche, divenute da tempo *holding*, riuscirono alla perfezione ad innestarsi nel gioco della finanza mondiale uscendo dalla depressione non solo indenni, ma rafforzate. Così avvenne anche per la SADE, che insieme alle altre maggiori imprese elettriche italiane – la Società idroelettrica Piemonte, la Edison, la Centrale, la Società meridionale di elettricità – aveva creato un *trust* con una spartizione di competenze dei territori, sia nella produzione che nella fornitura al mercato.

Nel 1934 la SADE aveva incorporato la consociata SIV, rilevandone quindi impianti e progetti. Tra questi ultimi anche il progetto del Vajont, che ben presto, nel 1937, venne corredato da un elaborato esecutivo comprendente l'innalzamento della diga a 190 m. Nel 1939 cominciarono da parte della società elettrica i primi lavori di sondaggio sulle sponde di impostazione della diga senza alcuna autorizzazione delle istituzioni pubbliche e senza che si fosse ancora prodotta alcuna perizia geologica complessiva sulla valle del Vajont, in particolare sulla sponda sinistra dove si ergeva il monte Toc. Curioso questo nome della montagna, che nel dialetto locale significa «pezzo», «marcio», ma anche «matto»: gli abitanti della valle sapevano per esperienza che quel monte cadeva a pezzi, frana qua e là, e lo faceva in modo imprevedibile, senza alcun preavviso.

Ma la SADE non si accontentava. Nella successione dei progetti l'altezza della diga continuava a salire. Nel giugno 1940, pochi giorni dopo l'entrata dell'Italia nella seconda guerra mondiale, un nuovo progetto modificò l'altezza della diga portandola a 200 metri. Questa novità, prima approvata dalle istituzioni dello Stato fascista, venne sancita dopo la caduta del regime tra l'ottobre 1943 e il marzo 1945 dalla Repubblica sociale italiana; infine venne ratificata e avallata dopo la fine della guerra dalla Repubblica italiana nell'agosto 1946. «Un normale capitolo della procedura» venne definita questa sequenza di approvazioni,⁹ che passarono indifferentemente dallo Stato monarchico a quello fascista a quello repubblicano. I giochi furono condotti sempre dai massimi rappresentanti della SADE, che faceva perno direttamente o per interposta persona al cosiddetto “gruppo veneziano”, che nel «secolo breve» – come lo definì Hobsbawm – fece della finanza e della politica i suoi centri di potere e che aveva i suoi massimi esponenti in Giuseppe Volpi, Vittorio Cini, Achille Gaggia.¹⁰ Il progetto esecutivo, inoltrato nel maggio 1948, prevedeva un incremento di altezza della diga a 202 metri. Si trattava di un “nuovo” Vajont, anche se ancora non definitivo; s'intravvide però l'opportunità di procedere a un'analisi geologica della valle più articolata di quelle sino allora eseguite dal consulente fisso della società elettrica, il professore Giorgio Dal Piaz dell'Università di Padova. Il progettista della diga, l'ingegnere Carlo Semenza, che aveva ideato tutti i progetti sin dall'inizio nel 1925, chiese a Dal Piaz un esame approfondito non soltanto sulle sponde di appoggio della diga, bensì anche sull'insieme della valle del Vajont. Il geologo confessò che «i nuovi problemi prospettati mi fanno tremare le vene e i polsi».¹¹ Ciononostante, il professore Dal Piaz, dopo aver effettuato quella che venne descritta come una «passeggiata geologica», non fece che ripetere con poche rielaborazioni le osservazioni effettuate nelle precedenti relazioni geologiche del 1928, 1937 e 1940.¹²

Tuttavia nemmeno il “nuovo” Vajont bastava. Si cominciò a pensare a un “Grande Vajont” con una semplice “variante” al progetto precedente, che fu presentata nel gennaio 1957: la diga si alzò a 266 metri, dopo aver toccato in precedenza anche un'ipotesi di 300 metri. Infine nell'aprile successivo seguì il progetto esecutivo. Però il ritardo dei «pensieri» e l'incalzare del «tempo» – come confidò lo scienziato di fiducia della SADE e di Semenza, Dal Piaz –¹³ portarono a non definire con precisione nel progetto esecutivo l'altezza della diga, la cui elevazione conclusiva a metri 264,60 fu stabilita soltanto in

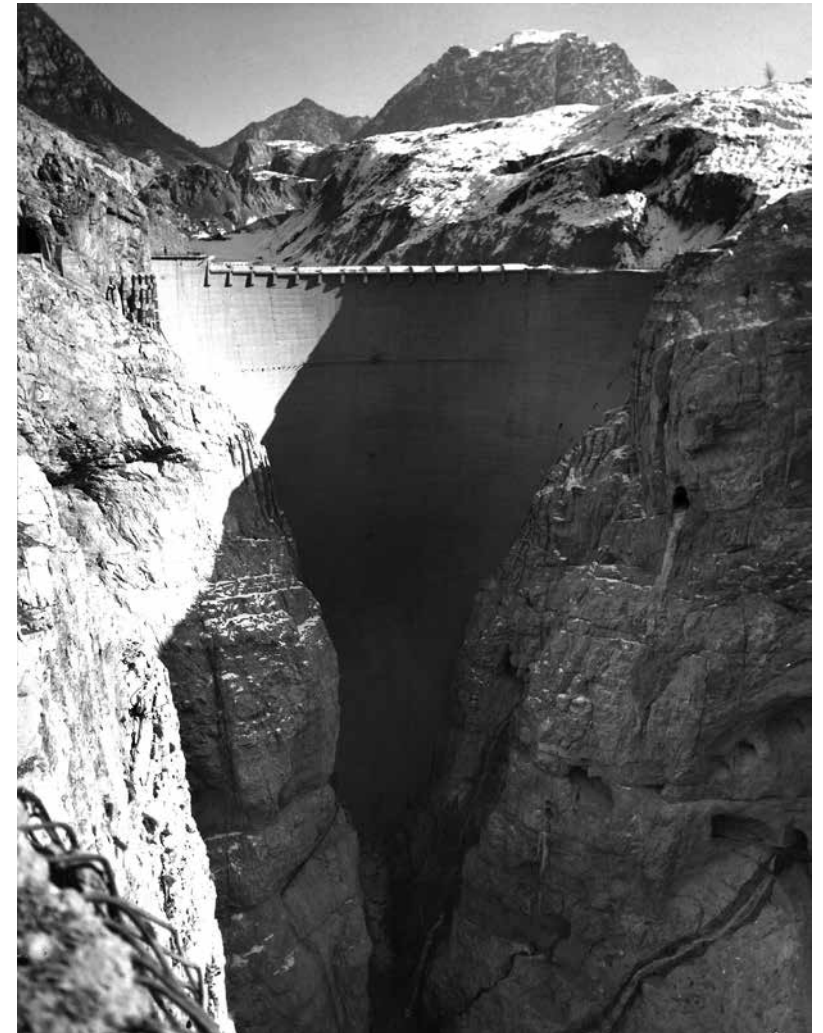


Figura 2. La diga e la valle del Vajont dopo il disastro: la frana ha colmato la valle (ASE, DG, Raccogliore 99. Frana Vaiont, 29; autorizzazione 30.1.2015).

fase di costruzione. I competenti organi ministeriali dunque approvarono il progetto nonostante l'assenza di informazioni circa la definitiva altezza della diga, di una relazione geologica conclusiva, e a lavori già iniziati dalla SADE che, ancora una volta, non disponeva di alcuna autorizzazione ministeriale. Dopo l'ultimazione degli scavi delle fondazioni e dei fianchi, la diga fu realizzata tra l'agosto 1958 e il settembre 1960. Già nel gennaio 1958 il Ministero dei lavori pubblici aveva nominato una commissione di collaudo, che nel luglio 1959 visitò per la prima volta l'impianto del Vajont, accogliendo contemporaneamente l'invito dei vertici della SADE, e a spese di questa, per una visita a Cortina d'Ampezzo e a Venezia. Si cercò in tutti i modi di rendere quanto più piacevole il sopralluogo.

Mi pare che tutto il complesso sia andato bene – scrisse Carlo Semenza all'avvocato Conte mediatore della SADE presso gli organi tecnici ministeriali a Roma –. [...] Siamo andati in via preliminare al Vaiont, poi a Pontesei e a Forno di Zoldo per la colazione. [...] I due presidenti sono andati a Cortina coll'ing. Tonini e ci sono molto riconoscenti. Ieri mattina ci siamo trovati al Vajont in seduta plenaria. [...] Nel pomeriggio siamo discesi a Venezia [...]. Alla sera cena sulla terrazza dell'albergo Europa coll'ing. Marin, che mi è parsa particolarmente apprezzata per l'ambiente di rilassamento dopo due giornate piuttosto faticose. [...] Mi hanno ringraziato vivamente anche per l'organizzazione dei vari viaggi, incontri, ecc. che ha funzionato perfettamente.¹⁴

Già poco più di un mese dopo l'ultimazione del manufatto si verificò un "incidente": una frana di 800.000 m³ cadde dalla sponda sinistra nel bacino artificiale (fig. 1). Era il primo segnale di rilevante insofferenza lanciato dal monte Toc, una montagna "difficile"¹⁵ che si collocava in una valle altrettanto "difficile". Anche in precedenza, nella fase di costruzione, si erano verificati altri sintomi sospetti: rumori, scricchiolii, tremiti, scosse, cedimenti, slittamenti, fessure, fratturazioni, frane. La zona – era risaputo – si situava in area sismica, ma per i sismologi consultati si trattava di normale attività, tale da non destare preoccupazioni. Tuttavia si ritenne opportuno affidare alcune ulteriori consulenze geologiche, geomeccaniche, idrauliche. Due geologi, Edoardo Semenza – figlio del progettista – e Franco Giudici, attivati ancor prima del franamento del novembre 1960, avevano messo in rilievo l'esistenza di un'antica frana preistorica e una lunga frattura insistenti sul monte Toc. Un altro geologo, Francesco Penta, indicò la demarcazione della lunga fessura che si estendeva per 2500 metri. Il geotecnico austriaco Leopold Müller segnalò il pericolo di una frana quantificabile in 200 milioni di m³. L'ingegnere idraulico Augusto Ghetti, dell'Università di Padova, fu incaricato di effettua-

re prove sperimentali sugli effetti di caduta di una frana nel bacino attraverso l'uso di un modello sperimentale appositamente costruito, in modo da determinare una quota di sicurezza in caso di caduta di una frana consistente. Due anni di intensi studi che segnarono un pericolo reale, anche se con difformi valutazioni più o meno allarmanti e con occultamento di alcuni risultati agli organi pubblici, come avvenne per le prove sperimentali di Ghetti, che aveva stabilito la massima sicurezza dell'invaso alla quota di 700 m. Il progettista Semenza da tempo ormai nutriva preoccupazioni non indifferenti, tanto da confidare i propri timori al suo maestro Vincenzo Ferniani, al quale si era rivolto per consiglio:

Non le nascondo – scrisse nell'aprile 1961 – che il problema di queste frane mi sta preoccupando da mesi: le cose sono probabilmente più grandi di noi e non ci sono provvedimenti pratici adeguati, a meno di pensare di far cadere buona parte del materiale addirittura, con grandi mine [...]; ma è il caso di arrivare a tanto?
Mi spiace di dare anche a lei qualche seccatura, ma il raccontarle le cose mi dà la sensazione di alleggerirmi di una parte almeno dei miei pensieri; voglia perdonarmi. Dopo tanti lavori fortunati e tante costruzioni, anche imponenti, mi trovo veramente di fronte a una cosa che per le sue dimensioni mi sembra sfuggire dalle nostre mani.¹⁶

Si stabilì di costruire una galleria *by pass* tra i due settori del bacino artificiale che si prevedeva sarebbero stati separati dal crollo di una frana, in modo da rendere in ogni caso attivo l'esercizio dell'impianto elettrico. Nonostante ormai fossero chiari pericoli e conseguenze, «prevalse – osservò il giudice istruttore – la logica del profitto sull'interesse pubblico primario».¹⁷ Va tenuto presente che di lì a poco tempo sarebbe stato formato in Italia il primo governo di "centro-sinistra" tra la Democrazia cristiana – che dal 1947 sino allora aveva governato da sola o con altri partiti di centro alleati – e il Partito socialista, definito sulla base di alcuni punti programmatici, uno dei quali prevedeva la nazionalizzazione degli impianti di produzione elettrica. Quindi bisognava affrettare l'ultimazione dell'impianto del Vajont e renderlo produttivo per il suo riconoscimento di «bene elettrico» ai fini del risarcimento per la nazionalizzazione.

Il disastro

Tra l'ottobre 1961 e l'aprile 1962 morirono prima il progettista Semenza, poi il vecchio geologo Dal Piaz. Il progettista venne sostituito dal suo collabo-

ratore di fiducia Alberico Biadene. Ormai tutti gli elementi di conoscenza concorrevano alla previsione del disastro. Tuttavia, per accelerare il riconoscimento del «bene elettrico» Vajont, Biadene decise di proseguire e forzare ulteriormente gli invasi sperimentali, che erano cominciati fin dal novembre 1960, per arrivare all'ultimo invaso avviato nel settembre 1963, previsto a quota superiore a quella di massima sicurezza indicata dall'idraulico Ghetti. Eppure era chiaro l'evolversi della situazione, come avrebbero evidenziato poi nel giugno 1967 i periti incaricati della valutazione tecnico-scientifica del disastro nella fase istruttoria del processo che seguì:

Al primo invaso [...] erano previste piccole frane nella zona del Toc.

Dopo la frana del 4 novembre 1960 [...], sarebbe stato prudente optare per la tesi pessimistica.

Dal marzo 1963 [...] era lecito attendersi un grosso sinistro, in caso di ripetizione dell'operazione di svaso.

Nel settembre 1963 [...] la catastrofe, divenuta imminente, non poteva fare a meno di prodursi all'abbassarsi del livello del lago.¹⁸

Dunque, conclusero i periti, data la concomitanza di numerosi elementi «nel caso del Vajont era certamente prevedibile e probabile un evento catastrofico», quindi «la tragedia poteva e doveva essere evitata».¹⁹

Ma possibile che, al di fuori della SADE, nessuno si fosse mai accorto di nulla? Le istituzioni pubbliche si dimostrarono composte da dirigenti e funzionari «pusillanimi», «burocrati», «compiacenti» nei confronti della società elettrica.²⁰ Molti di costoro erano stati consulenti della SADE e delle altre principali industrie elettriche italiane, alcuni continuavano a fornire anche all'Ente nazionale di energia elettrica (ENEL) – ente di Stato creato con la nazionalizzazione – prestazioni professionali private, altri mantenevano intensi contatti personali: si era creato da tempo un circuito difettoso e scorretto tra controllori e controllati, che portò a un «non regolare funzionamento degli uffici» riconducibili a pesanti «responsabilità politiche, morali, penali e civili».²¹ Il controllo pubblico insomma fu succube di un interesse privato.

Ci fu chi tentò di opporsi a quelle che venivano considerate prevaricazioni, per esempio quelle esercitate per le compravendite o gli espropri degli immobili che sarebbe stati sommersi dall'acqua con la formazione del bacino idroelettrico. I comuni direttamente interessati dall'insediamento della diga, soprattutto Erto Casso, inizialmente si limitarono a chiedere alla SADE ri-

sarcimenti per i danni economici subiti dall'occupazione di terreni di loro proprietà per la costruzione dell'impianto elettrico. Soltanto con l'avvio della costruzione della diga, enti pubblici e proprietari privati si accorsero dei reali danni globali che avrebbero subito e avviarono iniziative per la tutela dei beni collettivi o privati della popolazione legata alla valle del Vajont.

La popolazione sapeva, per esperienza e tradizione diretta trasmessa attraverso le generazioni, che il monte Toc non era per niente affidabile, che il bacino avrebbe prodotto danni alla loro economia di sussistenza realizzabile sulle due sponde della valle, che l'iniziativa della società elettrica avrebbe prodotto danni a loro e al territorio. Allo scopo di tutelare i propri interessi, ma soprattutto i diritti sopraffatti dagli arbitri della SADE, si formò prima un Comitato per la difesa di Erto e poi un Consorzio per la difesa della Val Ertana. Fu una giornalista, Tina Merlin, a dare voce ai timori degli abitanti, scrivendo articoli infuocati nel quotidiano «L'Unità». «La gente non ne può più. La SADE spadroneggia ma i montanari si difendono», intitolò nel maggio 1959 un articolo la Merlin, che per tale motivo venne sottoposta a un processo per avere diffuso «notizie false e tendenziose atte a turbare l'ordine pubblico», dal quale però uscì assolta perché il «fatto con costituisce reato».²² In questa vicenda, più che la valutazione e la discriminazione reale dei fatti presi in considerazione nell'articolo, pesò la militanza nel Partito comunista della Merlin, che scriveva appunto per il quotidiano ufficiale del partito allora considerato in permanente opposizione alle maggioranze di governo guidate dalla Democrazia cristiana.

Anche se un'altra frana era caduta dal monte Toc all'inizio dell'agosto 1963, in settembre venne avviato il nuovo invaso sperimentale del bacino, come già ricordato. Subito si verificarono ulteriori rilevanti scosse, fratture, deformazioni del terreno. «La cosa non meraviglia», disse l'ingegner Biadene.²³ Tecnici della SADE si preoccuparono di tranquillizzare quanti chiedevano notizie: «la situazione non era allarmante», affermarono, e raccomandarono di non «spargere voci allarmistiche».²⁴ La mattina del 9 ottobre un alto dirigente del Ministero dei lavori pubblici esortò a «non medicarci la testa prima di essercela rotti».²⁵ Ma difficilmente potevano essere ritenuti normali movimenti sulla superficie superiore del Toc, che erano rilevati unanimemente «a vista d'occhio» e aumentavano «di ora in ora».²⁶ Biadene verso la fine di settembre stabilì di procedere allo svuotamento del bacino, prima con gradualità, poi con accelerazione sempre più veloce. Ciò tecnicamente si rivelò un grave er-



Figura 3. La diga del Vajont con le “ferite” provocate dalla frana sui lati della valle del Vajont e la distruzione del paese di Longarone nella sottostante valle del fiume Piave (ACS, M.I.G. 1967-1970, busta 232, fascicolo. 14519/11/1/9-10, sottofascicolo 10; concessione 1264/2015, prot. 792, class. 43.10-00, 17.2.2015).

rore, perché l’acqua, penetrata a fondo nel terreno, aveva stabilito in qualche modo una forma di nuovo equilibrio, seppur precario e instabile. Biadene stesso sembrò lasciarsi cogliere da qualche preoccupazione, se la mattina del 9 ottobre – giorno della catastrofe – scrisse a Mario Pancini, direttore dei lavori del Vajont che si era recato negli Stati Uniti: «Che Iddio ce la mandi buona».²⁷ La sera del 9 ottobre una serie continua di telefonate concitate furono scambiate tra tecnici e dipendenti della SADE presenti nei pressi della diga, gli uffici locali a Longarone e quelli centrali a Venezia della società stessa, tanto che una centralinista dell’impresa telefonica addetta allo smistamento delle telefonate, preoccupata, si inserì in una conversazione telefonica chiedendo «se vi era qualche pericolo anche per Longarone», precisando di avere una bambina: la risposta che ricevette per due volte consecutive, fu che «non vi era alcun pericolo».²⁸ La montagna alla fine collassò.

266 milioni di m³ di frana precipitarono dal monte Toc nella valle alla velocità di 100 km l’ora nel tempo di soli venti secondi, sollevarono un’onda di cinquanta milioni di m³ che risalì la parte opposta, la sponda destra della valle, colpendo la frazione di Casso, ridiscese in quella che poco prima era stata la valle che non esisteva più, perché roccia e terra l’avevano riempita, si divise in due parti: una andò verso la parte est dell’ex valle annientandosi su numerose frazioni di Erto, l’altra di circa 25-30 milioni di m³ superò a ovest la diga per un’altezza variabile tra i 100 e i 200 metri, si incanalò nella stretta gola del Vajont, sboccò nella valle del fiume Piave, scoppiò letteralmente sul paese di Longarone distruggendolo quasi totalmente, annientò numerose altre frazioni di Longarone e dei paesi vicini, Castellavazzo e Soverzene (fig. 3). Il tutto in soli quattro minuti. Case, edifici, ponti, strade, ferrovia vennero distrutti. I cadaveri furono dilaniati, i resti dei morti disseminati, sommersi, trascinati dalla marea dell’onda lungo tutto il corso del Piave fino alla foce, per la lunghezza di circa 150 km, riversati sul greto e sulle sponde del fiume e depositati anche nel mare Adriatico. 1464 i resti di corpi recuperati – dei quali soltanto 704 furono riconosciuti – e depositi in un cimitero appositamente creato a Fortogna, frazione di Longarone, gli altri 446 non furono mai ritrovati.²⁹



Figura 4. Visione aerea della diga, della frana del Vajont e della soprastante frazione di Casso eseguita il 22 ottobre 1963 dall’Ente italiano rilievi aerofotogrammetrici e dall’Aeronautica militare su disposizione della magistratura, con le annotazioni alfanumeriche delle rilevazioni eseguite (ASQAQ-ASBI, APV, busta 219, fascicolo 3; concessione 1/2015, prot. 398, 10.2.2015).

Le acque irruperro – citò in epigrafe alla sentenza il giudice istruttore di Belluno Mario Fabbri il libro della *Genesis* –, [...] ingrossarono e crebbero grandemente e andarono aumentando sempre più sopra la terra [...] e sorpassarono le vette dei monti. E ogni carne che si muove [...], tutto quello che era sulla terra asciutta e aveva alito vitale nelle narici, morì.³⁰

Mentre il pubblico ministero di Belluno, Arcangelo Mandarinò, rappresentò le conseguenze della catastrofe:

Nei sei apocalittici minuti [compresi dei due minuti impiegati per le distruzioni nella valle del Piave, n.d.r.] che videro Longarone scomparire dalla faccia della terra si compì una catastrofe che forse non ha uguali nel suo genere. Tremende furono le conseguenze sulle cose, ma infinitamente più angosciose e terrificanti quelle sulle vite umane. Per giorni e settimane non si riuscì a contare il numero delle vittime [...] Dolore, commozione e sgomento per la catastrofe, pietà per le vittime, solidarietà per i superstiti furono le prime espressioni dei sentimenti di tutto il popolo italiano, seguiti subito da dubbi angosciosi e da imperiosa esigenza di verità e di giustizia. Era prevedibile tanta catastrofe? Alla stregua delle previsioni possibili potevano essere presi provvedimenti validi per evitare il disastro? Vi fu imprudenza nella drammatica gara tra l'uomo e la natura? Legittima era l'attesa di sapere se duemila persone, fra i quali circa duecento bambini, erano morti in pochi minuti per un evento impreveduto ed imprevedibile oppure per un evento prevedibile ed evitabile.³¹

Rimase la diga, assurdo baluardo di un'irreale archeologia industriale (fig. 4). Si capì poco o nulla quando avvenne la catastrofe. Fu catastrofe naturale? Basta leggere alcuni titoli dei giornali italiani nei giorni seguenti il 9 ottobre per rendersi conto che, se il Vajont accadde, fu anche perché tutto era stato sottoposto a una «realtà non ufficiale» con cui si era abilmente mascherata e nascosta la «realtà ufficiale». Così il fior fiore del giornalismo e della letteratura italiana poteva presentarsi autoassolto per mancanza di conoscenza con titoli che esaltavano la propria coscienza «pulita»: «Non c'è più nulla da fare o da dire tra fango e silenzio», dichiarava Giorgio Bocca nel quotidiano «Il Giorno» dell'11 ottobre:

In tempi atomici si potrebbe dire che questa è una sciagura «pulita», gli uomini non ci hanno messo le mani, tutto è stato fatto dalla natura, che non è buona e non è cattiva, ma indifferente. Non c'era niente da fare, non ci sono colpevoli. Ci siamo solo noi, i moscerini, che vogliamo conquistare l'Universo.

Oppure lo scrittore Dino Buzzati, che nel «Corriere della Sera» dello stesso giorno si lamentava della «Natura crudele»:



Figura 5. Un bambino fotografato sulla frana del Vajont, sullo sfondo la frazione di Casso soprastante la diga di quasi 250 metri e lambita dall'onda d'acqua sollevata dalla caduta della frana nel bacino idroelettrico, 25 aprile 1964 (ASAq-ASBI, APV, busta 20, fascicolo 1; concessione 1/2015, prot. 398, 10.2.2015).

Un sasso è caduto in un bicchiere colmo di acqua e l'acqua è traboccata. Tutto qui. Solo che il bicchiere era alto centinaia di metri e il sasso era grande come una montagna e di sotto, sulla tovaglia, stavano migliaia di creature umane che non potevano difendersi. Non è che si sia rotto il bicchiere, che non si può [...] dare della bestia a chi l'ha costruito. Il bicchiere era fatto a regola d'arte, testimoniava della tenacia, del talento e dei coraggi umani. La diga del Vaiont era ed è un capolavoro, perfino dal lato estetico.

«Giustizia senza rissa», esortava ancora il «Corriere della Sera» il 13 ottobre in un editoriale anonimo – quindi attribuibile al direttore Alfio Russo e alla redazione del quotidiano –, suffragato da Giorgio Longo direttore del «Gazzettino» che sempre nello stesso giorno invitava a non giudicare: «Giudicheremo dopo, non prima. Di fronte alla grande tragedia cerchiamo di dare spettacolo di serietà». Tutti piansero i morti, nessuno si tirò indietro. Però colse nel segno Alberto Cavallari sul «Corriere della Sera» del 12 ottobre, indicando che «I vivi ricominciano a vivere»:

I vivi tentano di ricominciare a vivere, e noi siamo qui a vederli lungo il greto del Pave, dove c'è il mare di ghiaia pieno di morti.
[...] Ci sono i vivi rassegnati e piangenti che guardano, se ne vanno, lungo la china di ghiaia, senza voltarsi indietro. Poi, i vivi nei quali il dolore diventa asprezza, ira, maledizione, giudizio.

Avrebbe avuto ragione qualche tempo dopo l'intellettuale Silvio Guarnieri a rammentare che «il nostro inutile compianto per i morti della diga del Vajont» avrebbe dovuto trasformarsi nel «nostro compianto per i vivi, per chi resta e non sa per chi sia sopravvissuto»³⁴ (fig. 5). Sarebbero stati i «vivi» a portare con sé nel tempo il ricordo, tenendolo umilmente ma fieramente celato in se stessi.

Il Vajont è come un marchio indelebile, perché ti ha sradicato di tutto... ha lasciato il segno a tutti [...]; non dimentichi mai, ho sempre in un angolo del cervello come un chiodo che batte.

E ancora:

C'è sempre un angolo del mio cervello che batte sempre là, [...] passano gli anni, ma quello che io provavo più di quarant'anni fa lo provo anche adesso; è un dolore che ti porti avanti, continuo.

Il ricordo interiore, pur celato e silenzioso, è sempre stato più forte dell'oblio, nonostante i tentativi personali di rimozione interiore caratteristica della condizione di *Post-traumatic Stress Disorder* (PTSD). Eppure, a distanza di tempo, magari per una sollecitazione confidenziale a parlare oppure per lo stimolo di un evento mediatico, il ricordo rielabora la memoria personale, facendola storia personale come parte della storia di tutti. Ed ecco che la lucidità impreveduta fa riemergere se stessi dall'oscurità dell'allontanamento forzato del passato.

Mi sono svegliata completamente sepolta e con le mani ho cercato di liberarmi la testa perché non respiravo, poi mi sono liberata anche le braccia fino al petto, [...] sentivo un grande rumore d'acqua ed un odore di nafta, mi toccavo il viso e lo sentivo gonfio; [...] pensavo fosse tutto un sogno e cercavo l'interruttore della luce, ma prendevo in mano solo sassi [...]; mi sono detta che era un sogno e che dovevo dormire, così ho appoggiato la testa sulla ghiaia, perché così dormendo mi sarei ritrovata nel mio letto.³⁵

Il processo

La macchina giudiziaria per l'accertamento delle responsabilità si mise in moto subito dopo il disastro. Ricorda il procuratore della Repubblica di Belluno Mandarinò:

La notte del 9 ottobre 1963, circa un'ora dopo il disastro, l'autorità giudiziaria era sul luogo della sciagura e, assunte le prime sommarie informazioni, iniziava le indagini ed impartiva le disposizioni più urgenti per l'assistenza agli scampati e il recupero e l'identificazione delle salme.³⁶

Furono eseguiti subito i sequestri giudiziari della documentazione delle SADE e di istituzioni pubbliche e private. Oltre 5200 furono i documenti fatti confluire nel fascicolo processuale, ai quali vanno aggiunti gli atti prodotti nell'iter processuale, che assommano a più di 150.000 incartamenti. Ma, al di là della quantità e, soprattutto, della qualità e della originalità delle carte, va ricordata l'innovazione assoluta di alcune procedure processuali, che da allora crearono giurisprudenza nel diritto italiano: i rapporti di collaborazione tra potere giudiziario e potere legislativo con la concessione da parte del primo al secondo di atti sottoposti a segreto col vincolo dell'uso esclusivo per il raggiungimento di fini specifici, autonomi e indipendenti perseguiti da ciascun potere in ordine alle proprie caratteristiche e competenze; la nomina di periti stranieri per la consulenza tecnica d'ufficio disposta dal giudice istruttore; le prove sperimentali eseguite su modelli in sedi qualificate all'estero con trasferimento temporaneo di atti fuori del territorio sovrano.³⁷ Furono poi adottate anche altre iniziative meno formali e non codificate, ma necessarie allo svolgimento di alcuni obblighi processuali, quali il riconoscimento delle vittime reso assai difficile dalle condizioni dei resti umani, che – come si è detto – si rinvenivano straziati dalla violenza dell'onda d'urto: in via di fatto senza alcuna registrazione formale fu accolta la disponibilità offerta a collaborare con i medici nominati d'ufficio dalla magistratura da parte di un anatomo-patologo sloveno, Janez Milčinski – direttore dell'Istituto di medicina legale di Ljubljana –, allora il maggiore esperto internazionale di riconoscimenti di cadaveri dilaniati, la cui competenza si era formata sul piano della ricerca scientifica sperimentale durante la guerra partigiana in Jugoslavia e poi in numerosi interventi in luoghi di catastrofi, come ad esempio i terremoti di Agadir in Marocco (1960) e Skopje in Macedonia (1963).³⁸

I magistrati di Belluno individuarono undici imputati tra dirigenti e consulenti della SADE e tra dirigenti del Ministero dei lavori pubblici, che avrebbero dovuto essere sottoposti al processo penale nel Tribunale di Belluno, competente per territorio. Alcuni dei legali dei principali imputati, però, sollevarono presso il supremo organo giudiziario, la Corte di Cassazione, la questione di «incompatibilità ambientale» per sospetto di mancanza di «serenità» nell'ambiente di Belluno: nel maggio 1968 la Cassazione stabilì il trasferimento del processo in altra sede giudiziaria, nella città dell'Aquila, distante circa 700 km da Belluno e difficile da raggiungere per la carenza di infrastrutture di comunicazione, ma a soli 120 km dalla capitale Roma, sede delle istituzioni statali e luogo privilegiato per lo svolgimento delle attività da parte dei responsabili di istituzioni ed enti privati. Ne conseguirono per i testi e i superstiti pesanti disagi e difficoltà del raggiungimento della nuova sede giudiziaria, mentre gli imputati e i difensori non incontrarono problemi a usare mezzi di trasporto celeri e servirsi dei migliori alberghi.

I tre gradi di processo previsti dall'ordinamento giudiziario italiano – Corte d'Assise, Corte d'Appello, Corte di Cassazione – si svolsero tra il novembre 1968 e il marzo 1971, concludendosi con miti condanne soltanto di due imputati, il responsabile della costruzione dell'impianto del Vajont, Biadene, che era subentrato al progettista Semenza, e un alto dirigente del Ministero dei lavori pubblici, Francesco Sensidoni, riconosciuti colpevoli di «disastro colposo» e di «omicidio colposo plurimo»: cinque anni di reclusione per il primo, l'unico ad essere sottoposto a carcerazione per qualche mese, tre anni e otto mesi per il secondo, che però non passò nessun giorno in carcere.³⁹ Rimane tuttavia il significato esemplare e simbolico della condanna non soltanto del responsabile di un'impresa privata, ma anche – e soprattutto, trattandosi di una prima volta in Italia – di un alto dirigente dello Stato. E – ancora per la prima volta nel sistema giudiziario italiano – si colpirono penalmente le responsabilità personali di sopruso di un interesse privato, che si era avvalso di strumenti pubblici per raggiungere i suoi obiettivi, e di asservimento di un sistema pubblico collettivo assoggettato al servizio di un interesse privato.

La sentenza della Cassazione venne emessa 14 giorni prima che i reati cadessero in prescrizione. Nonostante ciò, i malumori suscitati dalla limitatezza delle condanne non furono sopiti e destarono preoccupazioni, se il Ministero dell'interno si sentì in obbligo di diffondere ai propri uffici di polizia criminale una nota di precisazione e di prevenzione al fine di controllare possi-

bili reazioni di turbamento dell'ordine pubblico che potessero sollevarsi in merito alle responsabilità dei reati sulla pubblica incolumità valutate dalla Cassazione nella sentenza.⁴⁰

Nello svolgimento dei processi spesso non si tenne presente l'avvertenza che aveva fatto il giudice istruttore, cioè che non si trattava di un processo alla scienza e alla tecnica, bensì di

un processo di uomini, da giudicare con le leggi degli uomini e non già in una assise scientifica nella quale il principale imputato sia il [monte] Toc, con la sua frana, da giudicare con le leggi della scienza.⁴¹

Le sentenze dei processi, paradossalmente, contengono numerose espressioni celebrative della diga e dei suoi costruttori. «Meravigliosa e sfortunata creazione del genio italiano», dissero per esempio i giudici della Corte d'appello; e ancora, con un filosofeggiare spiccio e incolto, che nulla aveva a che fare col diritto, si esaltava l'ineludibilità del «progresso»:

il ricorso a tecniche ogni giorno più audaci e più complesse, [...] è la conseguenza del progresso, che è sinonimo di audacia, è il frutto del mutato temperamento e delle più alte ambizioni dell'uomo, teso all'appagamento di maggiori esigenze, alla ricerca quotidiana di nuovi interessi e di nuove esperienze.⁴²

Tuttavia le procedure processuali non finirono qui, perché si aprì un lungo contenzioso sui risarcimenti durato quasi altri trent'anni che vide protagoniste le società subentrate alla SADE dopo la nazionalizzazione: la Montedison, erede finanziaria della società elettrica dal 1964, l'ENEL, nel quale confluirono gli impianti elettrici in base alla legge del dicembre 1962, lo Stato nella istituzione del Ministero dei lavori pubblici protagonista in tutta la vicenda di ripetuti silenzi, assenze, autorizzazioni, concessioni⁴³ e semplici privati che non avevano accettato la transazione complessiva di dieci miliardi di lire offerta dall'ENEL affinché non si costituissero parte civile nel processo. La conclusione della penosa vicenda avvenne soltanto nel 2000 con la transazione agli enti pubblici colpiti dalla catastrofe della somma di 900 miliardi di lire suddivisa in quote uguali tra le parti – Stato, Enel, Montedison – che si riconobbero «corresponsabili». ⁴⁴ I risarcimenti ai privati sarebbero stati risolti negli anni seguenti perlopiù con accordi extragiudiziali.

La memoria

Cosa rimane della “memoria” del Vajont?

Subito dopo il disastro cominciò un’operazione sistematica e incessante di rimozione della “memoria”. Al silenzio di quella privata ci pensarono i diretti interessati superstiti della catastrofe, relegando il tragico ricordo in un anfratto della loro psiche – come si è già osservato –, che sarebbe stato scalfito in qualche modo soltanto a distanza di alcuni decenni.⁴⁵ Oltre alle ragioni indotte dal riequilibrio individuale tra conscio e inconscio, all’esterno erano stati cancellati tutti i segni visibili di stimolazione del riaffiorare alla mente. La *new town* di Longarone fra stralci, varianti, deroghe era stata realizzata in modo del tutto difforme dal «piano urbanistico comprensoriale» progettato dall’urbanista Giuseppe Samonà per incarico del Ministero dei lavori pubblici.⁴⁶ Il modello di ricostruzione degli edifici abitativi, poi, rispose all’ispirazione dell’anonimato “moderno” invece che all’identità della tradizione, creando case anomale di cemento armato definite dalla popolazione locale “bunker”. Lo stesso ripopolamento del tessuto urbano portò a un’ulteriore, anche se necessaria, frattura col passato dovuta all’immigrazione connessa alla ricostruzione del tessuto economico e alla ripresa delle attività produttive, dalla quale soltanto le generazioni successive si sarebbero affrancate in una nuova autoidentificazione.⁴⁷ Gente senza una storia collettiva che ha cercato di costruirsi una propria storia, “gente comune”, che sarebbe meglio chiamare “gente non comune” che fa parte della storia.⁴⁸ Uomini e donne “del Vajont”, che hanno imparato a conoscere la strada dell’“uomo spaesato” e hanno trasformato un “non-luogo” in “luogo”.⁴⁹

A stendere un velo su ogni emersione di una memoria pubblica ci pensarono invece le stesse istituzioni responsabili del disastro. Il Vajont era pesante, intrigante, compromettente, e dava fastidio. Quindi il ricordo andava rimosso prima che producesse memoria. Da un lato la SADE, o meglio ciò che sopravvisse della sua eredità dopo la scelta di incorporazione nella Montecatini, primo passo precursore della successiva acquisizione da parte di quest’ultima della società elettrica Edison, che avrebbe dato vita al colosso industriale della Montedison. Dall’altro lato l’ENEL, che in seguito alla nazionalizzazione aveva assorbito impianti e personale della SADE, respingendo però l’impianto del Vajont perché privo di collaudo. Diga e frana di fatto rimasero a lungo una specie di terra di nessuno sottoposta a interventi di sicurezza soltanto da

parte dello Stato, finché una sentenza in sede civile del 1982 stabilì la «corresponsabilità solidale» dei due enti – ENEL e Montedison – secondo le loro specifiche competenze.⁵⁰

Dal Vajont non venne elaborata una memoria, ma si formarono tante memorie separate, divise, spesso contrastanti e opposte. L’unificazione delle memorie sarebbe stata impossibile, e forse è bene che non sia avvenuta magari sotto l’impulso di una forzatura violenta.⁵¹ Aveva ragione il sindaco di Longarone in carica, Gioacchino Bratti, quando nel 1987, accogliendo nel cimitero delle vittime del Vajont il pontefice Giovanni Paolo II recatosi in visita nei luoghi della catastrofe, rivendicò la “sacralità” della memoria come la sola garante di un’unicità, fosse essa laica o religiosa, garantita dalla visione del futuro nelle mani delle nuove generazioni. Potrebbe sembrare assurdo, ma forse la prova di unificazione delle memorie divise venne tentata proprio nel cimitero delle vittime del Vajont a Fortogna, dichiarato “monumento nazionale” nel 2003 dopo una rifacimento che suscitò ancora una volta lunghi strascichi polemici per il criterio di unitarietà e uguaglianza adottato nei simboli di commemorazione, ispirato alla convinzione che la morte aveva unito tutti sotto un unico segno. Ma spesso, all’opposto, anche questo fu considerato un ulteriore stimolo per la formulazione di tante memorie divise, frammentate, individuali, trascurando che solo una memoria condivisa può stimolare identità e appartenenza.

Si dovette attendere una spinta mediatica per fare riemergere i ricordi e le memorie. Prima l’«orazione civile» sul Vajont dell’attore Marco Paolini trasmessa dalla televisione pubblica italiana nell’ottobre 1997, poi il film *Vajont* del regista Renzo Martinelli nel 2001, suscitarono l’emotività di milioni di spettatori che nella maggior parte per la prima volta sentirono parlare e videro immagini del Vajont. Non è un caso se proprio sulla spinta dell’impressione suscitata dalla comunicazione dei media siano sorte tra il 2000 e il 2001 due associazioni di “superstiti” e “sopravvissuti” del Vajont.

Dopo qualche anno tuttavia il velo del silenzio si sarebbe nuovamente posato sul Vajont, perché ben presto l’emozione si sarebbe trasformata in luogo comune anche nel linguaggio. Al tentativo di elaborazione di una memoria sarebbe subentrata la volgarità appiattita di espressioni stereotipate, valide per tutto e per tutti: «è tutto un vajont», «sembra un vajont», «cade come un vajont», «che vajont!», sono tutt’oggi le scurrilità più comuni e diffuse nella miseria di chi usa un linguaggio costituito da non più di un migliaio di

parole. In linea con tale “sentire” Longarone divenne sede di manifestazioni mediatiche, come la selezione “Miss Longarone” per partecipare alla finale del concorso di bellezza “Miss Italia”, oppure in occasione delle “celebrazioni” – così vennero denominate – per il 50° anniversario del disastro, oltre ad alcune presenze istituzionali, anche dell’arrivo di una tappa del giro ciclistico d’Italia, di un incontro di calcio tra la Nazionale sindaci e i Campioni dello sport, di una corsa podistica “ininterrotta”, e così via.

Occorreva un’altra catastrofe per fare riemergere ancora una volta nel “sentito dire” il Vajont: il terremoto dell’Aquila dell’aprile 2009. 309 vittime, tra le quali un’archivista, Giovanna Lippi, che insieme a una collega, Daniela Nardecchia, aveva sistemato i documenti del processo del Vajont da poco depositati nell’Archivio di Stato della città abruzzese dal locale Tribunale, dove si trovavano fin dalla conclusione dei processi.⁵³ Da poco era stato avviato un progetto denominato “archivio diffuso del Vajont”, con lo scopo di individuare sedi e raccogliere documenti sparsi in diversi e svariati luoghi.⁵⁴ Tutto ciò per “fare storia del Vajont”. Carte non morte e sepolte in depositi inaccessibili quelle dei processi, ma carte viventi che parlano con le voci dei protagonisti, testimoniano di esistenze, comunicano per fare capire e comprendere.

Da questi documenti emerge una storia del Vajont non come ridotta vicenda locale, ma come simbolo di una nazione – l’Italia – nell’epoca in cui accade e, ancor più, come parametro ed emblema di dimensione mondiale, il primo di dieci esempi di disastri cosiddetti “naturali” accaduti negli ultimi cinquant’anni, causati da errori dell’uomo e da stravolgimenti della scienza e della tecnica, come indicò l’UNESCO, organismo dell’ONU nel febbraio 2008 in occasione dell’apertura dell’“International Year of Planet Earth”:

The Vajont reservoir disaster is a classic example of the consequences of the failure of engineers and geologists to understand the nature of the problem that they were trying to deal with.⁵⁵

Abbreviazioni archivistiche

ACS, MI.G Archivio Centrale dello Stato. Roma, Ministero dell’Interno. Gabinetto
 ASaQ, APV Archivio di Stato dell’Aquila, Archivio Processo Vajont
 ASBI, APV Archivio di Stato di Belluno, Archivio Processo Vajont
 ASBI.P.G.V. Archivio di Stato di Belluno. Prefettura. Gabinetto. Vajont
 ASE, DG Archivio Storico Enel. Napoli, Direzione Generale
 Nota bene: il duplice riferimento della sede archivistica dell’APV indica la titolarità del fondo da parte dell’ASaQ e il suo deposito temporaneo nell’ASBI.

- _1. ASBI, P.G.V., b. 89, fasc. Vo 8-2, rapporto del Compartimento della Polizia stradale di Bolzano - sezione Polizia stradale di Belluno al Ministero dell’Interno - Direzione generale della Pubblica sicurezza, s.l. s.d. [Belluno 10 ottobre 1963].
- _2. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 2, all. B. Volume degli interrogatori eseguiti dalla Commissione ministeriale di inchiesta, interrogatorio del carabiniere Rinaldo Aste 22 ottobre 1963.
- _3. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 2, all. B (cfr. nota 2), interrogatorio del parroco di Casso [don Carlo Onorini] 22 ottobre 1963.
- _4. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 10, fasc. 1. Esame testi eseguiti in istruttoria formale, testimonianza di Germano Accamillesi, Longarone 13 marzo 1964.
- _5. M. Armiero, *Le montagne della patria. Natura e nazione nella storia d’Italia. Secoli XIX e XX*, Torino 2013 (ed. or. Cambridge 2011).
- _6. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 10, (cfr. nota 4), testimonianza del dott. Gianfranco Trevisan, Longarone 12 marzo 1964.
- _7. M. Reberschak, *Il Grande Vajont*, Sommacampagna Verona 2013 n.e. (I ed. Longarone 1983).
- _8. M. Reberschak, *Il Vajont dopo il Vajont*, in M. Reberschak (a cura di), *Il Vajont dopo il Vajont. 1963-2000*, I. Mattozzi, Venezia 2009, p. 25.
- _9. Senato della Repubblica. IV legislatura, *Commissione parlamentare d’inchiesta sul disastro del*

Vajont (Legge 22 maggio 1964, n. 370). Relazione finale. Comunicata alla Presidenza delle Camere il 15 luglio 1965, Documento n. 76-bis, Roma 1965, p. 157.

- _10. M. Reberschak, *Gli uomini capitali: il “gruppo veneziano”*, in M. Isnenghi, S. Woolf (a cura di), *Storia di Venezia, L’Ottocento e il Novecento*, Roma 2002, p. 1255-1311.
- _11. ASaQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti della SADE, b. 68, fasc. 1, lettera di G. Dal Piaz a C. Semenza, Padova 15 ottobre 1948.
- _12. Senato della Repubblica (cfr. nota 9), p. 50-52, 56-58.
- _13. ASaQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti della SADE, b. 68, fasc. 1 (cfr. nota 11), lettera di C. Semenza a G. Dal Piaz, Venezia 22 febbraio 1957.
- _14. ASaQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti della SADE, b. 67, lettera di C. Semenza a Conte, Venezia 20 luglio 1959.
- _15. *International Conference on Vajont 1963-2013. Thoughts and analyses after 50 years since the catastrophic landslide. Padua, Italy, 8-10 October 2013*, R. Genevois, R. Prestinzi eds., Roma 2013, IJEJE, 2014, 14, www.ijege.unroma1.it/rivista/international-conference-on-vajont-1963-2013-thoughts-and-analyses-after-50-years-since-the-catastrophic-landslide; cfr. L. Superchi, *The Vajont rockslide: new techniques and traditional methods to reevaluate the catastrophic event*, tesi di dottorato di ricerca. Scienze della terra - Dipartimento di geoscienze, tutor R. Genevois, Università di Padova, a.a. 2010-2011.
- _16. ASaQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti della Sade, b. 67 (cfr. nota 14), lettera di C. Semenza a V. Ferniani, Venezia 20 aprile 1961.
- _17. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 35, Tribunale di Belluno. Sentenza del giudice istruttore Mario Fabbri, n. 84/64 G.L., 20 febbraio 1968 [depositata 21 febbraio 1968], p. 186.
- _18. ASaQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 21, fasc. 4b, Perizia d’ufficio disposta dal G.I., 23 giugno 1967, p. 255. Il testo originale in lingua francese si trova nel fasc 4c. I periti furono: i geologi Floriano Calvino (Italiano) e Marcel Roubault (francese), l’ingegnere idraulico Henri Gridel (francese), l’ingegnere civile Alfred Stucky (svizzero).

- _19. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 21, fasc. 4b (cfr. nota 18), p. 24.
- _20. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 35 (cfr. nota 17), p. 335.
- _21. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 2, all. A, Ministero dei lavori pubblici, Commissione di inchiesta sulla sciagura del Vajont. Relazione al Ministro dei lavori pubblici, [15 gennaio 1964], p. 192; Senato della Repubblica. IV legislatura (cfr. nota 9), Allegato 1. *Relazione di minoranza degli onorevoli Busetto, Vianello, Gaiani, Lizzero, Scoccamarro, Gianquinto, Vidali, Alicata*, p. 25.
- _22. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 1, fasc. 2, Il Tribunale civile e penale di Milano. Sezione penale, Sentenza nella causa penale contro Pizzigoni Orazio e Merlin Clementina, 30 novembre 1960, n.1974, 1117/60 R.G. Cfr. T. Merlin, *Sulla pelle viva. Come si costruisce una catastrofe. Il caso Vajont*, Sommacampagna Verona 1997 (1 ed. Milano 1983); T. Merlin, *La rabbia e la speranza. La montagna, l'emigrazione, il Vajont*, Sommacampagna Verona 2004.
- _23. ASAQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti del Genio civile di Udine, b. 202, fasc. 1, nota di A. Biadene al sindaco di Erto Casso, Venezia 7 settembre 1963.
- _24. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 2, all. B (cfr. nota 2), interrogatorio di Almo Violin, 23 ottobre 1963.
- _25. ASAQ-ASBI, APV, Atti sequestrati. Documenti del Ministero dei lavori pubblici e della Commissione ministeriale d'inchiesta per la sciagura del Vajont, b. 215, fasc. 1. Interrogatori della Commissione ministeriale d'inchiesta, interrogatorio di Alberico Biadene 22 ottobre 1963.
- _26. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 10, fasc. 1 (cfr. nota 4), testimonianze di Felice Corona 15 marzo 1965, Giuseppe De Marta 18 marzo 1965; fasc. 2 (cfr. nota 6), testimonianze di don Carlo Onorini 1 maggio 1967, Felice Filippin 6 giugno 1967, Boris Bresack 7 giugno 1967.
- _27. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 156. Atti sequestrati. Documenti dell'ENEL, lettera di A. Biadene a M. Pacini, Venezia 9 ottobre 1963.
- _28. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 5. Interrogatori eseguiti in sede di
- polizia giudiziaria, interrogatorio di Maria Capraro 21 ottobre 1963.
- _29. L'elenco delle vittime è pubblicato in Reberschak, *Il Grande Vajont* (cfr. nota 7), p. 385-418.
- _30. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 35 (cfr. nota 17), p. 41.
- _31. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 34, Procura della Repubblica. Belluno, Requisitoria del pubblico ministero Arcangelo Mandarino, n.818/63 P.M., 22 novembre 1967, [depositata 23 novembre 1967], p. 73.
- _32. M. Roubault, *Vent-on prévoir les catastrophes naturelles?*, Paris 1970.
- _33. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 35 (cfr. nota 17), p. 337-338.
- _34. S. Guarnieri, *Compianto per i morti del Vajont*, in Id., *Cronache feltrine*, Vicenza 1968, p. 175.
- _35. C. Zaetta, A. Favaro, *Memorie e dolore a 45 anni di distanza. Le conseguenze a lungo termine sulla salute psichica e fisica dei sopravvissuti*, in Reberschak (cfr. nota 8), p. 291-398.
- _36. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 34 (cfr. nota 31), p. 77.
- _37. M. Fabbri, *Processo penale e inchiesta parlamentare. Rapporti, interferenze, conflitti tra autorità giudiziaria e commissione* e F. Zangrando, *Il lungo viaggio attraverso al colpa*, in Reberschak, (cfr. nota 7), p. 183-223 e 225-266.
- _38. J. Milčinski, *Leta za pet drugih*, Ljubljana 1990; T. Rott, Akad. prof. dr. prva in dr. med. Janez Milčinski, "ISIS", 2011, 6, <http://www.zdravnikskazbornica.si/isis/1081/2011/121/13/akad-prof-dr-prava-in-dr-med-janez-milcinski>.
- _39. Corte suprema di Cassazione. Sezione IV penale, Sentenza sul ricorso proposto da Biadene Alberico + 6, n. 31/71, 25 marzo 1971 [depositata 20 luglio 1971].
- _40. ACS, Ministero dell'interno. Gabinetto 1971-1975, b. 345. Processo Vajont, Nota del direttore degli affari sociali ed economici alla direzione generale della pubblica sicurezza, Roma 18 gennaio 1972.
- _41. ASAQ-ASBI, APV, Tribunale di Belluno. Ufficio istruzione, b. 35 (cfr. nota 17), p. 313.
- _42. ASAQ-ASBI, Corte d'appello dell'Aquila. Cancelleria. Sezione penale, Corte di appello de L'Aquila. Sezione penale, Sentenza nella causa penale di Biadene Alberico + 6, n. 288/70, 3 ottobre 1970 [depositata 5 gennaio 1971], p. 414-415.

- _43. N.W. Palmieri, *Vajont, Stava, Agent Orange. Il costo di scelte irresponsabili*, Padova 1997; A. Montelero, *Il ruolo dello Stato nelle dinamiche della responsabilità civile di danni di massa. Tre variazioni sul tema uranio impoverito, emoderivati e Vajont*, Torino 2013.
- _44. M. Reberschak, *Vajont. Un archivio diffuso*, in Reberschak (cfr. nota 8), p. 487-494.
- _45. C. Zaetta, *Disastro del Vajont: conseguenze a lungo termine sulla salute fisica e psichica nei sopravvissuti al disastro del Vajont*, tesi di dottorato di ricerca in Scienze mediche, cliniche e sperimentali - Neuroscienze, Università di Padova, supervisore P. Santonastaso, a.a. 2007-2008.
- _46. G. Samonà, *Piano urbanistico comprensoriale del Vajont. Relazione generale dello schema*, Venezia 1965.
- _47. L. Palla, *La nuova città e la sua gente: un difficile percorso dal 1963 a oggi* e F. Rossi, *La popolazione di Longarone, 1951-2001*, in Reberschak, (cfr. nota 8), p. 51-90 e 93-134.
- _48. E. J. Hobsbawm, *Gente non comune*, Milano 2000 (ed. or. New York 1998).
- _49. T. Todorov, *L'uomo spaesato. I percorsi dell'apartenenza*, Roma 1997 (ed. or. Paris 1996); M. Augé, *Nonluoghi. Introduzione a un'antropologia della modernità*, Milano 2009 (ed. or. Parigi 1992).
- _50. Zangrando, (cfr. nota 37), p. 264.
- _51. F. Vendramini, *Le "memorie" del Vajont*, in Reberschak (cfr. nota 7), p. 267-281; M. Reberschak, *Come riconquistare la memoria: il Vajont, dalla catastrofe all'archivio*, in "Historia Magistra", 3 (2010), p. 123-134.
- _52. M. Reberschak, *Una storia del "genio italiano": il Grande Vajont*, in Reberschak (cfr. nota 7), p. 66.
- _53. G. Lippi, D. Nardecchia, *L'Archivio Vajont. Inventario*, in Reberschak (cfr. nota 8), p. 495-573; ripubblicato in Reberschak (cfr. nota 7), p. 283-367.
- _54. M. Reberschak, *Per un archivio diffuso del Vajont. Inventari e documenti degli archivi del processo penale e della Commissione parlamentare d'inchiesta*, in "Protagonisti", 8 (2004), p. 64-107; M. Reberschak *Vajont. Un archivio diffuso*, in *Il Vajont dopo il Vajont* (cfr. nota 8), p. 375-494.
- _55. www.yearofplanetearth.org/PressKit.pdf

Figli – e nipoti – della miniera: la memoria del passato minerario a Macugnaga e le sue articolazioni

Roberta Clara Zanini

In questo contributo si presentano i risultati di una ricerca etnografica condotta a Macugnaga, località piemontese situata in alta Valle Anzasca che, oltre ad essere una comunità walser e un polo celebre per la pratica dell'alpinismo, ha vissuto un importante passato minerario, la cui memoria è trasmessa dall'associazione "Figli della miniera". I membri dell'associazione appartengono a tre diverse generazioni – i minatori, i loro figli e i loro nipoti – e la presenza di questo spettro generazionale piuttosto ampio si riflette nelle molteplici rappresentazioni simboliche relative alla figura del minatore e all'attività mineraria in generale. Esito di tale molteplicità è la costruzione di una memoria sfaccettata, che presenta contemporaneamente percorsi di introversione e di estroversione. Se nel caso della memoria di prima e, in parte, di seconda generazione l'aspetto introversivo, di recupero maieutico, appare prevalente, nel caso della memoria di terza generazione l'elemento estroversivo emerge molto più chiaramente e dà origine a un impegno che si manifesta attraverso la messa in atto di percorsi di comunicazione, di trasmissione e di promozione.

Macugnaga: un mosaico di memorie e di rappresentazioni

In questo contributo intendo presentare una parte dei risultati di una ricerca condotta a Macugnaga – località situata in alta Valle Anzasca, un ramo laterale della vallata piemontese dell'Ossola – nel quadro del Dottorato di Ricerca in Antropologia culturale dell'Università di Torino e sostenuto dalla Regione Piemonte nell'ambito del progetto transfrontaliero "E.C.H.I. Etnografie italo-svizzere per la valorizzazione del patrimonio culturale immateriale". L'obiettivo di questo progetto era quello di indagare, attraverso l'utilizzo di

metodologie etnografiche, come si articolassero, nelle aree poste al confine tra Italia e Svizzera, le dinamiche di gestione, trasmissione e valorizzazione della memoria storica e del patrimonio culturale immateriale. Macugnaga ben si prestava a divenire oggetto di una ricerca approfondita per almeno due motivi: in primo luogo, perché si tratta di una comunità posta al confine con la Svizzera e che deve a questa prossimità geografica e culturale un'importante eredità storica; in secondo luogo, perché contingenze storiche e intensi e precoci movimenti di popolazione hanno portato all'attuale presenza nella comunità di diverse istanze di riconoscimento connesse a molteplici potenziali memorie e beni culturali patrimonializzabili. Nonostante Macugnaga possa essere definita, senza alcun dubbio e in virtù anche della Legge 482/99 a tutela delle minoranze linguistiche, come una comunità walser, la sua storia e la sua memoria non si esauriscono affatto con l'insediamento walser, poiché la stessa località, oltre ad essere stata un polo notevolissimo per la pratica dell'alpinismo e del turismo alpino, ha vissuto un intenso passato minerario.¹ Questi tre differenti nuclei di memoria coesistono e sono fortemente radicati sul territorio e l'obiettivo della mia indagine, condotta mediante una ricerca sul terreno di tipo intensivo, era di verificare come si articolassero a livello micro-locale le dinamiche di gestione di queste memorie.²

Durante il lavoro sul terreno lo studio delle differenti memorie individuabili a Macugnaga è stato condotto utilizzando uno schema di indagine costituito da tre questioni – la memoria *di chi? di cosa? per chi?* – che ovviamente non possono essere considerate in modo indipendente l'una dall'altra; al contrario, è proprio la relazione fra questi livelli ad essere particolarmente significativa. Rispondere al primo interrogativo – ovvero riflettere su chi si occupi a livello locale della gestione della memoria – infatti, significa contemporaneamente interrogarsi sul contenuto culturale e simbolico della memoria trasmessa. È sulla base di questo stesso scheletro interpretativo che cercherò di dar conto delle dinamiche osservate a Macugnaga, con un'attenzione specifica alla memoria del passato minerario e soprattutto alle sue differenti rappresentazioni che emergono dalle narrazioni dei vari soggetti coinvolti. Vedremo, infatti, come sia individuabile nel contesto macugnaghese una molteplicità di attori che si occupano della gestione e della trasmissione della memoria mineraria, caratterizzati da un'interessante distribuzione generazionale. Ci concentreremo inoltre sugli obiettivi dei percorsi di recupero e valorizzazione della memoria, facendo ricorso al binomio concettuale, proposto da Jean-François

Bayart e ripreso da Alice Bellagamba, di introversione ed estroversione.³ Possiamo infatti collocare sul *continuum* che separa estroversione e introversione le differenti pratiche di gestione della memoria messe in atto all'interno di una comunità, distinguendo fra approcci introversivi, orientati verso i membri stessi della comunità e per loro esplicitamente pensati, e approcci maggiormente estroversivi, finalizzati alla comunicazione all'esterno e a chi non appartiene al gruppo, alla valorizzazione e al ricorso alla memoria come fattore di sviluppo economico.

È opportuno, preliminarmente, dedicare qualche riga al percorso storico che ha coinvolto Macugnaga e che ha contribuito a determinare la sua attuale fisionomia sociale, culturale e demografica, soprattutto per quanto riguarda la componente mineraria.⁴ L'intenso sviluppo minerario che ha coinvolto la comunità, iniziato nel Settecento, è proseguito, con alterne fortune, fino alla chiusura degli stabilimenti di estrazione nel 1961. La presenza della più grande miniera d'oro italiana ha comportato frequenti e significativi movimenti immigratori lungo tutto il periodo dell'attività; se nel periodo iniziale le manovalanze specializzate provenivano principalmente dall'area tirolese e da alcune aree del Piemonte, tra Otto e Novecento si è registrato un incremento demografico notevole, conseguenza della presenza di minatori provenienti da ogni parte d'Italia. Questi precoci fenomeni di immigrazione hanno ovviamente modificato radicalmente la comunità, soprattutto per quanto riguarda la frazione di Pestarena in cui la miniera era situata, "contaminandone" il nucleo walser originario e portando a uno sviluppo economico significativo. La chiusura della miniera, dovuta al declino della resa e a un drammatico incidente in cui morirono quattro minatori, ha reso necessaria una conversione economica radicale, orientata al settore turistico, e ha comportato un brusco calo della popolazione: dopo il *boom* iniziale che aveva fatto incrementare la popolazione da 603 residenti nel 1871 a quasi 1000 nel 1951, si scende infatti drasticamente ai 766 del 1971, che si riducono a 706 nel 1981.

Nel prossimo paragrafo vedremo dunque come si esprime localmente il ricordo del passato minerario macugnaghese e per farlo faremo ricorso al termine di "generazione", tenendo in considerazione due sue differenti accezioni. Ci concentreremo infatti sia sulla generazione intesa come processo creativo che dà origine alla narrazione condivisa che costituisce il contenuto della memoria trasmessa, sia sui vari gruppi generazionali che compongono l'insieme dei portatori della memoria mineraria e che operano attivamente nel contesto macugnaghese.

Generazioni di memoria

La memoria di un passato economicamente e umanamente tanto rilevante viene attualmente mantenuta viva dall'Associazione Figli della Miniera, fondata pochi anni orsono in seguito all'interessamento di un gruppo molto attivo di figli di minatori. Questa relativa giovinezza associativa la distingue in modo netto dalle altre associazioni che operano a livello locale nel settore della conservazione e valorizzazione della memoria storica ed è un indicatore piuttosto interessante delle dinamiche che si osservano a Macugnaga.⁵ Il forte radicamento della memoria walser, infatti, ha per lungo tempo catalizzato attenzioni e risorse, determinando la quasi esclusiva identificazione e rappresentazione di Macugnaga come comunità walser. Il recente percorso di recupero che ha portato alla riemersione del passato connesso all'attività di estrazione mineraria trova le sue origini nell'azione combinata di due importanti fattori di stimolo, che hanno operato congiuntamente pur presentando per certi versi caratteristiche opposte. Si possono individuare, infatti, una spinta esogena e un altrettanto significativo impulso endogeno.

L'evento che ha dato il via alla stagione di recupero della memoria mineraria, e che ha costituito la premessa per la successiva fondazione dell'Associazione Figli della Miniera, è stata la pubblicazione del monumentale volume *L'oro del Rosa*, scritto a quattro mani da Riccardo Cerri e Alessandro Zanni e pubblicato nel 2008 dopo un periodo di ricerca di oltre un decennio.⁶ Il volume si concentra esclusivamente sul periodo settecentesco della storia estrattiva anzaschina, proponendone una ricostruzione e un'analisi estremamente accurate. L'attività di scavo e ricerca che ha preceduto e consentito la pubblicazione del volume ha visto coinvolti non solamente i due autori (dei quali uno, Alessandro Zanni, era anzaschino ed è stato fra i fondatori dell'Associazione Figli della Miniera), ma anche un anziano minatore macugnaghese che, per la sua profondissima conoscenza del campo minerario locale – sia dal punto di vista territoriale, sia da quello tecnico, tecnologico e umano – è stato una fonte di informazioni imprescindibile. È stata, in realtà, proprio la straordinaria operazione di raccolta e conservazione di materiale strettamente connesso all'attività mineraria condotta dal minatore, a livello personale, ad aver costituito lo stimolo che ha spinto i due autori del volume a intraprendere l'attività di ricerca e contestualizzazione.

L'azione congiunta dello stimolo interno proveniente dall'attività privata del

minatore e della spinta esogena originata dalla pubblicazione del volume ha quindi agito come un catalizzatore, che ha innescato un'inaspettata quanto intensa ed entusiasta reazione negli abitanti di Pestarena e in coloro che avevano una connessione personale con le miniere di Macugnaga pur non risiedendo nella località. Dalle parole degli informatori emerge come la pubblicazione del libro abbia di fatto legittimato quello che fino a quel momento era solamente un diffuso sentimento di rivendicazione di appartenenza e di importanza. L'esistenza di prove documentarie, scientificamente valide e infine rese pubbliche, che testimoniano il grande ruolo svolto dall'attività mineraria – e quindi, soprattutto, degli uomini che la praticavano – nella storia di Macugnaga legittimava finalmente la richiesta del riconoscimento di tale importanza da parte dei minatori e delle loro famiglie. Attraverso di essa non si rivendica solamente l'appartenenza culturale e simbolica dei minatori alla più ampia comunità macugnaghese, ma anche, e soprattutto, il diritto al possesso legittimo di uno spazio significativo nel panorama culturale locale, promosso da quello che resta della sempre più esile comunità mineraria.

Dall'indagine etnografica è risultato in modo evidente come, quantomeno in queste prime fasi dell'esperienza associativa, a prevalere sia un orientamento chiaramente introversivo, che si traduce nell'obiettivo intorno a cui ruotano tutte le iniziative organizzate e che bene viene sintetizzato dal motto dell'associazione: «per non dimenticare Pestarena». I membri del gruppo, attraverso le attività commemorative su cui torneremo più avanti, combattono dunque quella che, per riprendere le parole dell'antropologa Francesca Cappelletto, può essere definita una *struggle against forgetting*,⁷ una lotta urgente contro l'oblio per preservare, mantenere e trasmettere una memoria che, con la scomparsa sempre più frequente dei testimoni che avevano vissuto in prima persona l'esperienza della miniera, va progressivamente e inesorabilmente assottigliandosi. Destinataria della narrazione che emerge da questo processo, che potremmo definire socraticamente maieutico, è la comunità stessa, che si riappropria così di una parte del proprio passato per lungo tempo rimasta in secondo piano, sovrastata da memorie, come quella walser, più immediatamente e facilmente spendibili anche sotto il profilo della promozione turistica.

Se nel caso della memoria walser la gestione è esclusivamente interna alla comunità macugnaghese, e sono tollerate solo limitate partecipazioni rituali da parte dei forestieri,⁸ per quanto riguarda l'eredità relativa al passato minera-

rio si assiste a una gestione condivisa, che coinvolge non solo attori residenti nel comune di Macugnaga e specificamente nella frazione di Pestarena dove si trovavano gli stabilimenti estrattivi, ma anche persone dell'intera valle. La particolarità delle miniere risiede infatti nell'aver coinvolto, durante il periodo di massima attività estrattiva, uomini provenienti da tutta la Valle Anzasca, che mantengono tuttora un forte legame con Pestarena e sono attivamente coinvolte nel programma dell'associazione. All'altezza di Pestarena, nella zona di confine fra media e alta Valle Anzasca, si individua dunque un'area di giuntura, in cui le tracce del passato minerario, e soprattutto le attività festive e commemorative legate a tale eredità storica, si presentano come un ponte culturale e simbolico e come una delle poche memorie condivise dall'intera valle, che consente di attenuare la distanza simbolica che esiste fra le due aree, separate storicamente dal confine linguistico fra bassa valle romanza e alta valle germanofona.⁹

Le dinamiche della memoria mineraria, se avvicinano Pestarena al resto della Valle Anzasca riducendo questa frattura culturale, contemporaneamente fanno emergere piuttosto nitidamente il confine simbolico che separa Pestarena dalle altre frazioni che compongono Macugnaga. La percezione di tale faglia, che vedremo in modo particolare quando ci occuperemo delle occasioni commemorative, è evidente da entrambi i versanti. È assai comune, ad esempio, che gli abitanti di Pestarena si riferiscano alla borgata capoluogo di Staffa chiamandola genericamente Macugnaga, quasi a sottolineare il fatto che Pestarena è una realtà che rimane per certi versi lontana, separata dal resto del comune. Analogamente chi risiede nelle borgate superiori sembra identificare Pestarena più come un paese appartenente al resto della Valle Anzasca che non come una frazione vera e propria.

Analizzando la composizione dell'associazione si registra in particolare la partecipazione estremamente attiva di famiglie di minatori che hanno lasciato Pestarena per trasferirsi in comuni del fondovalle. L'impegno diretto e assiduo nell'organizzazione degli eventi e delle attività patrocinate dall'associazione ha talvolta determinato il riavvicinamento di queste famiglie alla borgata. Si è venuta a creare, dunque, quella che Cappelletto definisce «comunità di memoria»,¹⁰ ovvero una comunità che non ha confini spaziali definiti, poiché costituita per la maggior parte da persone che non risiedono, o non risiedono più, a Pestarena, e che si mantiene, si rinnova e si ri-genera non mediante la presenza costante nella località, ma piuttosto attraverso la

capacità dei suoi membri di far durare e tramandare la narrazione relativa al passato minerario e di ricompattarsi nelle occasioni commemorative.

I membri dell'associazione appartengono a tre diverse generazioni – i minatori, i loro figli e i loro nipoti – e la presenza di questo spettro generazionale piuttosto ampio si traduce nella compresenza di molteplici rappresentazioni simboliche relative alla figura del minatore e all'attività mineraria in generale. La coesistenza, in contesti fortemente condizionati dall'attività estrattiva, di eterorappresentazioni e di autorappresentazioni relative alla figura del minatore è piuttosto consueta ed è stata oggetto di indagini e riflessioni antropologiche recenti.¹¹ Anche nel contesto macugnaghese è possibile individuare uno spettro di raffigurazioni del minatore che procedono da un massimo di eterorappresentazione – offerto da chi non è mai stato coinvolto, nemmeno indirettamente, nell'attività mineraria – a un massimo di autorappresentazione, proposto ovviamente dai minatori, passando attraverso immagini intermedie che possono essere ricondotte a chi, pur non avendo mai lavorato come minatore, ha preso parte indirettamente alle vicende minerarie di Macugnaga attraverso l'esperienza dei propri genitori o dei propri nonni.

Se ci addentriamo nelle rappresentazioni prodotte in ambiente minerario possiamo spesso individuare sfaccettature e differenze che, pur partendo tutte da una descrizione del minatore come figura positiva – affidabile, seria, professionale, coraggiosa – tendono a sottolineare elementi differenti e non di rado a centrare l'attenzione su tematiche divergenti. In modo abbastanza inatteso è emerso come la rappresentazione del lavoro in miniera proposta dai pochissimi minatori ancora in vita e quella che si ritrova invece dalla parole dei figli e dei nipoti non siano necessariamente coincidenti o sovrapponibili e che tali discrepanze ruotino prevalentemente intorno a differenti interpretazioni del ruolo del rischio nella vita del minatore e della propria famiglia.¹² Trattare delle rappresentazioni proposte dai minatori significa fare i conti, purtroppo, con un numero veramente esiguo di testimonianze disponibili. La chiusura della miniera risale ormai a più di mezzo secolo fa e solo un numero piuttosto limitato dei minatori che decisero di rimanere a Pestarena è ancora in vita: la silicosi, spettro che minacciava costantemente la salute di chi lavorava in galleria, ha letteralmente decimato i lavoratori e accorciato sensibilmente le speranze di vita di chi ha concluso l'esperienza in miniera con la chiusura degli stabilimenti. I testimoni ancora vivi devono la propria sopravvivenza proprio al fatto di aver lavorato in galleria per brevissimo tem-

po, o a causa della chiusura della miniera, oppure perché adibiti a mansioni che prevedevano la loro presenza all'esterno delle gallerie, negli impianti di manutenzione o nelle falegnamerie.

Malgrado l'esiguità delle testimonianze, è assai interessante cercare di capire quale sia il contenuto che questa prima generazione di portatori di memoria cerca di trasmettere. Le "narrazioni di prima generazione" focalizzano l'attenzione sulla figura del minatore e sul significato profondo del lavoro in miniera. Nelle rappresentazioni che li riguardano in prima persona come lavoratori, i minatori tendono a sottolineare le proprie capacità e conoscenze, mettendo in evidenza come lavorare in miniera non fosse solamente un lavoro manuale faticoso e fisicamente duro, ma anche e soprattutto un mestiere che richiedeva competenze e abilità acquisite con gli anni. Si privilegiano, dunque, nella rappresentazione quegli elementi che connotano il minatore come un professionista, esperto conoscitore del proprio lavoro e soprattutto del proprio ambiente di lavoro, dotato della capacità di comprendere e adattarsi alle situazioni imposte dal proprio mestiere. In queste rappresentazioni, pur essendo presente il riferimento costante al rischio per la propria salute e in certi casi per la propria vita, si tendono a privilegiare tuttavia gli aspetti positivi del lavoro in miniera, facendo riferimento al rischio, tanto quello di contrarre malattie mortali come la silicosi, quanto quello di subire incidenti e infortuni durante il lavoro, come a un qualcosa di cui si era consapevoli, ma che va lasciato sullo sfondo per non farsi travolgere dal timore.

Dalle interviste emerge ripetutamente il tema del corpo inserito nello spazio chiuso della miniera e della necessità di abituare il corpo stesso a confrontarsi con un ambiente così diverso rispetto a quello esterno; si rende necessaria pertanto una educazione tecnica che si raggiunge osservando il lavoro altrui, attraverso un approccio chiaramente mimetico.¹³ L'elemento fondamentale nel processo di apprendimento tecnico ed etico è il rapporto con i minatori anziani: la trasmissione della conoscenza da anziano a giovane è la modalità mediante cui il minatore inesperto impara a conoscere la miniera, a percepirla i pericoli, a controllare la paura e, ovviamente, a plasmare concretamente la materia. Le parole dei minatori delineano un vero e proprio percorso antropo-poietico e – più specificamente andro-poietico: gli elementi che contribuiscono alla formazione del minatore determinano anche la sua maturazione come uomo, e nello specifico come maschio.¹⁴ Da queste considerazioni si ricava un'immagine del minatore in cui si coniugano una dimensione fisica –

fatta di fatica e di condizioni di lavori estreme – e una dimensione intellettuale e razionale. La pratica del lavoro manuale è dunque contemporaneamente una pratica intellettuale: il minatore è un uomo che deve essere dotato di progettualità, creatività, sperimentaltà, che deve conoscere le tecniche per dominare lo spazio e che deve saper instaurare con i compagni un legame di solidarietà – che non di rado si trasformava in amicizia – abbastanza forte da poter tutelare il lavoro proprio ed altrui.

Con-memorare: ricordare insieme, piangere insieme

Se nelle rappresentazioni dei minatori l'elemento prevalente è quello della dimensione tecnica e dell'orgoglio professionale, in quelle dei figli e dei parenti, quasi tutti congiunti di minatori deceduti in seguito a malattie contratte proprio a causa del lavoro in galleria, invece, l'elemento del rischio, del dolore, del pericolo e della perdita è quello che si staglia in modo più netto e predominante. In quasi tutte le occasioni in cui l'associazione ha modo di esprimersi, che sono per la maggior parte dei casi eventi commemorativi, il ricordo dei minatori deceduti viene espresso in modo estremamente sentito e partecipato. Il dolore per la perdita dei propri congiunti va di pari passo con il dolore che ancora si prova al pensiero delle difficoltà vissute dai minatori nello svolgimento del proprio lavoro. L'immagine del minatore che se ne ricava è sì positiva, ma non può essere disgiunta, in questo caso, dalle sofferenze che si attribuiscono al minatore stesso e che contribuiscono a rinforzare i connotati positivi che fanno del minatore sostanzialmente un martire-eroe per la propria famiglia, per la propria comunità e in ultima analisi per la collettività. La dimensione festiva e rituale si presenta come un canale privilegiato per osservare le dinamiche connesse alla trasmissione della memoria.¹⁵ Sembra dunque opportuno proporre un confronto fra tre differenti occasioni a cui ho avuto modo di partecipare e che mi hanno consentito di osservare come si esprima l'interpretazione offerta dalla seconda generazione di "portatori di memoria", ovvero quella dei figli dei minatori. Questa componente generazionale, oltre a essere quella maggiormente attiva, e alla quale si deve in concreto la fondazione dell'Associazione Figli della Miniera e la realizzazione delle attività, è anche quella numericamente più consistente e questo forte

peso numerico fa sì che le rappresentazioni proposte divengano per estensione quelle dell'intera associazione. I tre momenti ai quali faccio riferimento – la celebrazione della festa dedicata a Santa Barbara, protettrice dei minatori, la festa dedicata a San Giovanni, patrono della borgata di Pestarena, e un evento commemorativo organizzato alla miniera situata in località Lavanchetto – consentono inoltre di mettere in evidenza come la comunità di persone che fa riferimento alla storia mineraria, pur non avendo una precisa connotazione spaziale che ne determini i confini, ha nondimeno un contenuto spaziale preciso, che si esplicita nell'individuazione di luoghi e spazi determinati e ben riconosciuti, i quali agiscono contemporaneamente come condensatori e catalizzatori di memoria.

Il percorso liturgico e commemorativo che viene organizzato in occasione della festa di Santa Barbara è particolarmente interessante, poiché coinvolge le frazioni di Pestarena, di Borca e anche la borgata di Campioli, che non appartiene al comune di Macugnaga ma a quello di Ceppo Morelli, facendo così emergere in un'unica occasione i principali luoghi della memoria mineraria. È assai significativo che si debba proprio alla nascita dell'Associazione Figli della Miniera la ripresa della celebrazione festiva in onore di Santa Barbara. Quando l'attività estrattiva era praticata tanto intensamente da rendere Pestarena la borgata più popolosa di Macugnaga, il 4 dicembre era considerato l'evento principale del calendario festivo annuale della frazione e costituiva un momento di grande coesione comunitaria in cui la dimensione religiosa si coniugava con quella più tipicamente festiva, di divertimento, intrattenimento e svago.

Dopo la chiusura della miniera l'importanza della festa si è ridotta progressivamente, divenendo una stanca e sommessa celebrazione religiosa e perdendo il connotato festivo che la caratterizzava in origine. Pur essendoci sempre stata una continuità nella celebrazione, la festa aveva dunque perso il significato di momento di ritrovo della comunità dei minatori e delle loro famiglie. La ripresa messa in atto dall'associazione, che ha ripristinato la consuetudine del pranzo conviviale offerto dopo la messa solenne, si traduce quindi in una risemantizzazione dell'evento: la "festa dei minatori", abbandonato il significato originale volto a promuovere coesione sociale, professionale e comunitaria, è diventata ora una "festa della memoria", il cui obiettivo è quello di tenere insieme la comunità che ricorda e tramandare l'eredità umana e simbolica del passato.

La festa si articola in tre momenti distinti, caratterizzati dalla celebrazione di tre funzioni religiose in tre luoghi simbolo per la comunità dei minatori: il Ribasso Morghen, nella frazione Campioli del comune di Ceppo Morelli, dove era situato uno degli ingressi della miniera, la chiesa parrocchiale di Pestarena e infine l'interno della miniera museo della Guia, in frazione Borca di Macugnaga. Prima tappa di questo percorso rituale è la celebrazione della messa davanti all'imbocco della galleria che da Campioli si fa strada nelle viscere del Morghen, lo sperone roccioso che divide la Valle Anzasca dalla valle di Macugnaga. Situata amministrativamente entro i confini del comune di Ceppo Morelli, l'area del Ribasso Morghen si presenta come una sorta di territorio di frontiera, in cui le appartenenze amministrative comunali sono meno rilevanti della forte connotazione socio-culturale e simbolica dovuta alla presenza della miniera. Proprio questa densità storica fa sì che quest'area si configuri come un luogo in cui si riduce e si ricompone la distanza fra la Valle Anzasca e Macugnaga, che trovano nel comune rimando alla memoria mineraria un fattore di condivisione e di reciproco riconoscimento.

Alla celebrazione prende parte un numero piuttosto cospicuo di persone, la cui provenienza è nuovamente prova dei numerosi confini culturali e simbolici individuabili nel contesto anzaschino. La maggior parte dei partecipanti macugnaghesi, infatti, è costituita da abitanti della frazione di Pestarena, rappresentata nella sua quasi totalità e promotrice dell'evento. A questi si aggiungono alcuni residenti della frazione di Borca che hanno uno stretto legame personale o familiare con la miniera, mentre sono quasi completamente assenti gli abitanti delle due borgate superiori. Questa geografia della partecipazione non solo ricalca precisamente quella che storicamente è stata la distribuzione spaziale della "popolazione mineraria" sul territorio macugnagheso, ma è anche sintomo di come la memoria legata a questa eredità sia una questione che riguarda principalmente, se non esclusivamente, le frazioni che erano direttamente toccate dall'attività mineraria. La scarsa partecipazione dei macugnaghesi dei quartieri superiori è, però, controbilanciata dall'intensa presenza di persone provenienti dalla media valle e di membri dell'associazione che risiedono in comuni anche piuttosto distanti da Macugnaga e che raggiungono la località in occasione degli eventi rituali e commemorativi.

L'evento segue, per riprendere un'espressione utilizzata da Fabio Dei, un "canovaccio rituale" che è tipico delle manifestazioni che uniscono alla componente più strettamente liturgica anche elementi commemorativi:¹⁶ dopo la

messa caratterizzata dall'adorazione rivolta alla reliquia di Santa Barbara, ci si riunisce in un momento conviviale, informale, all'interno del quale i presenti rivolgono pubblicamente un pensiero ai veri protagonisti della festa, ovvero i minatori deceduti. È in questa dimensione non formalizzata, di conversazione priva di vincoli, che emergono in modo più netto le testimonianze dei figli e dei congiunti dei minatori, che individuano in questo spazio-tempo il contesto in cui esprimere le proprie emozioni, il dolore e il rimpianto ancora vivi per la perdita dei propri padri, per quanto cronologicamente lontana possa essere. Con meccanismi analoghi a quelli evidenziati da Cappelletto a proposito delle comunità toscane coinvolte negli eccidi nazi-fascisti, la memoria del gruppo viene a formarsi attraverso la fusione, la condivisione e l'interazione costante fra differenti, particolari – e parziali – memorie singole.¹⁷ La reciproca sollecitazione consente alle persone di richiamare e situare cronologicamente personaggi ed episodi lontani, costruendo quindi collettivamente una narrazione condivisa.

Il contesto rituale dedicato all'omaggio alla santa protettrice dei minatori è un'occasione privilegiata, per i congiunti dei minatori deceduti, per esprimere e condividere le emozioni legate al ricordo dei propri padri. La comunità che ne emerge è fortemente connotata dall'elemento del dolore, del rimpianto, della sofferenza ed è proprio questo comune rimando al lutto a cementare il gruppo, con modalità simili, sebbene non tanto drammaticamente intense, a quelle che Fabio Dei ha messo in evidenza a proposito delle comunità colpite da eventi traumatici e violenti.¹⁸ Ciò che mi pare particolarmente significativo è il fatto che l'esteriorizzazione stessa della propria commozione si configura come una pratica di memoria. L'emozione è una modalità attraverso cui la memoria prende forma, un atto generativo del ricordare, e la dimensione della condivisione, della partecipazione collettiva, fa sì che il ricordo privato del singolo diventi memoria di tutti e, contemporaneamente, che ognuno viva come intensamente privata la memoria collettiva dell'intera comunità mineraria. Con-memorare significa dunque ricordare insieme, produrre attraverso la preghiera collettiva, l'emozione, la commozione e non di rado il pianto la narrazione che costituisce la memoria condivisa da tutta la comunità.

L'evento che più spesso ricorre nelle testimonianze che vengono pubblicamente espresse all'interno del momento commemorativo è, ovviamente, il tragico incidente del febbraio 1961 che ha determinato la chiusura della miniera. Il fatto viene ricordato con descrizioni vivide, fortemente visuali e

sensoriali: i testimoni, familiari di chi all'epoca lavorava in miniera e quindi è rimasto in varia misura coinvolto nello scoppio, dipingono la scena, congelata nella memoria, come se la stessero visualizzando nell'istante stesso in cui la descrivono. L'atto del narrare, dunque, non solo perpetua la memoria, ma contribuisce contemporaneamente a ri-crearla, a ri-generarla. Dall'evento drammatico e dal suo ricordo emerge nettamente, per contrasto, la rappresentazione della figura del minatore offerta dai Figli della miniera. La piccola lapide, posta per volere dell'Associazione Figli della Miniera a ricordo dei caduti nella piazza di Pestarena, riporta infatti la seguente iscrizione: «nello spasimo dell'offerta generosa spensero la vitalità per donare beni ai fratelli». Un contenuto semantico simile a quello rilevato in occasione della festa di Santa Barbara è osservabile anche in altri momenti commemorativi organizzati dall'associazione. Uno di questi, in particolare, mi sembra particolarmente rilevante poiché fa risaltare l'orientamento prevalentemente introversivo di questi eventi. Nel corso dell'estate macugnaghese, inserita all'interno di un fitto calendario di attività escursionistiche promosso dalla sede locale del Club Alpino Italiano, viene proposta una commemorazione celebrata in località Lavanchetto, a quota 1670 metri circa, dove era presente uno degli stabilimenti di estrazione del minerale aurifero, attivo fino alla fine degli anni '50. La struttura dell'evento è del tutto analoga a quella delineata per la festa di Santa Barbara, ma la difficoltà nel raggiungere il luogo fa sì che a partecipare siano quasi esclusivamente persone che hanno avuto uno strettissimo legame con la miniera. È chiaro, dunque, come l'interesse e obiettivo principale sia proprio la condivisione intima e raccolta di un momento di reciproca vicinanza e di partecipazione in uno dei luoghi simbolo della storia mineraria macugnaghese.

Chiude il trittico delle occasioni festive utili a tracciare una “mappa simbolica” della comunità di memoria mineraria la celebrazione in onore del patrono della frazione di Pestarena, San Giovanni, a cui è intitolata la chiesa della borgata. In passato, quando il numero degli abitanti di Pestarena era decisamente più elevato a causa della presenza dei minatori immigrati e delle loro famiglie, la chiesetta era sede parrocchiale indipendente rispetto alla parrocchia di Macugnaga, e la disponibilità dell'adiacente piccolo cimitero frazionale faceva sì che Pestarena fosse del tutto autonoma, anche sotto il profilo religioso, dalle altre borgate che costituivano il comune. La celebrazione segue una struttura esattamente identica a quella descritta a proposito della festa di Santa Barbara e questa totale coincidenza rivela un aspetto particolarmente interessante. La

fešta patronale, infatti, non sarebbe di per sé direttamente connessa alla storia dell'attività mineraria anzaschina, essendo esclusivamente una celebrazione legata al calendario liturgico. Tuttavia, con la fondazione dell'Associazione Figli della Miniera e con l'inizio del percorso di recupero e trasmissione della memoria, si è progressivamente andati in direzione di una "connotazione mineraria" della festa. Solamente da un paio di anni, infatti, si è unita alla cerimonia per il santo patrono la commemorazione dei minatori defunti. Come negli altri casi prima descritti, l'adesione all'evento è fortemente connessa alla provenienza, territoriale ma soprattutto culturale e simbolica, dei partecipanti: si tratta ancora una volta di una festa organizzata da chi abita a Pestarena per la sua comunità di riferimento, che è in prima battuta quella frazionale e per estensione quella, priva di confini geografici, che si agglutina intorno al ricordo commosso dei minatori e del ruolo fondamentale da essi svolto per la storia del paese.

Guardare avanti: progetti di estroversione e patrimonializzazione

Abbiamo finora potuto individuare, in seno ad una stessa comunità di memoria, almeno due distinte rappresentazioni della figura del minatore e più in generale del lavoro in miniera, che ci hanno consentito di mettere in rilievo come la connotazione generazionale dei portatori di memoria sia un aspetto fondamentale nel determinare i nuclei di significato selezionati e trasmessi. È ora il momento di concentrare l'attenzione sulla terza generazione, quella dei nipoti, che propone un approccio diverso rispetto a quelli delle generazioni precedenti e che sembra più orientato a promuovere percorsi di estroversione della memoria. È necessario sottolineare preliminarmente come, nella totalità dell'associazione, il numero dei giovani attivamente impegnati sia in realtà piuttosto ridotto; ciononostante, il ruolo svolto da questi ragazzi nell'organizzazione delle attività e nella realizzazione e diffusione del materiale informativo è estremamente rilevante e contribuisce in modo determinante al mantenimento delle attività e al loro incremento. In modo non del tutto inatteso è emerso, in particolare, come i giovani più attivamente coinvolti nell'associazione non risiedano a Macugnaga, ma siano al contrario frequentatori abituali della località che attraverso la partecipazione diretta alle attività associative rimarcano il legame con i luoghi teatro delle vicende

della propria famiglia. L'atteggiamento di questa terza generazione di "portatori di memoria" è molto differente rispetto a quella dei loro genitori. Mentre questi ultimi tendono a sottolineare in particolare gli aspetti di dolore, rischio e perdita connessi all'attività mineraria, i ragazzi hanno un approccio in cui si individuano più nettamente due differenti aspetti: da un lato, si mette in evidenza la nostalgia e il rammarico per non aver conosciuto direttamente i propri nonni minatori o comunque per averli persi quando si era troppo piccoli per essere consapevoli del loro passato; dall'altro, si sottolinea proprio la curiosità che deriva da questa assenza – curiosità di sapere da dove arrivi la propria famiglia, quale attività praticassero i propri nonni, in quali luoghi e con quali strumenti lavorassero. Le attività svolte in seno all'associazione, dunque, si presentano sia come un lavoro di promozione e di esternalizzazione del ricordo, sia contemporaneamente come uno strumento che consente il recupero di una dimensione familiare, privata, della memoria. Il risultato della combinazione di questi differenti elementi – curiosità storica, nostalgia, un positivo rammarico non gravato dall'aver vissuto direttamente il dolore della perdita – si traduce nella percezione delle attività di trasmissione della memoria innanzitutto come un dovere da cui non ci si deve sottrarre. Benché siano chiaramente presenti, nelle attività organizzate dall'associazione, entrambi gli elementi di estroversione e di introversione, come abbiamo avuto modo di vedere è quest'ultimo orientamento quello che sembra prevalere, quantomeno in questa fase. A questo approccio maieutico, volto a recuperare una memoria che, con la morte di chi ha vissuto direttamente l'esperienza della miniera, si sta progressivamente perdendo, sta iniziando però ad affiancarsi un impegno in cui l'elemento estroversivo emerge più chiaramente. Questo differente approccio si manifesta, in realtà, seguendo due traiettorie non totalmente coincidenti. In primo luogo vengono approntati percorsi di comunicazione, di trasmissione e di promozione in occasione di fiere e manifestazioni sul territorio della Valle Anzasca e mediante la realizzazione di pubblicazioni di carattere divulgativo e di materiali audiovisivi che vengono diffusi nelle stesse occasioni. È proprio in questo ambito che il contributo dei "nipoti della miniera" si fa particolarmente importante e significativo, poiché attraverso professionalità acquisite indipendentemente dall'attività associativa, come ad esempio quella di grafico, si ha la possibilità di approntare strumenti che consentano la valorizzazione della memoria. Di stampo analogo sono anche le iniziative volte a mettere in comunicazio-

ne la “comunità di memoria mineraria” macugnaghesa con altri portatori di memoria diffusi sull'intero territorio nazionale. Spesso, infatti, parenti dei vecchi minatori che provenivano da altre regioni d'Italia, in seguito alla chiusura della miniera o alla morte del proprio congiunto si sono nuovamente trasferiti nelle zone di origine, e hanno poi riscoperto solo successivamente il legame con Pestarena. Da questo punto di vista la rete che si è venuta a creare attraverso la realizzazione del sito internet dell'associazione ha permesso il recupero di legami e relazioni che sembravano perdute.

Un differente tentativo di estroversione viene invece condotto su un fronte più strettamente istituzionale; si cerca, infatti, di ottenere il coinvolgimento delle istituzioni con la finalità di predisporre dei percorsi di bonifica, restauro, patrimonializzazione, musealizzazione e uso didattico delle strutture minerarie. Un primo, parziale, risultato di questo impegno è consistito, ormai diversi anni or sono, nella messa in sicurezza e nell'apertura alle visite guidate della miniera della Guia, nella frazione Borca di Macugnaga, ma si tratta solamente di una porzione molto ridotta dell'intero campo minerario, mentre buona parte degli stabilimenti e delle gallerie sono ancora inagibili e non valorizzate. Il rammarico per questa situazione di abbandono è forte e in numerose occasioni i membri dell'associazione hanno tentato di sollecitare, a vari livelli, l'intervento istituzionale per sbloccare la situazione di stallo in cui si trovano i progetti di bonifica. Tuttavia, allo stato attuale sembra che la strada da percorrere sia lunga e ardua, e i volontari che prestano il proprio tempo e le proprie energie all'associazione vedono aumentare la disillusione e diminuire la speranza di riuscire a far rivivere le miniere di Pestarena. L'intento di questa sensibilizzazione delle istituzioni è, evidentemente, quello di inserire la storia mineraria di Macugnaga nei già consolidati percorsi locali di promozione turistica, così che le attività legate alla memoria della miniera non siano solamente un tentativo, in emergenza, di impedire la scomparsa della memoria stessa, ma al contrario la rendano invece un attore vivo, vitale e attivo, culturalmente ma anche economicamente, sul territorio.

- _1. Per un approfondimento sulla storia della colonizzazione walsler di Macugnaga e su quella dell'alpinismo locale si veda L. Zanzi, E. Rizzi, T. Valsesia, *Storia di Macugnaga*, Domodossola 2006. Per la storia mineraria della comunità si vedano invece R. Cerri, A. Zanni, *L'oro del Rosa. Le miniere aurifere tra Ossola e Valsesia nel Settecento*, Magenta 2008; P. P. Viazzo, *Le comunità Walsler del Monte Rosa tra XVIII e XIX secolo. Demografia, economia e migrazioni*, in P. P. Viazzo, R. Cerri (a cura di), *Da montagna a montagna. Mobilità e migrazioni interne nelle Alpi italiane (secoli XVII-XIX)*, Magenta 2009, p. 65-83.
- _2. R. C. Zanini, *Salutami il sasso. Dinamiche della popolazione e della memoria in una comunità alpina di confine*, Milano 2015; R. C. Zanini, *Dynamics of the population and dynamics of the memory of an Alpine community on the border*, in “Journal of Alpine Research/Revue de Géographie Alpine”, 101 (2013), 3, disponibile online al sito <http://rga.revues.org/2243>.
- _3. F. Bayart, *Africa in the World: a history of extraversion*, in “African Affairs”, 99, 395 (2000), p. 217-267; A. Bellagamba, *After abolition: metaphors of slavery in the political history of the Gambia*, in B. Rossi (ed. by), *Reconfiguring slavery. West African trajectories*, Liverpool 2009, 63-84.
- _4. In questa sede non è possibile rendere conto in modo realmente esaustivo della storia della miniera macugnaghesa e delle sue influenze sul profilo demografico della comunità, per la quale si rimanda ai lavori di R. Cerri e A. Zanni e P. P. Viazzo (cfr. nota 1).
- _5. R. Zanini, *Il patrimonio immateriale tra promozione e commemorazione. Dinamiche della memoria in una comunità alpina di confine*, in L. Bonato, P. P. Viazzo (a cura di), *Antropologia e beni culturali nelle Alpi. Studiare, valorizzare restituire*, Alessandria 2013, p. 49-61.
- _6. Cerri, Zanni (cfr. nota 1).
- _7. F. Cappelletto, *Long-term memory of extreme events: from autobiography to history*, in “The Journal of the Royal Anthropological Institute”, 9 (2003), p. 241-260.
- _8. R. Zanini, *La memoria di chi - e per chi? Strategie di conservazione e valorizzazione del patrimonio culturale in una comunità walsler*, in M. Varotto, B. Castiglioni (a cura di), *Di chi sono le Alpi? Appar-*
- tenenze politiche, economiche e culturali nel mondo alpino contemporaneo*, Padova 2012, p. 217-227.
- _9. G. Fassio, R. Zanini, *Feste e confini in Valle Anzasca*, in L. Bonato, P. P. Viazzo (a cura di), *Culture di confine. Ritualità, saperi e saper fare in Val d'Ossola e Valsesia*, Savigliano 2013, p. 65-80; G. Fassio, R. Zanini, *Una “frontiera nascosta”? Confini etnici, economici e simbolici in una valle alpina piemontese*, Atti della Première Université Internationale d'Hiver (Labex ITEM - Université de Grenoble), 2014, disponibile online sul sito: <http://unhiv.hypotheses.org/201>.
- _10. Cappelletto (cfr. nota 7).
- _11. L. Armano, *La cultura della miniera nelle Alpi. Autorappresentazione della categoria professionale dei minatori / La culture de la mine (Italie, Autriche, Suisse, France): étude comparative d'autoreprésentation d'une catégorie professionnelle en perspective synchrone et diachronique*, Tesi di dottorato, Università Ca' Foscari di Venezia / Université Lumière Lyon 2 (2011); R. C. Zanini, P. P. Viazzo, *Il lavoro di miniera nelle Alpi: un'antica attività industriale tra realtà e rappresentazioni antagonistiche*, in “Popolazione e Storia”, n. 1 (2015), p. 117-130.
- _12. Per un approfondimento sulla dimensione del rischio connotata all'attività mineraria e sulle analogie fra il mestiere di minatore e quello di guida alpina si vedano R. Zanini, *Mestieri del rischio a Macugnaga*, in Bonato, Viazzo (cfr. nota 8), p. 133-140; Zanini, Viazzo (cfr. nota 11).
- _13. Osservazioni analoghe a proposito dell'educazione del corpo sono state proposte anche da Paola Atzeni a proposito delle comunità minerarie sarde. Si vedano in particolare P. Atzeni, *Lavoro e tempo in miniera*, in “La Ricerca Folklorica”, n. 9 (1984), p. 97-105 e Ead., *Tra il dire e il fare. Cultura materiale della gente di miniera in Sardegna*, Cagliari 1988.
- _14. Atzeni (cfr. nota 9). Sul concetto di antropopoiesi si veda F. Remotti, *Antropologia della persona*, in idem, *Noi, primitivi. Lo specchio dell'antropologia*, Torino 2009, p. 277-341.
- _15. Fassio, Zanini (cfr. nota 9).
- _16. F. Dei, *Storia, memoria e ricerca antropologica*, in C. Gallini, G. Satta (a cura di), *Incontri etnografici. Processi cognitivi e relazionali nella ricerca sul campo*, Roma 2007, p. 40-67.
- _17. Cappelletto (cfr. nota 7).
- _18. Dei (cfr. nota 16).

II. Fenomeni e forme di patrimonializzazione
Phénomènes et formes de patrimonialisation
Phänomene und Formen der Patrimonialisierung

Une patrimonialisation permanente. Le territoire et le récit de l'histoire industrielle (Vallée moyenne de l'Arve, Haute-Savoie, XVIII^e-XXI^e siècles)

Pierre Judet

Alors que les activités manufacturières sont en général mal aimées dans les Alpes, la vallée moyenne de l'Arve constitue un cas original dans la mesure où sa construction identitaire s'est opérée autour d'une activité industrielle spécifique: la fabrication de petites pièces métalliques de précision. Introduite au cours du XVIII^e siècle comme une activité sous-traitante pour l'horlogerie genevoise et d'abord pratiquée de façon domestique, la fabrique de pièces d'horlogerie s'est ensuite mécanisée. Reconvertie au décolletage à l'occasion de la première guerre mondiale, la vallée de l'Arve s'est peu à peu transformée en un district industriel dans lequel l'activité s'est progressivement confondue avec le local. Malgré des crises graves, la longévité de l'activité a été en partie assurée par une culture commune à un "noyau dur" de main d'œuvre comprenant les patrons et les ouvriers compétents. Une mémoire commune reconstruite à chaque étape de l'histoire du système productif local met en valeur quelques moments forts comme l'introduction de l'horlogerie par l'horloger Ballaloud et l'incendie et la reconstruction de Cluses en 1844. Pour des raisons d'image et de cohérence interne, ce récit passe sous silence les crises sociales et le rôle de l'industrie pendant la seconde guerre mondiale. Les inquiétudes sur l'avenir de ce territoire industriel ont conduit plus récemment à un réexamen du passé et à l'ouverture d'un Musée de l'Horlogerie et du Décolletage qui matérialise "l'atmosphère industrielle" (Marshall, 1890) de la Vallée.

L'image de la montagne qui s'est imposée, c'est celle d'une nature rude, belle et préservée. C'est celle des sommets enneigés, celle d'une nature destinée au tourisme et au ski. C'est aussi celle de l'authenticité d'une population supposée conserver le mode de vie traditionnel, des alpages et des troupeaux. Dans cette image, l'industrie n'a pas sa place. C'est ainsi que le Valais est considéré par certains comme une terre « réfractaire à l'industrie ». ¹ C'est oublier la place qu'a tenu et que tient souvent encore l'industrie dans l'économie alpine. Située

à une trentaine de kilomètres de Chamonix sur la route du Mont-Blanc, la vallée moyenne de l'Arve est la première concentration mondiale de décolletage² et l'industrie est la raison d'être du lieu. Le tissu industriel de la région de Cluses est constitué par environ 600 entreprises de toutes tailles, des grosses PME aux entreprises artisanales; tous ces établissements emploient environ 14000 personnes (2011). Le patrimoine matériel et immatériel de ce monde de production est composé de récits (récit de l'introduction de l'horlogerie au XVIII^e siècle qui a précédé le décolletage et récit de la crise sociale de 1904), de monuments (Ecole d'horlogerie et Musée de l'horlogerie et du décolletage de Cluses) et d'objets dont le plus marquant est la toile de Claude Hugard qui représente l'incendie de Cluses de 1844. Ces divers éléments sont agencés de façons diverses dans un récit global construit en fonction de la situation de l'industrie, en fonction du narrateur et en fonction du groupe auquel il est destiné. Le plus souvent la relation met en avant la longue durée de l'activité industrielle, la force de son ancrage local et sa technicité.

Il s'agit de comprendre comment se construit ce patrimoine industriel immatériel en l'envisageant comme un processus qui suppose des acteurs, des objets, des enjeux et un public. La mise en relation de ces quatre éléments doit se décliner dans le temps en parallèle avec l'évolution de la Vallée. La construction du discours des origines de l'horlogerie se fait dès la fin du XVIII^e siècle mais son histoire n'est alors formulée que ponctuellement. L'ouverture d'une école d'horlogerie à Cluses au milieu du XIX^e siècle et la construction progressive d'un "district industriel"⁴ s'accompagne de la structuration et de l'enseignement d'une histoire de l'industrie. La globalisation ouvre une troisième période, celle où la remise en question de l'existence du district industriel tend à réorganiser le rapport au passé industriel.

L'émergence du discours des origines de l'horlogerie

Revenu à Saint-Sigismond – petit village d'altitude (990 m) situé à côté de la commune d'Arâches –, un dénommé Ballaloud y aurait rapporté le travail horloger après de longues migrations. L'on sait, en effet, que l'horlogerie a été introduite par les montagnes dans la vallée de l'Arve au plus tard au début du XVIII^e siècle et l'on sait qu'elle s'est ensuite répandue dans tout le bassin

de Cluses, ce qui a fait de la petite ville la capitale locale de l'horlogerie.⁵ Les montagnes au dessus de la vallée de l'Arve qui ont longtemps vécu de l'émigration marchande se reconvertisent à ce moment-là dans le travail horloger pour compléter leurs activités agro-sylvo-pastorales à l'occasion de la délocalisation d'une partie de l'industrie horlogère genevoise. Les fabricants genevois cherchent alors à produire en plus grande quantité et à meilleur prix en utilisant une main d'œuvre peu exigeante pour échapper aux exigences de la main d'œuvre urbaine. L'histoire de Ballaloud est racontée comme celle d'un montagnard courageux et ouvert aux nouveautés qui abandonne les migrations. Le personnage de Ballaloud peut donc représenter les valeurs d'une société industrielle et sédentaire.

Comme c'est le cas de nombreuses familles montagnardes aisées, la famille Ballaloud qui participe à l'émigration marchande vers les pays alémaniques possède des terres au village.⁶ Très tôt, la famille a instrumentalisé son rôle présumé d'introduitrice de l'horlogerie. L'un de ses représentants l'a fait en utilisant habilement les normes sociales en vigueur chez les élites qui ne voient pas toujours d'un bon œil les pratiques migratoires et pour lesquelles la misère est porteuse de dangers. En 1749, un horloger nommé Ballaloud demande l'établissement d'une maîtrise d'horlogerie à Saint-Sigismond en se présentant comme «celui qui a Commencé a Introduire cette profession [sic]». Ballaloud s'efforce de convaincre le pouvoir en expliquant qu'il s'agit de rendre cet «art» «plus florissant» de façon à apporter «un grand avantage pour cette province».⁷ Mais l'administration reste prudente vis-à-vis de Genève qui tient à maîtriser le processus de production, de montage et de commercialisation de la montre.⁸

Pendant longtemps, les élites ne s'intéressent pas à l'histoire de l'horlogerie et celle de Ballaloud semble oubliée. Située sur la route des «glacières de Chamouni», Cluses voit passer des Genevois et les premiers touristes. Le Genevois Marc-Théodore Bourrit qui s'efforce de constituer une érudition montagnarde ne fait pas mention des origines de l'horlogerie. S'il n'ignore pas la présence de cette industrie à Cluses, il s'intéresse surtout à la coutume locale du "tir à l'oiseau".⁹ André-César Bordier, érudit reconnu, non seulement ne raconte pas l'histoire de l'horlogerie, mais il désapprouve la présence d'horlogerie hors des villes.¹⁰ Quant à de Saussure, il ne dit rien de l'horlogerie dans son *Voyage dans les Alpes*.¹¹

La Révolution française et l'annexion de la Savoie à la France en 1792

créent un nouveau contexte et le personnage de Ballaloud, qui n'avait pas disparu de la mémoire locale, réapparaît sous la plume d'un Jacobin savoyard nommé Dufresne. Horloger originaire de La Tour – commune située entre Cluses et Genève –, Dufresne est devenu agent national du district de Cluses pendant la Terreur. Il rédige un mémoire qu'il adresse à la Convention le 29 Vendémiaire an III (20 octobre 1794).¹² Il s'agit, pour lui, de donner son indépendance à l'horlogerie savoyarde opprimée par Genève en lui permettant de fabriquer la montre complète grâce à l'action de l'Etat révolutionnaire qui est appelé à fonder une "Agence nationale" de l'horlogerie chargée de l'approvisionnement en matières premières, de la commercialisation de la production et de la formation des élèves. Cette intervention du jacobinisme dans les affaires et dans la mémoire horlogères n'est pas fortuite.

Déjà, à la veille de l'Annexion de 1792, les horlogers de Cluses, qui souffraient d'un ralentissement des activités, était particulièrement agités et manifestaient leur hostilité aux Chartreux du monastère du Reposoir;¹³ et, après l'Annexion, le club des Jacobins a obtenu que ce soit Cluses – la ville industrielle, et non Bonneville, la ville des notables – qui devienne chef-lieu du district. L'idée formulée par Dufresne répond à une demande. En juin 1793, reprenant une revendication déjà formulée à la veille de la Révolution, le Conseil municipal de Cluses, qui affirme son attachement à la République, demande la création d'un comptoir d'horlogerie libéré de l'emprise genevoise que l'on pourrait installer «dans les maisons nationales des ci devant religieux».¹⁴ Ce comptoir serait susceptible de fabriquer la montre complète. L'exhumation du personnage de Ballaloud permet donc à l'horloger jacobin savoyard de militer pour un éphémère jacobinisme «industriel [et] autarcique»¹⁵ tout en se faisant le porte-parole d'une hostilité à Genève bien présente à Cluses. La Convention qui a déjà appuyé la formation d'une fabrique horlogère à Besançon en s'appuyant sur des horlogers suisses ralliés à la Révolution¹⁶ ne donne pas suite au projet. Le contexte est peu favorable: les troupes sardes qui viennent d'échouer dans leur tentative de reconquête sont toujours menaçantes. Mais l'évolution favorable de la situation militaire qui a lieu par la suite ne permet pas de créer un comptoir d'horlogerie protégé par l'Etat puisque Genève est annexée à la France en 1798.

Comme au XVIII^e siècle, c'est Genève qui écrit le discours dominant. Ce-

lui-ci s'exprime à l'occasion de la rédaction de la *Statistique du Département du Léman* dont la rédaction est confiée à Jean-Charles-Léonard Sismondi qui est considéré comme l'un des pères des sciences sociales.¹⁷ Le brillant intellectuel qu'est Sismondi ne remet pas en cause les normes établies par les physiocrates et les élites du XVIII^e siècle pour lesquels l'industrie rurale est tout au plus un complément de l'agriculture montagnarde.¹⁸ Ce n'est pas dans le chapitre intitulé «Industrie, commerce et Manufactures» mais dans un premier chapitre général nommé «Territoire et population du Léman» que Sismondi note la présence de «quelques horlogers» à Cluses. Pour lui, la vallée de l'Arve est vouée à l'agriculture. Dans ces conditions son horlogerie n'est pas considérée comme une activité à part entière, mais comme une curiosité à caractère "ethnographique". Pour les élites genevoises, elle n'a donc pas droit à une histoire. Or le travail de Sismondi a été préparé par une commission représentant les intérêts économiques de Genève qui ne peut accepter l'autonomie de ses sous-traitants, y compris donc quand ils tentent de construire leur histoire. Ce point de vue est-il seulement genevois? Inspiré lui aussi par les idées des Lumières et partisan de la France,¹⁹ le Savoyard Albanis-Beaumont attribue la prospérité du bassin de Cluses à l'horlogerie dans la mesure où elle est servie par l'habileté naturelle de sa main d'oeuvre.²⁰

Au basisme jacobin de Dufresne fait écho un basisme conservateur ecclésiastique représenté en Savoie par le chanoine Grillet. C'est ainsi que Grillet explique que Ballaloud, de la commune d'Arâches, a introduit le travail dans les montagnes au dessus de la vallée de l'Arve au début du XVIII^e siècle, ce qui a permis son développement dans tout le bassin de Cluses. C'est pour contrer l'emprise des idées révolutionnaires que cet ancien prêtre réfractaire rentré d'exil en 1806 publie son dictionnaire historique de la Savoie.²¹ Alors que les "écrivains" qui l'ont précédé se sont surtout intéressés à l'histoire dynastique du royaume sardes, il importe à ses yeux de décrire «d'une manière exacte [...] sa constitution primitive, [...] son administration, [...] son commerce et [...] l'industrie de ses habitants»²² pour réhabiliter la Savoie catholique en exposant une galerie de portraits succincts d'hommes illustres... à l'échelle de la paroisse et de la commune. C'est pourquoi le dictionnaire se présente par entrées par commune.

L'École d'horlogerie, l'histoire de l'industrie et la construction d'un "district industriel"

Pendant la Restauration, alors que l'horlogerie va mal du fait de l'établissement d'une barrière douanière entre Genève et la Savoie, le personnage de Ballaloud semble disparaître. Les auteurs de la littérature de voyage qui visitent Cluses restent fidèles aux canons établis avant la Révolution. C'est ce qui est considéré comme pittoresque qui les intéresse.²³ Quand il est fait mention de l'activité horlogère, celle-ci est considérée comme l'activité naturelle des habitants de la ville de Cluses mais l'horlogerie que pratiquent les nombreux pluriactifs des montagnes environnantes est passée sous silence. Pourtant, certains de ces auteurs ont connaissance du travail du chanoine Grillet.²⁴ Quasiment détruite par un incendie en 1844, la ville de Cluses est l'objet de la sollicitude publique et la municipalité qui bénéficie de l'aide de l'Etat sarde pour reconstruire la ville obtient l'ouverture d'une l'École royale d'horlogerie pour relancer l'activité. Mais ces événements ne transforment pas tout de suite le rapport des élites locales à l'histoire. Les plaidoiries pour la création de l'École qui utilisent l'argument de l'ancienneté de l'activité ne font pas la moindre référence aux origines de l'horlogerie et à Ballaloud. Au contraire, dans son appel à l'Etat sarde pour ouvrir une Ecole d'horlogerie à Cluses, le syndic Firmin Guy parle du «goût inné des Clusiens pour la mécanique».²⁵ Firmin Guy s'est aligné sur les normes diffusées par les élites genevoises. L'incendie de la ville occupe cependant une place importante dans l'historiographie locale et l'événement est représenté par un tableau de Claude Hugard. Ce Clusien installé à Paris a peint la scène d'après les récits de témoins oculaires peu après que le drame ait eu lieu et il fait don du tableau à la ville de Cluses. Bien que contestée sur le plan local et sur le plan national en raison des dépenses qu'elle supposait, l'École d'horlogerie réussit à s'imposer²⁶ et, une fois établie, elle annexe l'histoire de l'horlogerie en adoptant et en diffusant l'histoire de Ballaloud. La construction de l'histoire longue de l'horlogerie est achevée dans les années 1860-1870, après l'annexion de la Savoie par la France. L'introduction de l'horlogerie par Ballaloud et la fondation de l'École d'horlogerie après l'incendie de 1844, qui permet la renaissance de l'industrie, sont présentées comme les deux événements les plus importants de l'histoire de l'industrie de la vallée de l'Arve. C'est visible dans les ouvrages consacrés à l'économie de la province annexée comme la *Savoie agricole, industrielle et*



Figure 1. L'incendie de Cluses. Huile sur toile signée Claude Hugard, 1845, propriété de la ville de Cluses.

manufacturière de Jean Bonjean, érudit,²⁷ ou *La Savoie Industrielle* de Victor Barbier, fonctionnaire français, ancien directeur des douanes de Savoie.²⁸

Une anecdote montre que cette histoire peut-être instrumentalisée par l'École et peut-être aussi par la famille concernée. Le 23 octobre 1870, Mme veuve Ballaloud, dont la famille ne fait sans doute plus d'horlogerie depuis longtemps, dépose une demande de bourse d'études à l'École en faveur de son fils Joseph Marie.²⁹ L'administration de l'institution répond positivement en raison de la situation difficile de la famille, mais aussi parce que «c'est le bisaïeul de son mari décédé qui a importé d'Allemagne l'horlogerie dans notre canton».³⁰

Comme l'horlogerie connaît un développement tel qu'elle tend à se confondre avec le local, l'histoire de l'horlogerie permet de donner au bassin de Cluses sa place dans la Grande Nation sans forcément passer par une identité savoyarde intermédiaire. Très caractéristique des années 1880-1900, le développement des monographies locales fixe l'histoire de l'horlogerie. En même temps qu'ils construisent l'identité locale au sein de la nation française, ces travaux alimentent la mémoire industrielle. Ce récit est utilisé dans le cadre

du conflit qui oppose les laïcs et les cléricaux. Dans ce combat, le clergé savoyard a d'autant plus d'avance que l'évêque d'Annecy, Mgr Isoard, recommande au clergé de s'appuyer sur le passé et que l'Académie salésienne, qui est liée au clergé local, propose un plan-type de monographie paroissiale et publie les monographies qui sont réalisées.³¹ Les auteurs de ces monographies ne se contentent pas de compiler les travaux existants. Eugène Plantaz dans sa monographie d'Arâches³² et Jean-Marie Lavorel dans sa monographie de Cluses³³ s'appuient sur un véritable travail d'archives. Dans leurs travaux historiques, ces prêtres font passer un message moral : si les deux personnages principaux de l'histoire de l'horlogerie clusienne, Ballaloud et l'École d'horlogerie, méritent l'admiration et le respect, c'est parce qu'ils ont permis à la société montagnarde d'échapper à l'émigration que l'Église considère comme un fléau dans la mesure où elle menace le contrôle qu'exerce le clergé sur les paroissiens. Les laïcs s'emparent de l'histoire de l'horlogerie avec les ouvrages de Narcisse Perrin, le directeur de l'école primaire de Cluses. L'instituteur écrit une monographie de Cluses³⁴ qu'il double d'une histoire de l'horlogerie et de l'École d'horlogerie.³⁵ Narcisse Perrin enrichit l'œuvre de ses prédécesseurs par un important travail d'archives qui lui permet de centrer l'histoire de l'horlogerie savoyarde sur celle de la ville de Cluses, négligeant quelque peu la spécificité de l'industrie rurale qui est pourtant numériquement plus importante que l'horlogerie clusienne. Cette translation patrimoniale est permise par une conception progressiste de l'histoire qui donne à la petite capitale un rôle déterminant. C'est par l'intermédiaire de l'École d'horlogerie de Cluses que l'histoire de l'horlogerie savoyarde se construit et se diffuse. Quand Victor-Eugène Ardouin-Dumazet visite Cluses à l'occasion de ses *Voyages en France*, c'est le directeur de l'École qui lui apprend l'histoire de Ballaloud.³⁶ Dès 1899, l'École envisage de réunir une collection d'outils d'horlogerie utilisés dans la Vallée ainsi qu'«un choix de tous les appareils ayant servi à la mesure du temps depuis l'antiquité jusqu'à nos jours»³⁷ c'est là une ébauche de Musée de l'horlogerie. Cette histoire reste cependant une histoire locale, celle d'un groupe social. Les autorités nationales et les ouvrages d'histoire sur la Haute-Savoie qui mettent pourtant en valeur l'ancienneté de l'activité horlogère et l'importance de l'École ne font pas mention de Ballaloud.³⁸

Si l'histoire de Cluses de Narcisse Perrin peut être considérée comme la réponse laïque aux monographies de Plantaz et de Lavorel, son histoire de

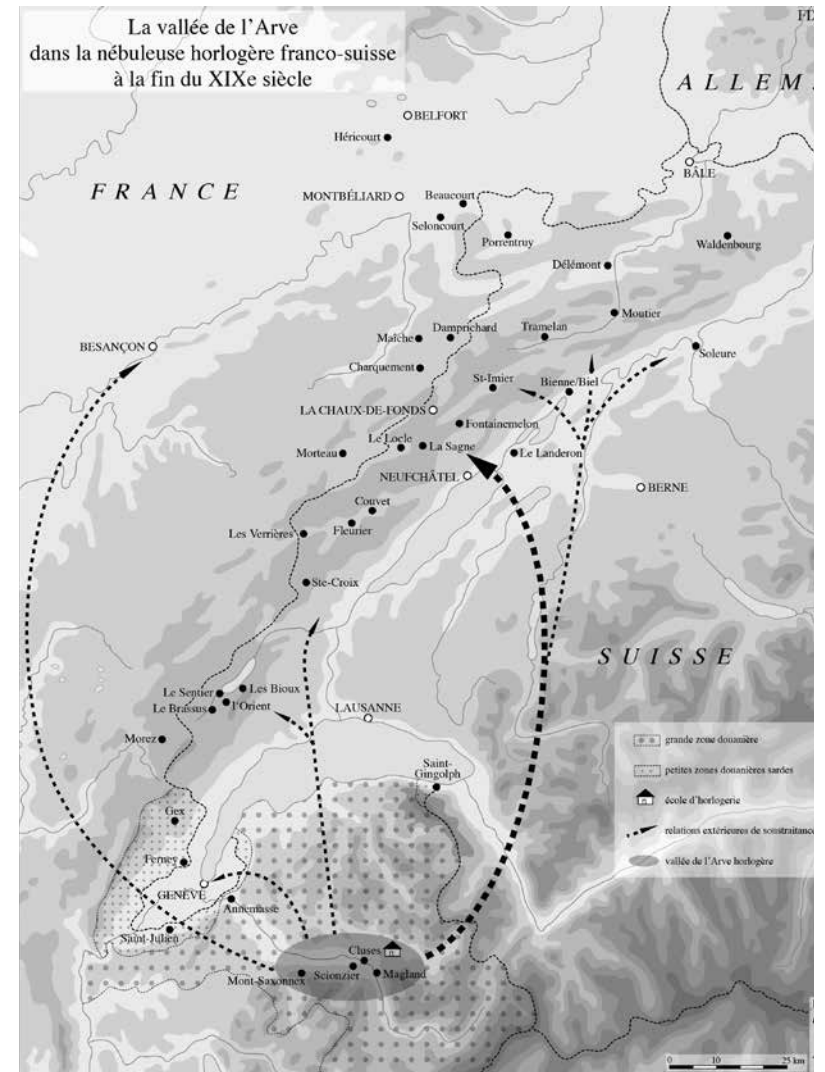


Figure 2. Carte de la vallée de l'Arve dans la nébuleuse horlogère franco-suisse à la fin du XIX^e siècle.

l'horlogerie est également écrite comme un essai de réponse au malaise qui parcourt la vallée de l'Arve du fait de la transformation des rapports sociaux consécutive à l'utilisation des machines et à la montée du salariat.³⁹ L'histoire de l'horlogerie de Narcisse Perrin comporte un passage d'une douzaine de pages où il décrit par le menu la naissance du syndicalisme dans la vallée de l'Arve en reproduisant purement et simplement les statuts du syndicat dans une partie intitulée «Rapports moraux du capital et du travail» qui interrompt le cours d'une histoire rédigée à la manière d'un historien. La publication du livre précède de deux ans la grève de l'usine Crettiez de Cluses qui a duré presque trois mois et qui s'est terminée par la mort de trois ouvriers tués par balles par les fils du patron et par la mise à sac de l'usine par la foule ouvrière. L'affaire, qui a un retentissement national et même international, donne lieu à un procès où les fils Crettiez sont accusés de meurtre et où quelques ouvriers sont accusés d'incendie et de pillage. Ces derniers sont défendus par Aristide Briand lui-même. Le périodique socialisant *Pages Libres*⁴⁰ qui publie une étude sur les ouvriers de Cluses à cette occasion place le drame que la petite ville vient de vivre dans une histoire longue mue par le progrès – notamment le progrès social – qui commence avec l'introduction de l'horlogerie dans la Vallée par Ballaloud. L'histoire de Ballaloud est donc une histoire partagée localement et, par suite, dans le mouvement syndical. Mais la fusillade de 1904 est considérée par les élites locales comme une tache sur l'histoire de la Vallée. Connue aujourd'hui encore dans les familles autochtones qui ont en général bénéficié d'une ascension sociale importante avec le développement de l'industrie, elle est en général tue ou minimisée. Le film récent de Gilles Perret *De mémoires d'ouvriers*⁴¹ qui aborde l'événement montre un micro-trottoir dans lequel le seul homme qui dit connaître l'événement est visiblement issu de l'immigration.

En grande difficulté du fait de l'équipement de ses clients suisses en machines pour fabriquer les pièces qu'elle leur envoyait, l'horlogerie savoyarde entame une reconversion vers le décolletage à l'occasion de la première guerre mondiale. C'est ainsi que la région de Cluses se met à produire des pièces de métal tourné comme les fusées d'obus, les roues et les pignons pour le matériel de précision. Cette reconversion est l'occasion d'un reclassement de la main d'œuvre. Les horlogers les plus habiles et les mieux formés, notamment ceux qui sont passés par l'École d'horlogerie qui accompagne la reconversion, réussissent à se faire reconnaître comme “mécaniciens”, ce qui les distingue

des ouvriers ordinaires qui conservent en général l'appellation d'“horlogers”. Parmi ces mécaniciens on compte quelques syndicalistes des années 1900 qui siègent aux côtés des patrons au conseil municipal de Cluses. Cette identité nouvelle se double d'une transformation politique et économique d'importance: légitimé par le patriotisme, le décolletage travaille désormais en sous-traitance pour le marché français et non plus, comme l'horlogerie, pour des donneurs d'ordres suisses. Ces transformations ne constituent en rien une rupture dans le récit historique local. C'est sur proposition du conseiller général et directeur de l'École qui est également le frère du président du syndicat des années 1900, Charles Poncet, que le conseil municipal de la ville décide à l'unanimité, le 31 août 1929, de donner le nom de Ballaloud à l'une des rues de Cluses. L'histoire de Ballaloud est donc devenue une histoire partagée et l'École est le plus important bâtiment de Cluses et son symbole. Les guides touristiques le signalent comme digne d'intérêt.

Avant, pendant et après le deuxième conflit mondial le décolletage poursuit sa croissance en confortant la place des ouvriers compétents qui sont nombreux à s'établir à leur compte pendant les Trente glorieuses. A ce moment-là, l'industrie automobile, qui connaît un développement fulgurant, devient le client principal de l'industrie locale. La réussite de la Vallée la désigne, aux yeux des économistes, comme l'un des quelques modèles français du «district industriel».⁴² Cette labellisation ne change en rien le rapport au passé de la formation sociale locale et les mutations économiques de la fin du XX^e siècle s'accompagnent, au contraire, de son approfondissement.

Dans une démarche à la fois pédagogique et mémorielle entamée dès le début du XX^e siècle, l'École d'horlogerie de Cluses réunit une collection d'objets composée à la fois de productions des professeurs et des élèves présentées aux grandes expositions nationales et internationales, et de réalisations exemplaires fabriquées ailleurs.⁴³ En 1960, l'École Nationale d'horlogerie se transforme en un Lycée qui conserve toutefois une section d'horlogerie. L'association des anciens élèves, largement soutenue à Cluses, proteste vivement contre cette transformation et lance l'idée de créer un Musée de l'horlogerie. En 1978, après de nombreux rebondissements est créée une Commission provisoire du Musée présidée par l'industriel César Dépéry. César Dépéry et de nombreux décolleteurs passés par l'École se réunissent en une association et rassemblent des outils et des machines utilisées dans l'horlogerie et le décolletage pour assurer «la protection de l'art et de la science de l'horlogerie,

de l'appareillage et du décolletage». ⁴⁴ La question de la création d'un Musée est discutée en même temps que le climat économique change.

La remise en question du “district industriel” et le rapport au passé industriel local

La fin du XX^e est marquée par des inquiétudes. Le symbole de l'industrie de la vallée de l'Arve, l'École d'horlogerie, a disparu. Une partie des entreprises est délocalisée, les plus importantes sont pénétrées par des capitaux étrangers et beaucoup se restructurent. De plus, la municipalité en place est menacée par la montée électorale du Front national. C'est dans ce contexte que la commune de Cluses acquiert l'îlot Carpano – l'usine historique de l'Arve – dans le cadre d'une rénovation urbaine pour y installer un Musée de l'horlogerie et du décolletage. Rebaptisée «Espace Carpano et Pons», l'usine de l'Arve accueille le Musée, l'Office du tourisme de Cluses, l'Association Grand Massif ⁴⁵ et le service des Archives municipales. Si l'on trouve dans le Musée des productions locales et des machines utilisées dans la Vallée, l'essentiel des objets exposés est constitué par de belles réalisations horlogères qui ont peu à voir avec l'activité locale. Le caractère sous traitant du bassin de Cluses handicape sa politique de patrimonialisation.

Alors que le décolletage a bien résisté à la crise des années 1970, dans les années 2000 et 2010 la globalisation remet en question la structure même du district industriel. Les faibles coûts de production qui caractérisaient jusqu'alors des pans entiers de l'industrie locale, notamment de nombreuses petites entreprises, ne sont plus un atout vis-à-vis des nouveaux pays industriels. Le décolletage savoyard est touché de plein fouet par la disparition pure et simple des secteurs considérés comme les moins rentables et les moins compétitifs, par des délocalisations après rachat et par des délocalisations partielles pratiquées à l'intérieur même des entreprises les plus importantes. Par ailleurs, la restructuration de la sous-traitance automobile menée à l'échelle mondiale a conduit, par exemple, l'américain Autocam à racheter les entreprises Frank et Pignard et Bouverat qui comptaient jusqu'alors parmi les plus importantes de la Vallée. Comme l'emprise extérieure qui touche essentiellement les grosses entreprises représente environ le tiers de la valeur des établissements, on peut craindre une perte de contrôle de la Vallée sur son industrie. La situation

est d'autant plus préoccupante que les capitaux étrangers, qui sont souvent des fonds de pension, ont imposé aux entreprises rachetées de financer leur propre rachat au lieu de procéder à des investissements indispensables pour rester dans la course. Enfin les donneurs d'ordres deviennent de plus en plus intrusifs. L'autonomie des entreprises est menacée. Le client impose à la fois baisse des prix, concentration, normes exigeantes et une organisation “rationnelle” de la production.

Cette réorganisation du processus productif disqualifie nombre de petites entreprises qui travaillent à l'ancienne et fragilise la main d'œuvre non qualifiée qui représentait dans les années 2000 environ la moitié des travailleurs du décolletage. Cette population, largement issue de l'immigration, ressent un malaise social profond. De plus, cette réorganisation accentue un manque chronique de main d'œuvre qualifiée et souligne la faiblesse des liens avec la recherche et l'Université. Entre le développement technologique et la baisse du prix de la main d'œuvre, la vallée de l'Arve est obligée de choisir la première voie, “l'hypothèse haute”. ⁴⁶ La spécialisation dans la domotique de la Somfy, issue du groupe Carpano, son indépendance et sa réussite comme «leader mondial de l'automation des ouvertures de la maison et des bâtiments» ⁴⁷ est souvent donnée en exemple mais cette évolution est exceptionnelle. De nouveaux acteurs locaux mieux adaptés à la nouvelle situation émergent comme le groupe Maïke qui a racheté récemment les acquisitions d'Autocam. Moins sujettes au jeu des rachats, quelques entreprises moyennes s'en tirent mieux que les précédentes. L'entreprise Baud dont l'un des co-gérants est également président du Syndicat national du décolletage, a réinvesti en 2007 environ 15 pour cent de son chiffre d'affaires. ⁴⁸ Elle exporte aujourd'hui plus de la moitié de sa production. La taille moyenne de ce groupe originaire de la vallée de l'Arve, ne l'empêche pas d'être présent non seulement en Pologne mais aussi en Suisse. Très diversifiée, sa production concerne les secteurs traditionnels comme l'horlogerie de luxe ou l'automobile mais elle concerne également la connectique, le solaire et les technologies médicales. Une véritable révolution culturelle est en cours, au point que des chefs d'entreprises, qui, traditionnellement, se méfiaient les uns des autres, en viennent à partager leur expérience dans des clubs de spécialité, dans le secteur médical par exemple.

L'entreprise évolue dans ses fonctions – développement de la fonction qualité et des bureaux d'études et des méthodes – et dans son organisation – management, “juste à temps”, contrôle qualité –, ce qui impose un changement de

dimension et de rapport à la main d'œuvre. Alors que les travailleurs qualifiés étaient auparavant originaires de la Vallée, il importe désormais d'attirer une main d'œuvre de haut niveau et de la retenir sur place. Le rôle des institutions locales de coopération comme le Syndicat national du décolletage installé à Cluses, le Centre technique du décolletage (CTDec) ou le Pôle de compétitivité devient plus prégnant.

Les transformations profondes des rapports entre l'industrie et son territoire n'empêchent pas l'approfondissement du rapport au passé et de sa patrimonialisation. Mais depuis la disparition de l'École d'horlogerie, ce mouvement passe par les municipalités, notamment à Cluses où le Musée de l'horlogerie et du décolletage est maintenant pris en charge par la commune. Alors précisément que la pérennité du décolletage dans la vallée de l'Arve ne va pas de soi, le Musée a consacré l'une de ses salles à Ballaloud. Le 17 septembre 2004, lors de son inauguration qui a mobilisé la municipalité de Cluses et celles des communes voisines, la famille Ballaloud qui avait été invitée était bien présente. Invité également, mais pour apporter une caution historique à l'événement, nous nous sommes efforcés d'apporter une vision critique de l'introduction de l'horlogerie. Mais notre intervention n'a sans doute modifié qu'à la marge le récit officiel.

Les tribulations du tableau de l'incendie de Cluses reflètent bien les changements d'acteurs de la patrimonialisation. Comme nous l'avons vu, Claude Hugard, peintre paysagiste romantique d'origine clusienne qui réside à Paris au moment de la catastrophe (1844), peint l'incendie de Cluses d'après des témoins oculaires et fait don de son œuvre à la ville en 1845. Alors qu'elle joue un rôle central dans l'ouverture d'une école d'horlogerie à Cluses, en 1847, la municipalité ouvre une souscription pour payer un encadrement du tableau doré à la feuille d'or. Le tableau a donc été reconnu très tôt comme une pièce essentielle du patrimoine clusien. Au début du XX^e siècle, quand une nouvelle mairie est construite, le tableau est placé dans la salle consulaire. Alors qu'une sorte de Musée a été ouvert à l'intérieur de l'École d'horlogerie de Cluses, en 1939, l'*Incendie de Cluses* trône dans le grand salon de l'institution qui s'est approprié l'histoire de l'horlogerie.⁴⁹ Après la transformation de l'École en Lycée polyvalent et alors que la crise du rapport au territoire de l'industrie s'approfondit, le tableau est exposé à la Mairie de Cluses, et, pour la célébration des 100 ans de l'Hôtel de Ville en 2003, il a fait l'objet d'une restauration.

Les transformations opérées depuis une quarantaine d'années et les menaces

sur la pérennité du décolletage dans la vallée de l'Arve créent un malaise sensible quand il est question de la description de la société locale et de son rapport à l'histoire. Le film *Ma mondialisation*⁵⁰ réalisé par Gilles Perret et son accueil sont sans doute un symptôme de cette situation. Ce documentaire montre notamment l'un des principaux entrepreneurs de la Vallée, Yves Bontaz, avec quelques amis dans un chalet en montagne qui rappelle ses origines modestes et son accroche au terroir et à la montagne. Mais il montre également que le patron emploie un millier de personnes dont le tiers en Haute-Savoie et les deux tiers à l'étranger, notamment en République tchèque et en Chine. Selon *Alternatives économiques*, le film a été interdit à Cluses en raison du caractère pessimiste de la vision de l'avenir de l'activité dans la vallée.⁵¹

Conclusion

Le caractère sous-traitant du bassin de Cluses et la longueur de son histoire industrielle donne au processus de patrimonialisation qui le traverse un caractère particulier. Mal dotée en objets d'art ou en objets précieux, ou même en machines impressionnantes et en gros bâtiments industriels, la mémoire collective de l'industrie de la vallée de l'Arve s'est construite autour d'un récit historique qui s'appuie sur des personnages – comme l'introducteur présumé de l'activité –, des objets – comme le tableau de l'incendie de Cluses –, un monument – l'ancienne École d'horlogerie – et un Musée – le Musée de l'horlogerie et du décolletage –. Alors que la reconversion de l'horlogerie au décolletage n'a pas conduit à la rupture du récit en raison de la mobilité sociale ascendante qu'elle a généré, ces éléments ont été progressivement agencés en liaison avec l'évolution de l'activité et de l'appartenance de cette petite patrie à la Nation. Au contraire, le récit de l'histoire industrielle de la Vallée est devenu un récit partagé par le noyau dur de ce monde industriel constitué par les patrons, les artisans et les ouvriers compétents susceptibles de s'établir à leur compte. Aussi la mémoire du conflit social et de la fusillade de 1904 a-t-elle été sinon relativisée, du moins reléguée dans la sphère d'un patrimoine de l'entre soi auquel les nouveaux-venus – en général non qualifiés – et plus encore les étrangers à la vallée n'ont accès que par effraction. Les fonctions de ce patrimoine sont multiples. Le récit des origines – l'histoire de l'introduction de l'activité

par Ballaloud – est susceptible de montrer, selon les besoins de la Vallée et de ceux qui la dominent, d’une part la pérennité de l’activité – quitte à négliger les crises – et d’autre part les valeurs communes au noyau de main d’œuvre – enracinement local, compétence, amour du travail et cohérence de la société idéalisée comme une grande famille.⁵² L’industrie a été, en effet, le vecteur de transmission de valeurs qui ont défini le territoire. Le récit de la catastrophe, représenté par le tableau de Claude Hugard, associé à l’Ecole d’horlogerie, peut montrer les capacités locales de résilience et mettre en valeur le rôle de la municipalité de Cluses. La fonction du Musée est plus ambiguë. Mis en place à l’initiative de patrons passés par l’Ecole d’horlogerie au moment où cette institution perd son indépendance, il peut n’être que le réceptacle d’un monde perdu et idéalisé, mais il peut être au contraire un lieu de mémoire dynamique capable d’apporter des matériaux pour analyser l’histoire longue de l’activité et en particulier ses crises – elles ont été nombreuses – et ses sorties de crises. Mais cette option suppose la création d’un comité scientifique ouvert aux acquis de l’histoire, ce que la prise en main de l’institution par la municipalité peut permettre. Le Musée peut également, mais sans doute de façon secondaire, alimenter le tourisme, puisque Cluses, comme au XVIII^e siècle, est toujours sur la route des «glacières de Chamouni». Mémoire industrielle, la mémoire du bassin de Cluses est aussi la mémoire d’une société de montagne et d’une façon de mettre en valeur et de contrôler les ressources locales, qui, ici, sont surtout humaines. A l’image de la société locale et de ceux qui la dominent, cette mémoire est à la fois ouverte – notamment par les liens avec Genève et l’espace horloger jurassien dont elle se souvient – et fermée, par son enracinement et son attachement à une forme d’autochtonie. Mais cette société de montagne s’est montrée, comme c’est souvent le cas dans les Alpes, particulièrement apte à s’adapter aux circonstances. Dans le processus de globalisation, le “district industriel” de la vallée de l’Arve paraît avoir opté pour la voie haute. Celle-ci suppose l’augmentation de la valeur ajoutée dans la production et celle de la qualification, ce qui ne va pas sans une ouverture à l’extérieur plus importante qu’il reste à maîtriser. Dans ce processus, l’évolution du Musée de l’horlogerie et du décolletage est un indicateur intéressant.

- _1. W. Belleward et S. Guzzi-Heeb (sous la dir. de), *Un peuple réfractaire à l'industrie? Fabriques et ouvriers dans les montagnes valaisannes*, Lausanne 2006.
- _2. Le décolletage est l’usinage de pièces métalliques par enlèvement de copeaux. Le décolletage comprend le tournage, le perçage, le taraudage et le fraisage de pièces de métal. Aujourd’hui la Vallée produit de plus en plus d’ensembles montés pour l’industrie automobile.
- _3. V. Charbonnier, *Le décolletage soigne son esprit de corps*, in “L’Usine nouvelle”, août 2011, n° 3246 (www.usinenouvelle.com/article/le-decolletage-soigne-son-esprit-de-corps) et P. Judet, *Décolleteurs de la vallée de l’Arve*, in J.-Cl. Daumas (sous la dir. de), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris 2010, p. 224-227.
- _4. G. Beccatini, *Les districts industriels*, in A. Marouani et alii, *La flexibilité en Italie*, Paris 1989, p. 239-257.
- _5. P. Guichonnet, *Une originale concentration industrielle: le décolletage et l’horlogerie en Haute Savoie*, in “Le Globe”, n. 101 (1961), p. 23-62.
- _6. G. Heitz, Ch. G. Maistre, *Colporteurs et marchands savoyards dans l’Europe des XVII^e et XVIII^e siècles*, in “Mémoires et documents de l’Académie salaisienne”, t. 98 (1992), p. 160.
- _7. Arch. départ. Haute-Savoie, I C III 9 (58, 92, 133), I C III 31bis (81, 90, 163), Etablissement d’une maîtrise d’horloger à Saint-Sigismond, Registre des actes de l’intendance du Faucigny.
- _8. P. Judet, *De l’archive aux sociétés savantes et des sociétés savantes à l’inscription publique. La construction sociale du discours des origines de l’industrie horlogère de la vallée de l’Arve*, in “Ruralia”, n. 16/17 (2005), p. 21-50.
- _9. M.-Th. Bourrit, *Nouvelle description des Glacières, vallées de Glace et Glaciers qui forment la grande chaîne des Alpes de Savoie, de Suisse et d’Italie*, I, Genève MDCCCLXXXVII (Genève 1981).
- _10. A.-C. Bordier, *Voyage pittoresque aux glaciers de Savoie*, Genève 1772.
- _11. H.-B. de Saussure, *Voyage dans les Alpes, précédés d’un essai sur l’histoire naturelle des environs de Genève. Précédé de Mémoire historique sur la vie et les écrits de H.-B. de Saussure par Jean Senebier*, Neuchâtel MDCCCLXXIX (Genève 1978).
- _12. Ce mémoire des Archives nationales françaises (A.N. F 121611, Mont Blanc) a été reproduit par Paul Guichonnet dans ses articles «horlogerie et jacobinisme», de la rubrique «l’histoire savoyarde» du “Messager”, des 14, 21, 28 janvier et 4 février 1994.
- _13. Judet (voir note 8).
- _14. Le couvent des Cordeliers de Cluses a été transformé en bien national. C’est dans ces locaux que sera installée l’Ecole d’horlogerie.
- _15. J.-Cl. Perrot, *L’âge d’or de la statistique régionale française (an IV-1804)*, Paris 1977, p. 18.
- _16. J.-L. Mayaud, *Besançon horloger 1793-1914*, Besançon 1994, p. 12-18.
- _17. Présentation de H.O. Pappé de la “Statistique du Département du Léman”, de J.-Ch.-L. Sismondi, *Mémoires et documents publiés par la Société d’histoire et d’archéologie de Genève*, t. XIV, Genève 1971.
- _18. P. Judet, *La «Savoie industrielle». Des territoires industriels en mouvements*, in D. Varaschin et al., *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, Genève 2014, p. 245-297.
- _19. A. Palluel-Guillard et al., *La Savoie de la révolution à nos jours, XIX^e-XX^e siècles*, in J.-P. Leguay (sous la dir. de), *Histoire de la Savoie*, tome 4, Rennes 1986, p. 204.
- _20. J.-F. Albanis-Beaumont, *Description des Alpes Grées et cottiennes ou tableau historique et statistique de la Savoie*, 3 vol., Paris 1802-1806.
- _21. P. Guichonnet, *Jean-Louis Grillet historien de la Savoie*, in “Revue de Savoie”, n. 2 (1958), p. 125-138.
- _22. J.-L. Grillet, *Dictionnaire historique, littéraire et statistique des départements du Mont-Blanc et du Léman. Concernant l’histoire ancienne et moderne de la Savoie, Et spécialement celle des Personnes qui y étant nées ou domiciliées, se sont distinguées par des actions dignes de mémoire, ou par leur succès dans les Lettres, les Sciences et les Arts*, Chambéry 1807, p. VIII.
- _23. J. P. Pictet, *Nouvel itinéraire des vallées autour du Mont-Blanc*, Genève 1808.
- _24. Ph.-X. Leschevin, *Voyage à Genève et dans la vallée de Chamouni en Savoie*, Paris-Genève 1812, p. 7-8, 27 et chapitre X.
- _25. Lettre de Firmin Guy à l’intendant du Faucigny (24 octobre 1844) citée par M. Deville, *Histoire de l’Ecole Nationale d’horlogerie*, in “Revue de l’Association Amicale des Anciens Elèves de l’Ecole Nationale d’Horlogerie”, Cluses, Juillet 1848, p. 20.

- _26. P. Judet, *Horlogeries et horlogers du Faucigny. Les mutations d'une identité sociale et politique (1849-1934)*, Grenoble 2004.
- _27. J. Bonjean, *La Savoie agricole, industrielle et manufacturière*, Chambéry 1863, p. 121.
- _28. V. Barbier, *La Savoie industrielle*, Chambéry 1875, vol. II, p. 338.
- _29. Judet (voir note 8).
- _30. Arch. dép. Haute-Savoie, 1 T 147, Dossiers d'inscriptions à l'École d'Horlogerie, Ballaloud 1870.
- _31. Judet (voir note 8).
- _32. E. Plantaz, *Monographie d'Arâches*, in "Mémoires et documents de l'Académie salésienne", t. 7 (1884), p. 205-270.
- _33. J.-M. Lavorel, *Cluses et le Faucigny*, in "Mémoires et documents de l'Académie salésienne", (1888-1889), Genève Slatkine reprints (1979), p. 288.
- _34. N. Perrin, *Monographie historique, industrielle et agricole de Cluses*, 1900 (rééd. Millau 1985), 822 p. manuscrites.
- _35. N. Perrin, *L'Horlogerie savoissienne et l'École nationale d'horlogerie*, Thonon 1902.
- _36. V.-E. Ardouin-Dumazet, *Voyages en France*, 8e série, 3e éd., Paris 1911, p. 299-316.
- _37. A. G., *Le Musée d'horlogerie rétrospective de l'École Nationale d'Horlogerie de Cluses*, in "Bulletin de l'Amicale des anciens élèves de l'École nationale d'horlogerie", avril 1902, p. 99.
- _38. A. Folliet et al., *Précis de l'histoire du département de la Haute-Savoie*, s. l., 1907 (rééd., s.l., 2002).
- _39. Judet (voir note 8).
- _40. Z., *Les horlogers de Cluses*, in "Pages Libres", n. 187, 30 juillet 1904 (Paris), p. 81-97.
- _41. G. Perret, *De mémoires d'ouvriers*, s.l.m., Production La Waka, 2011.
- _42. Cl. Courlet, *Globalisation et territoire. Le cas du district industriel de la Vallée de l'Arve (Technic Vallée)*, in D. J. Grange (sous la dir. de), *L'Espace alpin et la modernité. Bilan et perspectives au tournant du siècle*, Grenoble 2002, p. 93-103
- _43. P. Judet, *Un site, des patrons, une mise en patrimoine. De l'usine hydraulique au musée de l'horlogerie et du décolletage de Cluses (1812-2007)*, in R. Favier et al., *Tisser l'histoire. L'industrie et ses patrons XVIe-XXe siècle, Mélanges offerts à Serge Chassagne*, Valenciennes 2009, p. 111-122.
- _44. *Musée d'horlogerie et du décolletage: une association se crée*, in "Le Messager", 20 mai 1988.
- _45. Le Grand Massif regroupe les stations de ski situées autour de Cluses.
- _46. Cl. Courlet, *Les systèmes productifs localisés en France: une histoire récente*, in M. Lescure (sous la dir. de), *La mobilisation du territoire. Les districts industriels en Europe occidentale du XVIIIe au XXIe siècle*, Paris 2006, p. 11-27.
- _47. Site de la SOMFY, 31 oct. 2012.
- _48. O. Ketels, *Baud parie sur une croissance européenne*, in "L'Usine nouvelle", n. 3052, 19 avril 2007, p. 28.
- _49. Judet (voir note 8).
- _50. Les films du paradoxe, 2006.
- _51. G. Duval, "Alternatives Economiques", n. 254, janvier 2007. Mais selon d'autres sources (locales) c'est le traitement de l'interview du Maire qui aurait débouché sur le refus de prêter une salle municipale pour la projection du film.
- _52. L. Marti, *La Grande famille. Pratiques, représentations et identités horlogères dans le Jura suisse*, Thèse, Lyon 2, 1996.

Die unsichtbare Arbeit: Entstehung und Darstellung der Berninabahn

Andrea Tognina

Zwischen 1906 und 1910 beteiligten sich Tausende von (meist italienischen) Arbeitern am Bau der Berninabahn, der Schmalspurbahn, die Tirano im Veltlin mit St. Moritz im Engadin verbindet. Ihre Präsenz in den betroffenen Regionen war während der Bauzeit kaum zu übersehen, die lokale Presse berichtete regelmässig darüber. Nach getaner Arbeit verschwanden sie aber nicht nur von der Bildfläche, sondern weitgehend auch aus der Publizistik und aus dem kollektiven Gedächtnis. Die Literatur über die Berninabahn wurde stark vom touristischen Diskurs geprägt und nahm die Bahn fast ausschliesslich in ihrer technischen und landschaftlichen Dimension wahr. An die Arbeiter erinnerten nur zwei kurz nach der Eröffnung der Bahnlinie erschienenen Berichte, die aber in erster Linie die Sicht der beiden Ingenieuren wiedergaben, die sie verfassten. Die Arbeiter blieben ohne Stimme. Erst anlässlich des 100-jährigen Jubiläums wurde zum ersten Mal der Versuch unternommen, die Geschichte der Bauarbeiter der Berninabahn systematisch zu erforschen.

2010 wurde in Graubünden das 100-jährige Jubiläum der Berninabahn gefeiert – der Schmalspurbahn, die Tirano im Veltlin mit St. Moritz im Engadin verbindet. Anlässlich der offiziellen Feierlichkeiten in Brusio, im Juni desselben Jahres, traf ich zufällig unter den Bögen des weltberühmten Kreisviaduktes der Rhätischen Bahn eine mir bekannte ältere Dame aus dem Dorfe. Wir kamen ins Gespräch, freuten uns über das Fest und über die grosse Aufmerksamkeit, welche das Puschlav dadurch genoss. Wir tauschten auch einige für das Weiterbestehen der Dorfgemeinschaft wichtige Informationen über Familie und Verwandtschaft aus. Dann schaute die Frau auf den Viadukt und sagte: «Unsere Vorfahren [*i nostri vecchi*] haben wirklich Hervorragendes geleistet». Ich hielt kurz inne, antwortete mit einem höflichen, leicht verlege-

nen «Ja, ja». Vor meinen Augen sah ich die zahlreichen italienischen Maurer und Handlanger, die zwischen März und Oktober 1907 den Kreisviadukt in Brusio gebaut hatten. Ich hatte gerade ein Buch über den Bau der Berninabahn herausgegeben.¹ An die italienischen Arbeiter dachte die Frau aber eher nicht, als sie von «unseren Vorfahren» sprach. Zwar wusste sie höchst wahrscheinlich, dass die Bahnlinie fast ausschliesslich von Fremdarbeitern errichtet wurde, denn es ist im Tal allgemein bekannt, dass die Arbeitskräfte auf den Baustellen im Puschlav während des letzten Jahrhunderts grossmehreheitlich aus dem benachbarten Italien kamen. Die Frau assoziierte diese Tatsache aber nicht unmittelbar mit der historischen Bedeutung, die sie der Bahn beimass.

Man könnte zu Recht einwenden, dass man eine beiläufige Bemerkung einer Einzelperson nicht überbewerten sollte. Die Aussage bleibt für mich jedoch insofern von Bedeutung – und hat mir dementsprechend auch oft als veranschaulichende Anekdote gedient – als sie auf der Ebene des kollektiven Gedächtnisses einen blinden Fleck suggerierte, den ich schon während der Recherchen für das Bernina-Buch in der Literatur festgestellt hatte.

Im Jahre 1909, als die Bauarbeiten an der Berninalinie noch in vollem Gange waren, erschien eine der ersten Publikationen über die Bahn. Der Autor Christian Tarnuzzer (1860–1925), Geologe und Lehrer an der Kantonsschule Chur, konzentrierte sich dabei auf die geschichtlichen, landschaftlichen, geologischen und botanischen Aspekte der Berninaregion und auf die technischen Errungenschaften der neuen Bahnlinie.

«Wieder ist ein neues staunenswertes Werk der Technik in die rhätische Alpenwelt hineingestellt worden, das Gelegenheit zur bequemeren und allgemeinen Bereisung ihrer grossartigsten Gegenden darbietet und dabei eine Fülle neuer und grösster Schönheiten des Hochgebirges auftut».²

liest man in der Einleitung seines Buches. Die Publikation kam mit eleganter Grafik und in handlichem Format daher und bot den Touristen der Belle Époque einen detailreichen Führer zu einer erlebnisreichen Bahnreise über den Berninapass. Neben einer Falkarte der Region enthielt das Buch etwa 30 Fotografien von Domenic Mischol (1873–1934), Turnlehrer an der Evangelischen Mittelschule Schiers.³ Wie der Autor widmete sich auch der Fotograf vor allem der Landschaft mit ihren charakteristischen und überwältigenden Eigenschaften. Auf den Bildern von Mischol erscheinen die Menschen meist nur als Statisten vor der gewaltigen Berglandschaft des Berninas und der ma-

lerischen Ecken des Puschlavs und des Veltlins. Auf den wenigen Fotografien, in denen Personen das Hauptmotiv sind, vermitteln deren Kleider und Körperhaltung eine ländliche und leicht exotische Welt, die darauf wartet, von den Bahnreisenden entdeckt zu werden. Von den Bauarbeitern fehlt sowohl im Text als auch auf den Fotos jegliche Spur. Die Eisenbahn scheint durch spontane Zeugung in einer archaischen und unberührten Natur- und Kulturlandschaft entstanden zu sein. «Und wie ein Märchen mutet es uns an, die wir einst auf staubiger Strasse in langsam rollenden Postwagen durch diese weiten Gebieten fuhren, wenn nun, von unsichtbarer Kraft bewegt, die eleganten, grossen Waggons der Berninabahn uns über alle Höhen und Tiefen dahinleiten», schwärmte Christian Tarnuzzer.⁴ Der Lärm der Pickel und der Sprengminen schien sich in nichts aufgelöst zu haben; verschwunden waren auch die Baracken, die Baugerüste, die Karren. Und dies obwohl die Bauarbeiten nicht abgeschlossen und die Arbeiterequipen an verschiedenen Stellen der Linie noch tätig waren, als Tarnuzzer und Mischol durch die Region zogen, um Material für das Buch zu sammeln. Der erste Zug aus St. Moritz erreichte den Bahnhof von Tirano am 5. Juli 1910, mehr als ein Jahr nach der Veröffentlichung des Buches. Auf einer einzigen Fotografie im Buch kann man ein wohl eher zufälliges Zeichen von Arbeiterpräsenz wahrnehmen: In der Nähe von Morteratsch, auf einer Brücke über dem Wasserfall des Berninawildbachs, erkennt man bei genauem Hinschauen zwei Personen mit einem Pickel oder einer Schaufel in der Hand.⁵

Domenic Mischol war nicht der einzige Fotograf, der auf den Baustellen der Berninabahn weitgehend darauf verzichtete, das Objektiv auf die Arbeiter zu richten. Im Juni 1907 wurde Christian Meisser (1863–1929) – ein bekannter Bündner Fotograf mit Studio in Zürich – von der Berninabahn mit der Illustration einer Werbebroschüre beauftragt.⁶ Meisser erhielt von der Bahngesellschaft einen Passierschein für alle Baustellen und hielt sich zwischen Herbst 1907 und Sommer 1908 in der Region auf, als die Arbeiten in vollem Gange waren.⁷ Und trotzdem: seine gut komponierten Bilder zeigen vor allem die Landschaft entlang der Geleise. Die Menschen, die daran waren, diese Landschaft zu verwandeln, scheinen ihn nicht interessiert zu haben. Auf einer einzigen Fotografie der erwähnten Publikation sind Arbeiter abgebildet. Sie führen mit Isolatoren für die Stromleitung beladene Maultiere entlang des Ufers des Lago Bianco.⁸ Wenige Schritte davon entfernt, spazieren Frauen mit Sonnenschirmen. Das kunstvoll gestaltete und möglicherweise inszenierte Bild ist eine

der wenigen bekannten Fotografien, die von der Begegnung zwischen Touristen und Arbeitern im Berninagebiet während der Baujahre der Bahn zeugen. Das unbestrittene Hauptmotiv des Bildes bleibt aber die Landschaft.

Einen ähnlichen, auf dem Begriffspaar „Natur und Technik“ fokussierenden Ansatz, wählte auch die Zürcher Journalistin Else Spiller (1881–1948), die wenige Jahre nach der Eröffnung der Linie auf Einladung der Berninabahn die Fahrt mit dem Zug von Zürich nach Tirano unternahm. «Aus dem winterlichen Nebel der Grossstadt bin ich an einem Sonnentag in das schönste Hochtal der Schweiz gekommen: das Engadin», schrieb sie zu Beginn des Buches.⁹ Obwohl sie für soziale Themen durchaus empfänglich war – Else Spiller stand der Heilsarmee nahe und hatte zwei Jahre zuvor eine vielbeachtete Reportage über die städtischen Elendsviertel Europas verfasst¹⁰ – liess sie während der Reise in Graubünden, wohl auch im Sinne des Auftraggebers, die soziale Dimension des Bahnbaus ausser Acht und widmete sich mit wirkungsvoller Rhetorik der Beschreibung der majestätischen Bergwelt und der malerischen Landschaft. «Natur und Technik feiern bei der Berninabahn ihre Triumphe, die letztere hat die jetzt immer mehr in den Vordergrund tretenden Heimatschutzgedanken hochgehalten und den Reisenden tiefe und reiche Genussmöglichkeiten gegeben», hielt sie am Ende ihres Büchleins fest.¹¹ Die aus privater Initiative entstandene und durch auswärtige, vor allem Basler Kapitalien finanzierte Berninabahn wurde von Anfang an als touristisches Unternehmen konzipiert.¹² Die neue Bahnverbindung versprach eine reiche Kundschaft aus der Lombardei in das touristisch boomende Oberengadin zu bringen und erschloss den Gästen aus dem Norden die zuvor nur schwer zugänglichen Sehenswürdigkeiten. Die Autoren und Fotografen, die unmittelbar vor oder nach der Eröffnung der Bahnlinie an der Publikation von Reiseführern beteiligt waren, wandten sich offensichtlich an dieses Publikum. Mit ihren Texten und Bildern lieferten sie die Darstellung, welche für eine touristische Vermarktung der Berninabahn erforderlich war. In dieser Inszenierung hatten die Arbeiter keinen Platz: Gerade im touristischen Sektor musste die Arbeit, die nötig war, um den ganzen Ferienbetrieb in Gang zu halten, so unsichtbar wie möglich bleiben, damit die Gäste nicht an den Alltag in den Städten erinnert wurden.¹³ Deshalb wohl auch die Beschreibung der Bahntechnik als beinahe schwerelos: «Die Räder sind kaum zu spüren, abwärts gleitend wie in einer Ballon-Niederfahrt, kommt uns die Schönheit immer näher», schwärmte zum Beispiel Else Spiller.¹⁴

Diese auf die Bedürfnisse der Fremdenindustrie massgeschneiderte Sicht wirkte sich längerfristig, zum Teil bis zu den heutigen Tagen, auf die Darstellung und Wahrnehmung der Berninabahn aus.

Recherchiert man hingegen in der lokalen Presse und schaut sich die Berichte der Ingenieure an, so stösst man freilich auch auf andere Zeugnisse jener Zeiten. Für das Puschlav, das vorhin kaum auf eine bemerkenswerte wirtschaftliche Dynamik zählen konnte und oft als «das verlorene Tal» bezeichnet wurde, bedeuteten die Arbeiten für die Wasserkraftanlagen und für die Bahn nämlich eine grosse, wirtschaftliche, soziale und kulturelle Umwälzung, die kaum im Verborgenen stattfinden konnte. Mit dem Bau des Wasserkraftwerkes Campocologno im Jahr 1906, damals eine der wichtigsten hydroelektrischen Anlagen Europas, fand die Region Anschluss an die industrialisierte Moderne.¹⁵ Die Bauarbeiten für die grossen Anlagen der Kraftwerke Brusio und der Berninabahn, sowie im kleineren Rahmen für die Asbestminen, zogen Tausende von Arbeitern in die Region. «Oltre agli operai che lavorano attualmente dal Meschino a Campocologno all'impresa delle Forze Idrauliche (circa 1000), altri 1000–1500 daranno fra breve principio alla Ferrovia ed altri 300 lavoreranno alle mine di amianto», rechnete die Puschlaver Wochenzeitung „Il Grigione Italiano“ Ende Mai 1906, kurz bevor der erste Spatenstich für die Berninabahn erfolgte.¹⁶ Auf eine Talbevölkerung von damals etwa 4300 Einwohner kamen somit in der Bausaison bis zu 2800 Arbeiter hinzu. «Mai avrà veduto Poschiavo una tale attività come attualmente ed ancor più nei prossimi anni ed il periodo che attraversa sarà uno dei più importanti della sua storia», bemerkte „Il Grigione Italiano“ weiter.¹⁷ Auf der ganzen Bahnlinie, vom Veltlin über das Puschlav bis ins Oberengadin, waren gleichzeitig bis zu 2500 Arbeiter beschäftigt.¹⁸ Diese Arbeiterpräsenz historischen Ausmasses konnte kaum ignoriert werden. «Durante i giorni di Pasqua una quantità straordinaria di operai erano giunti al Borgo [di Poschiavo] a cui davano l'aria di una città industriale», schrieb die Puschlaver Wochenzeitung im April 1909.¹⁹ Durch die Anwesenheit der Arbeiter mutierte das Bergstädtchen Poschiavo zu einer Industriestadt, mit all den Gelegenheiten und all den Spannungen, die eine solche Entwicklung mit sich brachte. Die lokale Presse informierte regelmässig über die Anzahl Arbeiter, die in den verschiedenen Baustellen tätig waren, und über das Fortschreiten der Arbeiten. Sie artikuliert auch die Besorgnisse der Bevölkerung über die öffentliche Ordnung und registrierte akribisch Fälle von Arbeitsniederlegung,

Gewalt, Diebstahl, Nachtruhestörung und Trunkenheit. Die Anwesenheit von einer grossen Anzahl von Arbeitern gab vor allem in den grösseren Ortschaften während der Festtage, etwa an Ostern oder am Tag der Heiligen Barbara, der Schutzpatronin der Mineure, angesichts des regen Besuches von Wirtshäusern und Tanzlokalen, immer wieder Anlass zu moralisierenden Kommentaren. Zwei Wochen nach den Ostertagen im Jahr 1908, empörte sich beispielsweise ein Korrespondent des «Grigione Italiano» über Scharen angetrunkenen Leute, die mit ihrem Verhalten die Passanten skandalisierten: «Già nelle prime ore del mattino e sino a notte tarda durante tutto il giorno van rincorrendo certe osterie dove, non solo cantano, ma urlano selvaggiamente e barcollando da non poter più stare in piedi, vanno a zonzo pelle vie principali del Borgo».²⁰ Der «Grigione Italiano», die «Engadiner Post» und der «Fögl Ladin» berichteten aber auch mit menschlicher Anteilnahme über Unfälle und Todesfälle und zeigten manchmal, wenn auch selten, Verständnis für die Anliegen der Arbeiter oder gar Dankbarkeit für ihren Beitrag an der Modernisierung der Region. Der junge Puschlaver Publizist Valentino Lardi (1889–1977), der nach Italien ausgewandert war und während eines Ferientaufenthaltes im Puschlav sich zu Fuss auf den Berninapass begab um den Baustellen einen Besuch abzustatten, veröffentlichte im September 1909 ein regelrechtes Plädoyer für die italienischen Arbeiter. Er verteidigte sie gegen Vorurteile und lobte ihre Arbeitsamkeit in höchsten Tönen. Am Schluss beklagte er, dass sie für ihren grossen Einsatz nur «poco denaro e molto disprezzo», wenig Geld und viel Verachtung ernteten.²¹ Lardi blieb mit seinem Loblied jedoch alleine. Einige Wochen später empfahl ihm ein Leser aus England – wohl ein dorthin ausgewanderter Puschlaver – sich zu mässigen. Seine Bewunderung und Wertschätzung für die Arbeiter wurden als jugendlicher Übereifer abgetan.²²

Ähnlich arbeiterfreundliche Töne wie bei Lardi, findet man ansonsten nur in der italienischen Presse, etwa in der Zeitschrift «L'Adda» und in der Wochenzeitung «La Patria». Erstere war bis 1909 Sprachrohr der Veltliner Volksparteien und wurde später zum Organ der Sozialistischen Partei. Die Wochenzeitung «La Patria» hingegen wurde von der Opera di assistenza per gli italiani emigrati herausgegeben, eine vom Bischof von Cremona Gernia Bonomelli gegründete Vereinigung für die Unterstützung italienischer Migranten. Beide Zeitungen erinnerten regelmässig an die schwierigen Arbeits- und Lebensbedingungen der Arbeiter im Hochgebirge und erwähnten

ihre Anliegen und Forderungen. Im Februar 1910 musste die «Adda» aber auch resigniert feststellen, dass die aus dem Veltlin stammenden Eisenbahnbauarbeiter sich nicht für die sozialistischen Anliegen einspannen liessen, da sie sich nicht organisierten: «Con essa è impossibile tentare agitazioni, è impossibile strappare al capitalismo qualsiasi miglioramento».²³

1912, zwei Jahre nach der Eröffnung der gesamten Berninastrecke publizierte der Ingenieur Eugen Bosshard (1873–1942), der die Baustellen auf der Alpensüdseite im Auftrag der Generalunternehmung Albert Buss & Cie. aus Basel geleitet hatte, in der «Schweizerischen Bauzeitung» einen Bericht über die Bauarbeiten der Berninabahn.²⁴ Der Hauptteil des Textes befasste sich mit den finanziellen, politischen und vor allem technischen und geologischen Aspekten des Bahnprojektes und dessen Realisierung. Bosshard lieferte aber auch viele Informationen zu den Lebensbedingungen der Arbeiter, zu deren Unterkünften, Verpflegung und der Gesundheitsversorgung, zu den Risiken der Arbeit im Hochgebirge und zu den Unfällen. Er erwähnte auch den Tod von fünf Arbeitern der Firma Buss (ein sechster Todesfall betraf einen Arbeiter der Firma Alioth).

Zahlreiche Fotografien, dessen Autor leider unbekannt ist, begleiten den Text und dokumentieren, unter anderem, sehr eindrucksvoll den Bau der Brücken über den Cavagliasco-Bach und des Kreisviaduktes von Brusio. In der Beschreibung der Beziehungen zwischen Unternehmung und Arbeitern schwingt in der Sprache von Eugen Bosshard jedoch ein gewisser paternalistischer Unterton mit. So beschwerte sich der Ingenieur beispielweise, dass die Albert Buss & Cie. sich gezwungen sah, eigene Kühe zu halten, weil «die aus ländlichen Verhältnissen stammenden Arbeiter» der kondensierten Milch ein «unerklärliches Misstrauen» entgegenbrachten. Er verhehlte daraufhin auch seine Genugtuung nicht, als man den Arbeitern doch noch die Kondensmilch verabreichte, allerdings gestreckt mit frischer Milch: «Der Arbeiter [...] sah damit seinen Wunsch erfüllt, trank seine «latte naturale» und war zufrieden». Angesichts der «rauen Witterungsverhältnisse» im Hochgebirge gab er zu, dass «andere ausländische Arbeiter als Italiener [...] nur schwer auf diese Höhe zu bringen» waren. Er behauptete aber, dass «die Arbeitskraft des gegen die äusseren Witterungseinflüsse ohnehin empfindlichen Italiens [...] bedeutend reduziert zu sein» schien und dass «er [gem. der Italiener] die Zwangslage seines Arbeitgebers» ausnützen würde.²⁵

Im Jahr 1911 veröffentlichte auch Theodor Koller (1876–1950), Ingenieur

der Elektrizitätsgesellschaft Alioth aus Münchenstein, welche die elektrischen Arbeiten für die Berninabahn ausgeführt und das Rollmaterial geliefert hatte, einen Bericht über seine Tätigkeit.²⁶ Seine Sicht konzentrierte sich noch stärker als diejenige Bosshards auf die technischen Aspekte des Bahnbaus. Er gab aber ebenfalls – wenn auch in einem viel kleineren Rahmen als sein Kollege – einige Informationen über die Arbeiter preis und fügte dem Text (wahrscheinlich eigene) Bilder über den Bau der Hochspannungsleitung bei. Während die reichhaltige Berichterstattung der lokalen Presse in den folgenden Jahren und Jahrzehnten weitgehend in Vergessenheit geriet, avancierten die Berichte von Bosshard und Koller zur Haupt-, beziehungsweise zur einzigen Quelle für die Geschichte der Bauarbeiter der Berninabahn. Alle Autoren, die sich in den darauffolgenden Jahren mit der Berninabahn befassten, übernahmen, falls sie überhaupt das Thema Arbeiter anschnitten, grösstenteils die Schilderung dieser zwei Ingenieure und insbesondere von Eugen Bosshard.²⁷ Neue Quellen zu diesem Thema wurden nur punktuell in fotografischer Form erschlossen. Dazu gehören die vom Sammler Hans Hofmann 1989 veröffentlichten Fotografien von den Baustellen und einzelne Bilder des Puschlaver Laienfotografen Francesco Olgiati (1871–1943). Olgiatis Fotografien sind unter anderem im Buch über die italienische Emigration in Graubünden des Konsularbeamten Silvano Gallon zu finden – die einzige, aber leider nicht nach wissenschaftlichen Kriterien verfasste Gesamtschau zu diesem Thema.²⁸ Francesco Olgiati verdient hier einen kleinen Exkurs. Er stammte aus einer Puschlaver Zuckerbäckerfamilie, hatte wegen einer leichten, körperlichen Behinderung in einer Mailänder Spezialschule den Schreinerberuf erlernt. Seiner Arbeit konnte er, dank der finanziellen Situation der Familie, «mehr aus Vergnügen denn aus Notwendigkeit» nachgehen.²⁹ Gegen Ende des 19. Jahrhunderts begann er sich mit der Fotografie zu beschäftigen. In den darauffolgenden Jahrzehnten durchwanderte er das Tal kreuz und quer und nahm mit der Neugier und der Ausdauer eines Chronisten Menschen, Landschaften und besondere Ereignisse auf, darunter auch die Bauarbeiten an der Berninabahn. Seine Bilder sind insofern interessant, als sie nicht auf Grund eines Auftrages entstanden sind und ohne Pathos und grosse ästhetische Ansprüche den Alltag auf den Baustellen dokumentieren. Diese ungeschminkte Sicht auf die Arbeiten an der Bahnlinie macht die Bilder zu einer besonders wertvollen Quelle.³⁰ Abgesehen von diesen kleinen fotografischen Beiträgen zur historischen Er-

innerung, blieb der Diskurs über die Berninabahn (und über den Bahnbau in Graubünden im Allgemeinen) während eines ganzen Jahrhunderts weitgehend dem Begriffspaar “Natur und Technik” untergeordnet. Bestenfalls wurde er mit einer wirtschaftlich-politischen oder einer kulturgeschichtlichen Perspektive ergänzt.³¹ Die soziale Dimension des Bahnbaus – im Sinne einer Arbeits- und Arbeitergeschichte, als Analyse der Wirkung auf die lokalen Gesellschaften oder im Rahmen einer Migrationsgeschichte – blieb weitgehend unerforscht.³² Sie spielte auch bei der Kandidatur für die Aufnahme der Bahnlinien Albula und Bernina in die Liste des UNESCO-Welterbes höchstens eine untergeordnete Rolle.³³ Die 2008 erfolgte Aufnahme in die Welterbeliste bestätigte sogar indirekt die einschränkende Wahrnehmung der Berninabahn als Wunder der Technik in einer atemberaubenden Landschaft. In der Annahmeerklärung des Welterbekomitees vom 7. Juli 2008 ist denn lediglich zu lesen: «Die Rhätische Bahn der Albula- und Berninalinie stellt ein herausragendes technisches, architektonisches und landschaftliches Ensemble dar».³⁴ Aus der Diskussion über die Verleihung des UNESCO-Labels, und mit Blick auf das 100-jährige Jubiläum der Berninabahn, entstand dann aber doch noch ein Forschungsprojekt zur Geschichte der Eisenbahnbauarbeiter, angeregt durch den damaligen Bündner Regierungsrat Claudio Lardi, der, anlässlich seiner Rede zu den Feierlichkeiten für das UNESCO-Label, eben diese Forschungslücke konstatierte.³⁵ Aus diesem Projekt ging das Buch *Arbeiter am Bernina* hervor, der erste Versuch, die Geschichte der Bauarbeiter der Berninabahn systematisch zu erforschen und das Thema der italienischen Immigration in Graubünden genauer zu untersuchen. Ob dieses Buch, das 2010 im Rahmen der Festlichkeiten für das 100-jährige Jubiläum der Berninabahn vorgestellt wurde, tatsächlich zu einer breiteren Wahrnehmung der Bahngeschichte beigetragen hat, muss dahingestellt bleiben. Das Buch wurde zwar von den regionalen Medien diskutiert, es wurden Rezensionen in wissenschaftlichen Zeitschriften dazu verfasst.³⁶ Eine Ausstellung im Jahr 2010 im Puschlaver Talmuseum über die Berninabahn und eine Wanderausstellung im 2011 der Pro Grigioni Italiano zu den italienischen Immigranten in Graubünden nahmen das Thema wieder auf. In der für ein breiteres Publikum bestimmten Publizistik über die Rhätische Bahn fand aber bisher kein Paradigmenwechsel statt. In der vierten Auflage des *Reiseführers Unesco Welterbe. Rhätische Bahn in der Albula/Bernina* (2013) werden die Arbeiter des Albulatunnels nur kurz erwähnt. Im Abschnitt über die Berninabahn wird

an die Lawine nördlich der Galerie Arlas erinnert, die 1920 acht Bahnarbeiter in den Tod riss.³⁷ Von den Lebens- und Arbeitsbedingungen der Arbeiter ist sonst kaum die Rede. Gerade der Aufbau des Reiseführers, der die einzelnen Abschnitte der Bahnfahrt beschreibt, hätte es erlaubt, vermehrt sozialgeschichtliche Aspekte des Bahnbaus zu vermitteln. Alle Bauten der Albula- und Berninalinie sind ja Zeugnisse menschlicher Arbeit, wenn man sie denn nur aus einer solchen Perspektive betrachten würde. Auch die sorgfältig gestaltete Publikation zum 125. Jubiläum der Rhätischen Bahn (2014) bietet diesbezüglich wenig Neues.³⁸

Dass die Arbeitergeschichte in der historischen Darstellung der Berninabahn noch immer nur marginal angesprochen wird, hat wohl vorab den einfachen Grund, dass sie in der Marketingstrategie der Rhätischen Bahn keine Rolle spielt. Die Berninabahn wird weiterhin hauptsächlich als technisches Meisterwerk in einer spektakulären Landschaft vermarktet. In den letzten Jahren, auch im Rahmen der Diskussionen über das UNESCO-Label, sind vermehrt kulturgeschichtliche Aspekte hinzugekommen, sozialgeschichtliche aber kaum. Die neuen Allegra-Triebzüge der Rhätischen Bahn, seit 2009/2011 in Betrieb, erhielten zum Beispiel Namen von Ingenieuren, Olympiasiegern, Künstlern und historischen Figuren aus Graubünden.³⁹ Die Gelegenheit, damit den eigentlichen Erbauern der Bahn zu gedenken, wurde hingegen nicht genutzt und wohl auch gar nicht erst erkannt.

Die grosse Beliebtheit, welche die Berninalinie bei der italienischen Kundschaft genießt, würde eigentlich den Gedanken nahelegen, dass sich eine für touristische Bedürfnisse aufbereitete Vermittlung der Geschichte der italienischen Eisenbahnarbeiter bestens vermarkten liesse.

Dass der Kanton Mühe bekundet, sein Augenmerk auf die ausländischen Arbeitskräfte zu richten, könnte aber auch daran liegen, dass sich Graubünden in seinem Selbstverständnis in erster Linie als ein Auswanderungsland versteht. Die Bündner Historiografie hat sich ausführlich mit der Geschichte der Emigration auseinandergesetzt – insbesondere der Auswanderung der Bündner Zuckerbäcker – hat aber die Geschichte der Immigration bisher weitgehend ausser Acht gelassen. Dabei ist Graubünden ebenso sehr ein Einwanderungsland, mindestens seit dem Anfang des 20. Jahrhunderts. Die eigentliche wirtschaftliche Modernisierung des Kantons, die auf Tourismus (inklusive Eisenbahn) und Wasserkraft beruhte, wäre ohne ausländische, in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts vor allem italienischer Arbeitskräfte,

gar nicht erst möglich gewesen.⁴⁰ Ihre Geschichte ist aber weiterhin so gut wie unbekannt. Die Migration im Allgemeinen bildet ausserdem in Graubünden, wie Ursula Brunold-Bigler und Silvia Conzett treffend bemerkten, «ein verschwindend kleines Segment der offiziellen kantonalen, regionalen und kommunalen Erinnerungskultur mit ihren Museen, Heimatbüchern, Jubiläumsschriften und Gedenkfeiern».⁴¹

Dabei gäbe es in Graubünden viele Orte, welche an die Geschichte der Migration erinnern könnten. Die Berninabahn wäre eine davon. Und wenn man sie ihre ganze Geschichte erzählen liesse, dann würden die italienischen Maurer, Handlanger und Mineure doch noch zu “unseren Vorfahren” werden.

- _1. A. Tognina, *Arbeiter am Bernina: Sozialgeschichte eines Bahnbaus, 1906-1910*, Chur 2010.
- _2. C. Tarnuzzer, *Die Berninabahn*, Chur/St. Moritz 1909, S. 1.
- _3. Zu Dominic Mischol siehe P. Hugger (Hrsg.), *Bündner Fotografen*, Zürich 1992, S. 125-131.
- _4. Tarnuzzer (wie Anm. 2), S. 32.
- _5. Ibidem, S. 32.
- _6. E. V. Tobler, *Vom Engadin ins Veltlin mit der Berninabahn*. Reiseführer mit 21 Illustrationen und 1 Karte, Zürich 1909. Zu Christian Meisser, siehe Hugger (wie Anm. 3), S. 180-183.
- _7. Zur Tätigkeit von C. Meisser für die Berninabahn (BB), siehe Briefe von Alfred von Planta, Präsident der BB, an die Direktion der BB, 16. Juni 1907 und 28. Februar 1908, im Archiv der Rhätischen Bahn, Bernina-Bahn, Bd. «Bauausschuss 2» und «Bauausschuss 4».
- _8. Tobler (wie Anm. 6), S. 19.
- _9. E. Spiller, *Berninazauber. Vom Engadin ins Veltlin. Fahrten mit der Berninabahn*, Zürich 1913, S. 3.
- _10. S. Oswald, *Else Züblin-Spiller*, Bern 1968, S. 12.
- _11. Spiller (wie Anm. 9), S. 46.
- _12. W. Catrina, *Die Entstehung der Rätischen Bahn*, Zürich 1972, S. 124-125.
- _13. Diese Gedanken wurden angeregt von D. Kessler, *Der Tourismus*, in J. Simonett (Hrsg.), *Handbuch der Bündner Geschichte*, Bd. 3, Chur 2000, S. 91-111.
- _14. Spiller (wie Anm. 9), S. 23-24.
- _15. H. Gredig, W. Willi, *Unter Strom. Wasserkraftwerke und Elektrifizierung in Graubünden 1879-2000*, Chur 2006, S. 31.
- _16. "Il Grigione Italiano", 31. Mai 1906.
- _17. Ebenda.
- _18. E. Bosshard, *Die Berninabahn, Sonderabdruck aus der «Schweizer Bauzeitung»*, Zürich 1912, S. 29.
- _19. "Il Grigione Italiano", 15. April 1909.
- _20. "Il Grigione Italiano", 7. Mai 1908.
- _21. "Il Grigione Italiano", 9. September 1909.
- _22. "Il Grigione Italiano", 23. September 1909.
- _23. "L'Adda", 27. Januar 1910.
- _24. Bosshard (wie Anm. 18).
- _25. Ibid., S. 29-30.
- _26. T. Koller, *Die Berninabahn, Sonderdruck aus der Zeitschrift Elektrische Kraftbetriebe und Bahnen*, München und Berlin 1911.
- _27. So z. B. P. Caminada, *Der Bau der Rätischen Bahn*, Zürich 1980; L. Badilatti, *Nel settantacinquesimo anniversario dell'apertura della Ferrovia del Bernina 1908-1983*, Poschiavo 1983; L. Dosch, *Die Bauten der Rätischen Bahn. Geschichte einer Architektur von 1889 bis 1949*, Zürich 1984; P. Belloncle, *Das grosse Buch der rätischen Bahn 1889-2001*, Kerzers 2002; G. R. Caprez, *Zur Geschichte der Eisenbahnlinien Albula und Bernina*, in "Bündner Monatsblatt", 4 (2008) S. 291-325.
- _28. H. Hofmann, *Rätische Bahn. Der Bahnbau. Die Männer der Bauzeit und ihre Werke*, Chur 1989; S. Gallon, *L'emigrazione italiana nei Grigioni*, Coira 1995.
- _29. L. Gisep, *Barba Franzesc... e il mio archivio fotografico*, in "Almanacco del Grigioni Italiano" 1998, S. 180-183.
- _30. Eine Auswahl seiner Bilder über die Berninabahn findet man in Tognina (wie Anm. 1).
- _31. Etwa in Catrina (wie Anm. 12), Dosch (wie Anm. 27) oder im "Bündner Monatsblatt" 4 (2008).
- _32. Zwei Ausnahmen, aber die Albulabahn betreffend: G. Dazzi, «Die braunen Söhne des Südens». Die Eisenbahnbauarbeiter am Albulatunnel 1898-1903, Seminararbeit (unveröffentlicht), Universität Zürich 1995; V. Schegg, *Die Arbeitersiedlungen Preda und Spinas während des Baues des Albulatunnels: eine migrationshistorische Unternehmung anhand der zeitgenössischen Presse*, in "Jahrbuch der Historischen Gesellschaft von Graubünden", 143 (2013), S. 5-76.
- _33. Das vollständige Kandidaturdossier von 2006 ist online zu finden: www.rhb.ch/de/unesco-welterbe/kandidaturdossier (Stand: 13.1.2015).
- _34. Zitiert in O. Martin, *Welterbe 'Rätische Bahn in der Landschaft Albula/Bernina' - eine Einführung*, in "Bündner Monatsblatt", 4 (2008), S. 7.
- _35. Tognina (wie Anm. 1), S. 18.
- _36. www.rhb.ch/de/unternehmen/projekte-dossiers/allegria-triebzeuge (Stand: 13.1.2015).
- _37. T. Kaiser, *Reiseführer UNESCO Welterbe. Rätische Bahn in der Landschaft Albula/Bernina*, Chur 2013, S. 45 und 68.
- _38. *Rätische Bahn: 125 Jahre faszinierend unterwegs*, Zürich 2014.
- _39. P. Roth in "Bündner Monatsblatt", 5 (2010), S. 531-537; F. Iseppi in "Quaderni Grigionitaliani", 2 (2011), S. 98-101; A. Moreschi in "Archivio Storico Ticinese", 150 (2011), S. 321.

- _40. Vgl. J. Simonett, *Verkehr, Gewerbe und Industrie*, in Simonett (wie Anm. 13), S. 61-86.
- _41. U. Brunold-Bigler, S. Conzett (Hrsg.), *Frauen schaffen Heimat. Migrantinnen in Graubünden erzählen*, Chur 2013.

L'industria come patrimonio. Il caso della Val Chisone in Piemonte

Giulia Fassio, Valentina Porcellana

Dagli ultimi decenni del Novecento, la crisi socio-economica connessa alla deindustrializzazione ha determinato un ripensamento "identitario" da parte degli abitanti delle aree montane post-industriali, che in alcuni casi hanno sperimentato nuovi modi di guardare sia al passato sia al futuro dei propri territori. Anche in Val Chisone, in provincia di Torino, si è iniziato – talvolta con difficoltà, conflitti e contraddizioni – a preservare e valorizzare il patrimonio materiale ed immateriale connesso alla storia industriale. Il nostro contributo intende descrivere ed analizzare, in una prospettiva antropologica, alcune di queste operazioni. In particolare, si vedrà come da un lato le pratiche patrimoniali poste in atto, sul piano individuale e collettivo, siano andate ad intersecarsi con altre forme di memoria ed auto-rappresentazione già presenti a livello locale. Dall'altro lato, si osserverà come alcuni dei progetti di patrimonializzazione del passato industriale attualmente in corso in Val Chisone cerchino di guardare anche al di là del contesto locale, facendo parte di circuiti più ampi, comprendenti territori che condividono una storia o caratteristiche comuni.

Nelle Alpi, fra la metà del XIX secolo e la fine della Seconda guerra mondiale, la disponibilità energetica favorì l'insediamento, nei fondovalle, di grandi imprese tessili, metallurgiche, meccaniche e chimiche, cui seguirono fenomeni di immigrazione e di spopolamento delle aree ad alta quota.

All'inizio degli anni Settanta del Novecento nelle valli alpine gran parte del prodotto interno lordo veniva garantita dal comparto industriale; tuttavia l'energia idroelettrica iniziava a risultare meno conveniente di quella petrolchimica e nucleare e il modello industriale classico, fortemente esogeno e scarsamente connesso con l'appartenenza territoriale, ricercava altrove condizioni più favorevoli, aprendo per le Alpi un periodo di forte crisi.¹ Vari

studiosi hanno evidenziato come il processo di deindustrializzazione sia stato fra le principali cause del decremento demografico complessivo verificatosi tra il 1980 e il 2000 in tutto l'arco alpino.² Come osserva Borghi,³ questo aspetto concorre a dimostrare la dipendenza, anche delle Alpi, dai mercati internazionali e dalle multinazionali industriali e finanziarie che decidono le sorti degli impianti produttivi, senza tenere in considerazione le logiche e le caratteristiche specifiche del territorio.

La crisi socio-economica connessa alla deindustrializzazione ha determinato un profondo ripensamento "identitario" da parte degli abitanti delle aree montane post-industriali, che li ha portati a sperimentare nuovi modi di guardare sia al passato sia al futuro del territorio alpino. La rapida chiusura di un ciclo economico che aveva cambiato velocemente l'assetto delle società locali ha spinto una parte della popolazione a fare i conti con un passato relativamente vicino. In alcuni casi si è iniziato – talvolta con difficoltà, conflitti e contraddizioni – ad "elaborare" una serie di memorie e di saperi legati alla società operaia e industriale ed al vissuto dei suoi protagonisti. Inoltre, si sono posti problemi, anche molto concreti, relativi al possibile riutilizzo e alle eventuali destinazioni d'uso di strutture ed edifici ormai dismessi.

Questi aspetti, evidentemente, non riguardano solo il territorio alpino: da circa due decenni, in Europa molte aree sono interessate da processi di riconoscimento e valorizzazione di beni legati alle attività industriali, i quali si intersecano con le dinamiche di ridefinizione delle identità territoriali e delle specializzazioni locali.⁴ I processi di patrimonializzazione posti in atto in contesto alpino, quindi, possono essere considerati casi specifici di un movimento sociale, economico e culturale più ampio, attivo sul piano internazionale. Da parte loro, però, le Alpi costituiscono un contesto particolarmente complesso, sia dal punto di vista sociolinguistico e culturale, sia da quello demografico e economico. Il caso di studio che qui si intende analizzare riguarda la Val Chisone, una valle alpina piemontese non molto estesa dal punto di vista territoriale, ma piuttosto densa di esperienze di valorizzazione dei patrimoni locali, compresi quelli relativi alla storia industriale.

Lo sviluppo industriale in Val Chisone

La Val Chisone, collocata al centro delle Alpi Cozie, è delimitata a nord dalla Valle di Susa, ad ovest dallo spartiacque condiviso con la vallata briançonese della Durance, a sud dalla Val Pellice e ad est dalle Valli Lemina e Sangone. Risalendo la strada principale dal fondovalle si incontrano i comuni di Porte, San Germano, Villar Perosa, Pinasca, Perosa Argentina – convenzionalmente considerata il punto di snodo fra bassa e alta valle – Roure, Fenestrelle, Usseaux, Prangelato.

Insieme alle Valli Germanasca e Pellice, la Val Chisone è conosciuta come una delle Valli Valdesi,⁵ interessate cioè dalla presenza di un gruppo protestante che ha avuto origine verso la fine del XII secolo nel sud della Francia e che fu vittima di una lunga vicenda di persecuzioni religiose conclusasi solo nel 1848 con la conquista dei pieni diritti civili e politici.⁶

Per quanto concerne l'economia locale, pur semplificando, si può osservare che nell'alta valle hanno predominato l'allevamento, le attività artigianali e quelle turistiche; la bassa valle, invece, è stata interessata da un forte sviluppo industriale, iniziato nella prima metà dell'Ottocento e proseguito per oltre un secolo, che portò con sé importanti trasformazioni sul piano sociale, culturale e demografico. Alla fine dell'Ottocento la situazione demografica della valle aveva infatti registrato mutamenti profondi: anche qui, come in gran parte del versante occidentale delle Alpi, si era verificato un forte fenomeno di spopolamento. Da questo periodo, però, gli abitanti si trovarono a scegliere fra due alternative: emigrare, spesso seguendo rotte tradizionali, o cercare lavoro nel comparto industriale, talvolta compiendo trasferimenti a breve raggio. Con la progressiva espansione dell'industria, la seconda opzione prevalse sulla prima, determinando un graduale abbandono delle attività agro-pastorali a favore delle occupazioni nel campo industriale. Nel corso del Novecento, inoltre, si sviluppò anche un fenomeno di immigrazione, che portò operaie e operai provenienti da altre aree piemontesi o da altre regioni nei centri più industrializzati della valle.⁷ Questo fenomeno migratorio si è arrestato nella seconda metà del Novecento, da quando la bassa Val Chisone ha iniziato ad essere interessata da un sistematico processo di deindustrializzazione e di abbandono da parte della grande industria.⁸

L'industria tessile

Dalla metà del XIX secolo, l'area intorno alla città di Pinerolo, comprese le valli alpine, visse un processo di forte industrializzazione. In Val Chisone, questo sviluppo fu innescato dall'impianto di alcuni stabilimenti tessili, dall'espansione del settore minerario, dalla presenza di una buona rete di comunicazioni – dovute alla via napoleonica prima e alla tranvia Pinerolo-Perosa poi – e di un ampio bacino idrografico. Gran parte delle fabbriche si localizzarono, non a caso, lungo il corso del Chisone, in zone facilmente raggiungibili dalle canalizzazioni e dall'alimentazione idrica fornita dal torrente. Fra i primi impianti tessili, in prevalenza a capitale straniero, occorre ricordare il setificio Bolmida di Perosa Argentina, fondato nel 1835; il cotonificio Mazzonis a San Germano Chisone (1862); il setificio Berthelot (1870) e il cotonificio Jenny e Ganzoni (1883), entrambi a Perosa Argentina.⁹ Tutti questi stabilimenti ebbero vicende complesse, attraversando periodi di crisi o di forte sviluppo e passando più volte di proprietà.

È il caso, ad esempio, del setificio Bolmida, cui si deve la comparsa dell'industria tessile in Val Chisone, nel 1835: i baroni Bolmida, imprenditori alessandrini, infatti, furono i primi ad impiantare uno stabilimento per la lavorazione della seta a Perosa Argentina. L'impresa chiuse nel 1880 a causa della concorrenza esercitata dall'imprenditore Benedetto Berthelot che, un decennio prima, aveva aperto, sempre a Perosa, un proprio stabilimento per la lavorazione di cascami di seta. Tuttavia, a causa di una grave crisi commerciale, nel 1883 Berthelot dovette vendere l'azienda alla famiglia Gutermann che rilanciò la produzione. Agli inizi del Novecento si assistette ad un notevole aumento di personale, che arrivò alle 691 unità nel 1908 e a 1200 negli anni Trenta.¹⁰ Dopo la Seconda guerra mondiale, l'avvento delle fibre tessili sintetiche e il mancato rinnovo delle strutture e delle tecnologie portò l'azienda in una situazione via via più precaria, fino alla chiusura nel 1986.

Nei primi anni Ottanta del XIX secolo, a Perosa Argentina fu impiantato anche un cotonificio: in questo caso l'iniziativa venne da una famiglia svizzera, i Jenny, entrati in società con il torinese Ganzoni. Pochi anni dopo la costruzione, lo stabilimento contava oltre 260 operai ed era uno dei più produttivi a livello nazionale. In seguito ad un periodo di crisi, in concomitanza con il primo conflitto mondiale, l'azienda iniziò a risollevarsi anche grazie all'ingresso nella società di un'altra famiglia svizzera, gli Abegg, già titolari

del Cotonificio Valle di Susa di Abegg & C. che dal 1939 divennero unici titolari dell'impresa. Nel 1947, gli Abegg decisero di disfarsi dell'azienda che passò alla famiglia Riva. A metà degli anni Sessanta la società gestita dai Riva fallì e, per salvaguardare circa 8000 posti di lavoro (di cui 1000 a Perosa), il governo italiano costituì un consorzio (E.T.I.). In seguito, lo stabilimento di Perosa fu ceduto alla Manifattura di Legnano e assunse la denominazione di Manifattura di Perosa; quest'ultima fu ceduta nel 2008 alla società Newcocot e, infine, nel 2010 l'attività produttiva cessò definitivamente.

Anche la parte più bassa della valle fu interessata dalla presenza di industrie tessili: in particolare, nel 1862, a San Germano Chisone fu impiantato un cotonificio ad opera del barone Paolo Mazzonis. Nei primi anni di attività lo stabilimento, diretto da Vittorio Widemann, dava lavoro a circa 200 operai. Nell'agosto 1892, a seguito di un incendio che distrusse la fabbrica, i Mazzonis cedettero l'attività e, dal 1903, Widemann ne divenne l'unico proprietario. Dopo la ricostruzione, lo stabilimento raggiunse il massimo sviluppo occupando operai provenienti da un bacino molto ampio. Dalla fine degli anni Cinquanta, tuttavia, iniziò un periodo di crisi e, nel 1977, lo stabilimento venne acquistato dall'americana Forsyth & C. che fallì l'anno successivo. Nel 1979 tutti i beni della ditta furono venduti all'asta ed acquistati dalla Fin-Tor s.p.a. che – dopo aver avviato una produzione molto ridotta, collegata al settore automobilistico – vendette parte delle strutture per la produzione a varie imprese artigianali, mentre la maggioranza degli edifici con altre destinazioni d'uso vennero abbandonati.

L'industria meccanica

Dopo il primo conflitto mondiale il settore tessile in Val Chisone attraversò fasi di espansione e recessione e, sebbene la crescita produttiva si fosse protratta fino alla metà del Novecento, già dagli anni Trenta fu l'industria meccanica ad imporsi come il polo trainante del comparto industriale locale.¹¹ Lo sviluppo di questo settore è strettamente intrecciato alla storia della famiglia Agnelli, benestanti agricoltori che a metà del XIX secolo si trasferirono da Racconigi a Villar Perosa. Qui nacque Giovanni Agnelli che, dopo essersi dedicato alla carriera militare e alla conduzione dell'azienda agricola di famiglia, nel 1899 fondò la FIAT. Qualche anno più tardi, Agnelli entrò in società

con Roberto Incerti, un meccanico costruttore di biciclette, con cui fondò la società RIV, per la produzione di cuscinetti a sfera. Inizialmente la fabbricazione avveniva in una piccola officina torinese, ma dal 1907 uno stabilimento di grandi dimensioni fu installato a Villar Perosa. Nel 1911 gli operai erano circa 300 e gli impiegati 40, nel 1915 si era arrivati a 898 dipendenti e nel 1917 a 1930.¹² Al termine del primo conflitto mondiale, quando l'azienda si costituì in società Officine di Villar Perosa – sotto la presidenza di Edoardo Agnelli, figlio di Giovanni – gli operai erano 1152 e gli impiegati 117.¹³ Lo stabilimento di Villar Perosa non bastava a soddisfare le richieste del mercato: nuove sedi vennero quindi costruite a Torino e in altre località.

La crescita della società venne però interrotta dalla seconda guerra mondiale, quando Villar venne bombardata: i danni allo stabilimento, così come al paese, furono ingenti e sia la produzione sia gli uffici vennero temporaneamente trasferiti altrove. Nel secondo dopoguerra si ebbe un periodo di espansione; nel 1965, poi, il gruppo Agnelli cedette il pacchetto di maggioranza della società alla Svedish Kullager Fabriken (SKF) che, nel gennaio 1979, divenne unico proprietario. Attualmente gli stabilimenti SKF di Villar Perosa continuano a produrre cuscinetti di precisione anche per applicazioni ferroviarie ed aeronautiche, impiegando oltre 500 dipendenti.

La storia industriale come patrimonio

Nella bassa Val Chisone, la crisi occupazionale e le scarse possibilità di impiego nel settore secondario, oltre ad avere ripercussioni evidenti a livello socio-economico, si sono fatte sentire anche sul piano identitario, ponendo gli abitanti di fronte all'esigenza di conoscere e valorizzare il proprio passato e di ipotizzare nuove soluzioni per l'avvenire. In questo contesto ha preso forma, perlomeno presso una parte della popolazione, una sorta di ripensamento della propria identità e la ricerca di una nuova collocazione (concreta e metaforica) per le memorie e i beni (materiali ed immateriali) legati all'industria e alla storia operaia locale.

L'industrializzazione e il parallelo incremento della popolazione dovuta all'immigrazione verso la bassa valle comportarono profondi cambiamenti sociali e urbanistici: oltre alle strutture necessarie alla produzione, si procedette alla costruzione di case operaie, case per impiegati, convitti e opere sociali, come asili nido e scuole materne, impianti sportivi e dopolavoro.¹⁴ Con

la progressiva deindustrializzazione molte di queste costruzioni sono state abbandonate, hanno assunto altre destinazioni d'uso o, se rispondono ancora a funzioni lavorative, hanno comunque subito riduzioni o modifiche edilizie più o meno consistenti.

A Villar Perosa, ad esempio, diversi edifici documentano la storia industriale e il ruolo svolto dalla famiglia Agnelli nella costruzione di strutture abitative, sociali e ricreative collegate all'attività operaia. Oltre alle edifici produttivi, nei primi anni del Novecento Giovanni Agnelli fece costruire un convitto per operaie, dove intorno al 1930 erano ospitate oltre cento persone. Negli anni Venti e Trenta furono edificati, nei pressi dello stabilimento RIV, un villaggio con abitazioni per gli operai ed uno per gli impiegati; successivamente si dotò il borgo di una chiesa, una scuola materna, un ambulatorio medico, un teatro ed altre strutture ad uso sociale e collettivo.

Anche a Perosa Argentina vari edifici testimoniano il passato industriale locale: la Filanda Bolmida edificata nel 1835 è stata trasformata dapprima in magazzino e, dalla fine dell'Ottocento, in abitazioni private; la Manifattura Perosa, costruita intorno al 1880, è attualmente in stato di abbandono, così come il Setificio Gutermann, un ampio complesso industriale collocato lungo le sponde del Chisone e costituito da vari fabbricati di epoche diverse. Oltre agli edifici adibiti alla produzione, a Villar Perosa sono presenti numerose costruzioni a carattere sociale, fra cui case per impiegati ed operai: le Case operaie Berthelot, costruite nel 1875 e tuttora conosciute con l'appellativo di *cà neuve* (case nuove); le Case Gutermann, edificate fra l'inizio del Novecento e gli anni Quaranta in varie zone del paese; le case Abegg, caratterizzate da una distribuzione razionale degli spazi, secondo il modello dei primi piani regolatori londinesi. Alle abitazioni si aggiungevano due convitti, entrambi destinati ad ospitare le operaie trasferitesi a Perosa. Proprio la volontà di recuperare questi due edifici, arrestandone il degrado e favorendone il riutilizzo da parte delle collettività locali, è stata alla base delle prime iniziative di patrimonializzazione dei beni connessi all'attività industriale della valle. Nel 1997 in "La Beidana", la rivista dedicata alla cultura e alla storia delle Valli Valdesi, veniva illustrato un nascente progetto di recupero dei convitti finalizzato all'allestimento di «un percorso museale di archeologia industriale che ripercorra la storia degli insediamenti dell'industria tessile in Val Chisone».¹⁵ Questa iniziativa era legata all'attività di un gruppo di volontari che, dalla prima metà degli anni Novanta, diede vita dapprima ad un Comitato promo-

tore per la realizzazione di un museo e di un archivio dell'attività produttiva di Perosa e Valli e poi all'Associazione Ecomuseo di Perosa Argentina e Valli Chisone e Germanasca. Negli intenti dell'associazione, l'Ecomuseo avrebbe dovuto avere una funzione trainante per l'economia locale, fornendo ricadute in termini occupazionali e turistici. Uno dei fini era quello di sviluppare un'idea di «museo vivo che, collegandosi ad ogni altra attività socio-culturale, si ponga come ponte fra passato e futuro e sia capace di stimolare la collaborazione e l'integrazione fra il mondo della cultura ed il mondo del lavoro».¹⁶ A questo aspetto si aggiungeva una volontà esplicita di sviluppo turistico. La salvaguardia della memoria industriale e di quella storica erano considerate «basi fondamentali per assumere un'identità propria delle due valli, capace di sviluppare la forza propulsiva per avviare il decollo turistico della zona».¹⁷ Questi presupposti corrispondevano bene alla definizione di Georges Henri Rivière,¹⁸ secondo cui l'ecomuseo deve essere concepito come una sorta di specchio nel quale la popolazione si osserva per conoscere se stessa e ricercare i valori fondanti del proprio territorio, e che può poi condividere con eventuali visitatori per farsi meglio conoscere ed apprezzare. Negli anni Novanta, in effetti, la progettualità ecomuseale – sviluppata in Francia circa due decenni prima – stava approdando in Italia e in particolare in Piemonte, incrociandosi con le contemporanee riflessioni sulla valorizzazione del patrimonio industriale.

Il progetto ecomuseale nato a Perosa in questa temperie culturale, a distanza di circa vent'anni ha preso forma ed è andato modificandosi e consolidandosi. Attualmente, l'Ecomuseo del Tessile di Perosa Argentina – con sede presso la palazzina dove erano situati gli uffici della Gutermann S.p.A. – fa parte del circuito degli Ecomusei della provincia di Torino e della connessa rete Cultura Materiale che si articola in quattro filiere tematiche: *Le vie del Tessile* (cui aderisce l'Ecomuseo di Perosa); *Memorie di Acqua e di Terra; Suolo e Sottosuolo*; *Il Tempo dell'Industria*. In questo senso può considerarsi avvenuto – per quanto piuttosto problematico e complesso – il passaggio dell'ecomuseo da “rete di nodi” a “nodo di una rete”,¹⁹ cioè da centro verso cui convergono varie istanze e iniziative territoriali, a parte di un sistema più complesso comprendente altri ecomusei con scopi o caratteristiche analoghe. L'Ecomuseo del tessile di Perosa Argentina offre, attualmente, due percorsi di visita: il primo si svolge all'interno di una struttura museale che documenta la storia dell'industria locale; il secondo è un itinerario di circa due chilometri

nell'agglomerato urbano che consente di osservare edifici e strutture legati al passato industriale. Fra le varie iniziative promosse dall'ente, inoltre, negli ultimi anni è stato lanciato il Progetto SintEtico che, in collaborazione con l'Istituto Wesen – specializzato in progettazione museale – e con la Camera di Commercio di Torino, si propone di fondare una cooperativa-Atelier di produzione di indumenti in *pile*. Lo scopo di questa iniziativa è quello di coniugare l'attenzione alla valorizzazione della storia industriale di Perosa Argentina con un'iniziativa concreta, in grado di fornire possibilità occupazionali in un periodo in cui la crisi industriale attraversata da questo territorio è aggravata dalla generale crisi economica.²⁰ In effetti, per sua stessa struttura e vocazione, l'ecomuseo dovrebbe essere uno degli strumenti più adatti a tutelare i valori storico-culturali del patrimonio industriale a vantaggio dello sviluppo locale. Come accennato, infatti, si tratta di un ente preposto a superare logiche puramente museali ed espositive, all'interno del quale i vari patrimoni culturali, fra cui quello industriale, costituiscono una sorta di matrice dalla quale possono generarsi nuovi e coerenti modelli di valorizzazione e di sviluppo.

Negli stessi anni in cui a Perosa Argentina prendeva forma l'idea di fondare un ecomuseo dedicato alla storia e alla memoria dell'industria tessile locale, nel vicino comune di Villar Perosa veniva costituito, con presupposti, modalità e finalità diverse, il Museo della Meccanica e del Cuscinetto (www.comune.villarperosa.to.it). L'esposizione permanente – inaugurata nel 1996 per celebrare il novantesimo anniversario della fondazione dello stabilimento RIV (ora SKF) e gestita dalla SKF stessa e dall'AMMA (Aziende Meccaniche Meccatroniche Associate) – è collocata in alcuni locali dismessi e riadattati della palazzina direzionale dello stabilimento, tuttora in attività. Il museo si sviluppa su due piani e comprende tre sezioni: una dedicata alle macchine utensili, una agli strumenti di misura per i controlli di precisione e una al cuscinetto. Parte degli oggetti e dei documenti conservati provengono da donazioni private che la direzione del museo cerca di incentivare garantendone la conservazione e l'eventuale restauro. Le visite sono attualmente guidate dall'Associazione Amici del Museo, nata nel 2001 su iniziativa di un gruppo di volontari, quasi tutti ex dipendenti della RIV-SKF. L'associazione ha lo scopo di promuovere e sostenere varie iniziative di promozione del patrimonio culturale locale «attraverso la divulgazione delle esperienze e delle conoscenze individuali e storiche sul passaggio dal mondo agricolo a quello

industriale». Proprio i volontari, nella veste di guide museali, rappresentano un valore aggiunto al percorso, mettendo a disposizione dei visitatori non solo le proprie competenze tecniche, ma anche una serie di memorie biografiche dall'evidente valore patrimoniale.

A differenza del caso di Perosa Argentina, quindi, a Villar Perosa l'iniziativa è partita dalla Società SKF stessa, con intenti auto-celebrativi, oltre che memoriali, ponendosi nella tradizione paternalistica che ha caratterizzato la Società già a partire dalla gestione del fondatore Giovanni Agnelli. Questo approccio è reso possibile anche dalla persistenza di un'attività produttiva che, seppure fortemente ridimensionata rispetto al passato, continua a caratterizzare l'economia e la società locali. Ciò comporta una maggiore sicurezza economica anche per le azioni di valorizzazione, che non devono fare esclusivo affidamento su fondi pubblici, spesso difficili da ottenere. Inoltre, in questo caso, il processo di patrimonializzazione sembra potersi appoggiare a memorie meno "traumatiche" rispetto a quelle che caratterizzano aree limitrofe, dove la deindustrializzazione è stata più radicale ed ha lasciato maggiori "spazi vuoti", non solo sul piano urbanistico, ma anche su quello socio-culturale ed economico.

Occorre tuttavia riflettere sul significato e sulle conseguenze di fenomeni di neomecenatismo e sponsorizzazione culturale promossi dalle imprese che sempre più si servono di mezzi "atipici" come i beni culturali e la loro patrimonializzazione anche per migliorare la propria immagine. Come osserva Marcella Arca Petrucci,²¹ tali operazioni «lasciano intravedere i rischi del consumo e dell'erosione della risorsa patrimoniale, nonché della valorizzazione di certi aspetti territoriali a scapito di altri. Tali considerazioni appaiono più che giustificate [...] in considerazione della trasposizione del marketing delle imprese a quello dei territori». In questo quadro, un aspetto particolarmente interessante per quanto riguarda il caso del Museo del Cuscinetto di Villar Perosa è che ad un'iniziativa promossa "dall'alto" si sia poi affiancato un movimento che può essere almeno parzialmente considerato "spontaneo", rappresentato dall'Associazione Amici del Museo, la cui attività ha un valore di memoria e testimonianza soggettiva, reiterabile e ripetutamente sollecitata durante le visite guidate all'esposizione. In una prospettiva antropologica, proprio la presenza di questi attori potrebbe rivelarsi una risorsa preziosa per superare alcuni aspetti problematici della "museificazione" dei patrimoni industriali. Alcuni antropologi²² hanno ad esempio evidenziato come ci sia

una tendenza ad esporre e osservare i reperti industriali – secondo una sorta di vocazione passatista – come oggetti che documentano una fase meno recente e tecnicamente più arretrata della produzione industriale. Al contempo si tralasciano altri aspetti, fra cui la dinamica della transizione dal lavoro artigianale a quello industriale o il ruolo dei vari attori implicati in questo passaggio. Spesso, inoltre, nei musei dedicati all'industria – soprattutto quelli che sono emanazione dell'industria stessa – attinenti la vita operaia e la sua produzione culturale.²³

Più in generale, infine, i musei dedicati al patrimonio industriale sembrano dire poco, se non implicitamente, sugli ultimi decenni e sul presente. A questo proposito, qualche anno fa, in un contributo dedicato a Musei, ecomusei e patrimonio, Gian Luigi Bravo²⁴ auspicava che gli antropologi museali – impegnati nella valorizzazione del patrimonio industriale e non solo – si occupassero di problemi o conflitti attuali e specifici, li rappresentassero con il linguaggio del museo ed eventualmente individuassero prospettive ed interventi concreti. Anche in questo caso, il modello di riferimento esplicitamente citato dallo studioso era quello ecomuseale.

Si è già visto come l'Ecomuseo delle Attività Industriali di Perosa Argentina e Valli e il Museo della Meccanica e del Cuscinetto di Villar Perosa facciano parte della rete Cultura Materiale, gestita dalla Provincia di Torino e comprendente realtà ecomuseali e museali dislocate su tutto il territorio provinciale. Inoltre, entrambi gli enti sono partner del progetto territoriale Piano di valorizzazione Pinerolo e le Valli: cammini di libertà tra arte e cultura, sostenuto dalla Regione Piemonte, che coinvolge i territori della Val Pellice, delle Valli Chisone e Germanasca, dell'area pedemontana della Val Sangone, della pianura pinerolese e della città di Pinerolo, mettendo in rete oltre cinquanta musei ed ecomusei dedicati a temi diversi.²⁵ Sebbene questo progetto abbia attraversato fasi di alterna fortuna, il suo iter risulta significativo e piuttosto emblematico delle strategie e degli obiettivi di patrimonializzazione in atto, negli ultimi anni, in Piemonte, in particolare per «potenziare il turismo come elemento strutturale e non marginale dell'economia locale, offrendo un prodotto coordinato, frutto di una visione d'insieme del territorio pinerolese e delle sue potenzialità turistiche».²⁶ Come mostra anche questa dichiarazione di intenti, ad oggi il turismo costituisce una risorsa potenzialmente importante per le valli alpine. In particolare – mentre le alte valli possono contare su un turismo di massa legato alle attività sciistiche o alle bellezze paesaggisti-

che – le medie e basse valli ripensano la propria offerta turistica in un’ottica di valorizzazione della storia, cultura e identità locali. In questo quadro, il patrimonio industriale (materiale e immateriale) può certamente costituire una risorsa importante, a patto che la finalità turistica conviva con le esigenze endogene e con i bisogni di memoria e di identificazione con il proprio territorio delle collettività locali.

Alcuni dei progetti di patrimonializzazione del passato industriale attualmente in corso in Val Chisone guardano anche al di là delle Valli Valdesi, facendo parte di circuiti più ampi, comprendenti territori che condividono una storia o caratteristiche comuni. Come suggerito da Egidio Dansero ed altri studiosi,²⁷ le componenti materiali e immateriali dei patrimoni industriali possono essere considerate come potenzialità espresse dal “*milieu locale*” ma, per porsi come risorse dei processi dello sviluppo, devono essere riconosciute e valorizzate dagli attori del territorio all’interno di strategie competitive dei sistemi territoriali stessi.

Memoria industriale e storia valdese

La popolazione delle cosiddette Valli Valdesi è portatrice di numerosi ed eterogenei riferimenti identitari, più o meno marcati, che hanno dato vita ad altrettante forme di trasmissione, celebrazione e valorizzazione del passato locale, sia sul piano pubblico sia su quello privato. Fra queste operazioni, come visto, è in corso anche la patrimonializzazione della storia industriale locale. Come osserva Lorenzo Tibaldo,²⁸ lo sviluppo industriale delle Valli Valdesi – e più in generale del pinerolese – e le lotte sociali e sindacali ad esso connesse risultano piuttosto note e abbastanza studiate da un punto di vista storiografico, per quanto se ne potrebbero ulteriormente approfondire alcuni nodi tematici. Fra questi, lo studioso fa riferimento ai mutamenti di carattere sociale, culturale ed economico avvenuti nel passaggio da un’economia rurale ad una prevalentemente industriale;²⁹ alla transizione delle competenze professionali di alcuni abitanti da contadino-operaio ad operaio-contadino e ad operaio puro; al ruolo dei partiti politici e delle organizzazioni sindacali e a quello della manodopera femminile, che costituì la grande maggioranza dei lavoratori del comparto tessile; alla diversa percezione del lavoro di fabbrica fra gli operai cattolici e valdesi. A questi temi se ne possono probabilmente aggiungere altri, forse ancora meno

esplorati. Ad esempio, le conseguenze – sul piano sociale, culturale, economico e religioso – dell’arrivo di “nuovi abitanti” richiamati in vari periodi storici dallo sviluppo industriale e approdati in un contesto fortemente connotato dal punto di vista culturale ed ambientale.

Sebbene esistano un interesse ed una produzione storiografica riguardante il passato industriale delle Valli Pellice, Chisone e Germanasca, il patrimonio maggiormente conosciuto e valorizzato sul piano pubblico e collettivo – e in particolare attraverso un’articolata rete museale³⁰ – è probabilmente quello valdese. Come specifica Daniele Jalla³¹ nell’introduzione ad un volume collettaneo dedicato alla formazione e trasmissione del patrimonio culturale valdese, tali processi hanno assunto nel corso dei decenni un proprio carattere specifico, diverso da quello che si sviluppa a livello nazionale e regionale. Inoltre, osserva ancora Jalla, la valorizzazione della storia e dell’identità valdese ha portato ad escludere quanto non rientrava in essa, pur facendo parte della storia e cultura locali: «un’analisi delle assenze, degli ambiti non investiti o investiti solo marginalmente rivela in negativo la gerarchia dei valori che ha portato a privilegiare talune categorie di beni e non altre [...]. La dialettica fra patrimonio culturale “valdese” e “delle Valli Valdesi” merita dunque di essere esaminata con attenzione».³²

Anche sulla base della nostra esperienza di ricerca, si può osservare che, nel complesso delle Valli Valdesi, esistono forme di memoria ed autorappresentazione piuttosto condivise e consolidate che tendono a privilegiare l’appartenenza di una parte degli abitanti ad una minoranza religiosa protestante, peraltro molto legata al proprio territorio e connotata da una forte identità culturale. Tuttavia, nelle singole aree e a seconda della loro storia, sono in atto anche altri processi di patrimonializzazione, fra cui, ad esempio, quelli che tendono a valorizzare il passato preindustriale,³³ l’identità montanara,³⁴ quella linguistica, dovuta all’appartenenza alla minoranza occitana, l’identità agro-pastorale,³⁵ quella partigiana o quella operaia.

In particolare, la memoria operaia si è ritagliata alcuni spazi, forse ancora relativamente periferici se confrontati alla memoria valdese prevalente, storicamente gestita da una élite intellettuale lontana dal mondo operaio. D’altra parte, ancor prima che sulle memorie e sul senso di appartenenza della popolazione, l’adesione al valdismo aveva avuto un peso anche sulla scelta di lavorare in fabbrica. In alcune aree, infatti, fino alla fine del XIX secolo è persistita una tradizione di emigrazione oltralpe³⁶ legata anche ad una tardiva accettazione del lavoro

operaio. Non solo, infatti, i valdesi avevano costituito rotte e catene migratorie ben consolidate e reiterabili, ma la Chiesa valdese, perlomeno in un primo periodo, tendeva a deprecare il lavoro all'interno degli stabilimenti a causa della promiscuità che veniva a crearsi in quegli ambienti.³⁷

L'identità operaia può forse essere considerata un'identità più "debole" rispetto a quella valdese anche per la posizione talvolta marginale, all'interno della società locale, di almeno una parte dei suoi portatori. Si pensi in particolare agli immigrati, provenienti dalla pianura o da altre regioni – e che peraltro, in vari casi, sono tornati nei luoghi di provenienza dopo un periodo di lavoro in valle – e alle donne. Furono queste le vere protagoniste dello sviluppo dell'industria tessile locale: un ruolo che negli ultimi anni è stato riconosciuto sul piano pubblico, anche grazie ad alcuni progetti di ricerca e valorizzazione delle loro memorie, attraverso la raccolta di testimonianze e storie di vita.³⁸

Considerazioni conclusive: uno sguardo antropologico

Le molte questioni poste dal patrimonio industriale e tecnologico e dalla sua conservazione e valorizzazione fanno sì che diverse discipline si avvicinino, da varie prospettive, a questo tema. Come rileva Marcella Arca Petrucci, la ricerca archeologico-industriale si avvale degli strumenti e dei metodi di più settori scientifici: dall'etnografia all'architettura, dall'ingegneria alla storia dell'arte, dall'economia all'urbanistica, dall'archivistica alla sociologia e alla geografia.

Per quanto concerne etnologi e antropologi, nel corso degli anni essi hanno studiato i patrimoni e le forme di patrimonializzazione secondo approcci e metodi anche molto diversi. Una prima distinzione viene acutamente restituita da Jules D. Prown,³⁹ secondo cui gli studiosi di cultura materiale – connessa o meno al patrimonio industriale – si dividono in "agricoltori" e "allevatori". I primi privilegiano «la cultura materiale "hard": studiano, raccolgono e ordinano dati e informazioni in modo sistematico e spesso si interessano di scienze di tecnologia [...]». [I secondi] privilegiano gli aspetti "soft" della cultura materiale: spesso hanno una formazione in scienze sociali e in discipline umanistiche e tendenzialmente si occupano poco degli elementi fisici dei manufatti che

studiano. Sono attratti dall'aspetto "culturale" di storia e antropologia». Ma, più in generale, esistono prospettive e punti di vista abbastanza diversi fra gli antropologi che, in Italia, si occupano a vario titolo di processi di patrimonializzazione (di beni industriali e non solo).⁴⁰ Pur semplificando, si può affermare che alcuni antropologi tendono a privilegiare i risvolti teorico-critici della patrimonializzazione, mentre altri sollecitano un'apertura verso aspetti di ordine pratico e un impegno diretto nei processi patrimoniali. Questo secondo approccio ha condotto molti antropologi (spesso non accademici) ad una partecipazione di natura non più solo teorica ma anche applicativa in quei settori, istituzionali o meno, che si occupano a vario titolo di patrimoni. Come rileva Antonietta De Vito⁴¹ in un saggio significativamente intitolato *Patrimoni contesi fra antropologia teorica e antropologia applicata*, la sfida costituita da questo tipo di impegno «è nella richiesta di applicatività che viene in qualche caso avanzata da una disciplina che si è voluta, nei più recenti decenni, fortemente teorica». Proprio la ricerca di applicatività delle proprie ricerche ha portato alcuni antropologi a "ripensarsi" come figure sociali peculiari, capaci di mediare le proprie conoscenze con azioni che possano avere risvolti pratici e trasformativi in un dato contesto o territorio. Questo tipo di visione suggerisce, probabilmente, una certa convergenza con la ricerca e la riflessione teorico-epistemologica proposta da alcuni geografi che, in Italia, si sono occupati in modo approfondito di patrimoni industriali. Alcuni, infatti, hanno auspicato e si sono attivati affinché i processi di patrimonializzazione si potessero declinare secondo una prospettiva di sviluppo locale,⁴² spingendosi oltre la valorizzazione. Secondo Giuseppe Dematteis,⁴³ la sola valorizzazione non richiederebbe la presenza di sistemi locali con capacità auto-organizzative e auto-riproduttive, dipenderebbe anzi da condizioni esterne e sarebbe funzionale alla riproduzione di attori forti. Al contrario, lo sviluppo locale dipenderebbe da un processo auto-organizzativo del sistema territoriale, sarebbe garante della redistribuzione dei vantaggi tra i vari attori e portatore di un valore aggiunto territoriale potenzialmente duraturo.

Anche se l'articolo è frutto di riflessioni comuni, la stesura delle sezioni introduttiva, conclusiva del primo paragrafo si devono a Valentina Porcellana; il secondo e terzo paragrafo a Giulia Fassio.

- _1. E. Borghi, *Le Alpi cambiano tra rischi e opportunità*, in "Alpine space - Man & environment", 12, 2011, p. 237-247.
- _2. Cfr. M. Perlik et al., *Towns in the Alps. Urbanization Processes, Economic Structure and Demarcation of European Functional Urban Areas (EFUAs) in the Alps*, in "Mountain Research and Development", 21 (2001), p. 243-252.
- _3. Borghi (cfr. nota 1).
- _4. Cfr. E. Dansero et al. (a cura di), *I patrimoni industriali. Una geografia per lo sviluppo locale*, Milano 2003.
- _5. Sulla formazione della definizione di Valli Valdesi, si veda M. Frattini, *Il paesaggio delle Valli valdesi fra realtà e rappresentazione*, in "La Beidana", 23 (1995), p. 29-43.
- _6. Sulla storia valdese si vedano fra l'altro: E. Comba, *Storia dei Valdesi*, Torre Pellice 1923; A. A. Hugon, *Storia dei Valdesi II: Dall'adesione alla Riforma all'Emancipazione (1532-1848)*, Torino 1989; G. Jalla, *Histoire des Vaudois des Alpes et de leurs colonies*, Pinerolo 1926; A. Molnar, *Storia dei Valdesi I: Dalle origini all'adesione alla Riforma (1176-1532)*, Torino 1989; G. Tourn, *I valdesi. Identità e storia*, Torino 2003; V. Vinay, *Storia dei Valdesi III: Dal movimento evangelico italiano al movimento ecumenico (1848-1978)*, Torino 1990.
- _7. Cfr. A. Ambrosiani, *Industrializzazione, attività estrattive e flussi migratori in un'area alpina fra '800 e '900*, Tesi di laurea in Storia Contemporanea, Università di Torino, a.a. 1995-1996.
- _8. Cfr. Agenzia Regionale per gli insediamenti montani, *Insiediarsi in Val Chisone e Germanasca*, Regione Piemonte, 2008, http://www.regione.piemonte.it/montagna/montagna/rurale/dwd/mis341_attuaz/chisone.pdf.
- _9. Comunità Montana Valli Chisone e Germanasca, Guida ai beni culturali delle Valli Chisone e Germanasca, Pinerolo 1998.
- _10. Dati riportati nel testo dell'opuscolo della mostra dedicata all'industria in Val Chisone tenutasi nel Palazzo del Senato di Pinerolo nel 1994: G. Barale et al. (a cura di), *Archeologia industriale in Val Chisone: la trasformazione del territorio*, Pinerolo 1994.

- _11. Comunità Montana Valli Chisone e Germanasca (cfr. nota 9).
- _12. Barale (cfr. nota 10).
- _13. Ibidem.
- _14. Cfr. L. Balzani, *L'Ecomuseo di Perosa Argentina e Valli Chisone e Germanasca*, in "La Beidana", 3 (1997) p. 12-16.
- _15. Balzani (cfr. nota 14), p. 14.
- _16. Ibidem, p. 15.
- _17. Ibidem, p. 16.
- _18. G. H. Rivière, *Définition évolutive de l'Ecomusée*, in "Museum", 148 (1985), p. 182-183.
- _19. R. Gambino, *La valorizzazione del territorio storico*, in M. T. Maiullari Pointois, E. Serra (a cura di), *Ecomusei a rete reti di ecomusei*, Torino 1998, p. 69-78.
- _20. Cfr. www.ecomuseoperosa.it/index.php?option=com_content&view=article&id=67&Itemid=82.
- _21. M. Arca Petrucci, *Dall'archeologia industriale agli ecomusei. L'evoluzione del significato e del ruolo dei patrimoni industriali*, in E. Dansero et al. (cfr. nota 4), p. 54.
- _22. Cfr. G. L. Bravo, *Alcune considerazioni su musei, ecomusei e patrimonio*, in "Etnoantropologia", 1 (2007), p. 11-16.
- _23. Si pensi ad esempio ai canti raccolti ed analizzati da Emilio Jona e Sergio Liberovici. Cfr. E. Jona, S. Liberovici, *Canti degli operai torinesi: dalla fine dell'800 agli anni del fascismo*, Milano 1990; E. Jona et al., *Le ciminiere non fanno più fumo: canti e memorie degli operai torinesi*, Roma 2008.
- _24. Bravo (cfr. nota 22).
- _25. Fra i temi ricorrenti, vi sono la storia valdese, la storia della scuola, la Resistenza, la vita contadina, il costume tradizionale e il gioco, lo sci, la viticoltura, l'attività mineraria, l'emigrazione, il paesaggio e le caratteristiche geologiche del territorio.
- _26. Cfr. il sito: http://pinerolovalliarrecultura.it/index.php?option=com_content&view=article&id=53:liter-di-pinerolo-e-le-valli-cammini-di-liberta-tra-arte-e-cultura&catid=37:documentazione&Itemid=99.
- _27. Dansero et al. (cfr. nota 4); E. Dansero, A. Vanolo (a cura di), *Geografie dei paesaggi industriali in Italia. Riflessioni e casi studio a confronto*, Milano 2006.
- _28. L. Tibaldo, *Memoria operaia*, in D. Jalla (a cura di), *Héritage(s). Formazione e trasmissione del*

- patrimonio culturale valdese*, Torino 2009, p. 93-94.
- _29. Su questi temi cfr. P. Corti, A. Lonni, *Da contadini a operai*, in V. Castronovo (a cura di), *La casetta degli strumenti*, Milano 1986, p. 195-266.
- _30. Sul sistema museale delle Valli Valdesi, si veda S. Tourn Boncoeur, *Musei storici*, in Jalla (cfr. nota 28), p. 99-100; per una panoramica più ampia sui musei alpini, cfr. V. Porcellana, P. Sibilla (a cura di), *Alpi in scena: le minoranze linguistiche e i loro musei in Piemonte e Valle d'Aosta*, Torino 2009. Si veda inoltre il sito: www.fondazionevaldese.org/fondazionevaldese.php?codice=A313.
- _31. Jalla (cfr. nota 28).
- _32. Ibidem, p. 18.
- _33. Su questi temi, si può consultare la produzione di storici e studiosi locali. Ad es. cfr. R. Genre, *Vita e lavoro in Val Germanasca*, in *Come vivevano... Pinerolo, Val Chisone e Germanasca fin de siècle (1880-1920)*, Torino 1981, p. 11-40; T.G. Pons, *Vita montanara e folklore nelle Valli Valdesi*, Torino 1978.
- _34. A questo proposito, cfr. P. Clemente, *Prossimità nella distanza*, in Jalla (cfr. nota 28), p. 297-309.
- _35. Cfr. G. Fassio, *Alpigiani della Val Pellice fra mutamenti demografici e tradizione familiare*, in "La Beidana", 81 (2014), p. 26-41; G. Fassio, L. Battaglini, V. Porcellana, P.P. Viazzo, *Families in mountain pastoralism today: persistent centrality or "broken traditions"? Ethnographic evidence from the Western Italian Alps*, in "Mountain Research and development", 34 (2014), p. 336-343.
- _36. Cfr. G. Bodrero, *Il fenomeno emigratorio nelle Valli Valdesi tra '800 e '900*, Tesi di laurea in Economia e Commercio, Università di Torino, a.a 1994/95.
- _37. Ambrosiani (cfr. nota 7).
- _38. A questo proposito, si rimanda ad esempio al

- progetto "Centomontagne" della Fondazione San Paolo per la Scuola che, nell'anno scolastico 2008-2009 ha coinvolto insegnanti e classi dell'Istituto Comprensivo C. Gouthier di Perosa Argentina e dell'I. C. F. Marro di Villar Perosa, impegnati nella raccolta e archiviazione multimediale di documenti (fra cui varie testimonianze orali) attorno al tema *La donna nell'industria tessile*. Alcuni esiti del progetto sono consultabili on-line all'indirizzo: <https://sites.google.com/site/industriamontagnascigrado/home-1>
- _39. J. D. Prown, *Cultura/Materiale. "Agricoltori" e "allevatori" possono continuare ad essere amici?*, in R. Riccini (a cura di/sous la dir. de/ Hrsg.), *Imparare dalle cose. La cultura materiale nei musei*, Bologna 2003, p. 118.
- _40. A proposito dei vari approcci teorico-metodologici attraverso i quali gli antropologi si occupano di patrimonializzazione si vedano, fra l'altro, B. Palumbo, *Patrimoni-Identità: lo sguardo di un etnografo*, in "AM. Antropologia Museale", 1 (2002), p. 14-19; F. Dei, *Antropologia critica e politiche del patrimonio*, in "AM. Antropologia Museale", 2 (2002), p. 34-37, I. Maffi, *Introduzione*, in "Antropologia", 7 (2006), p. 5-18; P. Clemente, *L'antropologia del patrimonio culturale. Una pratica post-classica*, in "Fareantropologia" (2010), www.fareantropologia.it.
- _41. A. De Vito, *Patrimoni contesi tra antropologia teorica e antropologia applicata*, in "Etnoantropologia", 1 (2007), p. 112.
- _42. Cfr. G. Dematteis, F. Governa, *Territorialità, sviluppo locale, sostenibilità: il modello SLoT*, Milano 2005.
- _43. G. Dematteis, *Possibilità e limiti dello sviluppo locale*, in G. Becattini, F. Sforzi (a cura di), *Lezioni sullo sviluppo locale*, Torino 2002, p. 41-63.

Die Zementfabrik im Park – Die Geschichte eines kulturellen und territorialen Projekts

Paola Pronini Medici

Eine stillgelegte Zementfabrik, ein emblematisches, 1961 entstandenes Bauwerk, historisch gesehen zwar bedeutend, aber zu neu, sperrig, unästhetisch und auf gewisse Art monströs; fünf Hektar inmitten eines Parks besetzt mit Steinbrüchen, zementierten Flächen und gewaltigen industriellen Anlagen. Ein Natur- und Kulturpark, für den sich die Gelegenheit ergeben hat, zum einen die Industriebauten zu beseitigen, zum anderen die Geschichte dieses Geländes zu bewahren. Der Rechtsrahmen, die Ziele des Parks sowie die impliziten Widersprüche werfen nicht einfach zu beantwortende Fragen auf. Gibt es gute Gründe, weshalb die Erinnerung dieser landschaftlichen Verunstaltung aufrecht zu erhalten ist? Falls ja, wie und anhand welcher Kriterien? Es wurde versucht, darauf zu antworten, indem mit Ehrlichkeit und ohne jegliche Zensur die Geschichte dieses Areals dokumentiert wurde, auch die nahezu gelöschte, sperrige und unbequeme, wobei irreversible emotionale Entscheidungen zu Gunsten von Kohärenz und Authentizität abgelehnt wurden. Das Projekt wurde angefeindet, aber mit Entschiedenheit zu Ende gebracht. Das Resultat wurde aufgrund der Kohärenz, der vielfältigen Vorteile (Natur, Kultur, Freizeit, Landschaft), der Nachhaltigkeit und der Flexibilität weitgehend geschätzt. Die daraus resultierende Debatte hat zu weitreichenden Überlegungen zur Geschichte und ihrer Beschleunigung, zu unserem Blick auf die Landschaft, zu unserem Verlangen nach Schönheit sowie zur Erinnerung und zur Authentizität geführt.

Verunstaltung übt eine gewisse Faszination aus und eröffnet neue Perspektiven. Die grosse Wunde, die mittlerweile vernarbt, von Vegetation bedeckt ist und sichtbare Zeichen der verschiedenen Mineralschichten trägt, ruft neue Schönheit hervor. Die antiken Ruinen, welche die Romantiker des neunzehnten Jahrhunderts faszinierten, wurden heute mit industriellen Ausgrabungen ersetzt, welche einige Jahrzehnte zurückliegen. Alles geht rasanter. Die Verwandlung hat ihre zeitliche Dauer abgekürzt: von Jahrhunderten zu Jahrzehnten. Dort unten sind die übriggebliebenen Spuren der Fabrik. Die Saccba ist heute schon Archäologie.¹

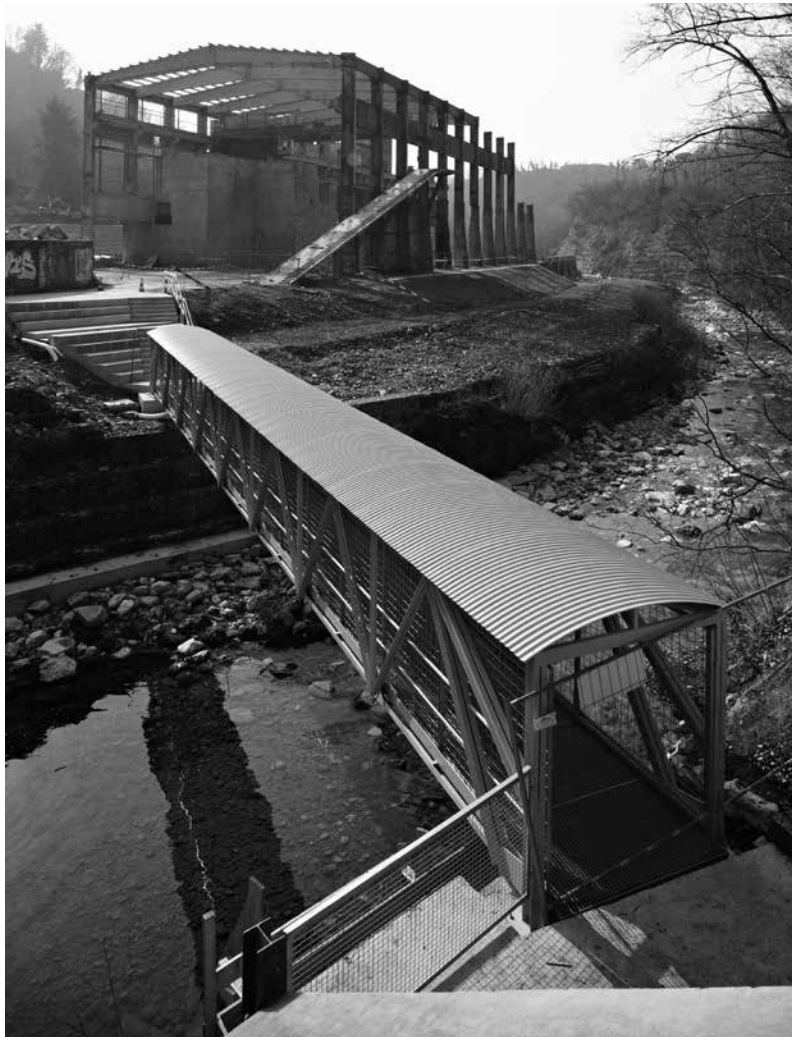


Abbildung 1. 2012 - Die Überreste der Zementfabrik nach den Umnutzungsarbeiten
(Photo: Eugenio Castiglioni).

Die Gelegenheit. Ein Projekt entsteht selten aus einer linearen Planung, viel öfter aus einer Gelegenheit, die wahrgenommen werden will

Mitte der achtziger Jahre des letzten Jahrhunderts, im Zuge einer langsam, aber unaufhaltsam wachsenden Reifung eines landschaftlichen und territorialen Bewusstseins, kam auch im Tessin (Südschweiz) die Idee auf, die regional bedeutsamen naturalistischen und landschaftlichen Besonderheiten auf kantonaler Ebene zu schützen, da die Landschaften und natürlichen Monumente von nationaler Wichtigkeit schon seit fast einem Jahrzehnt vom Bund katalogisiert und geschützt wurden.

Der Park der Breggia-Schluchten zieht sich auf einer Strecke von etwa 1,5 km im unteren Teil des Muggiotals am gleichnamigen Fluss entlang und war unter den ersten als schützenswert eingestuften landschaftlichen Besonderheiten. Die auf der Tiefe der Thetys vor ungefähr 210 bis 90 Millionen Jahren abgelagerten Sedimente sind ein im ganzen Alpenraum einzigartiges geologisches und paläologisches Zeugnis; als Teil eines besonders reichen regionalen Umfelds (zwischen Monte San Giorgio, Monte Generoso und Monte Olimpino), steuern sie wesentlich zum Verständnis der Geschichte der Erde der letzten 250 Millionen Jahre bei. In diesem begrenzten Raum, aufgrund der unwegsamen Natur fast gänzlich vor den Urbanisierungsphänomenen zwischen Como und Mendrisio bewahrt, ist die sozioökonomische Geschichte des letzten Jahrtausends gut dokumentiert. Wichtige Zeugnisse aus dem Mittelalter (Überreste der Burg und der Kirche San Pietro) und aus dem damaligen Landleben und der Protoindustrie (Werkstätten) sind erstaunliche Dokumente und erzählen von aufeinander folgenden Ereignissen, vom Kapitalismus der Landschaften, über den Niedergang der Landwirtschaft bis hin zur frühen Industrialisierung.

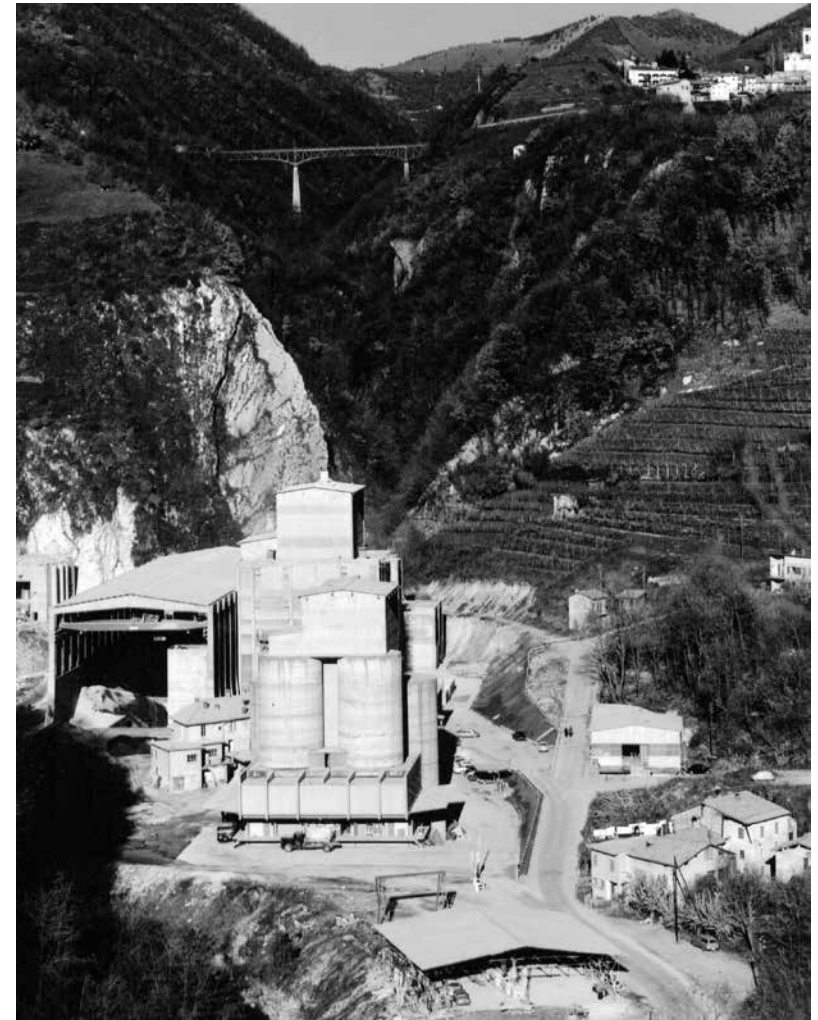
Es handelt sich um ein ärmliches, isoliertes Gebiet, reich an natürlichen und kulturellen Zeugnissen, welches, wie gesagt, fast vollständig erhalten ist. Fast, denn während des Wirtschaftsaufschwungs, anfangs der sechziger Jahre, siedelte sich zwischen Werkstätten und kleinen Siedlungskernen ein enormer, lärmiger, staubiger Industriekomplex an, die Zementfabrik Saceba. Als einzige Zementfabrik des Kantons sollte sie in einer Region, in der der Bauboom besonders zerstörerisch wirkte, den Hunger nach Zement stillen.

Die Gründung eines regionalen Parks zum Schutze der einzigartigen Natur und der in den Breggia-Schluchten überlieferten historischen Zeugnisse



Abbildungen 2. Vor und nach der Saceba. 1950 – Die Örtlichkeit Molini mit dem Bauernhof, der zwei Mühlen unterbrachte (Photo: Museo Etnografico Valle di Muggio).

wurde sicherlich durch die nicht zu übersehende Präsenz des noch aktiven Industriekomplexes gebremst und verlangsamt, aber es kam immerhin zu einem glücklichen Ende. Nach langer Vorbereitung entstand der Park formell im Jahre 1998 durch den Beschluss eines spezifischen kantonalen Nutzungsplans, dem *Piano di Utilizzazione Cantonale* (PUC): In ihm wird das Statut festgehalten; die Erhaltungs- und Wertsteigerungsziele des natürlichen Territoriums und seiner kulturellen Komponenten definiert; die spezifische Berufung des Parks festgelegt, nämlich die technische Entwicklung in den verschiedenen Werkstätten zu dokumentieren sowie die Massnahmen und Finanzierungen, die Kompetenzen und die Verantwortungen dargelegt. Und was wurde bezüglich der Zementfabrik geplant? Ein Areal, welches speziell für die industriellen Aktivitäten bestimmt ist; im Falle der Stilllegung der Zementfabrik die Aufgabe dieses Areals und die Möglichkeit, es in eine Handwerkszone umzuwandeln. Der Nutzungsplan PUC bestätigte die Fremdartigkeit der industriellen Strukturen, die man als sperrig und aufdringlich empfand und die den Park verunstalteten.



Abbildungen 3. Vor und nach der Saceba. 1961 – Die Örtlichkeit Molini mit dem Zementfabrik zwischen den Silos und dem Lagerschuppen derselbe Bauernhof, welcher wenige Jahre später abgerissen wurde (Photo: Eugenio Castiglioni).

Nach Annahme des Nutzungsplans durch die kantonalen Behörden im Jahre 1998 musste nicht mehr lange zugewartet werden: Im November 2003 kündigte der Zementkoloss Holcim – Inhaber der Ex Saceba-Zementfabrik – die Schliessung an. Es gab keine prompte Reaktion der Administration des Parks. Die territoriale Planung in der Schweiz ist liberal rechtsstaatlich, Privateigentum beinahe unantastbar. Man erwartete folglich, dass der Besitzer selbst die ersten Schritte machen und sich entsprechend der vorgegebenen Regeln verhalten sollte. Allmählich kam etwas in Gang. Verschiedenen Stimmen wurden laut und es wurden unterschiedliche Vorschläge gemacht: jemand wollte eine Handwerkszone schaffen (die Gemeinde, der Eigentümer), andere wollten eine komplette Renaturierung (die Parkverwaltung). Auf jeden Fall waren alle der Meinung, dass die Schliessung der Zementfabrik eine einmalige Gelegenheit sei, welche unbedingt angenommen werden sollte, was auch immer wenige Jahre vorher geplant worden war.

Die Überlegungen. Ein Hindernislauf zwischen instinktiven Reaktionen (Divergenzen) und wohlweislichen Überlegungen (Konvergenzen), zwischen Wahrnehmung und Wichtigkeit des Objekts

Die Saceba hatte seit ihrem Erscheinen in den sechziger Jahren einige Streitfragen hervorgerufen, obwohl man in jenen Jahren noch volles Vertrauen in den Fortschritt hegte und der Umwelt gegenüber wenig empfindlich war. Als in den Gegenden rund um die Fabrikgebäude und die Steinbrüche die Auswirkungen der Schwerindustrie bemerkbar wurden – die starken Erschütterungen verursachten Risse in den Häusern und in der Chiesa Rossa von Castel San Pietro, der Lärm der Explosionen, der Staub, der auf die Dörfer niederfiel – erhoben sich ablehnende Stimmen, zwar nur aus dem unmittelbaren Umfeld, die bei einflussreichen Tessiner Persönlichkeiten Wiederhall fanden. Als man in den siebziger Jahren einen neuen Kalksteinbruch auf dem Monte Generoso in Erwägung zog wurde die Debatte stärker. Trotz der Bemühungen der Obrigkeit zur Unterstützung der Industrie, war das Tessin eher auf eine Entwicklung des Tourismus und des Finanzplatzes orientiert. Man fürchtete die verschmutzenden Emissionen der Industrie und folglich auch der Kalksteinbrüche. Wahrscheinlich lehnte die Gemeinde wegen die-

ser Befürchtungen, und nicht auf Grund eines Bewusstseins für Geschichte und Wert des Gebiets, die Erlaubnis zur Erweiterung der unterirdischen Steinbrüche und zur Eröffnung eines neuen Steinbruchs auf dem Monte Generoso ab. Die unbestrittene Trilogie “Fortschritt, Entwicklung, Wohlstand” beginnt man erst heute kritisch zu beurteilen.

Noch während der achtziger Jahre, nach der Stilllegung der Steinbrüche und der Verminderung der Aktivität der Saceba, als die schädlichen Emissionen auf das unmittelbare Umfeld von geringer Bedeutung waren, äusserte sich ein wichtiger Verfechter des Naturerbes der Region in Bezug auf die einzige Zementfabrik des Kantons folgendermassen: «Ein sinnloses Industriedenkmal, zerstörerisch und fehl am Platz: es ist als ob ihr bei der Heimkehr in eurem Wohnzimmer einen Bagger vorfinden würdet».³

So verwundert es nicht, dass man bei der ersten Gelegenheit – und was gäbe es für eine bessere Gelegenheit als die definitive Stilllegung der Zementfabrik – im Chor die Beseitigung der Anlage und die Renaturierung des Areals verlangte. Ungefähr fünf Hektaren würden von Gebäuden und Plätzen befreit werden. Inmitten des Parks der Breggia-Schluchten!

Aus welchem Grund sollte man die Erinnerung an diese Verunstaltung bewahren? Man muss mit intellektueller Redlichkeit darüber nachdenken. Wohlweisliche Überlegungen helfen, individuelle oder kollektive Spontanreaktionen zusammenzuführen, bei denen das Risiko besteht, dass sie zu unhaltbaren und willkürlichen, aber vor allem irreversiblen Resultaten führen. Konzentrieren wir uns auf das Objekt. Von einem architektonischen Gesichtspunkt her ist es ohne irgendwelche Besonderheit: Es handelt sich um eine simple, einfache, funktionelle Architektur, eher technisch als architektonisch wichtig, und in diesem Sinn kohärent. Ein Schrein, der jedoch Reliquien der schweizerischen Industriegeschichte, die heute extrem selten, wenn nicht gar einzig sind, aufbewahrte (und teilweise noch aufbewahrt): die letzten Zeugen der vertikalen Öfen, die Kompressoren und Maschinen der bedeutungsvollen Firmen Von Roll und Brown, Boveri & Cie. Es handelt sich hier aber um oberflächliche Bewertungen, welche nicht als diskriminierende Faktoren betrachtet werden können, um territorial wichtige Entscheidungen zu treffen. Man muss darüber hinausgehen. Die Saceba war die einzige Zementfabrik des Kantons: Davor gab es etwas weiter unten in den Breggia-Schluchten seit Mitte des neunzehnten Jahrhunderts zwei handwerkliche “Zementwerke”, etwas zwischen Kalkofen und moderner Zementfabrik. Alle Versuche, im Tessin Zement herzustellen, ob

mit positivem Ausgang oder nicht, nahmen hier ihren Anfang. Und zwar aus einem guten Grund: Das Tessin erstreckt sich hauptsächlich auf kristallinem geologischem Substrat und es ist eine Seltenheit, Kalksedimente zu finden, welche sich als Rohmaterial für die Produktion von Zement eignen. Ausserdem benutzten diese Zementwerke Wasser zum Antrieb, ein weiterer notwendiger Faktor in Kalkregionen, wo das Oberflächenwasser knapp ist. Die Saceba galt als der letzte Schritt der Technik bezüglich der Nutzung des Kalks als Rohstoff und deshalb war die Standortwahl praktisch obligatorisch. Ein einzigartiges Objekt und die letzte Anlage, welche sich in den ihr vorangehenden Industrien des neunzehnten Jahrhunderts einreihet, die alle unvermeidbar an diese geographische Lage gebunden waren.

In jenen Jahren der starken Entwicklung war die Lokalisierung mit etlichen Vorzügen verbunden, z.B. mit der Nähe zum Rohstoff, zur Marktnachfrage, sowie auch zur Verfügbarkeit von qualifizierten Arbeitskräften. In diesem Sinne war die Saceba ein seltener, im grossen und ganzen auch erfolgreicher Fall eines durch und durch Tessiner Unternehmens: vom Anfangskapital zum Rohstoff, bis hin zur Lokalisierung und zum Absatzgebiet. Und dies macht daraus auch ein emblematisches Objekt: mit dem Kalk der Breggia hat man den Kanton zubetoniert, könnte man etwas übertrieben behaupten. Bereits in den ersten Jahren der Produktion deckte die Zementfabrik 40 Prozent der Nachfrage des Kantons, später wurden es mehr als 50 Prozent, und wir sprechen dabei nicht von einem gewöhnlichen Zeitraum.

Im Gegenteil, eine Periode des ausserordentlichen Wachstums, wenn man bedenkt, dass 1967 der Tessin mit seinen 1027 kg pro Einwohner eininhalb mehr Zement als der Rest der Schweiz verbraucht, und fast zwei Mal mehr als Deutschland, Italien und Frankreich und dreimal mehr als die Vereinigten Staaten von Amerika. Ein Rekord, der wie eine Tessiner Übertreibung scheint, welcher aber auch in einer Broschüre der Saceba wie eine Prahlerei oder ein Zeichen enormen Fortschritts erwähnt wird. Dies wird auf indirekte Weise auch damit bestätigt, dass die Summe der Investitionen in das Baugewerbe pro Kopf – ein Indikator der entscheidenden Wichtigkeit des Baugewerbes im Kanton – hier praktisch immer höher war als in der übrigen Schweiz. Wenn das Baugewerbe wächst, dann wächst alles, fällt das Baugewerbe, fällt alles.⁴

Das macht aus der Saceba ein besonders wichtiges Objekt. Dies sind die schwerwiegenden Argumente für eine erste bejahende Antwort: Die Saceba ist es wert, in der Erinnerung zu bleiben, sie ist zu wichtig und zu einzigartig, um aus der Geschichte und aus der Erinnerung des Kantons gelöscht zu werden.

Aber die zweite Frage ist vielleicht noch schwieriger und tückischer: Wie soll man die Erinnerung bewahren? Anhand welcher Kriterien trifft man die praktischen, materiellen Entscheidungen vor Ort? Hier kommt uns der Park zu Hilfe, die Weitsicht des Nutzungsplans, die in den Statuten angeführten Ziele. Die Breggia-Schluchten gelten als Natur- aber auch als Kulturpark

aufgrund seines historischen (z.B. die antiken Kommunikationswege) und archäologischen Inhalts (z.B. Gräber und Reste von Bauten, die aus den ersten Jahrhunderten nach Christus stammen), aufgrund der landwirtschaftlichen Architektur (Mühlen, Werkstätten, Grotten und Keller), der künstlerischen Denkmale (Chiesa Rossa), der landwirtschaftlichen Umgebung sowie aufgrund der Dokumente der Technikgeschichte (z.B. die Hydraulikmaschinen der Getreide- oder Zementmühlen, antike Brücken, etc.).⁵

Der Nutzungsplan schreibt nicht vor, dass die Industriegebäude abgebrochen werden müssen, sondern spricht von einer Umnutzung des weitläufigen Areals, auf welchem sich die Zementfabrik befindet, und hat das Ziel, die geplagte Geschichte dieses Territoriums zu erzählen: und zwar hauptsächlich die naturhistorische und geologische, aber auch die kulturelle Geschichte; sogar die Entwicklung der Technik im Umgang mit den Ressourcen und den Rohstoffen, von den landwirtschaftlichen Produkten zur Wasserkraft bis hin zum Kalkgestein. Obwohl die Zementfabrik Saceba unharmonisch in einen bereits bestehenden Kontext eingefügt wurde, fügt sie sich kohärent in die anthropogenen Bewegung ein, die sich der Nutzungsplan aneignet. Der Rechtsrahmen unterstützt folglich eine gründliche Überlegung über die Art und Weise, wie die Vergangenheit dokumentiert werden soll.

Grundlegende Entscheidungen.

Gemeinsame Ziele, Authentizität und Kohärenz

Man muss sich folglich so ehrlich und kohärent wie möglich auf eine Frage konzentrieren: Wie wollen wir die Geschichte erzählen? Setzen wir ein Datum fest – erzählen wir die Geschichte des Parks bis 1960, bevor ihn die Saceba verunstaltet hat – oder dokumentieren wir alles, ob es den Zeitgenossen gefällt oder nicht? Diese zweite Variante zu wählen, war nicht einfach. Die Saceba ist zu aktuell, um sie schon als historisches Dokument zu sehen, und unser Blick, welcher mit falscher Nostalgie die rurale Vergangenheit betrachtet, ist zu

romantisch (wir möchten zwar eine schöne Landschaft, geben uns aber keine Mühe, das Ziel zu erreichen), der Gegensatz Industrie–Territorium ist zu sehr betont (im Vergleich zur zerstörerischen Toleranz, die wir zwischen Tourismus–Territorium, Handel–Territorium, Verkehr–Territorium finden).

Die Besitzer der Anlage haben diese Auflage sofort akzeptiert, und somit auf leichten, mit dem Verkauf der Anlage zusammenhängenden Profit verzichtet. Als Schwerindustrie war sie sich ihrer Verantwortung bewusst und hat einen wichtigen Beitrag dazu geleistet, ihre Spuren, die sie in der Landschaft hinterlassen hat, zu reduzieren. Auch die Weitsichtigkeit der Parkverwaltung verdient Anerkennung, da sie, wenn auch mit Mühe, ihrer Aufgabe nicht nur für uns, sondern auch für die künftigen Generationen zu dokumentieren, treu geblieben ist. In einem Jahrzehnt wird die Zementfabrik eine vergangene Realität sein, nicht mehr eine frische Wunde, ihr wird spontan ein historischer Wert anerkannt werden, ohne Forcierung. Die kommenden Generationen werden vielleicht die Kohärenz zu schätzen wissen, mit der hier vorgegangen wurde, indem auf Ästhetik, Verherrlichung der ländlichen Vergangenheit, Verschleierung von Hässlichkeit verzichtet wurde. Und zwar in einer Zeit, in welcher der Drang nach Schönheit die Notwendigkeit nach Authentizität übertrifft. Die Umnutzung des Saceba-Areals ist folglich eine Übung im Zusammenhang mit historischer Auslegung, Transparenz, Härte und Kohärenz, mit Verzicht auf leichte Mythen und ebenso leichte Dämonisierung.

Auch in den Medien fanden die Gegenstimmen Gehör, aber die Argumente genügten nicht, um das Projekt fallen zu lassen; dank Kraft der Ehrlichkeit, mag ich denken. Und diese Kraft hat etwas losgetreten, was einen virtuellen Kreislauf in Gang setzte: es wurden öffentliche Mittel und (vor allem) private zur Verfügung gestellt, es bildete sich ein Teamgeist, welcher Mut und Durchhaltevermögen inspirierte, die oft notwendig waren, um vorsehbare und unvorhersehbare Hindernisse zu überwinden und trotz der Langsamkeit des ganzen Prozesses voranzukommen. Unsere demokratische Kultur verlangt Einverständnis, was wiederum Engagement und Respekt verlangt, sowie Zeit und Geld, und nicht nur das.

Auch die Debatte galt als bereicherndes Element des Projekts. Es wurde dadurch verlangsamt, aber es reifte gerade deshalb – der geduldige Mensch isst reife Früchte, so ein alter Spruch – es wurde solid und kompakt, es wurden etliche Fehler vermieden (leider nicht alle), es erforderte Flexibilität. Neben der Kohärenz mit den Zielen des Parks, musste das Projekt auch einen

Rechtsrahmen respektieren, ein Investitionsbudget und (möglichst gering zu haltende) Unterhaltskosten. Holcim sollte nämlich den ganzen Besitz der Parkverwaltung überlassen, welche als neuer Besitzer die Ausgaben sowie die Einnahmen und den Unterhalt übernehmen sollte. Die Flexibilität des Projekts wurde ein unumgängliches Ziel.

Es wurde sofort eine klare Entscheidung getroffen: Alle Strukturen und Areale gehörten dem Park, und zwar für kulturelle, didaktische, künstlerische, auch mit der Freizeit in Verbindung stehende Zwecke, aber es sollte nichts an Private abgetreten werden. Zumindest am Anfang, wer weiss was die Zukunft bringt. Kommerzielle Aktivitäten hätten zusätzlichen Verkehr in den Park gebracht (es gibt bereits einen öffentlichen Betrieb bei der Zementfabrik), was absolut verhindert werden sollte.

Die Philosophie des Projekts, ein grundlegendes und unabdingbares Element, hatte jedoch eine relativ lange Reifezeit. Vor der ausführenden Phase wurden verschiedene Optionen erkundet: von der Beibehaltung einiger im Grünen zerstreuter symbolischer Elemente, bis hin zur Beibehaltung eines Teils von jedem Element des Produktionsprozesses. Nachdem man zu einem Vorprojekt voller spielerischer Elemente gelangt war, liess man davon ab, um zu einem streng historischen Ansatz zurückzufinden.

Schlussendlich gewann also die Geschichte. Auf dem Gelände drückte sich das heikle Gleichgewicht zwischen Umweltschutz, Schutz des historischen Erbes und Abmachungen zur künftigen Verwaltung seitens der Parkverwaltung im Mut aus, Unnötiges zu beseitigen und Nötiges zu behalten sowie die Würde der Industrieanlagen und ihrer Bedeutung im Produktionsprozess zu respektieren. Das bedeute im Einzelnen, den Abbruch des Mühlenturms, aber die Bewahrung des Ofenturms in seiner Gesamtheit, die Beibehaltung des Steinbrechers, aber den Abbruch der Lagersilos. Es kam nur zu einem einzigen schmerzhaften Kompromiss; schmerzhaft, weil er willkürlich und folglich fragwürdig war: der teilweise Abbruch des grossen Lagerraums (Abb. 1). Eine sauberere Wahl wäre gewesen, das gesamte Skelett zu bewahren und das asbesthaltige Wellblechdach aufzugeben. Den Lagerraum einzig wegen seiner landschaftsstörenden Wirkung abzureissen, war eine ziemlich teure Angelegenheit, inkohärent bezüglich der Philosophie des Projekts sowie irreversibel. Akzeptabel ja, ob auch verzeihlich, weiss ich nicht zu sagen.

Die Wahl der Details. Die Kohärenz auch in den Details verleiht dem Projekt Wert und Gewicht

All dieses Tun und Lassen in der Projektphase (sechs Jahre Vorbereitungszeit!) hat es zumindest erlaubt, die Philosophie des Projekts klar zu umreißen: die Geschichte des Territoriums lesbar machen – mit seiner Schichtung, die, wie bei den Sedimenten, nicht sofort die Wichtigkeit, die Dauer der Schichten im Laufe der Zeit widerspiegelt –, die Beschleunigung der Geschichte, (wenn möglich) ohne Filter, mit Ehrlichkeit. Diese Philosophie drückte sich mit der Entscheidung aus, die bedeutendsten Elemente der Zementfabrik zu behalten, aber auch die Spuren dieses “gutartigen Ungeheuers”⁶ etwas zu verwischen, um jene Elemente der landwirtschaftlichen Geschichte wieder auftauchen zu lassen, welche während der sechziger und siebziger Jahre fast gänzlich gelöscht wurden. Ein solches Vorgehen muss jedoch imstande sein, die Authentizität der Zementfabrik zu erhalten, sich nicht dazu verlocken lassen, sie zu verschönern, sie mit dem sie umgebenden Land in Einklang zu bringen oder den anderen Bauten anpassen zu wollen:

- _ Der Ofenturm, wo die Umwandlung von Steinpulver in Zementpulver stattfand, bleibt ein zentrales Element auch nach der Regeneration und bleibt somit ein vorrangiges Element der Erhaltung/Umgestaltung;
- _ Die übrigen Elemente sollen zumindest die Ausdehnung der Industrieanlage und die verschiedenen Schritte des Umwandlungsprozesses des Gesteins zu Zement dokumentieren;
- _ Der Teilrückbau der Fabrik soll die ländliche Vergangenheit wieder zum Vorschein bringen, ohne historische Fälschungen, und so viel wie möglich (wenig) davon sicherstellen, wobei immer erklärt werden muss, was hingegen neu geschaffen ist;
- _ Die freigemachten Flächen sind nach ihrer Urbarmachung für Landwirtschaft und Natur bestimmt, je nach Beschaffenheit, wobei möglichst vermieden werden soll, dass Boden oder andere der örtlichen Realität fremde Materialien von aussen eingebracht werden. Da wir uns in einem delikaten Kontext befinden und mit einer wichtigen erzieherischen Rolle – inmitten eines Parks mit naturalistischer Bedeutung, welcher aber wie ein städtischer Park verwendet wird –, wurde das Projekt in jedem Detail durchdacht und jede Entscheidung kohärent getroffen, von der Baustelle zum Landschaftsbild bis zur Offenheit



Abbildung 4. 2012 – Der Ofenturm im neuen Umfeld (Photo: Eugenio Castiglioni).

gegenüber künftigen Entwicklungen. Die Baustelle, die zwei Jahre dauerte, wurde mit hohem umweltfreundlichem Standard ausgerichtet. Während der Arbeiten wurden unglaublich grosse Mengen von verschiedenen Materialien bewegt, hauptsächlich Beton vom Abbruch und loses Aushubmaterial. Das Recycling vor Ort wurde optimiert: Dank einer systematischen Analyse des Materials konnte man gewissenhaft die besten Bestimmungsorte für jede Materialsorte finden, und somit wurde das Recycling auf die bestmögliche Weise durchgeführt und nur das Nötigste wurde nach dem aktuellen Gesetz und dem heutigen Stand der Technik entsorgt. Die Stollen des Kalkabbaus, welche teilweise etwas instabil waren, wurden mittels Granulaten aus Abbruchbeton saniert; mit dem entlang der Breggia ausgegrabenen Material – auf über zweihundert Metern des Ufers – wurde der terrassierte Hang, den die Saceba stark erodiert und somit Instabilität verursacht hatte, wiederaufgebaut. Das angeschwemmte Material, das die Breggia an der Mündung zum kleinen See wenig weiter talwärts angehäuft hatte, wurde während mehrerer Jahre gesammelt und hat damit erlaubt, in Pionierarbeit eine kleine Riviera zu schaffen,

welche von spezifischer Flora und Fauna mehr und mehr kolonisiert wird. Bei der Umgestaltung des Terrains kamen die Grundmauern der mittelalterlichen Mühlen zum Vorschein, der Überleitungskanal, der diese antrieb, die Mühlsteine und Strukturen, die bis zu den vierziger Jahren des zwanzigsten Jahrhunderts in Betrieb waren.

Die Ergebnisse

Der Park ist reichhaltiger geworden: Die Umgebung der Örtlichkeit Molini – so bis zum Einzug der Saceba genannt – ist eine eindruckliche Landschaft, sie akzentuiert die Wuchtigkeit der Zementfabrik – welche sich nun inmitten von grünen Wiesen, Weinbergen, Arealen mit Ruinen, Gewässern befindet – sie erzählt von Tausenden von Jahren von geologischen Geschehnissen, Jahrhunderten von ländlicher Geschichte, von wenigen einschneidenden und entscheidenden Jahren der Industriegeschichte, mit authentischen Zeugnissen und einer klaren historischen Einordnung, sie zeigt ein Naturgut in kontinuierlichem Wachstum, sie übt so gut wie möglich ihre Funktion als Freizeitpark aus und hat eine wichtige historische und kulturelle Rolle übernommen.

Man hätte es auch anders machen können, vielleicht hätte man sich mehr von den Vorgaben des Parks lösen können, aber wenn ich an alle damit verbundenen Dinge denke, glaube ich auch jetzt, nach einigen Jahren noch, dass es insgesamt ein gutes Projekt ist.

Die Breggia-Schluchten, abgesehen von den geologischen und naturalistischen Wanderwegen, bieten heute die Gelegenheit, einem Weg zu folgen, der von den Kalksteinbrüchen, nach dem atemberaubenden Labyrinth der Kalkabbauhallen, dem Umwandlungsprozess des Gesteins zu Zement nachfolgt. In dem öffentlich zugänglichen Ofenturm erzählt eine einfache, aber sehr eindruckliche Ausstellung, die überzeugend in die faszinierenden Räumlichkeiten des Industriegebäudes eingefügt wurde, die Geschichte des Gebiets und der Zementfabrik. Die Räumlichkeiten regen zur Überlegung an, bieten Platz für Konferenzen, Ausstellungen und sogar Konzerte. Symbolisch betrachtet produziert dieser Betonwürfel von 20 x 25 x 25 Raummetern, welcher bis vor wenigen Jahren einer der grossen Energieverbraucher des Tessins war, heute photovoltaische Energie dank einer Zusammenarbeit mit

der Azienda Elettrica Cantonale und erlaubt dem Park energetische Unabhängigkeit und versorgt sogar noch weitere Gebäude in der Nähe.

Das Potential des Projekts ist alles andere als erschöpft, vieles kann noch verbessert werden, neue Ideen können entstehen und reifen, es hat keine Eile: Es handelt sich nicht um ein Produkt, das in Kürze konsumiert werden muss, es ist offen für die Zukunft, es muss gepflegt werden und kann wachsen, weitere Generationen werden es übernehmen, beurteilen, darüber entscheiden. Die lange Vorbereitungszeit, von der Schliessung der Zementwerke im Jahre 2003 bis zum Ende der Arbeiten im Jahre 2012, liess die Eröffnung mit dem hundertjährigen Bestehen der Firma Holcim zusammenfallen, welche für die Einweihung ein spezielles Buch veröffentlichte. Ein Buch, das nicht dazu dient, die Saceba oder den Zement zu verherrlichen, sondern eher ein Gesamtbild der Geschichte dieses Stückchens Erde, seiner Geologie, dem Gebrauch seiner Ressourcen wiedergeben wollte, eine lokale und besondere Geschichte, auch menschliche, direkt von den Beteiligten erzählt, aber eingefügt in eine wechselseitige Beziehung einer grösseren sozioökonomischen



Abbildung 5. 2012 – Die Fördertunnel, gestützt und dem Publikum in ihrer ursprünglichen Form zugänglich gemacht (Photo: Eugenio Castiglioni).

Realität, und bereichert um eine philosophische Debatte, die sicherlich noch nicht ihr Ende gefunden hat.

Schlussfolgerung

Ist es uns gelungen, die Saceba zu einem Gemeingut zu machen? Ja, und mit ihr die anderen Zementwerke, die längs der Breggia entstanden waren: Die ganze Geschichte der Region hat davon profitiert.

Wäre es möglich gewesen, das Projekt ausserhalb des geplanten Kontextes des Parks zu realisieren? Wahrscheinlich nicht, die kulturellen Anstösse wären gegenüber den wirtschaftlichen Motivierungen schwach gewesen. Hat es sich von Anfang an um einen von allen mitgetragenen, demokratischen Prozess gehandelt? Nein, der streng historische Ansatz war von Anfang an durch eher elitäre Entscheidungen gegeben, die jedoch so umsichtig waren, das Projekt offen zu gestalten, dass sich vielerlei Nutzungsmöglichkeiten ergaben. Wenn anfänglich eine gewisse Skepsis da war, oder sogar eine offene Kontroverse, so war sich das Publikum im Nachhinein einig: Sowohl die "gehobenen" Kreise (Arbeitsgemeinschaften für Geschichte, akademische Kreise usw.) als auch das weniger anspruchsvolle oder sogar von Kultur weit entfernte Publikum, findet es interessant, die umgestaltete Landschaft zu besuchen. Manche sind beeindruckt von der Monumentalität der Bauten, andere von der bezaubernden Magie der unterirdischen Tunnel, wieder andere von den emotionsgeladenen Räumlichkeiten und Filmen im Ofenturm, andere wiederum geniessen die wiederhergestellten Ufer des Wildbachs, jeder nutzt den Park auf seine Weise.

War das Projekt in finanzieller Hinsicht tragbar? Ja. Das Projekt wurde in die normale Administration des Parks eingefügt, ohne Kostenexplosion. Die Unterstützung durch eine öffentliche Anstalt ist im Moment unabdingbar, aber objektiv gesehen haben die konservierten Strukturen ein Potential, das bis heute noch nicht ausgeschöpft ist. Anhand dieser Erfahrung, die wirklich sehr eindrücklich war, kann man einige Ideen formulieren, die vielleicht in ähnlichen Situationen nützlich sein könnten:

a. Das Ziel, ein Gemeingut zu schaffen, kann leichter verwirklicht werden, wenn Planungswerkzeuge vorhanden sind, die die historischen und kulturel-

len Werte gebührend in Betracht ziehen. Ein guter Anfang ist es, wenn ein gut ausgearbeiteter gesetzlicher und planungsmässiger Rahmen vorhanden ist, in welchem klar Prinzipien und Ziele festgehalten werden und welcher für mögliche Wege und Entwicklungen offen ist, auch wenn diese manchmal in der zur Verfügung stehenden Zeit utopisch erscheinen.

b. Die Schaffung von Gemeinschaftsgütern als einzige Zielsetzung könnte gute Projekte einschränken: die Rigorosität eines elitären Konzepts kann mit einer demokratischen, offenen und populären Nutzbarkeit im Einklang stehen, auch wenn man aufpassen muss, nicht ein "Disneyland" zu schaffen, wie Crettaz warnte.

c. Die langfristige finanzielle Nachhaltigkeit (nicht im Sinne von "Business") sowie die Finanzierbarkeit der Investition mit Hilfe öffentlicher wie auch privater Partner, muss garantiert und ein notwendiger Teil des Projekts sein.

d. Um dieses Ziel zu erreichen, kann man (temporäre) Kompromisslösungen akzeptieren, falls die daraus resultierenden Entscheidungen bezüglich der Schaffung des Gemeinguts reversibel sind. Es ist denkbar, "parallele" Inhalte anzunehmen (soweit wie möglich kohärent), falls dies eine finanzielle Nachhaltigkeit des Projekts garantiert. Zum Beispiel:

_ Die Verpachtung des landwirtschaftlichen Grunds im Parkinnern (heute ca. drei Hektaren) erlaubt den finanziellen Unterhalt, indem es die Kosten reduziert, und ist jederzeit reversibel. Auch wenn die Landwirtschaft nicht ein explizites Ziel des Nutzungsplans ist, ist es mit der Bestimmung des Ortes und den landschaftlichen Zielen kohärent.

_ Die industriellen Hinterlassenschaften für kulturelle und artistische Anlässe zu verwenden, verleiht dem Ort einen neuen Sinn. Auch wenn diese Massnahme nicht direkt zur Schaffung eines Gemeinguts gehört, steht sie damit aber auch nicht im Konflikt;

_ Die Vermietung der Strukturen für wirtschaftliche Unternehmen, im Sinne von neuen Inhalten, welche mit dem Nutzungsplan nicht kohärent und folglich konfliktträchtig sind, können als Ultima Ratio in Betracht gezogen werden, falls sie für den finanziellen Unterhalt des Projekts notwendig sind und sie keine irreversible Veränderungen mit sich bringen, welche mit den historischen Kriterien, die das Projekt unterstützt haben, im Widerspruch stehen.

- _1. A. Nessi, *La lucertolina sul Giurassico*, in G. Buzzi, P. Pronini Medici (a cura di), *Il Cementificio nel parco - Storia della Saceba e della riqualifica territoriale realizzata dopo la sua chiusura*, Bellinzona 2012, S. 1-6.
- _2. S. Toppi, *Un raro esempio di imprenditorialità*, in Buzzi, Pronini Medici (wie Anm. 1), S. 106-121.
- _3. G. Papa, *Parco naturale o pattumiera*, in "Corriere del Ticino", 20 Mai 1985.
- _4. Toppi (wie Anm. 2).
- _5. Nutzungsplan PUC (Piano di utilizzazione cantonale) der Breggia-Schluchten, 1997, S. 5.
- _6. Diese tiefgründige Benennung ist der Titel eines in den achtziger Jahren von einem lokalen Künstler gemalten Bildchens, das jahrelang an einer Wand in der Gemeinde von Morbio Inferiore, der Gemeinde der Zementfabrik, die folglich deren Steuern einkassierte, aufgehängt war.
- _7. B. Crettaz, *Au-delà du Dinseyland alpin*, Ivrea (Torino) 1994.

“Innovante ou absente”: la représentation biaisée de l’industrie alpine par la télévision (FR3 Alpes)

Anne-Marie Granet Abisset

S’il est coutumier de considérer les musées comme les acteurs majeurs du patrimoine, ce rôle est moins souvent dévolu à la télévision. Pourtant ces deux institutions participent largement à la construction de représentations sur les sociétés et d’un récit sur le temps. En prenant l’exemple des industries Rhône-alpines, il devient intéressant de considérer le rôle de la télévision régionale depuis les années 1960 dans les processus de mise en patrimoine de ces activités et plus largement des sociétés industrielles. Quelle mémoire façonne-t-elle? Une mémoire du travail, des activités économiques et/ou techniques, des territoires de l’industrie, celles des hommes ou celles des machines, des enjeux économiques ou des éléments sociétaux? Cette question prend un sens particulier en Rhône-Alpes, où les activités industrielles ont porté le développement économique pour connaître ensuite crises, reconversions et recompositions. Envisager les corpus télévisuels sur une durée de presque soixante ans permet d’appréhender les réalités de ces activités et l’évolution des représentations que la télévision en donne, entre continuités des motifs, reflet du contexte social, économique et politique, ou éventuellement, anticipation des évolutions globales. Une manière de saisir comment l’industrie entre dans le champ patrimonial en même temps qu’elle perd de sa force économique.

Le 23 mars 2013, fidèle à sa ligne éditoriale, Fr 3 Alpes couvre l’inauguration d’une nouvelle exposition au Musée Dauphinois de Grenoble. Si le reportage est classique, avec interview de la conservatrice qui en est la commissaire, suivi d’un rapide panorama des salles, le sujet l’est beaucoup moins. Avec *Les dessous de l’Isère*, le Musée aborde un thème longtemps occulté, celui de l’industrie des sous-vêtements, une industrie du secteur textile à la main d’œuvre essentiellement féminine. Bien que très présente sur le territoire grenoblois, cette catégorie d’entreprises¹ reste absente de l’histoire industrielle alpine,

masquée par la ganterie et surtout par les fleurons associés à la cité alpine: l'hydroélectricité, l'électrométallurgie, et dans les années récentes, l'électronique, l'informatique et les nanotechnologies, autant d'industries incarnant l'innovation aux différentes périodes.

En présentant ces industries, et particulièrement les hommes et les femmes qui les ont pratiquées, vécues et orientées au long de leur existence, le musée a contribué à en écrire l'histoire en même temps qu'il leur donne un statut patrimonial et les rend visibles dans le territoire. Si les musées sont les acteurs majeurs de cette mise en patrimoine, la télévision dépasse son rôle reconnu de pourvoyeur d'informations pour participer à cette construction d'un récit de leur histoire. Il y a quelques décennies ou plus simplement quelques années, associer phénomènes de patrimonialisation et industrie alpine aurait pu paraître inadéquat voire inapproprié tant ces sujets étaient réservés à la vie rurale des hautes vallées, ce «monde que nous avons perdu» qui avait «la beauté du mort».² Pourtant, accompagnant les phénomènes de désindustrialisation³ dans les vallées alpines et plus largement dans le territoire rhône-alpin, l'industrie à son tour est devenue objet patrimonial. Depuis une vingtaine d'années, le musée dauphinois a accompagné ce phénomène par des expositions dédiées aux grands marqueurs de cette industrie ou en étant le maître d'ouvrage de musées spécialisés.⁴ Comme souvent, cette mise en exposition ou en musée correspond à la fin de l'activité ou à la fermeture d'une usine (la Viscose). Sans en rester à une simple concordance conjoncturelle, ce mouvement suggère la fonction attribuée au musée: celle d'un passeur d'histoire. Ce dernier est sollicité au moment de la fermeture qu'il doit contribuer à faire accepter, participant à une forme de résilience. Plus simplement lui revient la charge d'endosser le maintien et la transmission de la mémoire⁵, celle des techniques comme celles des hommes qui ont œuvré au fonctionnement de ces industries.

Si le rôle patrimonial des Musées est connu et reconnu comme inhérent à leur fonction, il était moins fréquemment associé à la télévision jusqu'à ce que l'INA en fasse son slogan et en tire une nouvelle légitimité. Il est alors intéressant de la considérer comme une productrice de représentations plus que comme un vecteur d'informations, et d'analyser son rôle dans les processus de mise en patrimoine, voire de patrimonialisation des sociétés. Participe-t-elle à l'émergence d'une mémoire et en ce cas de quelle mémoire s'agit-il: celle du travail, des activités économiques et/ou techniques, des territoires

de l'industrie, celles des hommes ou celles des machines, des enjeux économiques ou des éléments sociétaux? S'agissant de l'industrie, ces questions prennent d'autant plus d'importance que depuis les années 1960 les activités industrielles ont été au cœur du développement économique des territoires pour connaître ensuite crises, reconversions et recompositions. Envisager les corpus télévisuels sur une durée de presque soixante ans permet de saisir à la fois les réalités de ces activités et l'évolution des représentations que la télévision en donne, entre continuités des motifs, reflet du contexte social, économique et politique, ou éventuellement, anticipation des évolutions globales. Il convient de pointer la nature et la forme des récits qu'elle façonne au cours de la période considérée. S'agit-il de sujets répétitifs, redondants voire formatés dans le thème comme dans la forme? Y a-t-il des sélections dans les motifs présentés ou la télévision envisage-t-elle des sujets variés, tenant compte des différents contextes?

Un intérêt pour la télévision, fabrique de l'histoire

Mon intérêt pour la télévision comme productrice de sources, et plus largement d'un récit sur les sociétés représentées, ressort de mes travaux sur la "fabrique" de l'histoire et de la mémoire des sociétés de montagne.⁶ Cet intérêt se prolonge actuellement au sein du laboratoire LARHRA par des programmes de recherche sur le rôle des médias dans l'élaboration d'un récit sur l'histoire et les sociétés contemporaines.⁷ Il procède également de travaux antérieurs qui traitaient de l'éventualité d'une mémoire des risques et des catastrophes naturelles générée par la télévision.⁸ Des cadres différents ont porté ces travaux suscitant la mise en œuvre de méthodes de travail adaptées pour approcher ces sources audio-visuelles dans des contextes et avec des objectifs spécifiques. Dans les premiers cas, à partir des bases de données de l'INAtèque⁹ il s'agissait de constituer un corpus adapté au thème choisi, pour un traitement ultérieur dans une base de données dédiée, préalable essentiel à l'analyse des vidéos retenues.¹⁰ Les travaux sur les risques, notamment les avalanches et les inondations, ont permis la mise en œuvre d'une méthode d'analyse des données télévisuelles, avec en aval, l'usage d'une méthode d'analyse des images déjà largement éprouvée.¹¹ Une autre expérience, celle des fresques interactives produites par l'INA a confirmé la place ma-

jeu de ces sources pour la connaissance des sociétés contemporaines. La première portait sur la région Rhône-Alpes (*Lumières sur Rhône-Alpes*) et la seconde sur la construction de l'image des territoires de montagne au prisme de l'activité touristique (Montagnes magiques).¹² Ces deux expériences ont nourri un usage des sources audio-visuelles pour la recherche tout en montrant leur intérêt comme vecteur de patrimonialisation. S'agissant de l'activité industrielle, les notices confiées à Anne Dalmasso pour la fresque Lumières sur Rhône-Alpes privilégiaient les grèves et les fermetures d'usine. Une telle focalisation interroge forcément. Tient-elle aux sujets sélectionnés par la télévision ou par les concepteurs de la fresque? La télévision se contente-t-elle de pointer les événements liés aux crises sans évoquer l'ordinaire et le fonctionnement normal voire les réussites? Que peut-on retenir de la réalité de cette activité économique présentée par la télévision? Telles étaient les questions associées à Lumières sur Rhône-Alpes. Mais au-delà, quels sont les discours sur l'industrie dans une région considérée comme dynamique sur le plan économique?

Le choix de restreindre l'étude à la région Rhône-Alpes et aux productions de la télévision régionale, essentiellement *FR3 Alpes*, et antérieurement *Rhône-Alpes Actualités*, résulte de la nécessaire maîtrise d'un corpus cohérent.¹³ Il tient surtout aux études menées depuis de longues années sur les territoires alpins et à la connaissance de ces derniers, donnée primordiale pour toute étude de cette nature. Toutes les catégories documentaires ont été retenues, que ce soit des reportages insérés dans les Journaux télévisés (JT) ou des documentaires au sens classique, comme ceux produits pour des magazines spécialisés sur les territoires de montagne: *Montagne Magazine* (de 1985 à 1997) ou *Chroniques d'en Haut* depuis 1997. Cette centration sur la montagne ou les espaces proches tient au cadre du séminaire.¹⁴ Elle fait exclure les productions qui portent sur les territoires méditerranéens ou sur l'industrie en général. Au-delà de la cohérence du corpus, on peut s'enquérir d'une éventuelle spécificité dans le traitement audiovisuel de l'industrie alpine et des territoires industriels alpins.

Comme pour d'autres thèmes, le travail initial consistait en la réalisation d'un premier corpus à partir de trois mots clefs: industrie*, usine* et patrimoine industriel* croisés chaque fois avec celui de alpe*.¹⁵ Ils l'ont été pour une période qui démarre des années 1960 jusqu'à maintenant. Cette sélection a été faite à partir des bases de l'Inathèque ainsi que de Inamediapro,¹⁶ avec

recours aux documents écrits renseignant la production.¹⁷ Les premiers résultats sont éclairants quant à la faiblesse de l'association patrimoine industrie-Alpe pour l'essentiel de la période considérée. En effet, le couple industrie*-Alpe* donne 5620 occurrences, celui usine*-Alpe* 4360 alors que patrimoine industriel*-Alpe* ne fournit qu'une vingtaine de notices.

À partir de cette première sélection large, couvrant une palette étendue, l'analyse des notices documentaires fait surgir des sujets variés, certains redondants et surreprésentés, d'autres plus occasionnels et enfin des absences. Un premier balayage pointe la prégnance du thème des grèves et des conflits sociaux qui représente 50 pour cent du corpus. Augmentant la prégnance de ce thème majeur, émergent les sujets sur les fermetures d'usine avec leur cortège de conséquences sociales, puis, avec une fréquence bien moindre, celui des accidents et des incendies. Ce sont également les acteurs et les secteurs de ces activités.¹⁸ Parmi ceux-ci, notons la chimie, les barrages et l'hydroélectricité, puis le textile, le cuir, la métallurgie, la papeterie et l'alimentation. Enfin, arrivent ceux sur l'environnement et la pollution. Il y a sans conteste la volonté de cibler le caractère innovant du secteur avec l'inauguration de certaines implantations et la création des zones industrielles. Très peu abordent la création de musées qui leur seraient dédiés, sauf dans les années très récentes, comme si le sujet ne ressortait pas de cette thématique et devait être renvoyé au domaine culturel.

Certes il faut rester conscient de la relativité des résultats qui sont, comme toujours, fonction de la grille d'interrogation et des mots-clés choisis. Même s'il ne s'agit que de sélections, mais parce qu'elles portent sur une durée suffisante (60 ans), ce corpus ainsi construit fait ressortir des éléments connus et d'autres plus inédits. On tient là des entrées intéressantes pour la compréhension des sociétés contemporaines via le rôle majeur des médias télévisuels. Par leur manière de rendre compte des évolutions ils construisent des représentations sociales et sociétales. C'est tout l'intérêt de pouvoir disposer des archives de l'INA qui donnent cette durée nécessaire à l'appréhension des évolutions et des modes de représentations. On sort de l'immédiateté inhérente à ce media,¹⁹ avec les JT bien sûr mais aussi les émissions documentaires, dont le caractère fugitif et temporaire masque la saisie faite des sociétés dans le contexte de leur réalisation.

À première vue, les représentations de l'industrie régionale Rhône-Alpine par la télévision ne semble pas réserver de surprises. Au regard des reportages

récents, on pressent les grandes tendances et de fait, les standards dominant. Toutefois quelques surprises confirment tout l'intérêt de travailler ces corpus.

Une télévision qui sélectionne

En premier lieu, le traitement de l'industrie par la télévision distingue des sujets récurrents, des sujets mis en exergue et des sujets plus ponctuels pour ne pas parler d'entrées négligées ou oubliées.

S'agissant des reportages insérés dans les JT, rien d'étonnant à pointer la domination des événements ou des éléments qui font problème. Ils composent les unes marquantes, rassembleuses d'audience. Certains peuvent être reconduits quelques jours durant, occupant l'espace médiatique. Il en va des grèves et des conflits sociaux qui suivent la chronologie des crises, qu'elles soient aiguës (notamment la fin des années 1970 ou depuis 2008) ou qu'elles correspondent à des périodes de marasme. Si les conflits sont abordés principalement par des reportages sur le déroulement des grèves, des occupations d'usine et des manifestations dans les moments saillants des crises économiques, plus récemment les sujets traitent du chômage, des réorganisations internes avec leur cortège de délocalisations et de réduction des effectifs. Ainsi des reportages réguliers couvrent les grèves et autres actions des mineurs des mines de la Mure (plateau matheysin en Isère) pour suivre les péripéties autour de la fermeture programmée, annoncée, retardée de la mine et les difficiles reconversions des mineurs. S'il y a régulièrement des présentations ponctuelles liées à la conjoncture, la présentation des grèves est souvent associée à quelques grandes entreprises ou secteurs d'activité phare de la région. Ces derniers servent de support pour incarner le sujet au-delà de l'événementiel même. C'est particulièrement vrai pour l'usine Berliet à Lyon ou le secteur de la chaussure à Romans, très présents dans le corpus. Certes, il s'agit de secteurs très touchés, dont la crise est aussi profonde que le succès l'avait été dans les décennies précédentes. Ce sont aussi des exemples connus des journalistes de la chaîne qui s'y réfèrent régulièrement.

Le traitement du sujet est normé avec des images et des commentaires qui pointent les piquets de grève, les occupations d'usine, les banderoles revendicatives aux couleurs des syndicats dont la Conférence générale du Travail (CGT), les attitudes des ouvriers et des leaders syndicaux, saisis devant les grilles ou

dans les usines, dans une posture que l'image rend agressive par les cadrages et les gros plans, laissant surgir des impressions de tension, de violence contenue ou manifeste, avec par exemple des zooms sur des palettes en feu, braseros de fortune filmés comme autant d'allusions connotées du danger. Le traitement du sujet pointe le caractère anormal de l'événement, insiste sur le rapport de force avec un contraste marqué dans les séquences suivantes avec l'interview, au calme dans un bureau, du directeur de l'entreprise ou du responsable de l'usine. Ils expliquent les nécessités économiques des décisions: la réduction du personnel, expression toujours euphémique et totalisante pour évoquer la mise au chômage d'une partie des ouvriers, le rachat de l'entreprise, sa délocalisation ou l'arrêt des activités qui voit la fermeture de l'usine. Ce sont par exemples les documents sur l'usine de textile synthétique la Viscose à Grenoble (fin des années 1980) ou plus récemment ceux sur l'industrie de l'aluminium à Saint Jean et en Maurienne en général. Ce schéma classique se repère dans l'ensemble des reportages autour de ce thème,²⁰ que ce soit lors des grandes grèves des années 68-75, comme par exemple celle des ouvriers de Neyrpic à Grenoble en 1968 ou lors de grèves plus récentes des années 1995-98 ou 2003 ou une des dernières en date en février 2015 chez Caterpillar. Les seules nuances portent sur la manière de traiter des conflits, accentuant les rapports de force ou accordant une attention plus "neutre" aux revendications, notamment sur les salaires et les conditions de travail.

En contrepoint de ce sujet majeur, les grèves sont remplacées par une autre thématique, fréquente à partir des années 1980: celle de l'ouverture et l'implantation d'usines nouvelles et de l'inauguration des zones d'activité: ce sont par exemple les reportages sur la ZIRST de Meylan longtemps considérée comme un modèle d'innovation en la matière et proposé comme tel pour d'autres villes. Le lien est fortement marqué avec l'implantation des fleurons de l'industrie grenobloise depuis ces mêmes années 70-80, l'électronique et l'informatique: implantation de Hewlett-Packard à Eybens (puis L'Isle D'Abeau, la ville nouvelle de Lyon), et dans les années 1990, ST Microelectronics à Crolles dans la vallée du Grésivaudan, montrés comme autant de secteurs dynamiques associés aux Alpes qui prennent le relais des autres secteurs issus de l'électrometallurgie et de l'électricité comme Merlin-Gerin qui inaugure en 1966 sa dixième usine ou dans les mêmes années l'arrivée de Caterpillar²¹ à Grenoble (1961). La télévision aime également à pointer des secteurs considérés comme traditionnellement alpins qui réussissent à se

maintenir et même à se moderniser en se spécialisant, alors que la plupart de ces catégories d'industries ont fermé ou ont été délocalisées: les aciers très spéciaux d'Ugine²² donnent lieu à plusieurs reportages, véritables exposés promotionnels édités à plusieurs reprises.²³

Très présents car inattendus, spectaculaires, inquiétants, donc médiatiques, avec des conséquences parfois dramatiques, les accidents industriels: incendies, explosions, ou effondrement de bâtiments. La panoplie varie selon les réalités présentées et présentes. En revanche, les inondations et les avalanches et/ou glissements de terrain, risques alpins majeurs, n'apparaissent pas dans le corpus issu du mode de sélection, en tout cas, ne sont pas associés à la grille des mots-clés.²⁴ Cette absence est d'autant plus notable que les ruines de Séchillienne, ainsi nommées pour désigner un risque majeur de glissement d'un pan de montagne dans la Romanche, en amont de Grenoble et d'une zone chimique classée Seveso (Jarrie-Pont de Claix), font l'objet de plusieurs reportages à partir des années 80, depuis que la menace a été rendue visible. Ces reportages ciblent le risque géophysique et sa potentialité de réalisation ainsi que les études et les travaux de sécurisation réalisés, notamment le déplacement des habitants et la destruction des habitations du territoire situé en dessous: l'île Falcon.

Au sein des reportages sur les accidents et les risques que l'on peut nommer classiques ou attendus, un des exemples les plus significatifs est l'incendie de la raffinerie de Feyzin le 4 janvier 1966. Ce dernier est suivi quelques semaines plus tard de l'explosion de l'usine chimique Rhône Poulenc, située dans la commune voisine de Saint Fons. Si le premier est fortement médiatisé, c'est qu'il concerne une industrie alors emblématique, la raffinerie du groupe nationalisé Elf, située dans la banlieue urbanisée au sud de Lyon et le long d'un axe de circulation majeur, la N7 et l'autoroute A7, en cours de construction, sans parler de la ligne SNCF Lyon Marseille.

Tous les ingrédients sont rassemblés d'une catastrophe industrielle que l'on ne nomme pas encore ainsi, et moins encore comme une catastrophe écologique: le nombre de victimes (18 dont 11 pompiers, environ 80 blessés) et des dégâts majeurs des infrastructures de circulation, industrielles et des habitations (1475 sont touchées par les explosions). Peut-être parce qu'il s'agit d'une entreprise nationalisée, les reportages cessent assez rapidement. Pourtant, cet événement marque une étape dans la prise de conscience à l'échelle nationale de la dangerosité de la société industrielle. Contrairement aux re-

présentations habituelles, le drame de Feyzin révèle que le risque ne touche pas seulement les ouvriers des usines, mais que l'insertion de ces activités dangereuses dans le tissu urbain menace l'ensemble de la population. Tous ces reportages ciblant le danger regroupent les notions d'accidents et de pollution, avant que n'émerge réellement à partir des années 1990 surtout et en tant que tel, le thème de l'environnement.

Une autre entrée majeure dans le traitement de l'industrie est celle des secteurs d'activité. Elle occupe pratiquement la même place que celle des grèves et autres conflits, d'autant que les deux sujets sont étroitement imbriqués. Evoquer l'industrie via le prisme des secteurs d'activités et des branches est logique et ressort des modes habituels de description de l'industrie. Cette présentation veut témoigner de la spécialisation et de la diversité des industries alpines, voire rhône-alpines en montrant la richesse et le dynamisme de la région, ainsi que sa position en pointe aux époques successives. Il faut cependant distinguer entre la partie rhodanienne et lyonnaise bien davantage représentée et la partie du sillon et des vallées alpines. Dans cette structuration, les secteurs ou les branches retenus sont échelonnés en termes quantitatifs: certains sont survalorisés comme autant de marqueurs d'une spécificité régionale.

Le secteur de l'énergie rallie les territoires régionaux d'abord autour des barrages. L'inauguration de Tignes donne lieu en 1953 à un des premiers reportages télévisuels conservés pour les actualités télévisées. Il présente la résistance des habitants à l'ennoiement de leur village. La télévision continue à suivre les dernières constructions, que ce soit le barrage de Serre-Ponçon, plus tard celui de Grand-Maison (vallée d'Olle), ou les derniers barrages au fil du Rhône (Bourg les Valence et Pierre Bénite). A partir des années 70, le thème s'est déplacé vers les centrales nucléaires en cours de construction. Toutefois, les reportages ne sont pas nombreux dans la grille retenue. Ainsi la centrale Creys Malville appartient à la thématique du conflit politique entre pro et anti-nucléaire²⁵ occultant l'aspect industriel, ce qui explique son absence dans la sélection.

S'agissant de l'axe rhodanien, les transports et la chimie occupent une place de choix, à l'instar de leur prégnance. La présence de grandes entreprises comme Berliet ou RVI à Villeurbanne permet de rendre compte de la production spécialisée dans les camions et les autocars, que ce soit à l'occasion des grèves, de l'ouverture de nouvelles lignes de production, la présentation

de nouveaux véhicules, le dynamisme à l'exportation. Mais cela n'explique pas tout car, à l'exception de quelques reportages, le secteur pharmaceutique et médical pourtant majeur à Lyon reste quasi absent. Les quelques reportages associés aux transports sont plus exceptionnels pour la partie alpine. Ils concernent essentiellement le transport par câble, avec deux noms qui, depuis les Jeux Olympiques de Grenoble, incarnent cette tradition: Montaz Mautino et surtout Poma, leaders pour l'équipement des stations de ski. La représentation des Alpes industrielles reste jusqu'au milieu des années 1980 incarnée par la métallurgie et la production issue de la tradition de l'hydroélectricité, avec ses fleurons, Neyrpic et Merlin-Gerin, (devenu Schneider Electric). Progressivement ils laissent la place aux entreprises de l'électronique et l'informatique, puis dernièrement des nanotechnologies encore marginales.

En dehors de l'industrie de la chaussure,²⁶ régulièrement évoquée, les autres catégories ne donnent lieu qu'à des reportages ponctuels et conjoncturels, toujours associés à des entreprises en particulier. C'est par exemple le chocolat avec les établissements Valrhona à Tain, mais aussi les reportages dans les années 1960 sur les jouets en bois du Jura (Moirans) ou la fabrication des lunettes, la fabrique des voitures d'enfants à Givors, celle des boules à Villeurbanne, les usines de papier Canson à Annonay ou Audessat à Annecy. On est à la limite de l'artisanat, que reprennent certains reportages dès lors qu'ils visent une approche patrimoniale. D'autres évocations, comme le décolletage dans la vallée de Cluses, servent de prétexte aux politiques industrielles, aux créations de zones d'activité ou encore aux mutations réussies de l'industrie, passant de l'horlogerie à l'électronique. On ne peut que remarquer la faible présence de domaines pourtant très importants: le secteur textile, que ce soit la soie lyonnaise et ses déclinaisons dans la région de Bourgoin Jallieu,²⁷ ou l'ensemble des industries de lingerie féminine²⁸ de l'agglomération grenobloise. Enfin une série de reportages décrit les entreprises liées à la montagne et au ski. Parmi elles Petzl,²⁹ évoquée d'emblée pour la spéléologie (années 50) mais seulement à partir de 1996 en termes industriels. Il n'en va pas de même de l'entreprise Rossignol, considérée dès 1971 comme le modèle de l'industrie du ski (avec Dynastar et Salomon). Sur les quelques 300 notices documentaires qui lui sont consacrées, seulement 35 pour cent correspondent à une entrée industrielle. Les reportages s'échelonnent régulièrement jusqu'aux années récentes, avec une fréquence qui suit la saison hivernale, prioritairement durant les mois de décembre à avril. En

revanche le secteur d'articles de sport liés à la montagne, très dynamique dans les Alpes, n'est jusqu'aux années récentes pratiquement pas évoqué. On les range généralement dans les activités sportives avec des reportages liés aux compétitions ou aux pratiques de loisirs.³⁰ Plus généralement le tourisme n'est jamais considéré comme une branche de l'industrie mais comme un secteur autonome. Il faut attendre les toutes dernières années pour voir apparaître la notion d'industrie touristique au sens où l'entend, entre autres, Laurent Tissot.³¹

Une dernière entrée regroupe les reportages quantitativement peu importants qui ciblent des hommes remarquables. Ce sont principalement les directeurs, fondateurs, responsables de ces entreprises ou de la politique industrielle, dont on magnifie l'action. Ces documents sont souvent liés à la remise de médailles à des responsables politiques ou économiques qui, à cette occasion, promeuvent leur action. Dans les années 1970-80, la Datar est particulièrement mentionnée, notamment pour la politique d'aménagement du territoire et la mise en place des zones d'activités et des zones industrielles. Les acteurs politiques interviennent à intervalles réguliers, bien que discontinus, au long de la période. Souvent présents aux moments cruciaux, ouverture ou fermeture d'usines, ils apparaissent dans les périodes préélectorales. Ainsi en 1974 durant la campagne pour l'élection présidentielle, dans un contexte social tendu, Georges Marchais et François Mitterrand se rendent à Lyon pour soutenir les grévistes de Berliet. Parmi les directeurs d'entreprise, quelques figures émergent, invités dans des émissions ou dans les JT. Il en va de Laurent Bois Vives PDG de l'entreprise Rossignol, interviewé très régulièrement entre 1986 et 2010.³² Faut-il y voir la proximité de son entreprise (Voiron) avec FR3 Alpes, ou une connivence marquée par des participations aux émissions de la chaîne, ou enfin le fait d'incarner une industrie particulièrement associée aux Alpes. Si ces dirigeants sont mis en exergue sur le plan individuel, les ouvriers n'apparaissent qu'en toile de fond des reportages, filmés parfois en action sur leur machine lorsque l'on veut montrer une technique réputée innovante, ou comme grévistes et manifestants. Quelle que soit la situation, leur présence reste silencieuse. Seuls les représentants syndicaux sont interviewés, filmés toutefois comme porte-parole du groupe qui les entoure. Le traitement correspond à cette dichotomie et à cette sélection sociale qui ne se dit pas mais se montre.

Cela étant, il faut insister sur l'intérêt de disposer sur une durée longue des reportages produits par la télévision et conservés à titre documentaire par

l'Inathèque. Certaines entreprises sont tombées dans l'oubli en dépit de leur dynamisme reconnu à une époque. C'est par exemple l'entreprise Teppaz, fabricant de tourne-disques et de postes transistors du même nom, ou encore Calor ou Olivetti, respectivement usines de petit électroménager et de machines à écrire. Finalement cette télévision sélective, qui se focalise sur certains sujets et certaines activités, n'est pas si étonnante. Elle correspond à ce que l'on sait et l'on attend généralement des données télévisuelles. Dans le domaine de l'industrie comme pour d'autres sujets, la télévision accompagne largement les évolutions sociales dont elle est le reflet alors que dans le même temps, elle anticipe parfois certaines d'entre elles.

La télévision: miroir des évolutions sociales et anticipatrice des tendances

Tout l'intérêt de disposer des archives télévisuelles tient dans la possibilité de revenir sur l'éphémère lié aux principes mêmes de leur diffusion. C'est pouvoir suivre les modes comme les modalités de représentation choisies par la télévision, l'évolution du traitement des mêmes sujets, l'emploi des mots ou des termes à la mode dont elle se fait le vecteur. Les grandes évolutions sociales, politiques et économiques peuvent se lire au travers des focus pointés sur tel ou tel aspect. Elles se lisent aussi au travers des procédés choisis pour les évoquer. Tous ces reportages décrivent apparemment de manière factuelle et informative les sujets présentés. Pourtant des orientations ressortent clairement des choix éditoriaux et des modalités de construction. L'emploi des termes n'est jamais neutre. Ils traduisent la conception des journalistes, leurs positionnements et leurs représentations, comme autant de reflets des générations qui se succèdent et des formations qu'ils ont reçues.

Pour la télévision, l'industrie est nécessairement urbaine, même s'il s'agit de petites cités ou de gros bourgs (Lancey, Saint Michel de Maurienne). De manière continue, c'est la ville qui incarne le dynamisme économique et social et insuffle les dynamiques territoriales. Les industries "au champ" n'existent pas ou de manière sporadique. La télévision associe l'artisanat à la campagne – dont par exemple, dans les années 1950-70, les jouets du Jura – autant de secteurs qui n'incarnent plus la modernité, autre marqueur de l'industrie. Rares sont les reportages qui abordent l'industrie dans une lecture sociale et

anthropologique, à l'exception de quelques reportages du magazine "Montagnes" et de l'émission *Chroniques d'en haut*. Mais ce phénomène récent correspond à l'insertion de l'industrie dans le champ du patrimoine. Liée à la nature de la télévision, l'ordinaire l'intéresse assez peu. Seuls les éléments remarquables et inhabituels sont abordés, d'où la focalisation sur les thèmes précédemment indiqués.

Dans cet accompagnement des évolutions sociales et sociétales, on retiendra quelques éléments parmi les plus prégnants. En premier lieu, le discours sur la modernité et la modernisation, devenant innovation, est synchrone avec celui sur l'industrie. Dans les années 1950 et au début des années 1960, filmer des destructions d'usine, comme ce reportage sur la cheminée d'une usine de Villeurbanne mis à terre en 1955, est vu comme un symbole de modernisation: l'ancienne cheminée devant laisser la place à une nouvelle installation moderne. On est dans la période de la planification nationale qui accompagne le développement industriel et la modernisation des territoires. Cette planification est portée par la DATAR dont on interroge régulièrement les responsables sans qu'ils endossent encore la figure de l'expert. Quelques années plus tard, alors que la crise est installée et qu'elle concerne des secteurs jusqu'alors considérés comme des fers de lance de la modernité, les abandons et destructions d'usine indiquent la fin de la modernisation des territoires, et une lente et longue désindustrialisation qui ne se dit pas encore. Elle est pourtant abordée régulièrement par les reportages sur les grèves, les conflits et les fermetures d'usine. Une partie du corpus se concentre sur le thème de la crise, particulièrement dans les années 1975-80, lorsque plus de la moitié des notices concernent ce sujet. Cette focalisation construit l'idée d'une crise omniprésente et durable.³⁴

Deux exemples illustrent, pour la période retenue, cette évolution de la place de l'industrie dans les territoires et les représentations qui l'accompagnent.

L'entreprise Berliet fait l'objet de reportages nombreux qui évoquent aussi son histoire. Elle symbolise l'évolution de l'industrie automobile et des productions mécaniques (camions et autocars) et plus globalement reflète celle de la société de cette période. Le fondateur Marius, issu d'une famille de tisserands lyonnais, innove en démarrant la production de voitures de luxe au tournant du XX^e siècle. Lors des deux conflits, il transforme son entreprise pour construire des camions et des autocars (les "gazocamions" durant la seconde guerre). Au sortir de la guerre, l'entreprise est nationalisée en raison

des liens de la famille Berliet avec l'occupant allemand. Rendue à ses propriétaires dès 1949, elle connaît jusqu'en 1974 une progression majeure. Les reportages la citent régulièrement en exemple, faisant de Berliet une entreprise modèle pour ses avancées techniques, visitée en 1967 par les Américains, les Japonais puis les Chinois, pour les innovations à l'origine des productions sans cesse renouvelées,³⁵ pour sa volonté de trouver de nouveaux marchés notamment en Algérie en 1973 ou en Pologne en 1972. L'année 1974 voit les difficultés s'accumuler avec la crise et les premiers grands conflits sociaux, dont les prémices datent des années 1960 mais qui s'amplifient à partir de la fin des années 1970, prélude au rachat de l'entreprise par le concurrent Renault Véhicule industriel (RVI) dans les années 1980. À partir de ce moment, Berliet ne subsiste que dans quelques reportages qui portent essentiellement sur les conflits et les grèves.

Le second exemple concerne l'entreprise Rossignol.³⁶ Présente à l'écran comme industrie à partir de 1971 avec un premier reportage sur l'industrie du ski, cette entreprise est à la fois conforme et spécifique puisqu'elle est qualifiée «d'usine à la campagne» (1978). Jusqu'au milieu des années 1980, l'entreprise connaît une progression, avec une expansion à l'étranger, signe de son dynamisme.³⁷ Les difficultés sont pointées à partir de 1988, et régulièrement rappelés (1990, 1992) jusqu'au premier plan social 1998 et aux premières grèves. Viennent ensuite le rachat de l'entreprise par Quicksilver (2006), la fermeture de l'usine de Voiron (2006) puis de celle de Sallanches (2009). Mais dès 2010, des reportages attestent d'une nouvelle politique industrielle, celle de la relocalisation efficace en France et dans les Alpes à Sallanches et à Voiron. Cette chronologie suit et anticipe des évolutions encore sporadiques, que la télévision met en exergue. Ainsi en va-t-il des délocalisations, d'abord présentées comme le reflet du dynamisme de l'entreprise gagnieuse de marchés à l'exportation avant d'en faire le motif des difficultés et de la destruction des emplois. Ajoutons une dernière spécificité: non seulement son PDG est particulièrement présent sur les écrans de la station régionale entre 1986 et 2010 mais comme industriel, il construit une politique patrimoniale qui accompagne la fin de son entreprise, en donnant en 1994 sa collection au Musée dauphinois, pour qu'elle soit présentée dans une salle permanente. La télévision en rend compte à plusieurs reprises comme elle le fait pour le musée sur l'entreprise Rossignol ouvert à Voiron en 2002.

En second lieu, la représentation des ouvriers et la place que la télévision

leur accorde figurent leur place dans la société. On pourrait parler de leur effacement progressif, qui va de pair avec les évolutions sociales. Jusqu'aux années 70, ils symbolisent les Trente Glorieuses et sont les acteurs reconnus de la reconstruction et du dynamisme économique, à la différence du monde rural déjà marginalisé. Bien que reconnus, rares cependant sont ceux à qui l'on tend le micro. En revanche, des plans appuyés cernent leurs gestes, leurs pratiques, leur métier, notamment les machines qu'ils manipulent, mais encore leurs visages. À partir de la fin des années 70, en même temps que leur présence reste essentiellement associée aux grèves, incarnées par les leaders syndicaux filmés, on l'a dit, le plus souvent de manière péjorative pour ne pas dire caricaturale, ils deviennent les figurants de la scène, arrière-plan d'un panoramique rapide sur les usines. Seuls les dirigeants sont interviewés et individualisés. Les ouvriers eux sont effacés à l'instar du travail lui-même qui n'est plus représenté que par les machines sans présence humaine pour les actionner. En véritable porte-parole conscient ou modelé, la télévision véhicule le discours dominant et normé. Cette dimension se mesure par l'emploi des termes et des expressions qui qualifient l'évolution de l'industrie et du monde ouvrier. Alors que les plans de mise au chômage se succèdent, leur présentation répétitive et de plus désincarnée les banalisent. On oppose la défense de l'emploi par les syndicats au discours économiste et patronal de la nécessaire réduction du personnel pour défendre l'activité. Depuis les années 2000 surtout, le message porte uniquement sur "le coût du travail", présenté comme le problème majeur et le fondement de la crise des entreprises, opposant dans des comparaisons non étayées la situation française à celle de l'Allemagne en particulier, ou plus encore à celles des pays à bas coûts salariaux. Les journalistes se contentent de reprendre le leitmotiv libéral sans aucune analyse réelle, ni aucune réflexion sur les autres coûts, celui du capital en particulier, jamais questionné lorsqu'ils interrogent les dirigeants ou des économistes experts. C'est comme si la télévision avait acté la désindustrialisation comme une réalité inexorable, et qu'elle devait contribuer à convaincre de sa nécessité. Comme quelques décennies auparavant pour le monde rural, sa patrimonialisation deviendrait alors la seule solution, l'insérant comme motif d'un tourisme industriel en plein développement. Il est significatif de voir se multiplier les reportages sur les musées industriels, les parcours pédagogiques des anciennes activités, et l'archéologie industrielle, réinsérée dans des parcs et des circuits touristiques qui feraient revivre ces activités et le

mode de vie qui l'accompagne. On est passé dans un autre registre du rapport au temps, au territoire et aux hommes. Celui-ci valorise la dimension culturelle d'une industrie désormais patrimonialisée puisque en voie d'effacement. Dans les années 1960-80, les reportages associant industrie et culture évoquaient les actions culturelles au sein de l'entreprise et à destination des employés: concerts, pièces de théâtre, formation, dans un prolongement des mouvements d'éducation populaire.

Une autre évolution significative de cette double position de miroir/prospective se lit dans la mutation des discours sur l'environnement. C'est d'abord en termes de «pollution» que la télévision évoque l'industrie avec une arrivée concomitante de la notion de «catastrophe industrielle» qui remplace, à la suite de quelques événements majeurs, celle «d'accident». Au début des années 70, une telle position atteste d'une prise de conscience médiatisée, alors que la thématique de la pollution par l'industrie est ancienne.³⁸ Alors que la conscience environnementale au sens moderne du terme devient visible dans le champ social, le lien avec l'industrie reste tenu, sauf pour le nucléaire traité de manière autonome, sans réel lien avec l'industrie, restée vecteur de modernité, acteur majeur de l'économie. Après deux décennies d'écho lent,³⁹ il faut attendre les années 90 pour voir le terme «environnement» s'immiscer de manière visible dans les reportages. La notion recouvre l'ensemble des sujets (pollution, accidents, dégradation) dont elle devient progressivement la grille de lecture télévisuelle. Si certains secteurs de l'industrie restent valorisés, caractérisés par «l'innovation» qu'ils génèrent, autre évolution langagière, l'industrie en général est associée à la dégradation de l'environnement. Plus récemment on ajoute le danger pour la santé des populations et depuis les années 2000, tel un leitmotiv, l'impact sur le changement climatique. L'environnement est devenu la préoccupation forte de la télévision, recouvrant celle sociale du chômage.

Au terme d'une première étude qui restera largement à approfondir, comment reconsidérer l'interrogation initiale. Celle-ci voulait aborder la fabrique d'un récit sur l'industrie alpine par la télévision régionale, en questionnant la nature du sujet et les thèmes traités. A-t-on pu voir la construction d'une mémoire, d'une histoire sur l'industrie, le travail industriel, le territoire industriel? Au long des soixante ans d'archives télévisuelles dont on ne redira jamais assez l'intérêt de pouvoir en disposer, on ne peut que remarquer une évolution du récit qui porte davantage sur la forme que sur le fond. Certes,

des termes et des notions apparaissent, repérables dans le discours général et conformes aux modes de pensée. Plus qu'une lumière anticipatrice des nouvelles évolutions, la télévision reste très largement un miroir des représentations sociales et culturelles. Sous couvert et avec sa légitimité d'informer, la télévision produit et transmet un récit collectif qui suit, sauf rares exceptions, avec des codes narratifs répétitifs, ce discours général et dominant. S'agissant de l'industrie et de la crise industrielle, le discours reste univoque. La télévision se fait le reflet et le chantre de la conception même de son devenir: celui d'une atténuation inexorable pour ne pas dire d'un effacement nécessaire du monde ouvrier traditionnel. La patrimonialisation à l'œuvre, certes récente et moins marquée que pour d'autres secteurs est également un signe qui interroge. Dans une région fortement et dynamiquement industrielle, il est intéressant de noter la relative modestie du nombre des reportages sur l'industrie, en comparaison d'autres thèmes. En interrogeant la manière dont la télévision peut contribuer à l'émergence d'une spécificité régionale et à celle de la mémoire d'un territoire industriel, on ne peut que remarquer la faiblesse d'une mémoire territorialisée. La télévision privilégie certains lieux: Lyon, Les Savoie, Saint Etienne, alors que Grenoble et le reste des Alpes restent relativement oubliés. De même la vallée du Rhône est discrètement présente et quelques territoires sont décrits comme des arrière-pays et vus comme des exceptions. Rien d'étonnant au final, quand on s'appuie sur les productions d'une télévision régionale, avec ses journalistes qui procèdent le plus souvent par proximité et interconnaissance. C'est déjà ce que Sophie Clairet évoquait pour les territoires de l'arc méditerranéen.⁴⁰

- _1. Lou, Le Jaby, Valisère.
- _2. Selon l'expression employée par M. de Cerseau (avec D. Julia et J. Revel) dans un article publié dans *La culture au pluriel*, Paris 1993.
- _3. Voir la thèse en cours de Cécile Combal, *Mobilités, reconversion, adaptation: trajectoires comparées de territoires alpins désindustrialisés. Bas Oisans, Maurienne, Haute Durance (XXe-XXIe siècles)*, Grenoble, Université Grenoble-Alpes (en cours).
- _4. *Les maîtres de l'acier* (1996-1998), *Papetiers des Alpes* (2005-2007), *Vaucanson et l'homme artificiel*, Aristide Bergès et au mythe de l'hydroélectricité à Lancey.
- _5. A.-M. Granet-Abisset, *Le témoin au Musée, acteur et écrivain de l'histoire*, in C. Heimberg, F. Rousseau, Y. Thanassekos (sous la dir. de), *Témoins et témoignages. Figures et objets dans l'histoire du XXIe siècle*, Paris (à paraître 2016); Ead., *Le musée façonneur de mémoire*, in J.-C. Duclos, I. Lazier, Ch. Mazard (sous la dir. de), *Le patrimoine, c'est d'abord les gens*, Grenoble 2003, p. 119-123.
- _6. *Fabriquer une histoire des sociétés alpines, Récit patrimoine territoire*, Publication de HDR, Université Panthéon Sorbonne, 2002, sous HAL-CNRS décembre 2015.
- _7. Notamment avec la mise en place d'un pôle *Images Sons Mémoire* qui aborde toutes ces questions, et qui a en charge un programme de recherche franco-brésilien PIMI (Patrimoine, Images, Médias, Identités), sous la direction d'Evelyne Cohen.
- _8. A.-M. Granet-Abisset, *Dire la catastrophe, c'est oublier le risque. La télévision et les inondations méditerranéennes*, in B. Cousin (sous la dir. de), *Les sociétés méditerranéennes face au risque - Représentations*, Le Caire 2010, p. 89-104.
- _9. À partir d'Hyperbase, pour les archives de la télévision avant 1995 et avec celles du dépôt légal depuis 1995, et avec la base de données Mediacorpus. Cf. www.inatèque.fr/consultation/outils-analyse.html
- _10. Comme les bases réalisées pour les programmes de recherche, Avalalpe, sur les inondations (Méditerranée et Bretagne)
- _11. M. Joly, *L'image et son interprétation*, Paris, 2002; F. Jost, *Introduction à l'analyse de la télévision*, Paris 1999; E. Cohen Evelyne, M. Tsikounas (sous la dir. de), *1967 au petit écran. Une semaine ordinaire*, Rennes 2014; L. Gervereau, *Voir, comprendre, analyser les images*, Paris 2004; Id., *Télévision et espace régional: politiques, productions, représentations (1949-1997)*, Paris 1999.
- _12. <http://fresques.ina.fr/rhone-alpes/> et <http://fresques.ina.fr/montagnes/>
- _13. France Régions 3, issue de l'éclatement de l'ORTF en 1972, est lancée le 31 décembre 1972 comme 3^{ème} chaîne couleur de l'ORTF, elle devient officiellement France 3 le 6 janvier 1975, avant sa transformation en FR3 en 1992 dans le cadre de la création de France Télévision. France 3 Alpes est d'abord une antenne de l'ORTF inaugurée le 6 février 1968 pour les Jeux Olympiques de Grenoble, rattachée à ORTF de Lyon (Rhône-Alpes Actualités). A partir du 1^{er} juin 1982, un *journal des Alpes* autonome de celui de Lyon est diffusé qui couvre l'Isère et les Savoie, dans le cadre de Rhône-Alpes-Auvergne. Hebdo puis FR3 alpes) et la fin de l'ORTF en 1973 avec le lancement de la chaîne FR3 le 31 décembre 1972 puis sa transformation en France 3 en 1992.
- _14. *L'industrie dans les Alpes. Entre mémoire et phénomènes de patrimonialisation XIX^e-XX^e siècles*, Université de Lausanne 2011-2013.
- _15. * signifie dans les bases de données de l'INA troncature. Associer au mot ce signe, permet de prendre en compte la présence de ce terme dans le titre, le descriptif, les notices, les résumés, etc... que ce mot soit employé au singulier ou au pluriel. Une manière d'embrasser de manière très large le champ considéré.
- _16. Cette recherche a été faite avant que des postes de l'INA n'aient été installés à la Bibliothèque municipale de Grenoble. *Inamediapro* est un des sites de l'INA dédié aux professionnels dont l'accès momentané est lié à un programme de réalisation avec l'INAdé pouvoir accéder aux vidéos à partir de son domicile: un gain de temps précieux au moment de la visualisation des documents.
- _17. Notamment les notices dans les magazines dédiés de programmation conservés à l'Inatèque, Paris.
- _18. En réalité les secteurs d'activité sont souvent traités via les autres sujets et plus rarement pour eux-même.
- _19. Les JT bien sûr mais également les émissions documentaires, par le côté éphémère de leur visualisation.
- _20. Pour des exemples concrets accessibles, voir les séquences au sein de la fresque interactive INA, Lumières sur Rhône-Alpes.
- _21. Partie française d'une usine américaine de fabrication d'engins de chantiers.
- _22. Ugitech, fondée en 1908 mais qui a refondé sa place autour d'aciers inoxydables et d'aciers très spéciaux et l'accent mis sur l'innovation, avec un renouvellement de 20 per cent des produits par an.
- _23. Antérieurement, d'autres inaugurations d'usine sont régulièrement montrées comme la société d'application thermique à Aix les Bains en 1971 ou la société de roulements à bille SNR à Annecy en 1973.
- _24. Ce qui marque aussi les limites et la prudence avec laquelle ces lignes ont dû être écrites.
- _25. Voir la thèse en cours de Josselin Sibille, *Du mouvement écologiste à la technocratie verte? L'exemple de Grenoble, de la fin des années 1960 à nos jours*, Université de Grenoble-Alpes, UMR LARHRA.
- _26. Avec les marques emblématiques Jourdan-Séducta, René Caty ou Fesnestrier-Clergerie.
- _27. de Bourgoïn-Jallieu, sauf les difficultés d'une des grandes industries de soie, la firme Bianchini-Ferrier en 1981, voir P. Vernus, *Art, Luxe et Industrie. Bianchini-Ferrier, Un siècle de soieries lyonnaises*, Grenoble 2007.
- _28. Entreprises Lou, Le Jaby, Valisère ou Karting.
- _29. Fabrique de matériel (cordes, notamment, lampes) pour la montagne, l'escalade, la spéléo, et plus récemment le canyoning et les grands travaux-cordistes. 44 notices, dont seulement moins de 10 ont une orientation industrielle. Références ouvrages en cours.
- _30. Voir le rapport de l'ANR TIMSA Anne Dalmasso (sous la dir. de) *Territoires, Innovations, Marchés et Sports dans les Alpes (2010-2014)*, à paraître.
- _31. L. Tissot, *Naissance d'une industrie touristique, Les Anglais et la Suisse au 19^e siècle*, Lausanne 2000; L. Tissot (sous la dir. de) *Construction d'une industrie touristique aux 19^e et 20^e siècles, perspectives internationales*, Neuchâtel 2003.
- _32. Au moins une dizaine d'interviews longues sans parler de brèves ou des portraits indirects qui l'évoquent tout aussi régulièrement.
- _33. M. Zancarini-Fournel, C. Delacroix, *La France du temps présent, 1945-2005*, Paris 2010.
- _34. La crise rassemblée sous ce thème générique, devient d'ailleurs omniprésente dans l'ensemble du corpus à partir de cette date.
- _35. Comme ce reportage du 26 février 1968 parmi tant d'autres, d'un camion emblématique, le Dumpster, livré en Russie.
- _36. 300 notices repérées mais sous la seule interrogation skis Rossignol, environ 60 avec les critères retenus pour l'étude. Elle est localisée à Voiron et même à Saint Etienne de Crossey.
- _37. Avec le rachat d'autres entreprises du secteur, Salomon et Dynastar.
- _38. G. Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris 2010.
- _39. Par analogie avec ce qui se passe dans les tréfonds de la terre étudiés par les sismologues dont Michel Campillo.
- _40. S. Clairot, *Paysages, identité régionale: les représentations télévisuelles des territoires dans l'arc méditerranéen*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Provence, Aix 2000.

“Paysage industriel”. Retour sur une expérience de coopération artistique et scientifique dans les Parcs naturels régionaux de la Lorraine, des Monts d’Ardèche, du Pilat et du Vercors (2010-2014)

Philippe Hanus

Entre 2010 et 2014, les Parcs naturels régionaux de Lorraine, des Monts d’Ardèche, du Pilat et du Vercors ont mené une réflexion collective sur l’histoire industrielle de leurs territoires, ses mutations et ses ruptures, son impact sur les paysages et la vie quotidienne des populations d’aujourd’hui. Cette démarche a pris la forme d’un programme de coopération artistique baptisé “Paysage industriel”, co-construit avec la Fondation de France et les acteurs locaux (élus, artisans, ouvriers, entrepreneurs, associations du patrimoine ou d’éducation populaire) auquel on a adjoind une recherche-action en sciences sociales sur les territoires concernés. Cette contribution évoque la genèse de ce dispositif, mais aussi le contexte de la conception, de la réalisation et de la réception des œuvres. Il s’agira également de montrer en quoi cette intervention artistique “à plusieurs voix” autour de sites industriels a offert un périmètre de reconnaissance plus large et plus politique que celui du simple ravissement visuel. Plusieurs années de travail coopératif ont été nécessaires pour que cette initiative puisse contribuer à agréger au récit des Parcs les mémoires du monde ouvrier et plus largement leur héritage industriel.

Non loin de Pont-en-Royans, bourg industriel des contreforts occidentaux du massif du Vercors, se devine un groupe de bâtiments à l’abandon au bord de la rivière Vernaison. Sur une façade de cet ensemble architectural, bien visible depuis la route, il est écrit à la peinture rouge défraîchie: «Tournerie Mayet frères articles à la mode de Saint Claude».¹ Les vestiges de cette usine, implantée en ce lieu en 1898, témoignent d’une activité importante dans la région aujourd’hui menacée de disparition : l’industrie de transformation du bois, en particulier la tournerie-tabletterie. Le nom du hameau où fut installé cet établissement, les Foulons,² renvoie cependant à une réalité beaucoup plus ancienne, celle de l’industrie de la laine, florissante dans ce secteur au

XVII^e siècle. Gilles Méus, président de l'association Si Pont m'était conté, qui œuvre activement pour la prise en considération de ce lieu, en résume l'histoire:

En 1505, le seigneur de Pont-en-Royans possédait des martinets sur la Vernaison, sur le site occupé par l'actuelle usine. Un siècle plus tard, en 1616, nous savons qu'il existait des foulons sur ce même site. Mary Mayet quitte le Jura et installe en 1858 une usine de tournerie sur bois à Pont. Ses fils Pierre et Auguste qui lui succèdent, achètent le site des Foulons et le transforment profondément entre 1898 et 1902. L'activité de tournerie commence ici à partir de 1900. L'usine comptera jusqu'à cent-vingt ouvriers. Cette activité est aussi celle de toute une région, puisqu'il y avait jusqu'à quarante usines dans le Royans.³

Vous avez dit "paysage industriel"?

Les traces dans le paysage rural de cette industrialisation, qualifiée de "douce" par certains auteurs, donnent à lire l'histoire d'une économie mixte basée sur l'agriculture et l'artisanat, l'urbanisation des bourgs et des vallées liée à un mouvement de spécialisation des activités industrielles.⁴ La formule "paysage industriel" désigne un type de paysage au sein duquel les activités industrielles, passés et présentes, se laissent deviner, révélées par des aménagements de cours d'eau, des forêts, des voies de communication, des bâtiments et autres infrastructures, qui marquent le paysage et sont en quelque sorte sa signature. La profondeur chronologique et l'ampleur de la marque de l'industrie sur le territoire sont telles que le paysage entier, plus que l'usine seule, semble aujourd'hui constituer un témoignage de l'histoire de ces régions.⁵

Ces paysages sont évocateurs d'une culture technique spécifique, d'un rapport particulier aux ressources de la montagne (pierre, bois, élevage), au travail, d'un ancrage de l'industrie dans la société locale,⁶ d'une frontière ténue entre artisanat et industrie, entre histoire familiale et entrepreneuriat. Leur histoire est ainsi celle des matières travaillées, des objets fabriqués, mais c'est aussi celle des pratiques sociales qui lui sont attachées. En Dauphiné, les activités agricoles et artisanales se conjugaient traditionnellement – dans le cadre de la pluriactivité rurale –⁷ avec ces industries au fil de l'eau, dont il ne demeure aujourd'hui que de rares ateliers encore actifs. Dès le XVI^e siècle, des marchands de bois de la baronnie de Sassenage organisent un trafic important de bois flottés sur la Bourne et l'Isère, sous la forme de planches ou de mats à destination des arsenaux de la Méditerranée.⁸ Cette mise en circuit

précoce de l'"or vert" sur de vastes échelles accompagne le développement d'une industrie du sciage et de la métallurgie qui, bien que fort ancienne, prend véritablement son essor au XVII^e siècle. Ces usines, comme le martinet de Tourtre (Saint-Martin en Vercors), la fonderie royale de Saint-Gervais, les forges du Royans ou du Trièves, consomment des quantités considérables de charbon de bois. Conséquence de cette intense activité, la majorité des bois du Vercors sont épuisés dès le début du XVIII^e siècle et ponctionnés au-delà des possibilités de régénération. Au-delà de la métallurgie, les industries du Vercors se caractérisaient par la prépondérance de la filature et du tissage du drap, puis à partir du XVIII^e siècle de la transformation du bois et du moulinage de la soie, et enfin par le développement de la soierie artificielle (la rayonne) au XX^e siècle, distribuées entre de nombreuses petites et moyennes entreprises.⁹ A partir de 1900, le secteur de la papeterie, en plein essor dans la région de Grenoble, a recours à la cellulose des conifères et met en coupe réglée des milliers d'hectares de forêts du Jura et des Alpes, en particulier celles du Vercors.¹⁰ De nos jours, le relais a été pris par des entreprises à haute valeur ajoutée technologique, telles que des sociétés de composants électroniques, installées, non plus dans les chefs-lieux du Royans, mais dans de nouvelles zones d'activité économique, à proximité des voies d'accès à l'autoroute Grenoble-Valence, qui génèrent de nouveaux paysages.

Ce qu'il est convenu d'appeler la friche industrielle¹¹ Mayet a ceci de particulier qu'elle a conservé une partie de son installation d'origine entraînée par l'hydro-électricité. En la visitant, on a l'impression qu'on y travaillait hier encore. A l'intérieur de l'atelier principal un bric-à-brac de machines, d'outils, de pièces de bois de hêtre ou de buis mal dégrossies et autres ustensiles de table (bols, fourchettes, cuillères) partiellement façonnés, rappellent que le "temps s'est arrêté" ce jour de juillet 1986, au cours duquel les tours cessèrent de tourner, les copeaux de voler et l'atelier fut peu à peu recouvert de la sciure qui jadis flottait dans l'air. Cette tournerie a depuis sombré dans un long sommeil.

Le silence qui règne dans l'atelier et l'effet d'accumulation de ces objets témoins¹² – non classés et répertoriés comme dans un musée – donne un accès de mélancolie au visiteur ... Sans doute parce que cette présence d'une ancienne industrie dans le paysage bucolique des Préalpes dauphinoises est aussi une absence: celle du monde ouvrier des campagnes. Les lieux à l'abandon sont légions qui exercent un pouvoir de fascination sur le public. Ainsi

que le remarque l'écrivain François Bon, à propos des sites en déshérence de la Lorraine, il y a «comme une ivresse qui vous prend à parcourir ces mondes vides, où chaque paroi des murs, chaque détail du sol témoigne pourtant qu'on l'a habité, qu'il s'y est déposé du temps». ¹³ Que s'est-il passé ici que nous ne pouvons plus comprendre immédiatement?

Un inventaire du patrimoine industriel du Royans-Vercors

À l'occasion d'une mission d'inventaire du "patrimoine industriel" du Royans initiée par la Conservation du patrimoine de la Drôme, nous avons arpenté au côté de l'ethnologue Elodie Veyrier, les cours d'eau aménagés et les anciens ateliers du Royans. Ce premier état des lieux s'est poursuivi par la recherche d'interlocuteurs susceptibles de nous éclairer sur l'histoire de ces édifices. ¹⁴ Il nous a d'abord fallu constater que sur ce sujet délicat les langues des témoins oculaires avaient du mal à se délier: «J'ai rien à vous raconter! Ici c'est pas Versailles!». Ce malentendu n'est-il pas révélateur du fossé qui sépare les démarches de patrimonialisation de certains groupes sociaux, pour qui cette mémoire est particulièrement douloureuse? S'il y a en effet du rejet et de l'amertume au sein de certaines couches de la population pour cet encombrant "passé industriel", en revanche, d'autres acteurs de la société locale – rassemblés dans les groupes du patrimoine et sociétés d'histoire, nombreuses dans cette région à forte tradition associative – éprouvent une nécessité de faire mémoire de cette aventure industrielle, de retrouver dans le paysage et dans l'habitat les traces – et parfois les cicatrices – du destin d'une région et de ses habitants. ¹⁵ L'accueil de l'"écrivain-ouvrier" Robert Piccamiglio (2005), puis de l'"enquêteur littéraire" Jean Yves Loude (2006), pour une résidence d'écriture, accompagné du photographe Charles Fréger, lui-même auteur de portraits d'ouvriers, à la médiathèque La Halle de Pont-en-Royans, a permis de poser les premiers jalons d'une réflexion sur ce sujet difficile. ¹⁶ Mais c'est en 2009, pour les Journées du patrimoine, qu'a été organisé le premier rendez-vous sur site, consacré au patrimoine industriel du Royans, impliquant la population dans sa diversité sociale et générationnelle. À cette occasion, la parole a pu circuler spontanément entre les animateurs et le public. Les témoins mobilisés pour la circonstance, n'hésitant pas à compléter l'exposé didactique des guides, en s'appuyant sur leur propre expérience ou

sur celle de leurs aînés: «c'est dans ce bar que se réunissait mon père avec les syndicalistes». Lors de cette manifestation ont pu être exprimées de nouvelles formes d'interrogations sur le passé, impliquant communément porteurs de mémoire, scientifiques, professionnels de la médiation et visiteurs: «La parole est ce qui permet d'entrer dans le concert de voix où se confrontent, contredisent et complètent des vérités partielles, contradictoires [...] médium d'élaboration, puis de déploiement de la vérité, elle est ce dont chacun nourrit le corps social». ¹⁷ C'est à partir des débats que ce travail d'inventaire et de création littéraire autour de l'industrialisation des campagnes a soulevé au sein de la population et des élus du Parc, qu'est née l'idée d'une recherche autour de la notion de "paysage industriel".

Des usines dans un Parc naturel?

Ce programme de recherche tel qu'il commençait à s'élaborer en Vercors, rejoignait les préoccupations d'autres Parcs en région Rhône-Alpes (les Monts d'Ardèche et le Pilat) mais aussi celles de la Lorraine, région empreinte d'un lourd passé industriel. De manière concomitante, ces territoires doivent en effet faire face à la disparition ou à la mutation de certaines filières industrielles. À partir de ce constat les Parcs naturels régionaux ont engagé une réflexion commune quant à leur histoire industrielle, son impact sur les paysages et sur la vie actuelle des populations. Il s'agissait notamment de mieux cerner la place de ces évolutions dans les perceptions individuelles et dans les représentations collectives des territoires. Si l'industrie a façonné certains aspects du paysage rural, elle a aussi imprégné les consciences. Quelle présence de ce récit dans l'imaginaire social?

Le géographe Guy Di Méo a bien montré que le territoire – au sens d'espace approprié socialement – présente une remarquable parenté conceptuelle avec le patrimoine, ¹⁸ a fortiori lorsqu'il s'agit d'un territoire labellisé comme celui d'un Parc, dont la territorialité repose sur une valeur symbolique. Dans la mesure où il est dans les missions premières des Parcs de protéger et valoriser un "paysage remarquable", s'est posée la question de l'absence d'un élément essentiel de ce paysage rural dans les représentations imagées du territoire: celui de l'industrie. L'identité proprement industrielle de jadis, longtemps mise en avant de façon très positive, appartient désormais au passé, mais la

transition vers une identité post-industrielle intégrant les sites réhabilités et la mémoire technique et sociale comme une valeur ajoutée spécifique semble laborieuse.¹⁹ En outre, les vestiges des usines – qu'on ne veut surtout pas voir – perturbent l'ordre du discours sur le “monde rural”, associé dans les outils de marketing territorial, au seul domaine agricole, et donc à ce que l'historien Gérard Noiriel appelle la «mythologie du terroir».²⁰ Les protagonistes de cette opération ont donc rencontré bien des difficultés pour faire prendre en considération par leurs interlocuteurs – dans un contexte de crise environnementale et socio-économique – une thématique qui est associée, dans bien des esprits, à une idée de pollution, d'aliénation des salariés ou encore à l'immigration.

Vers un programme de coopération interparc

Partant du constat de la difficulté pour cette industrie à «faire patrimoine»,²¹ les chargés de mission culture et développement économique des Parcs²² ont affiné leur problématique en changeant quelque peu d'optique. Ils ont notamment mis l'accent sur les enjeux de reconnaissance des mémoires et de l'intelligence technique des ouvriers, en décidant d'inscrire les traces de ces “sans voix” dans un récit singulier, signifiant leur passage dans la vie du territoire. Les ouvriers – a fortiori lorsqu'ils sont immigrés – ne laissent en effet que peu de traces de leur existence et n'accèdent pas à ce “conservatoire de l'espace”, à cette matérialisation de la mémoire constituée de monuments et autres édifices majeurs qui sont l'apanage des dominants.²³

À travers cette démarche de coopération entre les Parcs, la dimension spatiale demeure toutefois centrale. Quand on regarde le paysage, les témoins du passé industriel ne sont en effet jamais très loin. L'architecture, même la plus banale est l'expression de relations sociales en rapport avec cette activité. Puisque le constat de départ de ce programme, c'est que l'espace garde trace et mémoire de tous gestes et toutes voix, il s'agissait de le donner à comprendre au plus grand nombre, de refuser la fatalité et ainsi de «faire face à l'effacement même».²⁴ Ce faisant, il s'agissait d'éviter une énième vitrification du territoire parc, à travers l'esthétisation de son patrimoine industriel, pour s'assurer l'accès à un passé problématique, et ainsi composer une fresque où la dimension de la durée (les évolutions passées et donc le devenir) viendrait

donner à l’“image sépia” – celle du début du XX^e siècle où cartes postales et en-têtes illustrés du courrier célébraient l'usine comme le phare d'un monde nouveau²⁵ – nostalgique et mélancolique, la profondeur du travail dans ses dimensions sociales et économiques.

Dans une première étape, les protagonistes ont dû convenir d'un langage commun, pour définir les termes du contexte exploré. Le terme de “patrimoine” est-il adéquat pour rendre compte de la valeur sociale d'un site industriel désaffecté? Quelle place est accordée à la mémoire populaire des lieux alors que travailleurs et usagers d'antan les ont désertés? Que reste-t-il de vivant, y compris dans les mémoires, d'une technique de production, et de ceux qui lui ont donné vie, alors que les procédés, obsolètes d'un point de vue économique, ne sont plus reliés à aucune pratique? Quel travail de “requalification” de sites industriels peut-on et veut-on mener? Quel rôle un Parc peut-il prétendre jouer autour de ces questions, sachant qu'il dispose, entre autre, d'une mission de développement économique, d'urbanisation et de valorisation du patrimoine? Comment agir, et à quel niveau, pour perpétuer et dynamiser les savoir-faire?

Ce questionnement foisonnant s'est finalement cristallisé dans un dispositif d'art contemporain. Le choix de faire appel à la création artistique pour aborder cette thématique s'inscrit dans le rôle de “laboratoire de territoire” des Parcs naturels régionaux français et dans leur mission «d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux» définie par le Législateur. Au-delà des seules contraintes administratives liées à la protection de l'environnement, les Parcs ont en effet vocation à soutenir des projets innovants et parfois dérangeants et doivent affirmer leur rôle de valorisation des patrimoines et de soutien à la création culturelle.

La commande: une rencontre entre l'artiste et les acteurs du territoire

La coordination artistique du programme et le choix des plasticiens – Michel Aubry, Elisabeth Ballet, Susanne Bürner et Lani Maestro – ont été confiés à Valérie Cudel, de l'association “A demeure”, qui est également médiatrice pour la Fondation de France en Rhône-Alpes. Afin de rendre la coopération effective, il a été décidé l'intervention d'un même artiste sur deux com-

mandes différentes: par exemple Susanne Bürner est intervenue successivement en Lorraine (carrières d’Euville) et en Vercors (carrières de l’Echaillon à Saint-Quentin/Isère et ancienne manufacture royale de canons de Saint-Gervais). Cette démarche avait pour ambition de favoriser de réels échanges entre des territoires partageant une même préoccupation.

Les structures Parcs accordant de l’importance à ce qu’on appelle de nos jours, les “démarches participatives”, il s’agissait de constituer un comité de pilotage représentatif des “forces vives du territoire”.²⁶ Ce programme de coopération a donc reposé sur l’implication concrète d’un certain nombre de bénévoles d’associations du patrimoine, d’ouvriers et artisans, de militants syndicalistes, d’élus municipaux ou de dirigeants d’entreprises. La réussite de l’entreprise dépendait évidemment de la réceptivité de ces acteurs locaux, susceptibles de prendre de la distance avec une histoire récente plus ou moins heurtée. En novembre 2011, la projection en avant-première du film documentaire de Gilles Perret, *De mémoire d’ouvriers*,²⁷ à La Halle de Pont-en-Royans – devant un public nombreux et socialement hétérogène – suivie d’un débat en présence du réalisateur, de Valérie Cudél, de Pauline Corbineau, chargée de cartographier les sites industriels du Vercors, et de Guillaume Chauvel, auteur d’une enquête sur les métiers de transformation du bois, a suscité une véritable “passion collective”. Même si, sont apparus lors des échanges quelques points de friction – notamment autour de la légitimité à parler “au nom des ouvriers” – ce temps fort a contribué à développer une appropriation cognitive du programme Paysage industriel, indispensable à l’émergence d’un “Nous”.

Pour chacun des Parcs, et à l’échelle de chacun des lieux, l’invitation faite aux artistes s’est inscrite dans le processus de la commande. Celle-ci a pris la forme de l’action “nouveaux commanditaires” de la Fondation de France, qui permet à des citoyens, confrontés à des enjeux de société ou de développement d’un territoire, d’associer des artistes contemporains à leurs préoccupations, en passant commande d’une œuvre. Son originalité repose sur une conjonction entre l’artiste, le commanditaire et le médiateur culturel agréé par la Fondation. Elle implique un engagement, c’est-à-dire un dialogue constant avec ses allers et retours, ses temps de réflexion personnelle et collective, d’accélération et de ralentissement. Les commanditaires des œuvres ont été des représentants du monde économique, des élus des communes du Parc et des associations. Dans certaines situations, des structures-relais (asso-

ciation de sauvegarde du patrimoine, amicale d’anciens ouvriers, organisme d’éducation populaire ou centre de diffusion culturelle) ont assisté les artistes dans les différentes étapes de production des œuvres. La négociation entre les Parcs, la coordinatrice artistique et les commanditaires de l’œuvre a revêtu une importance majeure dans le processus de création.

Comme l’a bien montré le sociologue Howard Becker, les formes de coopération dans la réflexion préalable, puis dans la réalisation de l’œuvre sont aussi intéressantes que l’œuvre elle-même ou “le génie” de leur créateur.²⁸ C’est pourquoi des chercheurs en sciences sociales ont également été conviés, au titre de l’accompagnement scientifique de ce programme ; leur expertise étant susceptible d’éclairer les façons de coopérer des nombreux acteurs aux différents moments de la production artistique. Une enquête ethnographique, confiée à Mickaël Théodore, visait notamment à interroger les différentes dynamiques engagées depuis l’amorce du programme jusqu’à son achèvement, et mesurer les possibles effets induits. Le chercheur, ayant adopté la méthode de l’observation participante, a suivi discrètement les premières réunions de travail dans les communes concernées, au cours desquels se sont rencontrés et parfois même affrontés: industriels, techniciens, élus et associations culturelles. Cette initiative a en effet suscité, de prime abord, de la méfiance et un certain scepticisme, notamment chez les acteurs économiques : se limiterait-elle à l’agitation d’“artistes alibi” et d’“intellectuels esthètes” qui chercheraient prioritairement à se faire plaisir?

Une fois les artistes sélectionnés et la commande affinée, l’ethnologue a procédé à une série d’entretiens individuels filmés avec les différents protagonistes. Par l’usage de la méthode ethnographique, il a pu saisir de façon compréhensive ces moments a priori invisibles, intimes et sociaux à la fois, qui sous-tendent l’acte artistique, à travers la rencontre entre les “élus ruraux”, le “monde ouvrier”, le “patronat” et le “champ artistique”. Cette approche s’est révélée un outil intéressant pour identifier les mouvements de production, de reproduction et éventuellement de transformation des rapports sociaux qu’a pu induire une telle entreprise et les décrire dans leurs réalités les plus fines. Son enquête a également révélé les sentiments et les émotions qui accompagnent le travail artistique, ainsi que les dimensions plus sociales qui les organisent – principes de justification, critères de jugement, modes de transmission notamment.

Une rencontre entre idéal artistique et travail “ordinaire”

Les premiers séjours dans les Parcs ont permis aux artistes de découvrir les paysages et le tissu socio-économique de leur lieu de résidence, de visiter des sites industriels en activité ou en friche et surtout de rencontrer entrepreneurs et ouvriers à la retraite ou en activité. Dès les premiers échanges, la capacité d'écoute et d'intégration de l'artiste a été mise à rude épreuve: «Je parle, mais on ne m'écoute pas... Je préfère être à la retraite quand ils vont faire un musée, si jamais ils en font un [...] Muséographier alors que je suis encore en train de travailler [...] ce n'est pas de la mémoire ça. C'est ma vie!»²⁹ Ce temps d'immersion, puis d'élaboration à plusieurs voix du projet de création a permis dans certains cas le passage d'une filiation personnelle – «mon père était tourneur» – à la possible émergence d'une mémoire collective, susceptible, à travers les différents cadres sociaux au sein desquels elle est mobilisée, de modifier les représentations historiques du territoire concerné.

En Vercors, c'est l'Association régionale des métiers du bois en Royans (ARBRE), qui a été commanditaire de l'œuvre de Michel Aubry. Celle-ci avait au préalable confié au sociologue Guillaume Chauvel une enquête sur la mémoire technique des métiers du bois (témoignages oraux, gestes filmés) mais aussi recueil de documents et inventaires de machines, d'outils et autres objets confectionnés, qui ont été rassemblés dans un webdocumentaire au titre énigmatique: *Les engivaneurs*;³⁰ vocable pouvant se traduire par bricoleur de génie. C'est donc avec enthousiasme que cette association de professionnels s'est engagée dans le programme de coopération, en mettant en avant la nécessité de transmettre les savoir techniques des ouvriers du bois.

Un point essentiel mérite d'être souligné dans la mise en œuvre de la commande, c'est la rencontre qu'elle a effectivement provoqué entre artisans, ouvriers et artiste. De celle-ci a pu jaillir une complicité dans l'élaboration de l'œuvre, permettant d'échanger des “petits trucs”, autrement dit des “combines” relatives à l'usinage de telle ou telle pièce de menuiserie ou à l'assemblage des tissus. L'art de la combine, cette capacité à “penser dans le faire” a été finement étudiée par l'ethnologue Didier Schwint³¹ à partir du travail des tourneurs et tabletiers jurassiens, qui mettent en œuvre une intelligence pratique et créative, qualifiée de mêtis.³² Ce chercheur a mis en évidence des combines d'outillage (conception ou adaptation d'un outil, d'une machine); des combines corporelles (élaboration d'un geste, d'une posture);

des combines liées aux matières (sélection du bon bois de buis ou de hêtre, affûtage des outils); ou des combines procédurales. Les réponses disponibles demandent, elles, à être assemblées les unes aux autres, pour constituer le procès de fabrication.

Au cours de l'acte de création, offert en partage aux ouvriers du Royans par l'artiste Michel Aubry, la rencontre est ainsi rendue possible entre deux cultures de métier que l'organisation des champs – en particulier celui de la culture, érigé en modèle surplombant les agents sociaux –³³ sépare de nos jours. Le lent et patient travail de création de Michel Aubry, effectué dans l'atelier du luthier Patrick Belle, a pu aboutir grâce conseils éclairés d'un ancien entrepreneur en tournerie, Edmé Borel. Il a permis aux différents protagonistes de cette opération de faire reconnaître les “exigences cognitives” du travail manuel – celui de l'artisan du bois ou de l'ouvrier “engivaneur” – mais aussi de comprendre que le “génie artistique” s'inscrit lui aussi dans la routine. Cette rencontre entre innovation technique et innovation esthétique, ce “faire ensemble”, a ainsi pu démystifier la pratique artistique, en dépassant le clivage historiquement construit entre la théorie et la pratique. Cette réalisation contribuant à la valorisation des tâches manuelles sur le même plan que les labours de l'esprit est d'autant plus importante que, dans une “société de la compétence” – préférant le déploiement d'un portefeuille de dispositions à travers un enchaînement de projets – au mûrissement d'une seule aptitude au cours de la vie professionnelle, l'artisanat est particulièrement mis à mal.³⁴ Or, comme l'a bien montré le sociologue Richard Sennett, «Le métier désigne un élan humain élémentaire et durable, le désir de bien faire son travail en soi. Il va bien plus loin que le travail manuel qualifié».³⁵

La création artistique de Michel Aubry: «La 54169^e partie du monde»

Dans sa création, Michel Aubry a choisi de lier les commandes pour les Parcs naturels régionaux du Pilat et du Vercors en un triptyque décliné en deux propositions localisées dans chacun des Parcs et un film d'accompagnement. En Vercors, il n'a pas souhaité limiter son approche à la seule tournerie-tabletterie. L'œuvre esquisse en effet un tableau des potentialités du territoire et de ses réalités plurielles (forêt, eau vive, métiers du bois, du fer et du tex-

tile). Le nom de l'œuvre réalisée sur place: *La 54169^e partie du monde* renvoie explicitement au titre d'un film muet de Dziga Vertov, *La Sixième Partie du monde* (1926) qui relate la manière dont l'URSS entendait organiser la société future autour de l'effort de production industrielle et agricole. Les différents savoir-faire de ce pays gigantesque sont abordés en réseau avec d'autres types de production, en vue de l'exportation vers le monde occidental. La présentation publique de cette œuvre a pris la forme d'une performance dansée par une évocation de «chaman» (qui dans le film de Vertov, renvoie au supposé archaïsme des contrées du nord de la Russie avant la Révolution de 1917) revêtue d'un costume similaire à ceux réalisés en Sibérie, mais pour la circonstance confectionné dans le Royans:

J'ai décidé de me concentrer sur ce personnage, de repenser son costume et surtout de lui proposer comme instrument musical, non pas le traditionnel tambour sibérien, mais une gamme complète de tubes sonores conçus dans la tradition de la tournerie. Le son relie, comme la danseuse, les éléments provenant de la forêt aux objets matériels.³⁶

S'agit-il là d'un clin d'œil ironique de l'artiste aux formes contemporaines de «néochamanisme», participant d'une tentative de réconciliation spirituelle entre les sociétés occidentales et les «forces vives de la nature» dégradées par les aménagements techno-industriels? Doit-on y voir également une métaphore de l'idée de Parc naturel?

Lors de la présentation de l'œuvre, la performance chorégraphique de Marianne Baillot, sur une création sonore de Matthieu Crimmersmois, scratcheur hip-hop et artiste platiniste (réalisée à partir d'enregistrements effectués dans les usines du Pilat et du Royans par Patrice Gilman) a donné vie à ce costume de chaman dans l'ancienne usine de textile Chollat-Namy à Saint-Jean-en-Royans,³⁷ devant une assemblée de quelque deux cent personnes.

L'ethnologue Mickaël Théodore a bien montré que le réel défi du programme Paysage industriel a commencé à partir du moment où l'œuvre fut livrée, inaugurée et présentée au public. En effet, lors de la première partie du projet, la confiance a été donnée par des détenteurs de la mémoire, des savoirs et des savoir-faire aux artistes. Mais lorsque l'œuvre a été mise en lumière, en site, devant la population rassemblée au cours de cet étrange cérémonial, nous pouvons considérer que le contre-don de la confiance a opéré. Une confiance qui, après avoir été condition de sa production, va devoir habiter l'œuvre réalisée, quant à sa capacité d'être reçue par ceux qui en feront l'ex-

périence. C'est la condition essentielle pour que ces œuvres uniques existent, habitent, fassent partie du territoire local.³⁸

Un programme de coopération artistique révélateur, consolateur ou libérateur?

La restructuration des bassins d'emploi et leur recomposition socio-démographique sont des sujets majeurs qui préoccupent les responsables de collectivités territoriales. Certains acteurs culturels, interpellés par la rapidité des mutations en cours et, dans certains secteurs, par la violence de la destruction du tissu industriel, ont souhaité engager une réflexion, susceptible d'éclairer l'histoire mais aussi de penser le devenir socio-économique de leurs régions en prenant en considération des sites et des activités menacés de disparition ou en évolution.

Afin toutefois que les signifiants du paysage industriel puissent être donnés en partage à la population, il fallait au préalable qu'ils impressionnent un regard ouvert et disponible, du fait de la distance qu'il préserve vis-à-vis des impératifs sociaux, politiques ou économiques immédiats et de la pression qu'ils exercent en permanence sur les acteurs locaux. Ce regard attentionné, ce fut celui des artistes et scientifiques invités dans le cadre du programme «Paysage industriel»; autant de visiteurs attentifs qui se sont imprégnés des lieux lors de leurs différents séjours, séparés les uns des autres par de nécessaires temps d'éloignement et de mise à distance critique. Au terme de ce cheminement en compagnie des commanditaires, chacun d'entre eux est parvenu, avec pudeur et humilité, à interroger et renouveler les représentations du paysage des territoires concernés. Ils ont en effet recueilli les témoignages (paroles, images, écrits) qui disent quelque chose d'essentiel sur ces lieux enfouis et, par la geste créative, ont pu les métamorphoser en un espace métaphorique, sorte de caisse de résonance de la mémoire et des savoirs du monde ouvrier. L'intervention artistique a donc offert aux différents protagonistes un périmètre de reconnaissance bien plus large et bien plus politique, que celui du simple ravissement visuel.

Au-delà de la fascination – parfois morbide –³⁹ pour l'objet patrimonial, ces années de travail coopératif ont montré que l'action culturelle peut être un outil de transformation sociale et politique. Le système de la commande a

rompu les rapports verticaux pour tenter d'asseoir, des rapports horizontaux entre le "monde de l'art" et les représentants des "cultures populaires", où chaque partie a pu assumer sa responsabilité et rencontrer l'Autre sans préjugé hiérarchique, et surtout sans donner à l'artiste la place du héros valeureux portant l'avenir de ces industries.

Il semblerait, au terme de cette expérience, que la prise en considération de cet héritage industriel, comme support de la construction identitaire, mais aussi comme expression des rapports sociaux soit désormais rendue possible dans les "territoires Parcs".

- _1. La région de Saint-Claude dans le Jura, berceau de la «dynastie Mayets», s'est spécialisée dans les articles de la table et a exporté ses techniques dans le Sud-est de la France: «L'industrielle activité des ouvriers est parvenue à trouver dans la Drôme, ce que le Jura ne pouvait plus lui procurer». Statistiques 1827. Archives départementales du Jura, 6M1131.
- _2. Un foulon, est un atelier (un moulin à eau, appelé "artifice" en Dauphiné) où l'on battait ou foulait les draps, ou la laine tissée.
- _3. Entretien du 7 novembre 2014.
- _4. A. Belmont, *Des ateliers au village, les artisans ruraux en Dauphiné sous l'Ancien Régime*, Grenoble 1998; P. Judet, *L'histoire de la montagne habitée entre le local et le global*, in FACIM, *La montagne, univers de tous les possibles? Quelles visions pour quels choix? Conférence-débat*, Jeudi 8 et 9 novembre 2007, Albertville 2009, p. 55-71.
- _5. S. Edelblutte, *Paysages et territoires de l'industrie en Europe. Héritages et nouveaux*, Paris 2009.
- _6. J.-P. Houssel, *Les industries autochtones en milieu rural*, in "Géocarrefour", 55/4 (1980), p. 305-341.
- _7. J.-L. Mayaud, *La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle*, Paris 1999.
- _8. M. Wullschlegel, *Le Mandement de Saint Nazaire des origines à nos jours*, in "Cahiers de Léoncel", n. 20 (2007), p. 28-29.
- _9. P. Veyret, *L'Isère hors les Alpes. Géographie humaine*, in "Revue de géographie alpine", 24 (1936), 4, p. 731-859; G. Veyret-Verner, *L'industrie de la soie dans les Alpes du nord*, in "Revue de géographie alpine", 30 (1942), 1, p. 125-152.
- _10. N. Abry, P. Hanus, *Bûcherons transalpins et papetiers. Une exploitation à grande échelle*, in *Papetiers des Alpes. Six siècles d'histoire*, Musée Dauphinois, Grenoble 2005, p. 122-123.
- _11. J. Guibal, *L'art d'accueillir les friches*, in "L'Alpe", 40 (2008), p. 6-8.
- _12. T. Bonnot, *La Vie des Objets*, Paris 2002.
- _13. F. Bon, *Daewoo*, Paris 2004, p. 72.
- _14. E. Veyrier, *La mémoire des artisans et ouvriers du bois dans le Royans. Eléments de valorisation d'un patrimoine artisanal et industriel du Vercors*, Master 2 professionnel «Études Rurales», Université Lyon 2, 2008.
- _15. B. de L'estoile, *Le goût du passé. Érudition locale et appropriation du territoire*, in "Terrain", 37 (2001), p. 123-138.
- _16. R. Piccamiglio, *Chronique des années d'usine*, Paris 1999; J.-Y. Loude (photos C. Fréger), *L'usine Pont-en-Royans ou le miracle de la truite*, La Halle, Pont-en-Royans 2006.
- _17. Introduction de L. Giard à: M. De Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris 1994, p. 16.
- _18. G. Di Méo, *Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle*, in "Espaces et Sociétés", 78 (1995), p. 16-33.
- _19. M. Bazin, *Patrimoine industriel et identité territoriale dans les Ardennes*, in "Territoire en mouvement", 21 (2014), p. 54-68.
- _20. G.. Noiriel, *L'immigration étrangère dans le monde rural pendant l'entre-deux-guerres*, in "Études Rurales", 136 (1994), p. 13-35.
- _21. L. Bergeron, G. Dorel-Ferré, *Le patrimoine industriel, un nouveau territoire*, Paris 1996; S. Chassagne, *L'élargissement d'un concept: de l'archéologie (industrielle) au patrimoine (industriel)*, in "Le Mouvement Social", 200 (2002), p. 7-9.
- _22. Armelle Bouquet (Vercors), Sandrine Close (Lorraine) Elisa Jaffrenou (Ardèche), Carole Mabilion et Axel Martiche (Pilat).
- _23. M. Verret, *Chevilles ouvrières*, Paris 1995.
- _24. Bon (voir note 13), p. 3.
- _25. S. Edelblutte, *Paysages et territoires du patrimoine industriel au Royaume-Uni*, in "Revue Géographique de l'Est" [En ligne], 48 (2008), 1-2, consulté le 23 février 2015. URL: <http://rge.revues.org/1165>
- _26. O. Chavanon, D. Laforgue, R. Raymond, *Pour une approche des acteurs ordinaires dans l'éther des projets de développement local territorialisés*, in Y. Bonny et al. (sous la dir. de), *Espaces de vie, espaces enjeux: entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes 2012, p. 231-244.
- _27. 79 mn, La Vaka production, 2012.
- _28. H. S. Becker, *Les mondes de l'art*, Paris 1982, p. 21.
- _29. Joël Haon, ouvrier usine Murat (Ardèche). Entretien avec M. Théodore, *Mission d'observation et d'accompagnement du projet de coopération inter-parc «Paysage industriel»*, Rapport final, 2015.
- _30. bois-royans-vercors.fr
- _31. «Nous pouvons la définir comme une manière de faire simple et efficace, adaptée à chaque situa-

- tion et créée par l'ar- *l'artisan*, in "Ethnologie tisan». D. Schwint, *La française*", 3 (2005), p. routine dans le travail de 521-529.
- _32. D. Schwint emprunte la notion de métiers à M. Détiennne, J. -P. Vernant, *Les Ruses de l'intelligence. La métiers des Grecs*, Paris 1974.
- _33. P. Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris 1992.
- _34. L. Boltanski, E. Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris 1999.
- _35. R. Sennett, *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, Paris 2010, p. 20.
- _36. V. Cudel et al., *Paysage industriel*, Dijon 2015, p. 45.
- _37. Ibidem, p. 46.
- _38. M. Théodore, *Mission d'observation et d'analyse du projet de coopération interterritoriale Paysage industriel*, in Cudel et al. (voir note 36), p. 126.
- _39. S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, 1999; M. de Certeau et al., *La beauté du mort*, in *La culture au pluriel*, Paris 1993.

English Abstracts

Elisabeth Joris

*Tunnelling and Big Industry Work in the Swiss Oberwallis Region:
A History of Men and Women*

For over a hundred years, the Lonza chemical plant has contributed to shaping the Oberwallis industrial landscape, with the Simplon and Lötschberg tunnels connecting the valley with the north and south for almost as long. The Italian men and women moving there in the context of the tunnel construction work had a significant impact on the development of Naters, which changed from a mostly agricultural community into a centre with a varied population structure. The Italians are perceived as a specific community in the collective memory and self-perception of the village. The expansion of Lonza manifested itself in a growing number of locals, so-called “worker-farmers”. The “worker farmers” remained embedded in the dual conditionalities of factory and village. The main work load in agriculture and livestock farming, however, lay on the shoulders of the worker farmers’ wives. The methods of oral history help to reconstruct the multiple interdependence and interlocking of male and female activities. The narratives of life and work full of deprivation experienced by the Italian women and men have shaped the collective memory of their community over generations. In contrast, the positive talk about the (male) “worker-farmers” disregard the responsibilities and the contribution of their wives. The individual recollection of the specific burden of these women is not embedded in the greater collective frame of reference and memory.

Gianni Perona

The historical industrial heritage and the identity of the district of Biella

Preserving and putting to its best advantage the industrial archaeological heritage in the district of Biella depends on both the deeply felt identity of the inhabitants, a small Piedmontese speaking community, and the will of the woollen manufacturers, who assert determinedly their local rooting, because the “biellese” identity adds to the products of their factories the value resulting from the prestige of the great managers who introduced the textile industrial revolution into the district since two centuries. That is why some

old families which still own their firms, or at least their empty old factories, have devoted means and energies to their economic and familial archives as well as to the preservation of some buildings of historical interest. From the scientific point of view, the “factory of the weel” must also be considered. A cultural society is in charge of this intact building and of its hydraulic plant exploiting water power. Much less energy has been devoted to the history and to the archaeology of the other important industries of Biella district, even if some small museums preserve precious archives and memories in a number of mountain villages. So the cotton and the hat industries as well as the building trade have been shortly treated here.

Casimira Grandi

*Above a hidden memory. The industry in the social history
of Trentino (19th-20th centuries)*

The landscape of the historical industry of Trentino is used as means to approach social historical analysis, in cultural heritage perspectives for sustainable future development. Integrative interaction between disciplines is use on regulation functions, for complex research on multiple landscape values. The postmodern time shows archaic traditional agricultural landscapes for the tourist industry, but it is difficult to hide the relicts of big old factories, which today are often negative memories cathedrals of an embarrassing history wrongly: recognizing only the negative sides, place of pollution and social disease. Perspectives for the future are connected with ethical approach at the past memory, with research free of political condition, where people can find the truth about industrial workers and the pride of their past: this is *conditio sine qua non* to replace the identity’s involution with cultural heritage, coherent with today’s life. Trentino region has not a long industrial landscape history, ranging from the second half of the 19th century to the second half of 20th century, but in today’s time it is difficult to translate the work of factories work tradition at the present society’s demand: is it economically profitable in front at the inclination for contemporary ecological management (local and national)? Or would it be better to forget about this past? Perhaps, the solution is a new industry: where the immaterial heritage is “raw material” to understand the past and value.

Angelika Schoder

The construction of the storage hydropower plant Wienerbruck – Transformations of a landscape from an engineer's point of view

The storage hydropower plant Wienerbruck is located at the base of the Öttscher, a widely visible peak of the Lower Austrian foothills of the Alps. As «lieu de mémoire» it marks the beginning of large-scale electricity supply in this federal state. An environmental historical approach, however, shows that the construction of this power plant in the early 20th century has also fundamentally transformed an alpine “energy landscape”. Based on the assumption that transformation processes in the course of industrialization leave traces in the memory of the involved institutions, but also at a material level (i.e. in the physical waterscape), this contribution aims at detecting those remnants. Since inauguration of the hydropower plant in 1911 the waterscape has been dominated by two storage reservoirs, but it had also been energetically used (and altered) before, notably for floating timber. Interactions and negotiations, particularly the interests of certain groups of actors (wood and iron industry, tourism, railway operation), facilitated and legitimized the transition from the “old” to the “new” energy landscape in this specific temporal and geographic context. Above all, though, the perceptions of technical experts about the optimal use of alpine rivers profoundly shaped this transformation – and were themselves shaped in its course.

Luca Moretto

La Cogne, an iron and steel industry in the Alps

Aosta is an urban alpine center of Roman origin. The conditions for its development in the twentieth century, and the transition from village to city, were made possible by the presence of an iron and steel industry, the Cogne, born as a result of some “natural” resources in the area: iron ore and hydropower. The case of Cogne allows to bring out the features of the parable of the development of the modern in an urban alpine historic town, from the foundation to its decline. The impact of Cogne of Aosta has been impressive: the area of the plant came to have an extension of up to three times the area including the Roman walls of the ancient city. In 1948, workers at the

Cogne were approximately half the population of the city. The approach that I followed is multidisciplinary; I integrated studies, analysis and synthesis of different aspects, on the basis of archival documents largely completely new, along a route that, chronologically, starts from the sea (Genoa) and, across the plain (Turin), arrives in the mountains (Aosta).

Maurizio Reberschak

The Vajont disaster. Cards, pictures, voices of a dismissed memory

The Vajont disaster (October 9, 1963) was caused by a huge landslide fall in the artificial lake formed after building a dam, by then the highest dam existing in the world. The wave of water poured out in the valley below caused destructions and 1,910 deaths. The process for apportioning blame highlighted the responsibility of the construction company for the hydroelectric plant and the institutions of the State, and put in relief the identification between controlled and controllers. On the catastrophe was drew a veil of silence that engraved on the loss of individual and public memories. The recovery of the Vajont process 's documents allowed to rebuild not only the causes that provoked the disaster, but also the latest reworking of historical memory. The history of the Vajont disaster rests on the heritage of the memory contained in the papers, in the pictures, in the voices that have given new life and meaning to the memories of destroyed things and people killed.

Roberta Clara Zanini

Children – and grandchildren – of the mine: the memory of the mining past in Macugnaga and its facets

This paper presents the results of an ethnographic research conducted in Macugnaga, an Alpine village situated in high Anzasca Valley (Piedmont) that, besides being a Walser community and a famous mountaineering center, has experienced a major mining past, whose memory is transmitted by the association «Children of the mine». The members of the association belong to three different generations – the miners, their children and their grandchildren – and this rather broad generational spectrum lead to a multiplicity of symbolic

representations of the miner and of the mining activity in general. Outcome of such a multiplicity is the construction of a faceted memory, which presents at the same time paths of introversion and extraversion. If in the case of first generation memory the introversive dimension appears prevalent, in the second and third generation memory the extravert facet emerges much more clearly and gives rise to a commitment that is manifested through projects of communication, transmission and valorization.

Pierre Judet

The permanent use of a heritage. The Arve valley case

Even though manufacturing is generally not particularly appreciated in the Alps, the central part of the Arve valley appears as an original case in the sense that it has built up its identity on a specific industrial activity : the production of minute metal pieces. Introduced in the 18th century as a subcontracting activity for genevas clockmakers, the production of clock pieces was first practiced at home before getting mechanized. World War One was the opportunity for the Arve valley to shift to screwcutting and gradually develop into an industrial district in which the activity was progressively blended with the local identity. In spite of some serious crises the longevity of the activity has been partly maintained by the common culture of a hard core of workforce, bosses as well as expert workers. A common memory, reshaped at each stage of the history of the local system of production, emphasizes some major episodes such as the introduction of clockmaking by Ballaloud, a clockmaker, and Cluses Great Fire and reconstruction in 1844. To preserve its image and maintain some internal consistency, the local story eludes social conflicts and the role played by industry during World War Two. The concern about the future of this industrial territory has lately led to a new questioning of the past and to the creation of a clockmaking and screwcutting museum which materializes “the industrial atmosphere” (Marshall, 1890) of the valley.

Andrea Tognina

Invisible work: Construction and perception of the Bernina railway line

The Bernina line, a narrow-gauge railway service linking Tirano in the Valtellina Valley and St Moritz in the Engadin was built by thousand (mainly Italian) workers. Their presence in the region could hardly be ignored during the construction between 1906 and 1910, with the local press reporting regularly. But once the work was completed, the people behind it all disappeared from the historical reaserches and the collective memory. The literature about the Bernina line was marked by a tourism discourse. It focuses almost exclusively on its technical dimension and on its landscape. There are only two reports about the workers, published shortly after the line was opened, but these accounts primarily represented the view of the two railway engineers. The labour force had no voice. The first attempt to research their history systematically was made for the 100th anniversary of the Bernina line.

Giulia Fassio, Valentina Porcellana

The industry as heritage. The case of Chisone valley in Piedmont

In the last decades of the 20th century, the socio-economic crisis linked to the de-industrialization led the inhabitants of post-industrial mountain areas to rethink their “identity” and to explore new ways of looking to the past and to the future of their territories. Even in Chisone valley, in the province of Turin, the tangible and intangible heritage related to industrial history has become object of a process - not without difficulty, conflicts and contradictions - of preservation and valorization. Our contribution aims to describe and analyze, from an anthropological perspective, some of these operations. In particular, we will focus on how the projects of valorization of the industrial heritage have intersected with other forms of memory and self-representation already locally present. On the other hand, we will see that some projects dedicated to the industrial past in Chisone valley try to look beyond the local context, since they are part of larger circuits that include territories sharing common background or characteristics.

Paola Pronini Medici

A cement plant in the park – The story of a cultural and territorial project

A cement plant no longer in use, an emblematic element built in 1961, historically significant but too new, bulky, unaesthetic, somewhat monstrous; five hectares occupied by quarries, concrete surfaces and huge structures, all this in the middle of a park. A natural and cultural park, with the additional intent to document the history of the territory, that finally has the tempting opportunity to get rid of the cement plant or at least to redevelop the area. The legal framework, the objectives of the Park, the implicit contradictions raise a number of questions that it is not easy to answer. Are there good reasons to preserve the memory of this monstrosity? And if so, how to preserve it, based on which criteria? The answers were sought with honesty with the aim of documenting the uncensored history of the place, bringing out the deleted layers without fabrications of history and refusing emotional and irreversible choices for the benefit of consistency and authenticity. The process was opposed but completed with rigor; the result is now widely appreciated for its coherence, the multiplicity of the advantages (natural, cultural, recreational, landscape), the sustainability and flexibility of the project. The debate originated by the project has been able to stimulate broad considerations on history and its recent acceleration, on our gaze at the territory, on the need for beauty, memory and authenticity.

Anne-Marie Granet-Abisset

“Innovative or absent”: the distorted representation of the alpine industry in the television (FR3 Alpes)

If it is customary to think of museums as the major players of public heritage, this role is less frequently given to television. However, these two institutions participate in building up social representations and creating a common story of societies.

If we take the example of Rhone-Alpes industries, it is very interesting to consider the role of regional television since the '60s in placing industrial activities, and more largely those of industrial societies, as common heritage. Which kind of collective memory does the television create? The one of

work, of economical and/or technical activities, of industrial territories, of men or machines, of economical or social stakes? This questions have a particular meaning in the Rhone-Alpes region, where the industrial activities did bring the economical development at first, but then they knew crises, conversions and reconstruction. Almost six decades of television corpus allow us to understand the reality of these activities and the evolution of the representations given by television. The latter usually reflect the social, economic and environmental context, but eventually they anticipate the evolutions on a global scale. This approach can help to comprehend how the industry enters in the public heritage field at the same time that it loses its economic power.

Philippe Hanus

“Industrial landscape”. Return on an artistic and scientific cooperation experience within the regional national parks of Lorraine, the Monts d’Ardèche, Pilat and the Vercors (2010-2014)

Between 2010 and 2014 the ‘Parcs naturels régionaux’ (Areas of Outstanding Natural Beauty) of Lorraine, the Monts d’Ardèche, Pilat and the Vercors undertook a joint assessment of the industrial history of their respective territories, its evolution and crises and its impact on the landscape and the daily life of the people and communities of today. The process, co-developed with the ‘Fondation de France’ and local stakeholders (elected representatives, craftspeople, workers, entrepreneurs and NGO’s dealing with heritage and community education) took the form of a programme of artistic cooperation that was given the name ‘Industrial Landscape’; later complemented by action-research in Social Sciences in the territories concerned. This contribution symbolizes the root of this approach, but also the context of the conception, creation and response to the works of art produced. It demonstrates in equal measure how an artistic creative process around industrial sites can be enriched by a ‘chorus of voices’ and guarantee wider societal and political recognition and acceptance than simple visual charm. A cooperative effort of several years was necessary in order to ensure that this initiative was able to enrich the story of the ‘Parcs’ by acknowledging the legacy of the working class and more widely their industrial heritage.

Finito di stampare
nel mese di novembre 2016
da Tipografia Lepori Storni
Lugano

